



Document de synthèse des projets
Programme FSP 2003-74

MIGRATIONS INTERNATIONALES, RECOMPOSITIONS TERRITORIALES ET DÉVELOPPEMENT

Avec le soutien de l'UMR 201 IEDES / U. P1
IRD « Développement et Sociétés »



**Document de synthèse
des projets du Programme
FSP 2003-74**

**Migrations internationales,
Recompositions territoriales et
développement**

Avertissement

Le programme FSP 2003-74 « *Migrations internationales, recompositions territoriales et développement* » sera clos à la fin du mois de novembre 2009.

Les notes de synthèse du rapport final de chacun des projets rassemblées dans ce document ont un caractère provisoire.

Elles ont été rédigées par les responsables de projet pour servir de support au colloque de restitution du programme « *L'Afrique en migrations. Dynamiques et territoires* » Paris, 20-22 octobre 2009. Les responsables de projet ont été invités à présenter les résultats de leurs recherches dans le cadre de l'une des trois sessions du colloque.

Table des matières

Présentation du programme : André QUESNEL	11
Membres du Conseil scientifique	17
Liste des projets.....	18

Les transferts d'argent des migrants de la vallée du fleuve Sénégal.

Processus d'affectation et impact sur la région d'origine

Hamidou DIA – Moumouni ADAMOU

1. Problématique et contexte de l'étude	25
2. Méthodologie	25
3. Résultats.....	26
4. Conclusions et recommandations en termes de recherche et de politiques publiques	31

Migrations internationales et reconfigurations territoriales en Afrique de l'Ouest et au Sahara

MIRTAS

Mahamadou ZONGO – Sylvie BREDELOUP

1. Problématique et contexte de l'étude	37
2. Méthodologie	37
3. Résultats.....	37
3.1. Le migrant africain de retour ou en transit : un nouvel acteur de la fabrique urbaine ?	37
3.2. Economie de transit, économie du retour : quelles traductions spatiales, quels acteurs tirent profit de cette manne ?	39
3.3. Actions de formation	41
3.4. Actions de valorisation	42
4. Conclusions et recommandations en termes de recherche et de politiques publiques	42

Circulation internationale et développement local au Sénégal

MAFE

Papa SAKHO – Cris BEAUCHEMIN

1. Problématique et contexte de l'étude	49
2. Méthodologie	50
2.1. Construction des échantillons.....	50
2.2. Nature des données	52
3. Résultats.....	53
3.1. Un état des lieux paradoxal des migrations subsahariennes.....	53
3.2. Un tableau des migrations sénégalaises et dakaroises	53
3.3. Migrations de retour.....	54
3.4. Les comportements de transferts des migrants.....	54
3.5. Migration et conditions d'habitat à Dakar	55
4. Conclusions et recommandations en termes de recherche et de politiques publiques	57

Cross border inter-urban and inter-rural migration

An analysis of the Mozambique and Zimbabwe border areas

Lovemore MARISA

1. Problem and context of the study	63
2. Method used.....	64
3. Résultats.....	64
3.1. Nature of Migration Streams	64
3.2. Nature of the Movements.....	65
3.3. Perceptions and Understanding of Frontier	66
4. Conclusions and recommendations in terms of research and public policies	68

Immigration, Transit and Urban Transformation

A comparative study of post-apartheid migration and urbanisation in Lubumbashi, Maputo and Johannesburg

Loren B. LANDAU – Aurelia WA KABWE-SEGATTI

1. Problem and context of the study	73
2. Method used.....	73
2.1. Overall Sub-Projects Developed Under Auspices of Grant	73
2.2. Conceptual and methodological innovations	74
2.3. Difficulties encountered with the quantitative surveys.....	75
2.4. Logistical and Conceptual Obstacles	76
3. Results.....	78
4. Conclusions and recommendations in terms of research and public policies	78
4.1. Main conclusions.....	78
4.2. Recommendations to policy-makers.....	79

L'impact des migrations internationales de retour de Côte d'Ivoire sur le développement des régions frontalières du Burkina Faso avec la Côte d'Ivoire

Dieudonné OUEDRAOGO – Bonayi DABIRE

1. Problématique et contexte de l'étude	85
2. Méthodologie	86
3. Résultats.....	87
3.1. Une accélération des immigrations à partir de 1999.....	87
3.2. Migration et transformation socio-économique	88
4. Conclusions et recommandations en termes de recherche et de politiques publiques	92

Migrations internationales marocaines au Canaries et recompositions territoriales

Rôle et comportement des acteurs et transformations socio-économiques et spatiales

Mohamed CHAREF – Dirk GODENEAU

1. Problématique et contexte de l'étude	99
1.1. Genèse du projet.....	99
1.2. Une migration marocaine mondialisée	99
1.3. Une migration séculaire à partir du sud-ouest du Maroc.....	100
2. Méthodologie	101
3. Résultats.....	102
3.1. Le sud-ouest du Maroc, un espace de transit vers les Canaries.....	102
3.2. L'immigration marocaine aux Canaries	102
3.3. Transferts monétaires vers la région d'origine	104
3.4. Pratiques transnationales	105
4. Conclusions et recommandations en termes de recherche et de politiques publiques	107

Le Niger, espace d'émigration et de transit vers le sud et le nord du Sahara

Rôle et comportements des acteurs, recompositions spatiales et transformations socio-économiques

Harouna MOUNKAILA – Boureïma AMADOU – Florence BOYER

1. Problématique et contexte de l'étude	113
2. Méthodologie	114
3. Résultats.....	115
3.1. Impacts des circulations transnigériennes à Niamey, Agadez.....	115
3.2. Les migrations circulaires dans la zone de Tahoua ou comment rester malgré la disette.....	117
4. Conclusions et recommandations en termes de recherche et de politiques publiques	119

Crise économique et migrations internationales en République Démocratique du Congo

Bruno SCHOUMAKER – Agbada MANGALU MOBHE

1. Problématique et contexte de l'étude	125
2. Méthodologie	125
3. Résultats.....	126
3.1. Caractéristiques des émigrés d'origine congolaise.....	126
3.2. Quel impact les crises économiques et politiques ont-elles eu sur les migrations au départ de la République Démocratique du Congo ?.....	128
3.3. Rôle des réseaux sociaux et familiaux dans la migration	130
3.4. Déterminants des transferts de migrants	133
4. Conclusions et recommandations en termes de recherche et de politiques publiques	134

International Migration, Territorial Recomposition and Development within the South-western Nigeria and South-eastern Benin Republic Borderland

Adejumoke A. AFOLAYAN

1. Problem and context of the study.....	141
2. Method used.....	141
3. Results.....	141
4. Conclusions and recommendations in terms of research and public policies	148

Départs et retours des migrants internationaux au Maroc Impact sur le développement local

Mohamed KHACHANI – Mohamed MGHARI

1. Problématique et contexte de l'étude	153
2. Méthodologie	153
3. Résultats.....	154
3.1. Caractéristiques démographiques et socio-économiques des migrants de retour	154
3.2. Les apports économiques des migrants de retour	156
4. Conclusions et recommandations en termes de recherche et de politiques publiques	158
4.1. Éléments pour un bilan migratoire entre départs et retours.....	158
4.2. Analyse multivariée des transferts, envois de biens et projets d'investissement	159
4.3. Recommandations.....	161

Dynamique du système migratoire transnational dans les zones frontalières marocaines

Le cas des migrations dans le Nord Marocain

Zoubir CHATTOU

1. Problématique et contexte de l'étude	167
1.1. Objectifs	167
2. Méthodologie	168
3. Résultats.....	169
3.1. Migrations et dynamiques urbaines dans les zones frontalières de Sebta-Tanger et Mililla-Nador.....	169
3.2. Un nouveau profil de la migration : les entrepreneurs transnationaux	172
3.3. Une migration de transit, stigmatisée et très médiatisée.....	174
4. Conclusions et recommandations en termes de recherche et de politiques publiques	176

The Impact of Population Displacement on Ghana as a result of the Crisis in Liberia

Peter QUARTEY – Samuel Nii Ardey CODJOE – Cynthia ADDOQUAYE TAGOE

1. Introduction	183
1.1. Research Issues.....	183
1.2. Research Objectives.....	183
1.3. Literature Review	183
2. Methodology.....	185
3. Key Findings and Conclusion	185

Migrations internationales maliennes

Recomposition des territoires migratoires et impacts sur les sociétés d'origine

Pierre CISSE – Christophe DAUM

1. Problématique et contexte de l'étude	191
2. Méthodologie	192
3. Résultats.....	192
4. Conclusions et recommandations en termes de recherche et de politiques publiques	197

Présentation du programme

Les pays africains, tout particulièrement de l'Afrique subsaharienne, vivent depuis les années 1950 une transition démographique qui se traduit par une multiplication par près de quatre fois leur population. Cette transition démographique tardive, en comparaison des pays d'Amérique latine et d'Asie, accompagne la restructuration des espaces économiques régionaux et nationaux liés à leur insertion dans l'économie mondiale; elle se caractérise dès lors par une dynamique de peuplement sans précédent dans l'histoire africaine. En effet, le croît démographique, la mobilité et les migrations remettent constamment en cause, selon des intensités et temporalités diverses, les constructions territoriales du passé. Face à la diversité d'ordre politique, économique, social et environnemental des situations qui en résultent, face au défi continu de gouvernance qui est posé, la compréhension du rôle que joue la migration internationale dans la transformation des pays africains et de leur territoire exige un renouvellement des approches.

La question des migrations internationales a été écartée des objectifs du millénaire du développement (OMD) pour de multiples raisons qui tiennent de manière générale au refus des pays du Nord de toute intervention concernant les modes de gestion et de régulation de leurs marchés du travail mais plus particulièrement à l'extension du domaine de la sécurité des Etats à toutes les formes de migration internationale. On doit à la volonté de Koffi Annan, Secrétaire général des Nations Unis (1997-2006), d'avoir réintroduit lors de la Conférence de haut-niveau en septembre 2006, la question de la migration internationale comme une préoccupation du développement des pays du Sud. Toutefois, les débats ont principalement porté sur deux aspects concernant les migrations de travailleurs vers l'Europe, les Etats-Unis et les pays du Moyen-Orient : d'une part, sur la question des transferts dès lors que ceux-ci représentent une part importante du PIB et qu'ils dépassent l'Aide publique au développement (APD), voire les revenus du pétrole et du tourisme dans les pays d'origine des migrants et, d'autre part, sur la question des départs des jeunes générations les mieux formées.

Entre leurs besoins de main-d'œuvre dans les secteurs de l'agriculture, de la construction et des services, d'une part, et la préoccupation politique et sociale que soulève le désir de s'installer de migrants toujours plus nombreux en dépit des difficultés rencontrées, d'autre part, les pays du Nord ont choisi à la fois de maintenir des politiques sécuritaires et de favoriser des politiques de développement local dans les pays d'origine des migrants. Or, dans les deux cas, ils ignorent, sinon ne prennent pas suffisamment en compte, les dynamiques sous-jacentes aux mouvements migratoires et leur impact territorial dans les pays du Sud.

Pourtant les documents préparés pour la Conférence de Haut-niveau en 2006 montrent que les migrants internationaux sont principalement localisés dans les pays du Sud. Autrement dit, et tout particulièrement en Afrique, les migrations internationales s'effectuent principalement à l'intérieur du continent, même si à la fin des années 1990 les migrations vers l'Europe se réalisent à un rythme relativement plus important. Aussi,

de manière paradoxale, y a-t-il encore peu d'études sur la transformation des systèmes d'activités, tant en milieu urbain qu'en milieu rural, du fait des déplacements des plus jeunes actifs, souvent les mieux formés, vers les marchés du travail de l'Europe mais aussi et surtout dans les sous-régions africaines et le territoire national. De la même façon, la rétention aux frontières, tout particulièrement des pays du Maghreb, est rarement abordée comme un des vecteurs d'une dynamique nouvelle dans les régions frontalières au détriment ou en concurrence d'autres bassins d'emploi plus anciens. Autrement dit, les mouvements migratoires internationaux ne doivent pas être dissociés des migrations internes et de toutes les formes de mobilité qu'ils génèrent : de circulation, de transit et d'installation. Dès lors que la circulation des migrants internationaux se trouve de plus en plus entravée, c'est l'élargissement des espaces migratoires ainsi que la construction de nouveaux espaces réticulaires et des lieux – espaces de vie- du transit et de l'installation, qui donnent leur forme aux métropoles et aux villes africaines. C'est dans cette perspective que le programme « Migrations internationales, recompositions territoriales et développement » a été mis en œuvre en 2005 par un appel à propositions de recherche en direction des institutions africaines. Il porte tant sur la forme que sur l'impact des migrations internationales quant à la redistribution spatiale des populations et les mutations socio-économiques qu'elles induisent, tant dans les zones de départ que dans les zones d'arrivée en Afrique.

Les objectifs du programme

Le programme FSP 2003-74 « *Migrations internationales, recompositions territoriales et développement* » est un programme de recherche – formation 2005-2009 financé par le MAEE. Il a été élaboré et mis en œuvre par l'IRD, sous la responsabilité d'André Quesnel dans le cadre du Gis CEPED tout d'abord, puis dans le cadre de l'UMR 201 de l'Université de Paris 1 et de l'IRD ensuite. Un conseil scientifique international composé de 11 membres et présidé par Hervé Domenach (IRD) s'est chargé de finaliser l'appel à proposition de recherche ; le Conseil a souhaité que les institutions africaines qui répondraient à l'appel soient associées à des institutions européennes afin de faire émerger des problématiques voire des projets multi-situés. Après la sélection des projets de recherche en juillet 2005, le Conseil s'est ensuite impliqué, à la demande du MAEE, dans un suivi continu de ceux-ci autour de deux objectifs.

Le premier objectif du programme est de relancer les études sur la mobilité et la migration internationale qui ont été délaissées en Afrique - au profit bien légitime des études sur la santé de la reproduction- notamment après 1993 avec l'achèvement de la grande enquête REMUAO (Réseau d'études des migrations et de l'urbanisation en Afrique de l'Ouest) menée dans le cadre du Club du Sahel. L'ambition première est donc de mobiliser les institutions de recherche africaines en partenariat avec les institutions françaises et européennes autour de projets de recherche qui prendraient en compte toutes les formes de migration internationale : frontalière, de transit, intracontinentale comme intercontinentale. Il s'agit alors de considérer aussi bien les processus de circulation que les processus d'installation, aussi précaire soit-elle, et de transit. L'impact territorial de la migration internationale mis au centre de l'appel à projet peut être abordé en conséquence de différents points de vue : qu'il s'agisse tant de la formation des réseaux migratoire, de la localisation des transferts financiers et des investissements fonciers et immobiliers qu'ils stimulent, que de l'effet produit sur les autres formes de mobilité et les reconfigurations territoriales qui en découlent. Finalement, les projets de recherche

sélectionnés (cf. liste des projets, infra.) ressortissent de pays très divers du point de vue de leur situation et de leurs problématiques migratoires, qu'il s'agisse de l'Afrique du sud, du Burkina-Faso, du Congo, du Mali, du Maroc, du Niger, du Nigeria, du Sénégal ou du Zimbabwe.

Le second objectif du programme est la formation, soit directement à travers des ateliers de formation doctorale des étudiants africains, soit indirectement à l'occasion des ateliers inter-équipes par la confrontation des expériences de recherche des chercheurs impliqués dans les projets, notamment des méthodologies mises en œuvre où les approches multi-situées sont combinées à d'autres approches (cf.infra).

Enfin, la démarche qui sous-tend implicitement ce programme, est fondée sur la volonté d'apporter des éléments ou des outils « d'aide à la décision » en matière migratoire, notamment pour les pouvoirs publics (locaux et nationaux) des pays concernés

Déroulement du programme

Après l'appel à proposition de projet de recherche lancé en mars 2005, dans le cadre du programme, nombre de chercheurs africains ont pu assister au Congrès de l'UIESP à Tours en juillet 2005, notamment aux différentes sessions concernant la migration internationale dont la session parallèle organisée par le Conseil scientifique. Une première réunion entre les porteurs de projets sélectionnés a pu être organisée à Paris en mai 2006, toutefois les projets n'ont pu démarrer que fin 2006, une fois leur financement mis en place.

Dans la perspective de créer de la synergie entre les projets ayant des problématiques et des méthodologies relativement proches deux ateliers ont été organisés :

- Le premier à l'Université Mohamed V à Rabat, en novembre 2007, a concerné les « projets multi- situés » dans le pays d'origine et les pays d'accueil en Europe des migrants internationaux ;
- Le second, à l'Université de Stellenbosch en Afrique du Sud les 27-29 mars 2008, a concerné les projets qui s'intéressent plus particulièrement aux reconfigurations territoriales, notamment urbaines et frontalières,

A la suite du séminaire de Stellenbosch le Conseil scientifique a encouragé les porteurs de projets à organiser des ateliers thématiques afin de mutualiser leurs résultats et ainsi structurer les débats du colloque de restitution. Trois ateliers ont été organisés selon des finalités diverses:

- Un atelier « *Migrations et marges frontalières* » 13-15/10/2008, Cotonou. Atelier réalisé avec la collaboration du CEFORP (Centre de recherche et de formation en population) au Bénin. Il a permis aux chercheurs nigériens d'avoir accès aux données de la Statistique du Bénin afin de réaliser leur étude, et aux autres chercheurs de prendre mieux en compte les processus de construction d'une région frontalière par les différentes formes de mobilité.
- L'atelier « *Migrations Afrique-Europe : approches multi-situées et territoriales* » 2-4 février 2009, Dakar. Atelier réalisé en collaboration avec l'UCAD/IPDSR et ENDA, a permis de confronter d'une part les différentes approches multi-situées en Afrique et

en Europe et d'autre part, les approches « territorialisées » dans les régions de départ, de sept des quatorze projets menés au Sénégal, au Mali, au Maroc et en République Démocratique du Congo. Il est ressorti que la diversité des trajectoires migratoires et la multi-polarisation des destinations ne permet pas de mesurer l'ampleur du phénomène avec les enquêtes classiques ou le recensement. Les méthodologies présentées lors de cet atelier constituent dès lors une première avancée face à l'exigence de renouvellement des études sur les questions migratoires. Les résultats présentés par le projet 3 MAFE au cours d'une journée de restitution auprès des acteurs institutionnels et les ONG ont mis en exergue des comportements relativement inédits comme l'allongement de la durée d'absence des migrants, montrant par là des effets de rétention en Europe ou dans les marges frontalières ; autant de résultats qui seront discutés lors du colloque de restitution.

- L'atelier « *Liens entre formes migratoires (transit, retour et rapatriement) et transformations socio-spatiales sur le continent africain* ». 30/03-1/04/2009, Marseille. Atelier organisé en collaboration avec l'UMR LPED U.de Provence-IRD et l'Université de Ouagadougou. L'objectif était de mutualiser les résultats de quatre projets de recherche réalisés en Afrique du Sud, au Burkina Faso, au Niger ainsi que dans les villes de transit en Algérie et en Mauritanie ou les villes d'origine des migrants de RDC et du Mozambique vers l'Afrique du Sud. De nombreux résultats font ressortir la complexité des recompositions territoriales à l'œuvre du fait d'une intensification des migrations internes en direction des villes de transit des migrants internationaux. D'ailleurs, à l'issue de l'atelier, la table ronde a été organisée autour de la question plus large du devenir des villes africaines et des politiques publiques, dans la mesure où ces villes peuvent, dans bien des cas, être le siège de mouvements de départ et de transit et constituer des pôles économiques importants.

Deux ateliers de formation doctorale, d'une durée d'une semaine chacun, ont été organisés par des porteurs de projets auxquels ont participé une douzaine d'étudiants africains membres des projets du programme : le premier à Meknès (Maroc), à l'ENA et coordonné par Zoubir Chattou, décembre 2008 ; le second à Marseille, au LPED/IRD-Université de Provence coordonné par Sylvie Bredeloup (IRD), avril 2009

Finalisation du programme

Bien que les projets n'aient pas démarré en même temps, ni avancé au même rythme, ni tous bénéficiés d'autres financements que celui du programme FSP, il est attendu de la part de chacune des équipes un rapport final qui sera publié sous la forme d'un CD-Rom et avec mise en ligne sur le site de l'IRD et de l'UMR 201.

Le Colloque de restitution a lieu à Paris du 20-22 octobre 2009. Faisant suite aux ateliers thématiques il est organisé en trois sessions et une table ronde :

- Première session : Multiplicité et reconfigurations des modèles migratoires
- Deuxième session : Dynamiques migratoires réticulaires et liaisons socio-économiques
- Troisième session : Espaces des migrations et territoires des migrants
- Table-ronde : Migrations africaines et politiques publiques à l'épreuve de la crise mondiale

Les membres des projets sont invités à présenter la synthèse de leur projet et ses principaux résultats dans l'une ou l'autre de ces sessions.

Bilan et perspectives du programme.

Pour terminer cette présentation du programme, il convient de souligner les effets d'entraînement tant sur le plan de la formation que de la recherche du programme FSP, mais aussi sur le plan des collaborations entre les institutions africaines, françaises et européennes. Le premier effet du programme FSP est la mise en collaboration d'équipes mixtes d'institutions africaines et européennes pour la réalisation des projets. Il a permis, par exemple, le rassemblement de chercheurs ayant un projet proche et d'entamer un projet comparatif comme le Projet 3 Mafe - Sénégal mené par l'UCAD à Dakar et l'INED, d'une part et le Projet 9 au Congo, mené par l'Université de Kinshasa et l'Université de Louvain-la-Neuve, d'autre part. Ensemble ces institutions ont pu approfondir leur problématique, élargir leurs collaborations et se présenter - et obtenir - avec d'autres institutions le financement d'un programme européen sur les migrations internationales. D'une manière générale, l'élargissement à d'autres projets portant sur les migrations internationales est à mettre au crédit de ce programme. Pour l'ensemble des projets, le programme FSP a servi de plate-forme pour postuler à d'autres programmes plus importants ou complémentaires.

Toutes les équipes ont produit des communications de résultats issus de leur projet dans des séminaires internationaux ou des instances nationales. D'autres formes de valorisation du programme sont d'ores et déjà envisagées. Enfin, toutes les équipes au cours de la réalisation de leur projet ont jeté des ponts en direction des institutions et des associations travaillant sur la question des migrations internationales.

Après le Colloque de restitution, des actions nationales de restitution et de dissémination des résultats sont d'ores et déjà envisagées par les porteurs de projets des pays concernés par le programme.

André Quesnel
Directeur de recherche à l'IRD
Coordinateur du programme FSP 2003-74

Organisation du Programme

Coordination du Programme :

André Quesnel (IRD / UMR 201 U. P1 - IRD)

Conseil scientifique du Programme :

Président du conseil scientifique :

Hervé Domenach, UMR 151, LPED U. de Provence -IRD

Ibrahim Awad Bureau International du Travail, ILO, Genève

Simon Bekker U. de Stellenbosch, Afrique du Sud

Geneviève Cortes U. de Montpellier III

Bachir Hamdouch INSEA, U. Adgal Mohamed V, Rabat

Mohamed Khelladi, décédé, PNUD, Algérie

Emmanuel Ma Mung UMR MIGRINTER CNRS – U. de Poitiers

Koffi Nguessan ENSEA, Université d'Abidjan

Jorge Santibañez SEP, Mexico

Jacques Véron INED, Paris

Secrétariat du Programme FSP :

Murielle Honoré (IRD / UMR 201 U. P1 - IRD)

Secrétariat de l'édition scientifique :

Hélène Roux (IRD / UMR 201 U. P1 – IRD)

Liste des projets

1. **Sénégal** : « *Transferts d'argent des diasporas de la vallée du fleuve Sénégal. Processus d'affectation et impact sur les villages d'origine* ». Responsable : Hamidou DIA (Université Paris 5) en collaboration avec le LASDEL (Niger).
2. **Burkina Faso** : « *Migrations internationales et reconfigurations territoriales en Afrique de l'Ouest et au Sahara (MIRTAS)* ». Responsable : Mahamadou ZONGO (Université de Ouagadougou) et Sylvie BREDELOUP (IRD, LPED).
3. **Sénégal** : « *Circulation internationale et développement local au Sénégal* ». Responsables : Papa SAKHO (Institut de Formation et de Recherche en Population, Développement et Santé de la Reproduction - IPDSR, Université Cheikh A. Diop, Dakar) et Cris BEAUCHEMIN (INED)
4. **Zimbabwe** : « *Cross border interurban and inter-rural migration: an analysis of the Mozambique and Zimbabwe border areas* ». Responsable: Lovemore MARISA (Organisation for Natural and Environmental Livelihoods - LOVENGO).
5. **Afrique du Sud** : « *Immigration, Transit and Urban Transformation: a comparative study of post-apartheid migration and urbanisation in Lubumbashi, Maputo and Johannesburg* ». Responsables : Loren B. LANDAU (Université de Witwatersrand) et Aurélia WA KABWE-SEGATTI (IRD / UMR 201 U. P1 - IRD).
6. **Burkina Faso** : « *Impact des migrations internationales de retour de Côte d'Ivoire sur le développement des régions frontalières du Burkina Faso* ». Responsables : Dieudonné OUEDRAOGO, Dabiré BONAYI (Institut Supérieur des Sciences de la Population - ISSP, Université de Ouagadougou), en collaboration avec l'IRD (Jean-Pierre GUENGANT).
7. **Maroc** : « *Migrations internationales marocaines aux Canaries. Rôles et comportement des acteurs et transformations socio-économico-spatiales* ». Responsable : Mohammed CHAREF (ORMES, Université d'Agadir), en collaboration avec OBITEN, Université de La Laguna (Canaries, Espagne).

8. **Niger** : « *Le Niger, espace d'émigration et de transit vers le Nord et le Sud du Sahara. Rôle des acteurs, recompositions spatiales et transformations socio-économiques* ». Responsables : Boureïma AMADOU, Harouna MOUNKAILA (Université de Niamey), en collaboration avec Florence BOYER (IRD)
9. **République Démocratique du Congo** : « *Crise économique et migrations internationales en République Démocratique du Congo* ». Responsables : Mohbe Agbada MANGALU (Université de Kinshasa, RDC) et Bruno SCHOUMAKER (Université Catholique de Louvain-la-Neuve, UCL, Belgique).
10. **Nigeria** : « *Migrations internationales, recompositions territoriales et développement sur les régions frontalières du Nigéria* ». Responsable : Adejumoke Alice AFOLAYAN (Université d'Ibadan).
11. **Maroc** : « *Départs et retours des migrants marocains ; leur impact sur le développement local* ». Responsable : Mohamed KHACHANI (Association marocaine d'études et de recherches sur les migrations -AMERM) en collaboration avec Jean-Louis RALLU (INED).
12. **Maroc** : « *La dynamique du système migratoire transnational dans les zones frontalières marocaines. Cas des migrations dans le Nord-Ouest et dans le Nord-Est* ». Responsable : Zoubir CHATTOU (École Nationale d'Agriculture -ENA, Meknès).
13. **Nigeria** : « *L'impact du mouvement islamique transnational sur les groupes religieux locaux* ». Responsable : Hameed AGBEREMI (Université d'Ibadan). Projet arrêté.
14. **Ghana** : « *The impact of population displacement on Ghana as a result of the crisis in Cote d'Ivoire and Liberia* ». Responsable: Peter QUARTEY (Institute of Statistical, Social and Economic Research – ISSER, Accra).
15. **Mali** : « *Migrations internationales maliennes, recompositions des territoires migratoires et impact sur les sociétés d'origine* » Responsables : Pierre CISSE (Université de Bamako) et Christophe DAUM (IRD).

Les transferts d'argent des migrants de la vallée du fleuve Sénégal

Processus d'affectation et impact sur la région d'origine

Pays de référence :

Sénégal

Localisation de l'étude :

**Dakar, vallée du fleuve Sénégal
Gabon, Libreville et Pointe-Noire
France, région parisienne**

Responsable du projet :

Hamidou DIA

Sociologue, Centre Population et Développement (CEPED),
Université Paris 5, René Descartes- INED - IRD, France

Co-responsable du projet :

Moumouni ADAMOU

Socio-anthropologue, Laboratoire d'études et de recherches sur les Dynamiques Sociales
et le Développement (LASDEL), Niger

Centre Population et Développement (CEPED)
UMR Université Paris 5, René Descartes
INED - IRD
45, rue des Saints-pères,
75006 Paris ;
www.ceped.org

L'Unité Mixte de Recherche CEPED, rattachée à l'Ecole doctorale de l'Université Paris Descartes, regroupe les enseignants-chercheurs et les techniciens de l'Université Paris Descartes, de l'INED (Institut National d'Etudes Démographiques) et de l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement). Les travaux de l'UMR portent sur les relations entre population et développement dans les pays du Sud, à travers trois entrées thématiques : la santé, marqueur et moteur du développement ; les migrations internationales et la mondialisation ; les changements qui surviennent dans la famille.

Laboratoire d'études et de Recherches sur les Dynamiques Sociales et le Développement (LASDEL),
BP 12 901 Niamey,
Niger
www.lasdel.net
tchimba@yahoo.fr

Le LASDEL, créé en 2001 à Niamey, est un laboratoire de recherche en sciences sociales qui a pour axe principal l'analyse empirique des espaces publics et de la délivrance de services et biens collectifs ou publics en Afrique. Le LASDEL dispose de deux sites dont un à Niamey au Niger et un autre à Parakou au Bénin. Le LASDEL entend contribuer à la constitution en Afrique même de pôles d'excellence en sciences sociales, sans céder aux facilités de la consultance. Le LASDEL est aussi une structure d'accueil pour des doctorants et chercheurs du Sud et du Nord.

L'équipe

Hamidou DIA, Sociologue au CEPED, Université Paris 5, René Descartes, France

hamidou.diajr@yahoo.fr

Moumouni ADAMOU, Socio-anthropologue, LASDEL

Brune DIRICQ, Sociologue, Université Paris 5, René Descartes, France

Sorona TOMA, Sociologue, Université d'Oxford, Grande Bretagne

Saydou SALL, Géographe, Université de Dakar, Sénégal

El Hadji DAGOBI, Socio-anthropologue, LASDEL, Niger

Résumé :

Ce projet cherche à comprendre l'impact des transferts d'argent des migrants de la vallée du fleuve Sénégal sur la vie des communautés d'origine. Les migrants sont étudiés sur différents lieux d'installation, constituant autant de contextes économiques, politiques et sociaux qui conditionnent les transferts. Ainsi, à travers la migration, émerge une réalité, celle du *village multi-situé*. Il constitue l'unité d'observation pertinente pour analyser les envois d'argent et les investissements des migrants.

Mots-clés: Migrants – Vallée du Fleuve Sénégal- Transferts d'argent – Développement

Abstract:

The project aims at analysing the impact of migration on the Senegalese River Valley through the remittances sent by those established in foreign countries. A multi-sited ethnography is conducted in several receiving countries, which enables us to assess the effect of various economic, political and social contexts on remittances. A new reality is produced by migration, which we call the *multi-sited village*. It proves to be the adequate object to study remittances.

Key words: Migrants - Senegalese River Valley – Remittances - Development.

1. Problématique et contexte de l'étude

Le projet porte sur les investissements et envois d'argent des migrants originaires de la moyenne vallée du Fleuve Sénégal. Le projet approfondit les questionnements suscités par la thèse du porteur principal du projet. Cette recherche doctorale part du constat que les envois d'argent des Sénégalais établis à l'étranger vers leur pays dépassent désormais l'aide publique au développement et correspondent à près de 10% du Produit intérieur brut (PIB). La moyenne vallée reçoit une part importante de ces transferts. En effet, c'est l'un des foyers les plus anciens de l'émigration internationale sénégalaise. Cette partie du Nord du pays, aux confins de la frontière avec la Mauritanie, a développé une économie centrée autour de l'argent de l'émigration pour plusieurs raisons : les sécheresses répétées de la fin des années 1960 et des années 1970 ; la faillite de l'agriculture irriguée mise en place à partir de 1975 ; l'échec des grands aménagements hydro agricoles des années 1990 et la monétarisation croissante des échanges. Cette configuration économique dominée par les transferts d'argent pose intrinsèquement la question du devenir de cette région en raison de l'orientation prise par les politiques migratoires dans les pays du Nord et les crises politiques, économiques et sociales qui frappent les destinations africaines anciennes : Côte-d'Ivoire, Gabon, République Démocratique du Congo, Zambie, Angola. Cette situation paradoxale, dans laquelle le quotidien des populations est tributaire d'une ressource externe, amène à interroger la nature de l'économie domestique locale, ainsi que les modalités de prise en charge des biens publics (santé, accès à l'eau, éducation, environnement) alors que l'Etat central est dans l'incapacité d'assumer l'intégralité de ces missions publiques.

Plusieurs questions se posent dans ce contexte : Quels sont les déterminants des transferts d'argent des migrants vers les parents restés sur place et les communautés d'origine ? Comment évoluent les capacités d'action collective des fameuses associations villageoises constituées par les migrants du Fouta-Toro ? Comment se négocie l'accès aux ressources de la migration, et qui en contrôle l'affectation ? Quelles ressources sont encore disponibles et mobilisables au niveau local, en-dehors de l'argent de la migration ?

L'ambition de ce projet était de répondre à l'ensemble de ces questions en prenant en compte la diversité des pays et des régions d'installation des migrants : la diversification des sites de migration depuis une trentaine d'années a-t-elle des conséquences sur les liens familiaux et villageois et l'investissement dans la zone d'origine ? Cette note de synthèse fournit les grandes lignes de conclusion de ce travail.

2. Méthodologie

La méthodologie de recherche découle de l'objectif scientifique du projet. L'enquête prend pour objet d'étude un village de 4000 habitants situé dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal, dans l'actuelle région de Matam¹, et ses ressortissants à Dakar et à l'étranger ; l'échelle du village² est privilégiée pour des raisons budgétaires, d'efficacité et de temps disponible à cet effet. Le choix du village tient sa pertinence tout

¹ La localisation précise n'est pas fournie par respect des principes d'anonymat et de confidentialité requis par une étude ethnographique. La garantie de l'anonymat a constitué une condition pour le recueil des données.

² On pourrait parler de petite ville mais le terme de village est utilisé ici en référence au vocabulaire administratif de l'État sénégalais.

à la fois, de l'ancienneté et du caractère structurel de la migration qu'il a générée ; de la diversité des sites de destination ; de l'investissement de membres du village dans d'autres créneaux générateurs de ressources connexes car liées à la coopération décentralisée ou à la mise en œuvre de projets de développement avec le concours d'organisations non gouvernementales et d'associations de solidarité internationale ; de l'investissement à la fois individuel, familial, et communautaire des migrants dans son développement.

La méthode de recherche privilégiée est l'enquête ethnographique sur plusieurs sites. Cet outil d'investigation permet de mettre en évidence des réseaux de migrations (leur organisation, leur déploiement, leur renouvellement, leurs capacités et leurs limites), mais aussi des territoires, en ce que la situation migratoire dans un contexte de diversification des lieux d'installation a des effets sur les filières professionnelles investies par les migrants, leur mode de résidence, le projet migratoire lui-même, le rapport au village d'origine et aux autres sites de la migration. Plusieurs dispositifs sont utilisés : l'entretien formel enregistré ou noté selon les cas ; les conversations informelles ; le décryptage de documents audiovisuels ou sonores mettant en scène les groupes étudiés ; l'analyse des écrits (archives, documents de travail, procès-verbaux de réunions, mails, etc.) ; l'étude de sites internet collectifs ou personnels tels les blogs ; la revue d'une production intellectuelle par les membres du groupe (romans, pièces de théâtre, nouvelles, essais en langue *pulaar* - le vecteur principal de la communication des habitants de la moyenne vallée) ; l'observation de sites, de manifestations et d'évènements où le groupe se met en scène ; la mise à jour régulière des informations sur les membres du groupe grâce à des contacts répétés avec des originaires du village, devenus des alliés précieux tout au long du déroulement de l'étude.

Plusieurs sites d'enquête ont été identifiés : la région francilienne ; la région dakaroise ; deux villes gabonaises (Libreville et Port-Gentil) ; la ville de Milan en Italie. Tous les sites identifiés ont fait l'objet d'une investigation, à l'exception de l'Italie, initialement prévue pour remplacer le site new-yorkais qui s'est révélé finalement peu pertinent étant donné le nombre de migrants présents (à peine une dizaine). Tous les ressortissants du village sur les autres sites ont répondu favorablement à notre requête ; seuls les *Italiens* - terme qu'utilisent les migrants pour désigner ceux qui vivent dans ce pays - se sont opposés à notre initiative, et ce, de façon formelle : plusieurs tentatives pour gagner leur confiance avec l'aide des *Français* ont échoué. Au total, l'investigation peut se prévaloir de cinq lieux étudiés : le village d'origine ; la ville de Dakar ; Mantes-la-Jolie (en France) ; Libreville et Port-Gentil au Gabon.

3. Résultats

L'un des résultats-phares de l'étude est d'abord la mise en évidence d'une réalité qui se manifeste sous la forme d'un *village multi-situé*. Il faut entendre par là, non seulement les résidents du site originel mais les ressortissants du village présents sur les différents sites de la migration. On ne peut pas dire que le village se déploie à l'identique sur plusieurs sites (l'espace national sénégalais, des capitales africaines ou de grandes villes occidentales) car les villageois ne reproduisent pas systématiquement des pratiques et des attitudes qu'ils auraient simplement transplantées sur les territoires de migrations. Mais l'idée d'un *village multi-situé* est validée par les regroupements associatifs qui s'opèrent sur les différents sites, sur la base de l'appartenance au village. Dans la mesure où le site originel fournit le cadre d'appartenance, il est légitime de parler de *village multi-situé*. Celui-ci englobe ceux qui sont partis mais implique

également tous ceux qui sont nés de parents venus du village à partir du moment où ces derniers sont inscrits dans les cadres de socialisation qui voient le jour sur les sites de la migration et qui se construisent par des mariages, par la participation à l'association de ressortissants ou, de manière plus informelle, à la diffusion des rumeurs qui font les réputations. Il y a à la fois dispersion et regroupement sur les divers sites. A titre d'exemple, on ignore des pans entiers de l'identité sociale d'un individu migrant en le présentant comme dakarois alors que celui-ci, à son arrivée en France, est hébergé par le frère de son père lui-même né au village, qu'il se marie ensuite avec la fille de cet oncle, et qu'il a lui-même une sœur mariée en migration à un cousin né au village... C'est de ce type de liens complexes fondés sur l'appartenance des individus ou de leurs ascendants à un village, dont le concept de *village multi-situé* essaie de rendre compte.

En partant de cette réalité, on note aussi une multiplicité des motifs de départ qui sont étroitement liés entre eux. On ne peut assimiler ceux-ci, d'emblée, à des motifs strictement économiques : en effet, sur une période de cinquante ans, viennent s'agréger plusieurs profils, rarement mis à jour dans le cadre des études sur les migrations. C'est en raison de l'évolution des situations dans le pays d'origine (échec de l'agriculture irriguée, politiques d'ajustement structurel, dévaluation du FCFA, etc.) ainsi que dans les pays d'accueil (crises politiques, crises économiques, montée des xénophobies, durcissement des conditions d'entrée et de séjour) que les motifs économiques deviennent prépondérants : l'argent devient le moteur de l'économie locale, le moyen privilégié d'échanges ; or, il ne s'acquiert pratiquement que par la migration. C'est ainsi que partent en Afrique centrale ou en Europe occidentale à la recherche d'un *numéraire* essentiel mais rare dans le Sénégal contemporain : des *ruraux* confrontés à la destruction des structures agricoles (années 1970) ; des *petits fonctionnaires* urbains menacés de déclassement ; des jeunes *chefs de ménage urbains* sur-sollicités par l'exode rural de leurs proches et parents ; des *femmes dakaraises* se mariant avec des migrants de la période précédente ; des *anciens migrants en Mauritanie* revenus suite aux événements sanglants de 1989 ; des *cadres moyens* bloqués dans leur ascension sociale à cause de la dévaluation (années 1980-1990) ; des cadres hautement qualifiés ; des étudiants diplômés de l'université en mal de débouchés et des bacheliers en semi échec scolaire (années 2000). Les dynamiques économiques finissent par structurer le *village multi-situé* en tant que phénomène se jouant des cadres territoriaux et nationaux.

Comment s'organise alors la migration ? Son financement est multifforme. En effet, elle est discutée au sein du cadre familial parce que l'idéal de solidarité à l'œuvre dans le *foyre*³ traditionnel se traduit, à l'ère de la globalisation, par la capacité à aider les frères et les sœurs à migrer, de façon à multiplier l'assise matérielle et financière du groupe familial, en l'absence d'activités économiques susceptibles de générer des revenus conséquents sur place. C'est pourquoi les premiers à partir mobilisent des fonds servant par la suite à faire venir les cadets. Au cas où la famille n'en aurait pas la capacité, des prêts, moyennant des garanties sûres de la part de personnes à la moralité irréprochable, peuvent être contractés auprès des grands commerçants ; dans ce cas le candidat à la migration effectue le remboursement au bout de quelques années de présence en Europe. Le prêt exige une grande confiance tant les sommes à mobiliser pour l'achat du visa et du billet d'avion sont élevées. A défaut, on peut solliciter des réseaux politiques, notamment les figures locales des partis politiques nationaux : un soutien décisif à un responsable dans un contexte de leadership local et national

³ Le terme *pulaar* peut se traduire par foyer ou ménage ; un *foyre* est une unité de production et de consommation.

fortement disputé, peut se traduire par l'aide à l'émigration – le leader se portant garant auprès de grandes fortunes, notamment commerçantes, grâce aux passe-droits qu'il est en mesure de négocier. Enfin, de grandes figures maraboutiques peuvent aussi servir de caution pour le prêt ou en concéder un eux-mêmes lorsque ces guides religieux se trouvent aussi être des hommes d'affaires ou de grands exploitants agricoles.

Le financement ne permet pas de tout régler : sur le lieu de la migration (interne comme internationale), il faut des relais entre le site d'origine et le territoire de migration, afin de favoriser une socialisation résidentielle et professionnelle. A cet effet, cinq institutions jouent un rôle central : les *cuudi* (chambrées en ville où des célibataires se partagent les frais du loyer pour vivre en commun) ; le *Njaatiige* (un hôte disposant d'une grande maison avec plusieurs chambres où logent tous ceux qui arrivent, principalement à Dakar) ; le *kees wuro* (la « caisse » de la branche locale du *village multi-situé* qui rassemble des cotisations mensuelles, bimensuelles ou trimestrielles des migrants. Cette « caisse » permet de faire face aux dépenses nécessaires – nourriture, constitution d'un fonds pour démarrer une petite activité dans des pays où le travail salarié est peu accessible, etc.) ; le *foyer* de travailleurs migrants ; les *galeeji kinde* (les maisons louées par plusieurs personnes d'un même lignage arrivées en même temps ou à des intervalles différents sur un lieu, notamment au Gabon).

Néanmoins, le fait d'appartenir ensemble au *village multi-situé*, ne signifie nullement détenir le même statut migratoire. En effet, les lieux de départ ont leur importance dans la construction des inégalités au sein même de la migration : les migrants appartenant à des *familles à composante rurale majoritaire* sont ceux qui s'en sortent le plus difficilement ; les migrants dont les *familles sont devenues majoritairement urbaines* s'approprient mieux le créneau qu'est désormais la migration internationale. Les premiers sont issus de familles quasiment dépourvues de moyens économiques et dotés d'un faible capital social et culturel, du fait de la dévalorisation de l'agriculture et de la ruralité. Les seconds sont détenteurs de plusieurs atouts : souvent lettrés, avec des pères nés au village mais urbanisés depuis plus de trente ans (commerçants, hauts fonctionnaires, cadres moyens ou subalternes, mécaniciens, électriciens, etc.). Ce sont ces familles urbaines qui comptent désormais le plus de migrants. Souvent, elles financent la reproduction de la migration : le père aide son fils aîné, lequel à son tour aide son cadet ; de concert ces deux premiers frères aident le reste de la fratrie, et ainsi de suite ; ensuite le capital migratoire ainsi drainé par les frères améliore la position des sœurs sur le marché matrimonial. Elles se marient alors souvent avec des migrants. Les différenciations entre migrants sont accentuées par deux autres facteurs au sein du *village multi-situé* : le rang d'entrée et le lieu de destination. Sur le *site francilien* du *village multi-situé*, ceux qui sont arrivés dans les années 1960, par conséquent au début de la migration, disposent de plus de moyens que ceux qui sont venus dans les années 1990 ou 2000 (les premiers ont développé très tôt des conduites économiques ascétiques, structurées autour de la vie en foyer de travailleurs, tandis que les seconds font face à des charges plus élevées). En revanche, les *success stories* du *village multi-situé*, c'est à dire ceux qui sont réputés *fortunés* sont plutôt des *Gabonais* que des *Français* ou des *Dakarois* : au Gabon, ils sont entrepreneurs (bâtiment, téléphonie, etc.), patrons de PME ou grands commerçants spécialisés dans l'import-export, alors qu'en France ils sont ouvriers ou employés pour la plupart ; à Dakar, on retrouve tous les profils, mais le statut de salarié est le plus courant. De ce fait, des familles d'élite apparaissent au sein du *village multi-situé* : maîtrisant des ressources migratoires grâce à l'inscription de fratries entières dans ces nouvelles activités économiques, elles s'adossent aussi à d'autres avantages, liés à leur capital culturel et à leur capital

charismatique⁴, etc.). Au bas de l'échelle se trouvent surtout des migrants dont les familles sont majoritairement rurales : souvent le migrant est le seul du groupe familial à être parti.

Le *village multi-situé* génère une forme particulière d'économie familiale axée sur la bataille pour le contrôle des ressources issues de la migration. Les postes principaux de dépense des migrants sont assez bien documentés par la littérature : alimentation, éducation, santé. Néanmoins, d'autres investissements sont également observés : dans l'immobilier dakarois, mais aussi dans l'édification d'un ou de plusieurs bâtiments au village ; dans l'agriculture, le commerce, la confection, la téléphonie ou dans le foncier des nouveaux centres urbains de la vallée (Ourossogui, notamment). Cependant le transfert le plus régulier et le plus fréquent reste encore celui à destination de la famille. Mais l'économie domestique a changé. Dans le *village multi-situé*, on observe trois types d'économies familiales multi-situées. Une première forme, familiale, correspond à l'idéal du maintien de *l'unité physique et symbolique du galle* (concession en *pulaar*) : un membre de la famille part en migration, mais d'autres restent au village et s'occupent de tâches devenues annexes (agriculture, élevage, etc.) au village - ce modèle a été dominant dans les années 1970 ; l'épouse et les enfants du migrant restent dans la concession, ce qui permet à l'ensemble du groupe familial de s'assurer de la régularité des envois du migrant. Un autre cas de figure renvoie à *l'émergence de Dakar comme lieu d'investissement majeur* : le migrant envoie de l'argent au village, mais s'occupe aussi des parents vivant en ville et qui sont en attente de migration - c'est un modèle concurrent qui apparaît dans les années 1980. Enfin, un troisième modèle se développe à la fin des années 1990, celui de *l'investissement dans des maisonnées multi-situées* : ici, le migrant est marié et installé dans le pays d'accueil ; en même temps, il aide les parents à Dakar à préparer la migration - séjour à Dakar qui génère des dépenses supplémentaires dans la mesure où, le visa devenant difficile à obtenir, il tend à se prolonger ; enfin le migrant continue d'envoyer de l'argent au village : ainsi, sur chaque site, c'est une maisonnée qui fait l'objet d'un investissement issu de la migration. Il s'agit alors d'observer les stratégies mises en œuvre par les membres de la famille sur les différents sites, pour obtenir une part des revenus du migrant. On remarque ici que les *familles urbaines* sont moins sollicitées : ayant peu de parents au village à soutenir, elles maîtrisent mieux l'économie familiale multi-située - une économie domestique structurée par l'obtention des visas. En maîtrisant davantage que les ruraux l'accès au visa, elles contrôlent mieux les limites de leurs groupes domestiques ; elles peuvent organiser leur spatialisation et ainsi, sereinement, orienter les transferts vers des investissements plus conséquents : immobilier urbain, PME, transport, chaînes de produits alimentaires.

Un des effets de la migration est qu'au fil du temps, les femmes sortent de l'espace domestique et, en l'absence des hommes, elles investissent l'économie villageoise. Néanmoins, les activités menées sont en quelque sorte un arrimage laborieux à l'économie monétarisée, d'activités économiques traditionnellement féminines (coiffure, restauration...). Le statut généré par cette situation est donc ambivalent dans la mesure où les femmes gagnent en autonomie financière dans certains cas, mais cela n'inverse pas les rôles politiques qui se déclinent au masculin dans l'ensemble. A Dakar, les femmes sont plus nombreuses à bénéficier de l'argent de la migration grâce aux alliances contractées avec des migrants ; elles s'investissent fréquemment dans des

⁴ Le terme renvoie à la notion de *baraka* dans le contexte religieux de la vallée ; certains acquièrent par la migration un certain charisme d'ordre religieux qui renforce leur prestige et donc leurs atouts au sein du *village multi-situé*.

activités commerciales (import/export en particulier) financées par leurs conjoints établis à l'étranger. En France, les femmes migrantes gagnent visiblement en autonomie économique et souvent, elles investissent elles-mêmes dans l'immobilier sénégalais.

Néanmoins, les familles à composante rurale majoritaire et les familles urbaines se retrouvent toutes dans la configuration associative multi-située. Le regroupement en associations sur tous les sites permet la prise en charge de questions importantes, là où l'Etat central est défaillant : l'association est globale, mais elle a des sections sur tous les sites de la migration ; au village même, est créée une structure qui fait écho à toutes les autres composantes externes. Toutefois, c'est la *section française* de l'association qui est la plus dynamique pour plusieurs raisons : ancienneté de la migration ; statut de salarié de la plupart des membres ; contexte institutionnel et administratif (co-développement et coopération décentralisée) français assez attrayant pour les associations ; taux de change Euro-FCFA qui favorise les transferts. La monographie réalisée montre clairement que les *Français* sont à l'origine de la plupart des réalisations au village : deux écoles primaires, un collège, un lycée, un centre de formation professionnelle, une maison des femmes, une maternité, un dispensaire, une école franco-arabe. Tous les sites participent d'une manière ou d'une autre à ces réalisations ; pourtant, des conflits existent au sujet des orientations des projets et de leur hiérarchisation ; on assiste aussi à des conflits de présence, liés aux ambitions politiques qui ne manquent pas de surgir dans ce cadre collectif.

La *section française* peine à demeurer le principal pourvoyeur de ressources au profit du collectif villageois. En effet, la diversification des destinations affaiblit les effectifs sur le site français. Mais sur les autres sites, notamment européens, la migration est trop récente pour être suffisamment structurée : les capacités financières sont limitées. De plus, sur le site français, le renouvellement des profils migratoires depuis deux décennies ralentit le rythme des réalisations entamées au début des années 1980. En effet, trois générations se sont succédées au sein de l'association⁵, qui ont des rapports différenciés au collectif. Les *caissiers*, arrivés au début des années 1960, sont les fondateurs du *Kees wuro* (la « caisse » du village en France) qu'ils ont transformée en association. D'origine rurale, ayant partagé divers cadres de socialisation y compris sur les sites de la migration, ils ont le sentiment de perdre la face vis-à-vis du village et des parents restés au pays, s'ils ne témoignent pas une solidarité à l'égard de ceux qui n'ont pas migré. C'est ainsi qu'ils donnent parfois des sommes exceptionnelles (jusqu'à 5000FF par personne) pour la réalisation de projets au village. Par contre, l'arrivée de profils *plus instruits* et de *nouveaux urbains* (d'origine rurale mais ayant longtemps séjourné en ville) au sein de l'association au début des années 1990, si elle permet une meilleure adaptation au contexte administratif français, ne débouche pas sur le développement de capacités propres à l'association. En effet, davantage dans une logique d'installation et de mobilité sociale en France, ces catégories de migrants fondent rapidement des familles et se concentrent sur leur vie dans le pays d'accueil. Dans un contexte de difficulté croissante à migrer, la sécurisation du titre de séjour devient une priorité. Faisant alors face à des charges de plus en plus élevées, ces nouveaux profils de migrants sont moins en mesure de contribuer financièrement à l'association. Cette tendance s'affirme avec l'arrivée des *Bac +5* (diplômés des

⁵ L'association a été déclarée auprès des autorités françaises au début des années 1980, à l'instar de la plupart des caisses villageoises constituées par des migrants du Fouta-Toro. Cette formalisation des caisses a fait suite à la loi de 1981 autorisant les étrangers à se constituer en association.

universités françaises et sénégalaises), des *Boy town* (citadins natifs de la ville) et des *Njuudu farayse sen* (ceux qui sont nés en France).

Leurs itinéraires de vie très différents, leur intégration dans d'autres réseaux, leurs habitudes de consommation, leur spatialisation dans la ville, les amènent à développer des centres d'intérêt moins axés sur la vie associative villageoise. De ce fait, soit ils se distinguent par un absentéisme important, soit ils s'opposent à des prélèvements exceptionnels élevés, alléguant des dépenses auxquelles ils doivent faire face par ailleurs. Pourtant leur statut d'instruits aurait pu faire penser que leur arrivée au sein de l'association contribuerait à augmenter ses capacités, notamment vis-à-vis des institutions de financement. Si quelques initiatives ont été prises, peu sont menées à terme. En effet l'environnement institutionnel du co-développement et de la coopération décentralisée exige un investissement en temps élevé, ainsi que la mobilisation d'autres ressources, notamment politiques (au sein de leurs villes de résidence, de leurs départements, de leurs régions en France) que leur précarité professionnelle et résidentielle ne permet pas dans l'immédiat d'assumer.

4. Conclusions et recommandations en termes de recherche et de politiques publiques

La conclusion principale de ce travail est que le *village multi-situé* nous semble être l'unité d'observation pertinente pour comprendre les motifs à la fois des migrations et des transferts d'argent des migrants issus de la vallée du fleuve Sénégal. Le *village multi-situé* constitue pour les migrants étudiés une scène sociale importante, au sein de laquelle des comportements et des pratiques prennent sens. Situer les migrants dans le *village multi-situé* permet de comprendre la nature de leurs ressources, les stratégies de distinction ainsi que l'impact des migrations sur le développement multiforme du site originel.

Face au coût des visas, et face à la difficulté de renouveler les filières migratoires de main-d'œuvre, les candidats au départ semblent privilégier l'Afrique centrale : à partir de là, des connexions se font, via des réseaux commerciaux, avec l'Asie. C'est là un des aspects de la question qui mériterait davantage d'investigation. La convergence entre les dynamiques migratoires à partir de l'Afrique de l'Ouest et l'implantation de certains pays asiatiques (Chine, Corée, Indonésie, etc.) en Afrique mériterait d'être explorée.

De plus, le renouvellement des migrations européennes des *villages multi-situés* à partir de centres urbains et impliquant des diplômés de l'enseignement supérieur ne fait pas, à notre connaissance, l'objet d'une recherche approfondie. Or ces profils sont de plus en plus nombreux dans ces contextes soumis à des mutations permanentes ; un programme de recherche spécial devrait être dédié à cette question.

Le rôle des femmes citadines dans les nouvelles configurations migratoires semble aussi négligé : au sein des *villages multi-situés*, elles sont au cœur des mécanismes de reformulation des liens entre les sites d'origine et les destinations européennes et nord-américaines. Soit par le commerce, soit par les alliances, elles sont à l'origine des dynamiques de reconfiguration des migrations. Cet aspect demeure encore insuffisamment étudié.

À partir du moment où le village, en tant qu'espace géographique, n'est plus le seul lieu d'ancrage et ne constitue plus le seul référent, la définition des priorités et de l'intérêt général devient problématique. Dès lors, il est important de documenter davantage les processus de délibération et de décision collectives. En d'autres termes, il faut voir

jusqu'à quel point le *village multi-situé* s'accommode des institutions villageoises classiques. Il faut observer, décrire et analyser de quelle manière se prend la décision à distance et par-delà les frontières.

Le devenir des villages d'origine est lui-même en question : faut-il continuer à parler de village à partir du moment où la population avoisine les 5000 habitants, où des infrastructures dignes d'un site urbain sont aménagées, où une économie de forts échanges naît et connecte cette entité à de grands pôles économiques nationaux et internationaux ? La question est timidement soulevée depuis une dizaine d'années, mais elle mérite d'être approfondie.

En termes de politiques publiques, il est évident que, face à la faiblesse de l'Etat décentralisé, son incapacité à assumer des missions de premier plan, les politiques de contrôle de flux migratoires au Nord ont un impact fort sur les zones d'émigration : l'accès non seulement aux biens de première nécessité mais aussi à la mobilité sociale et à l'égalité des droits est en partie conditionné par l'obtention du visa. Dans les zones rurales sénégalaises, le maintien des économies domestiques est en partie tributaire de l'évolution des politiques migratoires au Nord.

Les associations issues des *villages multi-situés* tendent à se substituer à l'Etat pour la prise en charge des besoins des populations locales. Le plus grand problème qu'elles rencontrent aujourd'hui, face à la perte de capacités propres pour mobiliser des fonds, réside dans le bénévolat. Souvent les responsables de ces organisations dépensent leur propre argent pour le fonctionnement au quotidien de l'association et les démarches auprès des institutions, alors qu'ils sont déjà fortement sollicités par leur groupe familial ; de ce fait, il est important de soutenir les associations qui peuvent se prévaloir de réalisations tangibles dans les espaces d'origine, soit par la mise à disposition d'un siège social, soit par le recrutement de salariés pour les tâches administratives.

Dans la mesure où une décentralisation poussée est à l'œuvre au Sénégal depuis plusieurs années, il est tout aussi souhaitable d'approfondir la *coopération décentralisée* française en dotant cette dernière de davantage de moyens ; de la sorte, des partenariats pourraient être multipliés, via les associations issues des *villages multi-situés*, avec les collectivités locales d'origine pour une meilleure harmonisation du *processus de développement* auquel prennent ainsi part divers acteurs : collectivités locales du Nord (Régions, départements, villes), associations issues des *villages multi-situés*, organisations non gouvernementales et de solidarité internationale, collectivités décentralisées au Sénégal (Régions, communes, communautés rurales et villages). Créer ou multiplier les cadres de dialogue, de réflexion, de propositions et d'actions entre ces différents acteurs est une piste qu'il ne faut pas négliger.

Enfin dans les projets de développement comme dans les programmes de recherche, il est important d'associer davantage les compétences qui se multiplient au sein des organisations issues des *villages multi-situés*. De plus en plus de cadres et de scientifiques de haut niveau en font partie ; de ce fait, les impliquer est une des meilleures manières d'éviter les erreurs liées à l'ethnocentrisme des partenaires institutionnels au Nord tout en soutenant l'insertion sociale et économique des migrants dans leur société d'accueil. L'implication des cadres issus des *villages multi-situés* pourrait permettre de trouver des solutions partagées et bénéfiques à tous plutôt que de satisfaire à une logique unilatérale de maîtrise de flux.

Migrations internationales et reconfigurations territoriales en Afrique de l'Ouest et au Sahara

MIRTAS

Pays de référence :

Burkina Faso

Localisation de l'étude :

Tamanrasset - Algérie

Béguédo et Niangoloko - Burkina Faso

Nouadhibou - Mauritanie

Responsables du projet :

Mahamadou ZONGO

Sociologue, Maître assistant au département de sociologie LERDYS,
Université de Ouagadougou, Burkina Faso

Sylvie BREDELOUP

Socio-anthropologue, Directrice de recherche au LPED UMR 151,
IRD - Université de Provence, France

LERDYS
Département de sociologie, UFR/SH
Université de Ouagadougou
09 BP 1331
Ouagadougou 09

De création récente (2008), le LERDYS est rattaché au département de sociologie qui s'occupe de la formation (environ 3500 étudiants) et de la recherche. Le LERDYS s'investit dans les domaines de la migration et de l'accès aux ressources naturelles et ambitionne de contribuer à l'accueil de doctorants.

LPED, UMR 151,
Université de Provence
Centre Saint Charles, case 10,
3 Place Victor Hugo,
13331, Marseille cedex 3, France
<http://www.lped.org>

Unité mixte de recherche (IRD/Université de Provence), le Laboratoire Population – Environnement – Développement (LPED) mène des activités de recherche, de formation, d'expertise et de valorisation scientifique dans le domaine des relations entre les dynamiques des populations, l'environnement et le développement.

L'équipe

Enquêtes et coordination :

Mahamadou ZONGO, Sociologue, Maître assistant, LERDYS :

zongomahamadou@yahoo.fr

Sylvie BREDELOUP, Socio-anthropologue, Directrice de recherche, LPED:

Sylvie.Bredeloup@up.univ-mrs.fr

Enquêtes de terrain et coordination :

Brigitte BERTONCELLO, Géographe, Professeur, UMR TELEMME/Université d'Aix-Marseille I

Jérôme LOMBARD, Géographe, Chargé de recherche, IRD

Olivier PLIEZ, Géographe, Chargé de recherche, CEDEJ-Le Caire

Sassia SPIGA, Géographe, Maître de conférences, LRNA-Annaba

Enquêtes de terrain :

Armelle CHOPLIN, Géographe, Maître de conférences, Université Paris 1

Enquêtes dans le cadre d'une thèse de doctorat :

Régis MINVIELLE, Sociologue, Doctorant, Université de Provence

Traitement des données sous SIG :

Hala BAYOUMI, SIG, Ingénieur d'étude, CEDEJ

Enquêtes et saisie :

Eric-Bertrand BANGRE, Sociologue, Doctorant, Université. De Ouagadougou

Saïdou KOUDOUGOU, Sociologue, Maîtrise de sociologie, Université. De Ouagadougou

Oumarou KOURAOGO, Sociologue, Maîtrise de sociologie, Université. De Ouagadougou

Thomas OUEDRAOGO, Sociologue, Maîtrise de sociologie, Université. De Ouagadougou

Léonce ZAGRE, Sociologue, Maîtrise de sociologie, Université. De Ouagadougou

Résumé :

La recherche a pour objectifs d'avancer dans la compréhension des recompositions sociales et territoriales générées par des formes migratoires dissemblables (migration de transit, retour de migration) et selon des temporalités différentes (installation provisoire/durable ; retour anticipé/en catastrophe).

Mots-clés : Migrations internationales, transit, retour, local, impact territorial

Abstract:

The aims of the research are to advance in the understanding of social and territorial rebuilding generated by dissimilar forms of migration (transit migration, return migration) and on different time scales (temporary installation / sustainable; early return / disaster).

Key words: International migration, transit, return, local, territorial impact.

1. Problématique et contexte de l'étude

La recherche a pour objectifs d'avancer dans la compréhension des recompositions sociales et territoriales générées par des formes migratoires dissemblables (migration de transit, retour de migration) et selon des temporalités différentes (installation provisoire/durable ; retour anticipé/en catastrophe).

Dans cette perspective, il a semblé essentiel de ne pas dissocier les recompositions sociales (les mutations opérées dans les relations au pouvoir, à l'argent, au travail, à la famille, les innovations introduites, les groupes d'acteurs qui en sont les porteurs) des recompositions territoriales (la transformation physique des villes, des réseaux, du commerce).

Deux aires géographiques correspondant à deux types de villes ont été retenues. D'une part, les villes «de transit», notamment Tamanrasset (Algérie) et Nouadhibou (Mauritanie) et d'autre part, les villes «de réinvestissement» que sont Béguedo et Niangoloko (Burkina Faso).

2. Méthodologie

Sur les trois terrains, nous avons adopté des méthodes similaires. Les recherches qualitatives ont combiné biographies de migrants, entretiens auprès des acteurs institutionnels et observations dans les sites susceptibles de connaître des transformations spatiales (gares, marchés, quartiers d'habitation). De même, nous avons opté pour une production de données quantitatives sur des corpus restreints, qui a pris la forme, notamment, de recensements systématiques des activités de commerce à l'échelle de rues.

Initialement, il était prévu de constituer une base conjuguant des données statistiques et des enquêtes de terrain et de créer une application axée sur des requêtes permettant de comparer des localités du Burkina Faso touchées par des mouvements migratoires dissemblables. L'élaboration de l'application avait pour but de construire un outil opérationnel et de proposer des pistes méthodologiques de portée générale, afin de diffuser le savoir-faire du traitement de l'information spatialisée auprès des étudiants de l'université de Ouagadougou et de valoriser des techniques qui pouvaient être réutilisées ultérieurement. Mais plusieurs obstacles (des données peu fiables et de diverses échelles) nous ont amené à ne pas poursuivre l'expérience au-delà des quelques données collectées sur Internet (fonds de carte du Burkina Faso avec ses limites administratives, RGP 2006, enquête sur les rapatriés) et de leur assemblage dans l'application.

3. Résultats

3.1. Le migrant africain de retour ou en transit : un nouvel acteur de la fabrique urbaine?

De nouvelles formes urbaines

Si l'installation ou le passage de migrants africains tant dans les villes subsahariennes que sahariennes se traduit en termes de changements démographiques, les impacts sont néanmoins sélectifs. Dans le Sahara maghrébin où le processus d'urbanisation a relevé tout d'abord d'un aménagement volontariste par la puissance

publique de zones désertiques, les villes situées au croisement des routes migratoires se sont multipliées et densifiées de manière spectaculaire à mesure qu'elles bénéficiaient de la manne du transit. On compte ainsi aujourd'hui plus de cinquante villes dans le Sahara maghrébin pour 8 villes seulement dans le Sahara sahélien et c'est en Algérie, en Libye et au Maroc que se trouvent les plus grosses agglomérations (supérieures à 150 000 habitants). A Tamanrasset tout comme à Sebha et Koufra en Libye ou encore à Agadez au Niger, l'arrivée massive des premiers migrants subsahariens a ainsi contribué à la revitalisation de ces régions enclavées, au gonflement des quartiers déjà existants ainsi qu'à la naissance de nouveaux quartiers. Plus largement, la présence subsaharienne dans un grand nombre de localités au sud de l'Algérie est estimée à 20 % au moins de la population totale. A Nouadhibou, en revanche, qui avait connu son âge d'or dans les années 1980 alors qu'elle avait été élevée au rang de capitale de l'économie halieutique en Mauritanie, ces mouvements n'ont pas permis une relance durable des activités.

Comme dans d'autres villes au Sahara, transformées en cités de transit, les migrations africaines ont plutôt été révélatrices de crise. Crise des environnements urbains soumis à des charges démographiques importantes sans que les infrastructures suivent : crise économique liée au désengagement des Etats au début des années 1990, qui s'est traduit par un tarissement de la manne publique à laquelle les flux migratoires ont suppléé un temps. Crise toutefois redevenue très visible lors des fermetures prolongées des routes. L'étude a montré la nécessité de prendre en compte à la fois l'inscription de la ville dans la longue histoire migratoire et les réorganisations récentes des formes migratoires, lesquelles peuvent d'ailleurs également interagir fortement sur les transformations urbaines. Si les villes de Nouadhibou et de Tamanrasset ont toutes deux été façonnées par la présence renouvelée de travailleurs migrants africains (migration interne et migration internationale) et européens, l'histoire plus récente montre qu'au moment où la traversée des frontières maritimes et terrestres est rendue de plus en plus difficile pour les migrants africains en transit, la capitale économique mauritanienne, déjà en crise, ne parvient plus à absorber comme par le passé les flux de migrants et de travailleurs alors que la ville de Tamanrasset continue de gonfler et d'accueillir de nouveaux migrants.

Quant aux effets de la migration de retour sur l'augmentation de la population, ils sont également à observer dans leur hétérogénéité et notamment selon que le retour s'opère ou non dans l'urgence. A Béguedo, comme dans beaucoup de villes moyennes du Burkina Faso mais aussi du Sénégal, caractérisées par une forte émigration des actifs vers l'Europe, le retour de l'argent de la migration ne s'est pas accompagné, dans les mêmes proportions, d'un retour physique au pays des migrants. Dit autrement, bon nombre de migrants ne peuvent envisager un retour au pays du fait du durcissement des politiques migratoires en Europe ; ce qui ne les empêche pas de continuer à consacrer beaucoup d'énergie dans la préparation de leur retour, en réinvestissant symboliquement et financièrement au pays. De manière indirecte, le fait que ces migrants contribuent activement à l'équipement de leurs villes d'origine devient facteur d'attraction et d'entraînement pour d'autres populations, incitant les autorités en charge de l'urbanisme à mettre en place des lotissements, à organiser ou réorganiser leurs plans d'aménagement. En revanche, le retour massif et soudain de Côte d'Ivoire de populations burkinabè, dans un contexte déjà marqué par une intensification des flux migratoires internes, a provoqué un gonflement (voire un doublement) extraordinaire des villes et villages frontaliers. Ce retour a contribué à remodeler profondément le

paysage urbain et rural des zones d'accueil, à travers la naissance ou l'extension de quartiers en périphérie et de hameaux de culture peuplés en majorité ou exclusivement de migrants.

La densification de la population dans des zones jusqu'alors faiblement occupées a conduit les autorités communales à procéder parfois à la création de lotissements.

Densification des quartiers déjà en place, requalification de quartiers anciennement « bidonvillisés », extension des périphéries jusque dans des zones inhabitables, création de nouveaux quartiers à l'intérieur ou à l'extérieur de la ville planifiée, donnant lieu à de nouvelles appellations, mise au norme des lotissements, émergence de nouvelles centralités ? Assurément, le passage ou le retour de migrants transforme notablement la physionomie des villes et la structure ; il participe également à l'essor d'une nouvelle toponymie urbaine où l'humour (quartier Tabou, cailloux-ville) côtoie le pragmatisme et révèle l'affirmation d'une nouvelle identité urbaine.

3.2. Economie de transit, économie du retour: quelles traductions spatiales, quels acteurs tirent profit de cette manne?

L'installation provisoire des migrants dans des lieux de transit ou leur retour au pays participe de la croissance urbaine laquelle se traduit invariablement par le développement des secteurs immobiliers et commerciaux. A Nouadhibou, l'élite locale a compris l'intérêt qu'elle pouvait tirer du passage des migrants et notamment de la rente locative n'hésitant pas à construire une nouvelle cité. A Tamanrasset, paradoxalement, la migration de passage profite moins aux populations autochtones qu'aux premières générations de migrants africains installés. En effet, ce sont des Maliens ou Nigériens qui sous-louent leurs maisons ou les transforment en foyers à l'attention des nouveaux arrivants, jouant de leurs réseaux et de leur expérience de la mobilité. Toutes les activités marchandes générées également par la migration de transit dans la capitale économique mauritanienne échappent à ses primo-citadins dès lors qu'elles ont été impulsées prioritairement par des étrangers. A Nouadhibou, ces derniers restent majoritaires en tant que commerçants dans la rue Mahfoud, cette artère qui traverse le centre-ville comme ils l'étaient à Sebha dans la rue quarante (O. Pliez, 2004) il y a quelques années. Primo-migrants et derniers arrivés contribuent ainsi ponctuellement à la régénération marchande dans ces villes de transit.

Au Burkina Faso et notamment à Béguedo, « la ville des Italiens », les transferts financiers opérés par les migrants ont permis l'essor de nombreux chantiers en construction. Mais là encore, ces travaux ont été confiés à des ouvriers installés dans des villes voisines plutôt qu'au personnel local. Concentrées dans un même quartier, de nombreuses villas ont été construites avec l'argent des migrants pour être louées à des fonctionnaires exerçant provisoirement à Béguedo. Mais l'offre dépasse largement la demande si bien que nombre de logements restent inoccupés. La ville « reformatée » à l'initiative des migrants prend les allures d'une ville fantôme d'autant que la multitude de petites boutiques construites également avec les économies des migrants le long d'un axe structurant n'ouvrent que ponctuellement. Quant aux boutiques du centre-ville, elles connaissent également une activité importante au moment précis où les épouses de migrants se préparent à recevoir leurs époux, à l'occasion de leurs visites régulières.

Enfin à Niangoloko, le retour des rapatriés a également influé sur les activités économiques de la région, participant tant à la réorganisation des activités commerciales en ville qu'à l'essor des marchés ruraux voisins. Liée étroitement au poste de douane et à l'activité de la gare routière, l'économie de cette commune frontalière

avait été fortement affectée par la crise ivoirienne. Totalement sinistrée après le déclenchement de la rébellion en 2002, elle connaît donc un second souffle avec le retour des rapatriés. Au-delà de la clientèle qu'ils représentent, beaucoup d'entre eux se sont reconvertis dans le commerce, les activités de contrebande d'essence et l'agriculture, alors que le secteur du transport reste dominé par les autochtones.

Migrations et temporalités

Le fait d'avoir resitué la migration de transit et de retour dans un temps long de la construction des villes a permis aux membres de l'équipe MIRTAS de saisir pleinement le caractère relatif des transformations urbaines repérées. D'une part, selon le jeu des « chaises musicales », plusieurs groupes de migrants se succèdent dans les villes, interagissant ou non entre eux et avec les populations autochtones, procédant ou non à des passages de relais. D'autre part, la fermeture de pistes transsahariennes ou plus largement le durcissement des contrôles aux frontières ont eu des effets rapides sur l'économie des villes de transit. Les travaux d'Olivier Pliez sur la Libye l'avaient déjà montré, rappelant la réversibilité des flux migratoires mais aussi la capacité d'un certain nombre de migrants à s'adapter à la nouvelle donne, à accompagner les mutations tout comme l'incapacité croissante des autres, plus fragilisés, à rebondir ailleurs, qui les a conduit à s'enliser dans ces villes. Depuis notamment les dernières négociations menées par le gouvernement de M. Kadhafi avec l'Union Européenne, les villes de Sebha en Libye et de Dongola au Soudan où transitaient migrants et marchandises sont désertées. A Nouadhibou aussi la route est en train de se « fermer » et le ralentissement des passages va de pair avec une baisse de l'économie de transit et de l'attractivité de la ville. A Tamanrasset, les migrants coincés dans l'oued ont de plus en plus de difficultés à se relancer sur les routes en direction du Maroc.

A Béguédo aussi, les activités se développent au rythme de l'absence ou de la présence des migrants. Alternance dans le temps d'une ville animée quand les migrants viennent surveiller l'avancement des travaux de leur maison ou de leur boutique, quand leurs femmes se préparent à leur arrivée et font travailler les commerçants de la place et d'une ville fantôme quand le migrant referme la porte de sa maison ou de son petit commerce et repart en Italie.

En milieu rural, les rapatriés partagent leurs temps et leurs activités entre leurs nouveaux lieux d'accueil et leur zone de départ en Côte d'Ivoire. Ces nouvelles formes de mobilités tendent à faire des rapatriés des acteurs qui sont à la fois présents et absents dans la zone d'accueil, ce qui est susceptible de jouer sur leur insertion et la sécurisation foncière.

Migrations, recompositions sociales, rapport à l'altérité

L'installation des migrants subsahariens dans ces villes procède également de nouvelles formes de stratifications sociales qui atténuent notamment la portée du clivage séculaire entre Arabes et Noirs dans les villes sahariennes du transit.

Dans la commune de Niangoloko, tout comme d'ailleurs dans les zones de colonisation agricole, l'accueil et l'installation des migrants s'opèrent selon les principes traditionnels. Qualifiés « d'institution du tutorat », ces principes définissent les droits et les devoirs des migrants comme ceux des autochtones. Ces principes ont permis

d'apporter une réponse efficace à l'installation des rapatriés dont l'importance a contribué à une modification brutale de la configuration ethnique de la commune.

Conformément à leurs pratiques habituelles, les migrants et les rapatriés se sont regroupés de leur zone de provenance, ce qui aboutit pratiquement à la reconstitution des villages dans les zones d'accueil. Cette situation renforce la cohésion intracommunautaire, le maintien de la langue, la préservation de l'identité culturelle, mais elle conduit aussi et souvent, à la restriction des échanges intercommunautaires, cultive la faible perméabilité des migrants moosé aux us et coutumes locales. Si contrairement aux appréhensions, les modifications démographiques et ethniques brutales n'ont pas provoqué de tensions intercommunautaires grâce à des mécanismes d'accueil et d'insertion en vigueur dans les sociétés rurales, l'émergence des organisations de la société civile (notamment les associations) dans le rôle d'accueil et d'installation des migrants en milieu rural introduit des éléments de fragilisation des mécanismes traditionnels de régulation des relations intercommunautaires sans pour autant en introduire de nouveaux.

Enfin contrairement à ce que pourrait laisser croire les apparences de cohésion et d'homogénéité des migrants (rapatriés, migrants de retour, migrants internes) du fait de leur appartenance à la même ethnie (les Moosé), il existe des différences de perception et de conception des choses ; passés les moments d'émotions liés à leurs conditions de départ de la Côte d'Ivoire, la solidarité s'est progressivement muée en compétition entre les migrants internes et ceux venus de la Côte d'Ivoire ; ces derniers sont d'ailleurs assimilés à des «Ivoiriens», qui par conséquent, sont destinés à regagner inéluctablement leurs plantations de café et de cacao si la situation de tension dans le pays voisin se résorbe. Ces certitudes chez les autochtones et les migrants internes sont entretenues par l'extrême mobilité de la grande majorité des rapatriés et des migrants de retour entre les deux pays.

3.3. Actions de formation

L'équipe MIRTAS avait, dès sa constitution, précisé l'importance qu'elle entendait consacrer aux actions de formation à l'endroit des étudiants du Sud, et plus précisément burkinabè dans un contexte politique particulier (crise ivoirienne, crise des universités burkinabè, passage au LMD).

La mise en place d'une jeune équipe associée burkinabè portée par le responsable du projet MIRTAS et appuyée à l'IRD par la correspondante scientifique du même projet (financement du Département Soutien et Formation de l'IRD) a permis aux chercheurs du Sud de profiter des réseaux tissés par les chercheurs du Nord pour accéder aux dispositifs de recherche français et européens sur la question migratoire. Cette mise en réseau a également favorisé la conception de projets inédits d'enseignements partagés aussi bien à Ouagadougou qu'à Marseille. Nous avons organisé deux universités d'automne à Ouagadougou dans le cadre d'un partenariat entre l'UMR LPED (IRD) et l'UFR de Sciences Humaine de l'Université de Ouagadougou au cours desquelles sont intervenus outre des membres de MIRTAS des chercheurs burkinabè, français et malien extérieurs au programme. Nous avons par ailleurs intégré des chercheurs du Sud dans l'animation de journées d'études au LPED à Marseille.

Des enseignements théoriques, épistémologiques et méthodologiques ont été conçus entre tous ces chercheurs de façon à promouvoir la recherche sur la migration dans une perspective pluridisciplinaire (aménagement, anthropologie, démographie, géographie et sociologie) mais aussi de manière à encourager encore plus fortement la formation à

la recherche par la recherche (stage de terrain organisé à Béguedo en 2008, stage de terrain organisé à Marseille en 2009).

Ces soutiens à la formation représentaient une expérience d'autant plus déterminante précisément au moment où le département de sociologie de l'université de Ouagadougou, auquel appartient le porteur du projet MIRTAS, a entrepris des premières démarches visant à l'ouverture prochaine (rentrée 2009-2010) d'un cycle doctoral et d'une école doctorale. Rappelons que pour l'instant, les étudiants qui ont terminé une maîtrise de sociologie à Ouagadougou (dont certains sont impliqués dans MIRTAS) sont obligés de partir à Abidjan ou à Dakar pour poursuivre un troisième cycle quand ils en ont les moyens financiers. Dans ces conditions, il semblait important aux chercheurs du Nord, à travers plusieurs actions entreprises dans le cadre du programme MIRTAS de soutenir les enseignants-chercheurs et les étudiants burkinabè dans leur démarche et volonté d'indépendance et d'excellence scientifique.

3.4. Actions de valorisation

Outre la vingtaine de publications et la quinzaine de communications diffusées par les membres de l'équipe MIRTAS au cours de ce programme de recherche, trois journées d'étude ont été animées dans le cadre des journées du LPED à Marseille où les premiers résultats obtenus ont été présentés. L'équipe MIRTAS a également pris en charge l'organisation de deux événements, un colloque international (Migration, urbanisation et environnement entre Méditerranée et Afrique subsaharienne) à Annaba (Algérie) en décembre 2006 et un atelier de recherche « Liens entre formes migratoires (transit, retour et rapatriement) et transformations socio-spatiales sur le continent africain »).

Cette deuxième manifestation avait pour objectif de mutualiser les résultats obtenus par quatre équipes dans le cadre du programme FSP Migrations internationales dont les projets avaient été conduits à la fois en Afrique du Nord (Algérie, Mauritanie), en Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Niger), en Afrique centrale (RDC) et en Afrique du Sud. Il s'agissait de fédérer les expériences et les connaissances pour avancer dans la compréhension des recompositions sociales et spatiales générées dans les villes africaines par des formes migratoires dissemblables (transit, retour) agissant selon des temporalités différentes (urgence ou préparation ; installation provisoire ou durable).

Outre ces premières actions de valorisation, nous avons pour projet de présenter d'ici la fin 2009 ou début 2010 les principaux résultats de cette recherche à Ouagadougou auprès des instances politiques nationales (CONASUR, Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Extérieur...) dans le cadre de plusieurs tables rondes. D'autres modes de dissémination sont en négociation (publications communes dans des revues françaises, burkinabè, dans un ouvrage).

4. Conclusions et recommandations en termes de recherche et de politiques publiques

L'épisode des rapatriés de Côte d'Ivoire montre que l'Etat burkinabè ne s'était pas préparé à l'éventualité d'un retour massif de ses ressortissants en dépit du fait que, d'une part, une quantité importante de ces derniers ont émigré dans la sous-région et en Afrique centrale et d'autre part, de l'existence de remous politiques en Côte d'Ivoire, qui héberge une des importantes colonies d'émigrés burkinabè.

Ce constat révèle, de fait, l'absence d'une politique migratoire. Hormis «l'opération Bayiri» dont l'impact a été d'abord psychologique, il apparaît que l'Etat n'a pas toujours l'initiative des actions dans la gestion des rapatriés. Ainsi, hormis les secours d'urgence, dans les premiers temps de leur arrivée, les rapatriés se sont installés en utilisant les circuits traditionnels, notamment le tutorat, que les associations et autres organisations de la société civile se sont cependant réapproprié.

L'arrivée des rapatriés dans la zone frontalière, dans un contexte d'intensification des flux migratoires internes, a contribué à remodeler profondément le paysage urbain et rural des zones d'accueil, à travers la naissance de quartiers et de hameaux de culture peuplés en majorité ou exclusivement de migrants. L'augmentation de la population de la zone d'accueil va également influencer les activités économiques par le biais de la réorganisation des activités commerciales en milieu urbain, en rapport avec le développement des marchés ruraux.

De manière spécifique en milieu rural, l'arrivée des rapatriés a contribué à accélérer les dynamiques foncières principalement à travers les remises en cause des principes d'inaliénabilité de la terre et de patrimonialité, à cause de l'émergence de transactions monétarisées ; on note également l'apparition ou le développement de productions nouvelles ou jusqu'alors peu valorisées dans la zone, notamment le palmier à huile, le manioc, la banane douce, etc. Ces innovations s'accompagnent du développement de nouvelles formes de mobilités entre les deux pays qui donnent une impression d'instabilité résidentielle aux rapatriés. Toutes ces évolutions se font sans une implication directe de l'Etat dont d'ailleurs la faible visibilité a été exploitée par les autorités coutumières pour se repositionner dans les arènes politiques locales.

L'émergence des nouvelles transactions foncières dans un contexte de faible présence de l'Etat est source de tensions sociales additionnelles en raison des ambiguïtés des conventions foncières et surtout de l'absence d'autorités légitimes pour leur validation. Il appartient à l'Etat burkinabè de prendre l'exacte mesure de la situation et d'y répondre.

Le transit de migrants dans les villes sahariennes renvoie non seulement à la dynamique urbaine locale mais aussi aux politiques nationales développées dans le pays. Erigées au départ par l'État, nombre de villes sahariennes sont devenues du coup, attractives pour les migrants subsahariens. Mais l'inverse peut être vrai. La déqualification d'une ville peut être due à l'évolution des politiques mises en œuvre par les gouvernements centraux. Ainsi, dans le cas mauritanien, il semble manifeste que le transit de migrants subsahariens à Nouadhibou a profité au pouvoir mauritanien installé à Nouakchott.

Tendre à criminaliser les migrants présents à Nouadhibou et à favoriser la construction d'une image de la clandestinité dans la ville du Nord sert ses intérêts. Tout est mis en œuvre pour alimenter ce processus. L'incertitude sur le nombre de migrants présents en Mauritanie fait partie de la stratégie mise en place pour s'attirer les bonnes grâces des bailleurs de fonds. La Délégation de la Commission européenne à Nouakchott, aidée en cela par le Haut Commissariat au Réfugiés (HCR) et l'Organisation Internationale des Migrations (OIM), avançait en 2007 le chiffre de 160 000 personnes étrangères présentes sur le sol mauritanien, en indiquant cependant qu'elle était incapable de distinguer les migrants en transit de ceux installés dans le pays. Ces chiffres laissent-ils entendre que l'Union européenne a intérêt à surestimer la présence étrangère, de façon

à justifier l'existence de protocoles d'accords de surveillance du territoire mauritanien et par là même son ingérence dans les décisions nationales ?

Dans le même temps, le gouvernement mauritanien n'a de cesse de jouer sur différents tableaux. D'un côté, tout en laissant son pays ouvert aux travailleurs étrangers qui contribuent en travaillant à moindre coût, au fonctionnement de l'économie nationale - et qui, en 2007, étaient estimés à 65 000 par une étude du ministère mauritanien de l'Emploi, de l'Insertion et de la Formation professionnelle-, il répond aux attentes de l'Union européenne qui le presse de réguler ces flux. D'un autre côté, il se pose en victime et se montre prêt à travailler de concert avec les Européens.

La Mauritanie devient le « bon élève » et revêt un statut de collaborateur qu'elle entend négocier chèrement. Elle espère recevoir en contrepartie des fonds pour lutter directement contre les départs et bénéficier des opérations de « co-développement » susceptibles de dissuader les candidats mauritaniens à la migration. Ces fonds versés ne sont pas destinés à améliorer les conditions de vie parfois détestables des migrants ouest-africains présents sur le sol mauritanien. La gestion de la migration internationale ignore la ville de Nouadhibou, laissée aux « clandestins », et valorise la capitale, d'où est gérée la question migratoire et où est de plus en plus concentrée une partie importante de l'activité économique.

Circulation internationale et développement local au Sénégal

MAFE

Pays de référence:

Sénégal

Localisation de l'étude :

Dakar - France - Espagne - Italie

Responsables du projet :

Papa SAKHO

Enseignant-chercheur en Géographie,

Institut de Population,

Université Cheikh Anta Diop, Sénégal

Cris BEAUCHEMIN

Chargé de recherche en Géographie et Démographie,

Centre d'études sur la population et le développement,

Institut National d'Etudes Démographiques, France

Institut de Population Université Cheikh Anta Diop Sénégal
IPDSR, Campus BRGM, Université Cheikh Anta Diop de Dakar,
BP 45550 Dakar-Fann,
Dakar,
Sénégal
www.ipdsr.org

L'IPDSR est un institut d'université créé en février 1999. Il a pour objectif de former et de développer le potentiel de recherche interdisciplinaire sur les questions de population. Depuis 2006, il met en œuvre un master et une formation doctorale en Population et Développement et appuie la mise en place d'un master interdisciplinaire et d'une chaire UNESCO sur les migrations à l'université.

Institut National d'Etudes Démographiques, France
133 bd Davout,
75980 Paris Cedex 20,
France
<http://www.ined.fr>

L'INED est un organisme public de recherche français financé par une dotation annuelle du ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur. Son domaine d'activité couvre à la fois les phénomènes démographiques proprement dits (nuptialité, fécondité, mortalité, mobilité spatiale), et la démographie appliquée à la vie sociale, l'économie, la santé publique, la géographie humaine, l'histoire... Le travail de l'INED concerne l'analyse de la dynamique des populations dans une perspective aussi bien macro (calcul des indices démographiques) que micro (recherche des facteurs explicatifs du comportement à travers l'analyse de fichiers individuels représentatifs à l'échelle d'un pays). L'Unité de recherche sur les Migrations Internationales et les Minorités rassemble les 20 chercheurs travaillant sur les questions de migration internationales, d'intégration et de discrimination. Cette unité examine les dynamiques des migrations du point de vue des pays d'arrivée et de retour.

Participation à d'autres programmes avec le projet FSP et autres financements :

« Migrations entre Afrique et Europe : pour une Comparaison Internationale », financement ANR

« Migrations internationales et réseaux sociaux et familiaux. Analyses comparées des migrations au départ de la République Démocratique du Congo et du Sénégal », financement AUF

« Migration et développement : Analyse comparée du rôle des transferts monétaires, des investissements et des migrations de retour au Sénégal et en République Démocratique du Congo », financement Hewlett-AIRD

<http://www.mafeproject.com>

L'équipe

P. SAKHO, Géographe, Enseignant-chercheur : papa.sakho@ucad.edu.sn

C. BEAUCHEMIN, Géographe et Démographe, Chargé de recherche :
cris.beauchemin@ined.fr

A. DIAGNE, Démographe, Post-doctorant, Institut de Population, Université Cheikh Anta Diop, Sénégal

A.R. DIOP, Sociologue Anthropologue, Enseignant-chercheur, Institut de Population, Université Cheikh Anta Diop, Sénégal

M.TALL, Géographe, Programm Officer, ONU Habitat Sénégal, Bureau de Dakar

D.LESSAULT, Géographe, Post-doctorant, Centre d'études sur la population et le développement, Institut National d'Etudes Démographiques, France

C. MEZGER, Economiste, Doctorante, Centre d'études sur la population et le développement, Institut National d'Etudes Démographiques, France

P. BAIZAN, Démographe, Enseignant-chercheur, Department of Political & Social Sciences, Universitat Pompeu Fabra (UPF), Espagne

E. CASTAGNONE, Sociologue, doctorante, Chef de projet, Département d'Etudes Sociales et Politiques, FIERI (International and European Forum of Migration Research) - Università degli Studi di Milano, Italie

A. GONZALEZ, Chercheuse en Sociologie, Department of Political & Social Sciences (UPF) - Institute of Eco., Geography & Demography (CSIC), Universitat Pompeu Fabra (UPF) - National Research Council (CSIC) Espagne

G. VIVIER, Sociologue, Ingénieur de recherche, Service des enquêtes, Institut National d'Etudes Démographiques, France

M. QUAGLIA, Démographe, Ingénieur d'études, Service des enquêtes, Institut National d'Etudes Démographiques, France

L. RAPHAEL, Statisticien, Ingénieur d'études, Service des enquêtes, Institut National d'Etudes Démographiques, France

L.B. MOTUIN, Doctorante Population/développement, Institut de Population, Université Cheikh Anta Diop, Sénégal

M.S. AWISSI, Statisticienne, Etudiante-Master, Population/développement, Institut de Population, Université Cheikh Anta Diop, Sénégal

I. SARR, Démographe, Consultant, Institut de Population, Université Cheikh Anta Diop, Sénégal

F. B. DIAL, Sociologue, Post-doctorante, Institut de Population, Université Cheikh Anta Diop, Sénégal

B. NDIAYE, Economiste, Chargé de programme, Enda Diapol, Enda-Tiers Monde Sénégal

A. WITTMANN, Science politique, Coordinatrice Enda-Europe, Enda-Tiers Monde France

M. SALL, Démographe, Enseignant-chercheur, Institut de Population, Université Cheikh Anta Diop, Sénégal

M.L.FLAHAUX, Démographe, Doctorante, Centre d'études sur la population et le développement, INED - Université Catholique de Louvain-la-Neuve

Résumé :

Le projet « Circulation internationale et développement local au Sénégal » est le premier volet d'un projet de recherche plus large intitulé MAFE (Migrations entre l'Afrique et l'Europe), qui permettra de comparer les logiques des migrations internationales des Sénégalais, des Congolais et des Ghanéens. Les données, strictement comparables, permettront d'étudier à la fois les facteurs et les conséquences de la migration. Les premiers résultats de MAFE-Sénégal montrent (1) que les migrations subsahariennes en Europe sont un fait très minoritaire ; (2) que les migrations de retour ne sont pas marginales ; (3) que l'idée selon laquelle les migrants sont des agents de développement pour leur pays d'origine doit être nuancée. Des enseignements sont aussi à retirer de la méthodologie du projet : (1) les partenariats recherche-société civile devraient être davantage encouragés et (2) des efforts d'intégration devraient être faits en matière de formation dans les domaines des migrations internationales et des méthodes quantitatives.

Mots-clés : Migration, Sénégal, Dakar, Afrique, Europe, retours, habitat, transferts

Abstract:

The project « International Circulation and Local Development in Senegal » is the first round of a larger project entitled MAFE (Migration between Africa and Europe) that will allow studying the logics of international migration among Senegalese, Congolese and Ghanaian people. The data are strictly comparable in all countries and are suited to study both the causes and consequences of international migration. The MAFE-Senegal first results show that (1) Sub-Saharan immigration in Europe is not massive; (2) return migration is quite common; (3) the idea that migrants are vectors of development must be qualified. From the project methodology we also drew two lessons: (1) partnerships between research and civil society should be encouraged; (2) efforts should be done to integrate quantitative methods and international migration in academic training.

Key words: International migration, Senegal, Dakar, Africa, Europe, return migration, housing, remittances

1. Problématique et contexte de l'étude

Le projet « *Circulation internationale et développement local au Sénégal* » (MAFE-Sénégal) aura constitué un préliminaire à la mise en place d'un projet plus large qui vise à étudier, par des méthodes quantitatives, les causes et les conséquences des migrations entre l'Afrique et l'Europe. L'un des intérêts de ce projet, intitulé MAFE (Migrations entre l'Afrique et l'Europe), qui s'étale au moins jusqu'en 2012, est son caractère strictement comparatif : la même enquête sociodémographique est menée dans 3 pays africains de départ (Sénégal, République Démocratique du Congo, Ghana) et 6 pays européens de destination (France, Espagne, Italie, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Belgique)¹. Le projet « *Circulation internationale et développement local au Sénégal* » aura permis de construire la méthodologie de MAFE qui a ensuite été répliquée dans les autres pays au cours de l'année 2009. La méthode d'enquête mise au point est donc en elle-même un résultat du programme FSP. Les résultats de l'enquête conduite au Sénégal sont encore partiels : à la fin de l'année 2009, tous les objectifs d'analyse n'ont pu être atteints. Le programme d'exploitation des données de MAFE se poursuivra minimalement jusqu'en 2012.

Le projet MAFE-Sénégal a été construit pour tester l'hypothèse selon laquelle la migration n'engendre pas de rupture définitive entre zones de départ et d'arrivée. En particulier, le projet MAFE repose sur l'idée que la migration africaine n'est pas un flux à sens unique : les personnes et/ou leurs biens retournent vers l'Afrique. Pour tester cette hypothèse, le projet se décompose en trois objectifs.

Objectif 1 : Etudier les logiques migratoires en s'intéressant aussi bien aux départs qu'aux retours. Il existe une contradiction frappante entre la perception des migrations dans les pays africains de départ et les pays européens de destination. Dans les premiers, la migration est essentiellement conçue en termes de circulation : les migrants partent avec l'intention de rentrer et, de fait, les migrants de retour sont nombreux². Dans les seconds, le discours public s'inquiète d'une immigration qu'elle perçoit comme massive et définitive. Pour alimenter ce débat, notre objectif est de quantifier et d'expliquer les pratiques de retour, en tenant compte aussi des conditions et facteurs de départ.

Objectif 2 : Etudier les interactions entre migrations internationales et développement urbain. La plupart des institutions publiques envisagent la migration internationale sous deux angles : d'une part, les migrants seraient des acteurs importants du développement et, d'autre part, favoriser le développement serait un moyen de réduire les migrations du Sud vers le Nord. Notre deuxième objectif est de tester ces hypothèses sur lesquelles se fondent les politiques publiques européennes.

Objectif 3 : Etudier dans quelle mesure et à quelles conditions les migrations internationales induisent des mutations sociales en matière à la fois de pratiques familiales et de rapports de genre. Les liens entre trajectoires migratoires et histoires familiales seront explorés. On testera, entre autres, l'idée, très répandue au Sénégal, selon laquelle les migrants préfèrent maintenir des familles transnationales plutôt que de recourir au regroupement familial.

¹ Le projet « Crise économique et migrations internationales en République démocratique du Congo » s'insère dans ce projet de comparaison internationale.

² Au Sénégal, d'après l'enquête DEMIS, il y aurait dans certains quartiers de Dakar jusqu'à 18 % de ménages qui comptent au moins un migrant de retour. La proportion atteint même 38 % dans certains quartiers de Touba.

Les objectifs de recherche du projet témoignent du fait que MAFE ne vise pas seulement à produire des résultats académiques. Les hypothèses posées renvoient à des débats politiques majeurs tant en Europe qu'en Afrique. L'ambition du projet est de faire en sorte que les résultats produits par la recherche puissent être mobilisées dans les activités de plaidoyer de la société civile et valorisées auprès du public et des décideurs politiques. Pour ce faire, un partenariat a été construit avec une ONG internationale qui travaille tant au Sénégal qu'en France : ENDA Tiers-Monde.

2. Méthodologie

Le dispositif d'enquête de MAFE est fondé sur l'expérience de trois grands types d'enquête : le *Mexican Migration Project*³, les enquêtes biographiques conduites en Afrique francophone⁴ et le projet *Push and pull factors of international migration*. L'examen approfondi de ces trois systèmes d'enquête a conduit à la définition des principes méthodologiques ci-dessous décrits en matière d'échantillonnage et de nature des données.

2.1. Construction des échantillons :

Des échantillons transnationaux. Par nature, la migration internationale implique plusieurs pays : minimalement un pays de départ et un pays d'arrivée. Le projet MAFE transpose cette observation triviale en intégrant dans son dispositif d'enquête à la fois un pays de départ (en Afrique) et plusieurs pays de destination (en Europe). Pourquoi ? Pour pouvoir, par exemple, étudier les causes du retour en comparant ceux qui sont rentrés et ceux qui sont restés dans le pays de destination. Ou encore, pour pouvoir étudier l'impact des migrations sur les investissements au Sénégal en intégrant à la fois ceux qui n'ont jamais migré, ceux qui sont rentrés et ceux qui sont encore en migration. Dans le projet « *Circulation internationale et développement local au Sénégal* », quatre pays ont été impliqués : le Sénégal, côté africain, et la France, l'Espagne et l'Italie, les principales destinations des Sénégalais en Europe. C'est à la fois beaucoup (en termes de coûts et d'organisation) et peu. Car les émigrants Sénégalais constituent aujourd'hui une véritable diaspora qui s'étend sur un territoire qui dépasse largement les frontières de nos trois pays européens même s'ils regroupent 45% des Sénégalais de l'extérieur en 2002⁵. La sélection des pays introduit donc un biais dont il faut tenir compte dans les interprétations des résultats, mais il n'était naturellement pas possible d'enquêter dans tous les pays de destination des Sénégalais !

Des échantillons représentatifs. Comme tout projet ayant des visées statistiques, les données de MAFE ont vocation à être représentatives. A quel point le sont-elles effectivement ? Au Sénégal, nous disposons d'un échantillon représentatif de la région de

³ Le projet est entièrement présenté sur : <http://mmp.opr.princeton.edu/> (consulté le 03/09/09)

⁴ Ces enquêtes sont présentées sur : <http://grab.site.ined.fr> (consulté le 03/09/09)

⁵ Source : Recensement de la population du Sénégal, 2002. Calculé par les auteurs. Sont comptabilisés ici les individus déclarés, dans chaque ménage, comme ayant quitté le Sénégal dans les 5 dernières années précédant le recensement. Au total, 163 374 personnes auraient quitté le pays, dont 45% à destination d'autres pays africains, 45% à destination de la France, l'Espagne ou l'Italie et 10% vers d'autres pays (dont 7% pour les Etats-Unis, tous les autres pays regroupant moins de 1% des émigrants).

Dakar, qui regroupe à elle seule un quart de la population sénégalaise. Les ménages et les individus ont été sélectionnés de manière aléatoire et stratifiée. La stratification visait à assurer une représentation suffisante des ménages et des individus qui ont une relation à la migration internationale (ménages dont le chef déclare qu'il a des relations avec des migrants⁶ ; individus qui sont eux-mêmes migrants de retour ou conjoints de migrants). Pour l'heure, les moyens financiers du projet n'ont pas permis d'étendre l'enquête hors de la région de Dakar. De nouveau, les résultats doivent donc être prudemment interprétés pour tenir compte de cette restriction. En Europe, à l'intérieur de chaque pays, les échantillons se veulent représentatifs à l'échelle nationale. Ils présentent néanmoins deux limites : (1) pour des raisons financières, les effectifs sont réduits ; (2) sauf en Espagne, en l'absence de bases de sondage, les migrants n'ont pas pu être sélectionnés de manière aléatoire. Dans les trois pays, une petite partie des échantillons est constituée d'individus dont les contacts ont été obtenus au Sénégal dans le cadre de l'enquête auprès des ménages (8% de l'échantillon européen). En Espagne, le reste de l'échantillon a été aléatoirement sélectionné dans la base nationale des registres municipaux (le Padrón), qui –fait extraordinaire pour les démographes– inclut les migrants irréguliers. En France et en Italie, où aucune base n'est disponible, le reste de l'échantillon a dû faire l'objet d'un recrutement direct par les enquêteurs selon la méthode des quotas⁷.

Les échantillons de MAFE-Sénégal.

	Questionnaire ménage	Questionnaire individu
Critères d'éligibilité	Tout ménage résidant dans la région de Dakar en 2008.	Individus âgés de 18 à 75 ans en 2008, nés au Sénégal, et ayant (eu) la nationalité sénégalaise. Et en Europe seulement : âgés de 18 ans au moins au moment de l'installation en Europe
Sénégal	Ménages migrants* : 617 Ménages non-migrants* : 524 Ensemble : 1141	Migrants de retour : 202 Conjoints de migrants : 152 Autres : 1043 Ensemble : 1397
Europe	-	France : 200 Espagne : 200 Italie : 203 Ensemble : 603
* on appelle ménage migrant un ménage qui a déclaré des migrants internationaux dans le questionnaire ménage.		

⁶ Les migrants internationaux inclus dans le questionnaire ménage sont : les enfants du chef de ménage, les conjoints de membres du ménage, d'autres personnes apparentées au chef ou à son/sa conjoint(e) et avec lesquelles des contacts réguliers ont eu lieu dans les 12 derniers mois.

⁷ Pour plus de détails sur la méthode d'échantillonnage et l'évaluation des biais de sélection des différentes méthodes, voir : Beauchemin C. et Gonzalez-Ferrer A., 2009, *Multi-country Surveys on International Migration: An Assessment of Selection Biases in Destination Countries*. Communication à la conférence annuelle de la Population Association of America, Detroit, MI, Session 601, 43 p. Document de travail accessible en ligne sur le site du projet : <http://www.mafeproject.com/>

2.2. Nature des données

Des données longitudinales. Seules des données longitudinales rétrospectives nous semblaient adaptées aux objectifs de description des trajectoires des individus et d'analyse des facteurs de migrations. Des données qui tiennent compte des changements de situation dans le temps permettent, en effet, d'appréhender les rapports de causalité de manière plus fiable que des données transversales. Et, pour collecter des données variant dans le temps, l'approche rétrospective semblait la seule réalisable : dans un contexte transnational, il n'était pas envisageable de réaliser des enquêtes à passage répété (panel). L'enquête comprend deux questionnaires : l'un s'adresse aux ménages, l'autre aux individus. Tous deux comportent des informations datées, rétrospectives. Elles sont partielles dans le premier (quelques dates clefs seulement sont collectées) et très détaillées dans le second (questionnaire biographique complet, d'une durée moyenne de 100 minutes avec les migrants en Europe)⁸.

Des données multi - niveaux. Il est désormais reconnu dans les milieux académiques que la migration internationale n'est pas simplement un acte individuel : elle est conditionnée par le contexte dans lequel elle s'inscrit à la fois au niveau macro (contexte économique et politique) et au niveau meso (contexte familial ou communautaire). Et l'impact potentiel de la migration ne se mesure pas non plus seulement à l'échelle des individus eux-mêmes. Pour étudier les causes et conséquences de la migration, il est donc nécessaire de collecter des données à plusieurs niveaux. C'est pourquoi les deux questionnaires de MAFE collectent des informations au niveau des individus et de leur entourage familial et amical. Au niveau « communautaire » (village, quartier), la collecte de biographies est difficilement envisageable en milieu urbain⁹ et l'on ne dispose, en conséquence, que de données transversales (données agrégées du recensement sénégalais de 2002). Enfin, le projet entend exploiter des séries chronologiques de macro - données politiques et économiques¹⁰.

Des données comparables. Par nature, MAFE est un projet international qui vise à comparer des populations interrogées dans différents pays et dont le statut migratoire est variable (non-migrants, migrants actuels, migrants de retour). La comparabilité des données est un pré-requis du projet, mais elle ne va pas de soi car les contextes nationaux et les expériences individuelles diffèrent fortement. La construction des questionnaires a donc requis des tests multiples et croisés qui ont permis de faire des ajustements progressifs. *In fine*, le même questionnaire biographique a été utilisé dans les quatre pays, langue mise à part puisqu'il a fallu le traduire du français vers l'espagnol et l'italien. Le même masque de saisie, multilingue, a été utilisé partout, de sorte que les fichiers de données ont des structures identiques.

⁸ Les questionnaires seront prochainement accessibles sur le site web de MAFE.

⁹ Sur la collecte de biographies communautaires, voir : Schoumaker B., Dabire HB., Gnomou-Thiombiano B., Collecter des biographies contextuelles pour étudier les déterminants des comportements démographiques. L'expérience d'une enquête au Burkina Faso, Population, vol. 61, n° 1-2, janvier-avril 2006, p. 77-106

¹⁰ Pour un exemple d'analyse biographique combinant ces différents niveaux, voir les résultats du projet « Crise économique et migrations internationales en République démocratique du Congo ».

3. Résultats

Les résultats du projet MAFE sont encore préliminaires et épars.¹¹ Ils portent sur des données de cadrage (tableaux des migrations africaines en Europe et des migrations sénégalaises) et sur trois grands thèmes : les migrations de retour, les transferts et les conditions d'habitat.

3.1. Un état des lieux paradoxal des migrations subsahariennes

En préalable aux études traitant les données de MAFE, une revue des statistiques disponibles sur les migrations africaines a été réalisée. Cette étude a mis en évidence un paradoxe : alors que les discours publics, médiatiques et politiques, présentent les migrations subsahariennes vers l'Europe comme un mouvement massif, il s'avère qu'elles sont en réalité tout à fait minoritaires¹². Et ce constat vaut quelle que soit la mesure prise en compte :

- Les migrants subsahariens sont minoritaires dans les flux d'entrée en France (17% en 2004), comme dans les effectifs de migrants installés sur le territoire, y compris lorsqu'on intègre au calcul les migrants irréguliers (11% de la population immigrée en 1999) ;
- Le même diagnostic est posé dans les autres pays de destinations. En 2000, les migrants subsahariens représentent seulement 4% des immigrés installés dans les pays de l'OCDE. Et les nouveaux pays de destination européens ne font pas exception : en 2006, les Subsahariens représentent 4% des immigrés en Espagne, 8% en Italie ;
- Pour l'essentiel, les migrants internationaux africains restent sur le continent africain. Entre 1988 et 1992, il y a eu 10 fois plus de migrations internationales entre pays d'Afrique de l'Ouest qu'entre l'Afrique de l'Ouest et l'Europe. Les migrations politiques ne font pas exception : plus de 9 réfugiés africains sur 10 se trouvent dans un pays voisin du leur.

3.2. Un tableau des migrations sénégalaises et dakaroises

Au Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2002, 12% des ménages recensés ont déclaré qu'au moins une personne les avait quittés pour partir à l'étranger dans les 5 dernières années¹³. 170 000 émigrants ont ainsi été déclarés au Sénégal pour une population d'environ 10 millions d'habitants. L'exploitation des données du recensement montre, en outre, un paysage migratoire sénégalais en

¹¹ Cette note est la synthèse des travaux en cours des chercheurs de l'équipe Mafé présentés lors de rencontres scientifiques ou des réponses à des appels à communications et/ou contributions.

¹² Les résultats résumés ici ont fait l'objet de plusieurs publications : LESSAULT D., BEAUCHEMIN C., A paraître en 2009, Ni invasion, ni exode : Regards statistiques sur les migrations d'Afrique subsaharienne, Revue Européenne des Migrations internationales [Article accepté] LESSAULT D., BEAUCHEMIN C., 2009, Les migrations d'Afrique subsaharienne en Europe : un essor encore limité, Population et sociétés, n°452, 4 p. LESSAULT D. et BEAUCHEMIN C., « Migrations africaines : ni exode, ni invasion » in *ProAsile* n° 19 - septembre 2009 pp. 57-60

¹³ LESSAULT D., MEZGER C., La migration internationale sénégalaise: des discours à la réalité statistique, Le visible et l'invisible dans le champ des études sur les migrations, Public de doctorants et post-doctorants européens, avril 2009, Poitiers. Document de travail accessible sur le site web de MAFE.

recomposition : la liste des pays de destination s'est allongée et les flux se sont réorientés. Si en 1992, les deux tiers des migrants se dirigeaient vers les pays africains, en 2002 l'Italie, la France et l'Espagne se partagent 42% des migrants récents (1997-2002). Dans ce contexte, la Région de Dakar, se distingue avec des départs franchement tournés vers les pays du « Nord » (Europe, Etats Unis).

La localisation des migrants déclarés par les ménages dakarois dans l'enquête MAFE confirme que les Sénégalais de l'étranger sont aujourd'hui essentiellement situés en Europe : les deux tiers se trouvent en France, Espagne, Italie¹⁴. Ce sont plus souvent des hommes (66%) que des femmes (34%). L'âge moyen au moment de l'enquête est de 39 ans. Mais cette moyenne ne rend pas bien compte de l'ancienneté de la migration.

Au moment du premier départ, 50% des migrants avaient moins de 22 ans¹⁵. 17% des migrants enregistrés n'ont reçu aucune instruction et il apparaît que les femmes sont plus instruites que leurs homologues masculins (23% des femmes ont atteint un niveau universitaire ou équivalent, contre 19% pour les hommes).

Le statut matrimonial des migrants au moment de l'enquête révèle également des spécificités de genre : les femmes migrantes sont aussi souvent mariées que les hommes (73% vs. 72%), mais moins souvent célibataires (20% vs. 25%) et plus souvent divorcées (6% vs. 2%). Ces résultats invitent à approfondir l'évolution des rapports de genre à travers le prisme de la migration internationale.

3.3. Migrations de retour

Les résultats de MAFE confirment l'hypothèse selon laquelle les migrations de retour constituent une pratique relativement courante¹⁶. A Dakar, selon les données recueillies par MAFE, un ménage sur 6 compte un migrant de retour parmi ses membres (16 %). En moyenne, 5 ans après leur premier départ, 25% des migrants qui ont quitté le Sénégal y sont revenus.

La proportion atteint 50% après 30 ans d'absence. Cela dit, les comportements de retour diffèrent sensiblement selon les lieux de séjour des migrants. Les retours sont plus précoces et plus nombreux parmi les Sénégalais qui étaient partis en Afrique : après 10 ans d'absence, les deux tiers d'entre eux sont rentrés ; la proportion est d'un quart seulement pour ceux qui étaient partis en Europe.

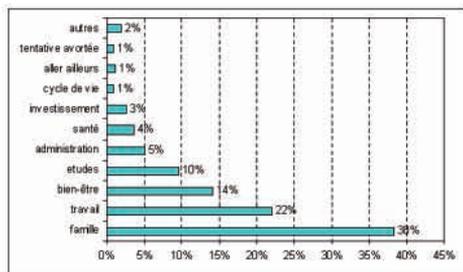
¹⁴ MEZGER C., "Who comes back? The case of Senegalese returning to Dakar", Poster session, "Second Conference of Transnationality of Migrants" (Marie Curie Research Training Network), 23-24.01.2009, Louvain-la-Neuve, Belgique. Document de travail accessible sur le site web de MAFE.

¹⁵ DIAGNE A., RAKOTONARIVO A. "Les comportements de transferts des migrants dakarois », document de travail, UCL.

¹⁶ MEZGER C., "Who comes back? The case of Senegalese returning to Dakar", Poster session, "Second Conference of Transnationality of Migrants" (Marie Curie Research Training Network), 23-24.01.2009, Louvain-la-Neuve, Belgique. Document de travail accessible sur le site web de MAFE.

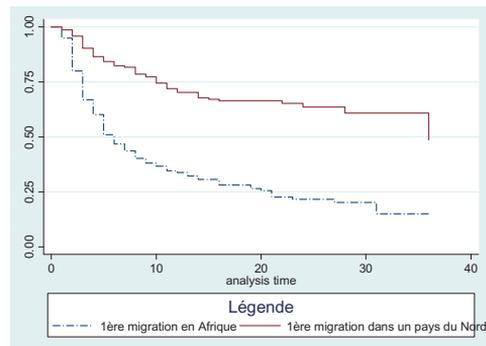
FLAHAUX M-L., 2009, "Les migrations de retour et la réinsertion des sénégalais dans leur pays d'origine", Mémoire de Master 120 en sciences de la population et du développement, UCL. Document de travail accessible sur le site web de MAFE.

Répartition des migrants de retour selon les motifs des retours au Sénégal (N=355).



Source de données : Enquête biographique MAFE-Sénégal (2008).

Courbe de survie des migrants selon la destination. Durée écoulée avant le retour. (N=594).



Source de données Enquête Ménage - MAFE-Sénégal (2008).

L'analyse des réponses données à la question ouverte sur les motifs de retours, met en évidence que ces migrations sont essentiellement « spontanées » par opposition à des migrations « forcées » ou « accompagnées ». Le motif « administration », dans lequel sont classés les reconduites à la frontière mais aussi les retours volontaires lorsque le titre de séjour du migrant arrive à échéance, est évoqué pour seulement 5% des migrations de retour. Les motivations familiales arrivent en 1^{ère} position. Elles relèvent surtout de démarches de construction de la famille (retrouver son conjoint, avoir des enfants...), mais elles procèdent aussi d'événements subis (décès d'un proche, divorce...), voire de décisions prises par autrui. La réinsertion des migrants de retour au Sénégal est un thème prioritaire des analyses à venir. Les résultats préliminaires suggèrent que la réinsertion est particulièrement difficile pour ceux qui reviennent d'Europe.

3.4. Les comportements de transferts des migrants

D'après les informations recueillies auprès des ménages dans l'enquête MAFE, plus de la moitié des migrants internationaux (61%) a effectué un transfert qu'il s'agisse d'argent ou de biens¹⁷. Les hommes sont plus nombreux que les femmes à effectuer des transferts (63 % vs. 56%). Et les femmes se distinguent par le fait qu'elles envoient des biens en nature plutôt que de l'argent.

Par rapport aux migrants établis en Afrique, ceux qui résident en Europe ont une propension plus grande à effectuer des transferts en direction de leurs familles restées au Sénégal (63% vs. 45%). Un résultat qui pourrait s'expliquer par les différences de revenus entre les deux zones de destination. D'ailleurs, les Sénégalais d'Europe envoient des montants d'argent qui sont, en moyenne, plus élevés que ceux de leurs homologues installés en Afrique (94 000 FCFA vs. 72 300 FCFA).

¹⁷ DIAGNE A., RAKOTONARIVO A. "Les comportements de transferts des migrants dakarais », document de travail, UCL.

40% des migrants qui effectuent des transferts le font sur une base mensuelle, 23% sur une base régulière mais moins fréquente ; et 36% de manière occasionnelle. Cette répartition des fréquences est associée à une utilisation régulière de l'argent par les ménages plutôt qu'à une stratégie d'accumulation en vue de gros investissements. Les transferts ont été utilisés par 72% des ménages pour assurer les dépenses de consommation courantes et seulement par 2% pour l'achat d'un logement.

3.5. Migration et conditions d'habitat à Dakar

En dépit d'une profonde crise économique, les conditions d'habitat des ménages dakarois se sont –en moyenne– notablement améliorées au fil des dernières décennies (meilleure qualité des logements, moindre précarité du statut d'occupation). L'argent de la migration, drainé par les migrants, pourrait expliquer ce paradoxe. Les données de MAFE permettent de tester cette hypothèse à travers diverses mesures¹⁸.

La comparaison des conditions d'habitat des ménages avec et sans migrants au moment de l'enquête conduit à des résultats nuancés. Les ménages qui déclarent des migrants actuels vivent dans des logements plus grands et moins densément occupés, mais leurs logements sont moins bien équipés (moindre taux de raccordement à l'électricité, aux égouts, etc.). Par contre, les ménages avec migrants de retour disposent des meilleures conditions de logement.

La comparaison du statut d'occupation des ménages avec et sans migrant au moment de l'enquête et au moment de l'entrée dans le logement nuance encore les résultats. Au moment de l'enquête, les ménages avec migrants sont plus souvent propriétaires. En revanche, au moment de l'entrée dans le logement, on constate que la proportion de propriétaires est identique chez les ménages migrants et non-migrants. Ce résultat indiquerait que la migration ne précède pas l'acquisition mais lui est postérieure.

Les questions sur l'usage qu'on fait les migrants des transferts, au cours des 12 derniers mois, montrent que l'argent reçu par les ménages sert plus à « se loger » (payer le loyer, les factures, etc.) qu'à investir dans l'habitat. Mais les questions directes sur le financement de l'habitat montrent qu'un ménage sur dix a utilisé de l'argent provenant de la migration pour acquérir le terrain et/ou le logement qu'il occupe (quelle que soit la date d'acquisition). Dans les deux tiers des cas, l'argent utilisé a été gagné en Europe.

En somme, le fait que 51% des ménages propriétaires ont déclaré des migrants actuels et/ou de retour permet de dire que l'accès à la propriété est facilité par l'argent de la migration dans une proportion plutôt limitée.

¹⁸ LESSAULT D., BEAUCHEMIN C., SAKHO P., 2009, Migration internationale et conditions d'habitat des ménages à Dakar, Communication au Symposium international « Migration et mondialisation : enjeux actuels et défis futurs », Dakar, Novembre 2009. Document de travail accessible sur le site web de MAFE.

4. Conclusions et recommandations en termes de recherche et de politiques publiques

Dans l'attente de nouvelles investigations, les conclusions du projet sont les suivantes :

- Les migrations subsahariennes font l'objet d'une attention publique qui dépasse largement leur importance statistique. Au-delà des images spectaculaires des prises d'assaut des barrières de Ceuta et Melilla et des pirogues qui échouent sur les côtes européennes, il est temps de reconnaître que les migrations d'Afrique subsaharienne ne sont pas massives et qu'elles représentent une faible part des entrées en Europe.
- Les migrations africaines ne sont pas non plus des migrations à sens unique. D'après MAFE, après une absence de 10 ans, un quart des Sénégalais partis en Europe sont rentrés au pays. C'est à la fois beaucoup et peu. Beaucoup, parce que les pouvoirs publics européens ne reconnaissent pas pour l'heure l'importance relative de ces migrations spontanées qui ne font l'objet d'aucun accompagnement. Et peu parce que la proportion est bien plus élevée parmi ceux qui étaient partis en Afrique (66%). Mais, au regard des difficultés de circuler entre l'Afrique et l'Europe, pour l'heure, il est bien risqué de rentrer d'Europe puisqu'il est extrêmement difficile de repartir en cas de besoin.
- Les migrations sont-elles un facteur de développement ? Nos résultats, encore partiels, portent seulement sur les transferts et les conditions d'habitat. Ils appellent des approfondissements. Mais on peut d'ores et déjà retenir un constat. Si les migrants jouent un rôle important dans l'économie domestique des ménages dakarois, les migrations internationales ne semblent pas jouer le rôle majeur dans l'amélioration des conditions d'habitat qu'on leur attribue communément.

Au-delà des résultats de l'enquête, des leçons sont à tirer de la méthodologie du projet :

- Le partenariat entre recherche et société civile devrait être davantage encouragé. En amont, il permet de formuler des questions de recherche plus pertinentes du point de vue de leur utilité sociale et politique. En aval, il permet de diffuser les résultats en dehors des cercles académiques. Les chercheurs ne sont pas formés pour cela, ils ont besoin d'appui. Et cet appui doit être financé sur la longue durée car le temps de la construction du partenariat (les partenaires doivent surmonter des barrières culturelles avant de s'entendre) et de la diffusion des résultats dépasse largement (double ?) le temps de la recherche.
- L'expérience de MAFE montre que l'étude statistique des migrations internationales butte sur un problème basique : le recrutement du personnel (chercheurs et étudiants). En Europe et en Afrique, le personnel de recherche compétent dans le domaine des migrations internationales est rarement compétent en statistiques et réciproquement (les quantitativistes sont peu versés dans l'étude des migrations internationales). Le projet MAFE pallie ce problème par l'organisation de formations spécifiques pour ses partenaires (notamment en matière d'analyse biographique). Mais les institutions de formation devraient œuvrer pour renforcer les capacités d'analyse statistique des migrations.

Cross border inter-urban and inter-rural migration

An analysis of the Mozambique and Zimbabwe border areas

Country:

Zimbabwe

Regions:

Chimoio - Manica - Machipanda - Espungabera (Mozambique)

Mutare - Chipinge (Zimbabwe)

Project Leader:

Lovemore MARISA

Organisation for Natural & Environmental Livelihoods (LOVENGO), Mutare, Zimbabwe

**Organisation for Natural & Environmental Livelihoods (LOVENGO)
Mutare, Zimbabwe**

Acknowledgement:

The author would like to acknowledge financial and technical support that culminated to this research output. Financial support to carry out the overall research came from IRD through the French Ministry of Foreign and European Affairs. IRD also organized meetings and seminars that helped to shape the research project for desirable outputs. Special mention goes to all those who helped the research project in various ways. Although not stated by names, without you, the project would not have reached to this desirable level.

The Team

Lovemore MARISA, Principal Investigator: lmalisa2002@yahoo.com

Lovemore Marisa is the Principal Investigator for the overall study. He holds undergraduate and post-graduate degrees in social and natural sciences from the University of Zimbabwe. Over the years he has achieved to blend an integrated approach to research that covers among other areas, migration, livelihoods and development, natural resources management, institutional governance.

1. Problem and context of the study

The study touches on important questions regarding cross border movements between Mozambique and Zimbabwe emphasizing inherent migration issues that include *inter alia*: causes and impacts, dynamics involved, policies and intervention measures – reflecting on how these have a bearing on people's livelihoods, inter-state cooperation and development. The study has ushered in a new dimension that was constantly marginalized in migration studies between the two countries that of interlocking rural and urban migration streams, whilst exposing border policy weaknesses negatively affecting the movement of goods and services.

Generally, migrant livelihood strategies, inter-urban or inter-rural, reflect on how people respond to changing socio-economic and political situations. The movement of people between the two countries has been going on for a long time. Firstly, in the 1980s a lot of people from Mozambique were forced to migrate into Zimbabwe, among other neighbouring countries due to war that was happening in their country. The coming of peace in Mozambique in the early 1990s saw some people going back home, whilst others stayed behind. However, the coming of peace in Mozambique was a catalyst for intensified migration between the two countries also catapulted by the economic down turn of the Zimbabwean economy epitomised by food shortages, dwindling foreign currency reserves, record-breaking hyper-inflation and international conflict due to among other reasons, the land reform programme.

In rural areas along the border villagers have ignored the border willy-nilly alternating between the two countries to visit relatives and friends, commodity trading and other cultural activities. It is agreeable that without cross border trade most households in the two countries would not have survived faced with food shortages experienced in different historical epochs. At least for now urban and rural migrants between Mozambique and Zimbabwe continue to concur with Russell King's call for 'a celebration of migration', at least they have managed to improve or maintain their households through cross border movements. In all its respect and form 'migration should be seen as a norm rather than the rule, as an integral part of societies rather than rupture – an essential element in people's livelihoods, whether rich or poor' (de Hann, 1999: 24).

Historical background to the Mozambique-Zimbabwe Frontier

The Mozambique-Zimbabwe border is one of the longest in the region covering 1 300km and was born out of colonisation. Just like most of the borders the boundaries were superimposed on communities and some even split them between boundaries – some having the same traditional linkages and economic activities. Conflict and peace have largely influenced migration trends between Mozambique and Zimbabwe, two neighbouring countries that witnessed immense political and socio-economic transformation, albeit at short notice, from the 1970s to the present.

Whilst civil war was intensifying in Mozambique, peace was coming to Rhodesia, and in 1980 independence befalls and Zimbabwe became independent. At the height of the civil war in Mozambique refugees streamed into Zimbabwe throughout the 1980s as they fled the conflagration in their country. By 1991, there were approximately 200 000 Mozambicans in Zimbabwe, a large number scattered in refugee camps along the eastern border. The coming of peace in Mozambique in 1992, left many people to ponder what

had been the far-reaching and difficult-to-measure socio-economic impact of conflict in Mozambique. Generally, the total cost of civil wars is incalculable; as such wars have been reducing and pulling down social infrastructures and some areas to a Stone Age or pre-historic condition, not least the basic social services. It seems the deleterious socio-economic and environmental changes brought about by civil war in Mozambique precipitated 'forced migration', refugee crisis and adapting to peace after years of turmoil. For communities that had not realized peace due to colonial struggles and civil war, peace resulted in returning/starting again as well as sedentary.

2. Method used

A plethora of data collection methods were used and they include structured questionnaires (1050) equally divided between Mozambique and Zimbabwe, interviews (key informant and semi-structured), group discussions and participatory observations.

The main finding, which is in line with one of our research problem, is that migrants, especially those living closer to the border, do not 'recognize' territorial boundaries.

There historical background closely linked to socio-cultural and economic intercourse has influenced 'illegal' transboundary crossings so as to fulfill livelihood opportunities. This puts to the fore the negativity of having rigid migration policies between the two countries, and other Southern Africa countries.

3. Results

3.1 Nature of Migration Streams

Within cross border movements three forms of migration streams were noted viz. seasonal migration, permanent migration and circular migration.

Seasonal Migration

The prevalence of this migration form is now at its lowest ebb. It entails migrants moving to an area at specific periods, for example, holidays or harvest time. In rural areas of Chipinge and Espungabera seasonal migration mainly occurs during harvesting of tea when abundant labour is required. Tea plantations like Tanganda, New Jersey, Southdowns and many out-growers tend to rely on labour migrants during harvesting periods.

As noted earlier, the coming of peace in Mozambique resulted in high labour turnover as migrants returned home. The socio-economic and political *inferno* that characterised Zimbabwe also reduced the level of seasonal migration between the two countries. However, the coming of the Government of National Unite (GNU) and subsequent dollarisation of the economy may influence the revival of seasonal migration streams within rural areas. Whilst visiting Chipinge in May 2009, it was noted that some tea plantation workers earned between USD50-60, amid company efforts to remain afloat. In the future the expansion of migrant labour would be higher as there are many plantations in Chipinge and other nearby areas of Mutare.

Permanent Migration

There are aspects of permanent nature of migration between Mozambique and Zimbabwe. This is manifested with many Zimbabweans getting Mozambican identity cards and passports. Whilst some want these documents for easy access to jobs and using them *en route* to other countries like South Africa, others have sought permanent residence there. The peace that came with the end of civil war, plus the expanding economy makes Mozambique a safe place to live. In Machipanda, Manica and Chimoio, there are many Zimbabwean migrants who have taken permanent residence, only returning back to visit relatives or attending funerals. The relatively lower price of land in Mozambique has seen some migrants buying residential places, an indication that their future is with that country.

Aspects of permanent migration have also been ingrained through inter-marriages. Most Zimbabweans working and residing in Mozambique were co-habiting or living as husband and wife. Asked why they preferred the locals (Mozambicans) Zimbabwean men reasoned that they were abiding, respectful and loving. On the other hand, Zimbabwean women married to Mozambicans gave few reasons, but the need for permanent residence held forte. The problems in Zimbabwe made it difficult to be married and looking for husbands elsewhere emerged. In this aspect, marriage can be seen as a survival strategy used by female migrants. Other studies have shown that marriage can be a strategy that can be used to improve and maintain households.

Circular/Oscillating Migration

The dominant form of migration between Mozambique and Zimbabwe is circular migration. Within inter-urban and inter-rural cross border migration, commodity trading and labour provisions have been dominant. Between 1990 and up to the present the nature and context of migration wholly centred on trade. A country with abundant goods acted as destination areas for cross border traders. It seems differential pricing of goods between the two countries also influenced circular migration trends.

In the 1990s most Zimbabwean goods and foodstuffs had a ready market in Mozambique, a situation which intensified illegal border crossing. Things changed in 2006-2008 when goods in Zimbabwe became scarce and crossing into Manica or Chimoio was the only option. The periods spent by circular migrants range from less than a week to two weeks. Some women often go to sell their goods on credit to trustworthy customers, then return home and going back again to Mozambique during month-ends to collect cash.

3.2. Nature of the Movements

The movements of migrants followed certain patterns and these included inter-urban, inter-rural or rural-urban migration typology.

Urban-Urban Movements

This was the dominant pattern in cross border movements. Most migrants to Mozambique originated from Mutare town, in three main high density suburbs Sakubva, Dangamvura and Chikanga. The residents were caught up in a migration web dominated by cross border trade. The high unemployment rates forced residents to engage in informal trade. From Mutare the migrants visited closer border areas like Machipanda

and Manica. Others went as far as Chimoio which is much further from the border. In Chipinge most migration streams dominated by traders were also urban based.

Rural-Rural Movements

In Chipinge rural-rural cross border migration was more popular. As noted before socio-cultural affinities were dominant along border communities such that people visited each other regularly. Through marriages and even sharing traditional leaders like *kraalheads* made social cohesion important in the areas. Rural communities from Espungabera, Mozambique usually provides source of labour for tea estates in Chipinge. Labour migrants from Mozambique were noted at Tanganda Tea Estates, New Jersey and many out-grower farms in Chipinge. In some cases the labour migrants are involved in seasonal movements during tea harvesting. Women are also employed as tea pickers and this has helped to augment labour usually in short supply during harvesting periods.

Rural-Urban/Urban-Rural Movements

The prevalence of rural-urban or urban-rural cross border movements was also very low. In few cases people from areas like rural Espungabera moved into Chipinge to visit relatives or buy goods. Chipinge was there nearest border town where they could find a variety of goods unavailable in Mozambique. On the other hand, some Mozambicans residing in Chipinge town also visited relatives in rural Espungabera.

In Mozambique the 30-39 age group has been the most migratory, followed by the 20-29 age group, then the 40-49 age group. On the other hand, in Zimbabwe the 20-29 age group was the most migratory with 36%, followed by 30-39 group (31%) and the 40-49 group (23%).

Results show the concentration of migrants within the middle age. Usually at middle age one would have married and migration coming as a strategy for the family. Due to increased unemployment cross border trade became a viable source of household income. The aged (above 60 years) are not mobile as shown by the low percentage of 3% (Mozambique) and 2% (Zimbabwe). This can also be said of age groups 0-9 and 10-19. These age groups are usually primary and secondary school going, thereby non-migratory.

3.3. Perceptions and Understanding of Frontier

Survey results show that most respondents, especially those from rural areas have little respect to the boundaries as they cross willy-nilly, thus the territorial boundary has limited influence on their everyday experiences.

Table 1: Respect to Border by Mozambicans

Mozambique	Urban Areas (n=370)		Rural Areas (n=155)	
	Yes	No	Yes	No
Chimoio	62%	38%	41%	59%
Manica	53%	47%	43%	57%
Machipanda	39%	61%	21%	79%
Espungabera	n/a	n/a	19%	81%

Results from the table show that as we move away from the border, people tend to accept the existence and functionality of the border. Thus, respondents from urban areas of Manica (53%) and Chimoio (62%) have respect for the territorial boundary separating Mozambique and Zimbabwe. Their strand of analysis lies in the fact that borders provide an identity and separation of powers between countries.

However, in rural areas perceptions of respondents were below half about the existence of the border. The findings in most all rural areas were in negative, showing respondent’s denial of the existence of the borders. A high percentage of 81% of the respondents saw no reason of having a border between the two countries. They argued that historically and up to the present they move freely from country to country. The mere fact that they share almost the same culture, including language and inter-marriages were seen as a reason for a borderless community.

Rural areas also tend to have low respect to the border dividing the two countries.

Table 2: Respect to Border by Zimbabweans

Zimbabwe	Urban Areas (n=400)		Rural Areas (n=280)	
	Yes	No	Yes	No
Mutare	58%	42%	34%	64%
Chipinge	49%	51%	24%	76%

Results from Zimbabwe show that urban areas tend to respect the border with Mutare and Chipinge having 58% and 49% of the respondents respectively. On the other hand, in rural areas, borders are not respected and the same reasons given by Mozambicans were noted.

It can thus be substantiated from the previous two tables that in the eyes of rural people the border is an inhibiting factor in their day-to-day interaction. The mere fact that there is socio-cultural and historical intercourse between people living closer to the border gives testimony to the sentiments. It is interesting to view if people living further from the border in the hinterland can give the same reasons. However, the fact that labour migrants and cross border traders were also coming from faraway places indicate the mutual relationship and level of engagement between people from different countries.

A crisp analysis of the developments within the border; how it facilitates and discourages the movement of goods and services helped to expose tenet issues i.e. corrupt activities, illegal crossings, visa/entry fees, investment opportunities, or gaps in knowledge and information systems.

4. Conclusions and recommendations in terms of research and public policies

The study has uncovered corollary processes of social, economic, political and environmental factors imbued within cross border movements between Mozambique and Zimbabwe. The incorporation of the rural sector in the study helped to complement urban findings that tend to dominate most migration studies. The rich material on understudied phenomena as cross border trade and socio-economic interaction between villages and small towns leads beyond the traditional economy. The traditional economy is logically entrenched with agnatically men dominating their wives within sedentary households.

In all respects the study showed that borders are respected if available policies permit easy movement of goods and services. Without that borders, maybe 'non-existent' and 'abstract' to many household members making a living by alternating between the two countries. Migration between the two countries has helped to improve and maintain many households over the years, a scenario not available to non-migratory ones. Thus, migration along border communities and even those coming from the hinterland is embedded within their livelihood strategies.

Governments of countries of origin and of countries of destination should seek to make the option of remaining in one's country viable for all people. To that end, efforts to achieve sustainable economic and social development, ensuring a better economic balance between developed and developing countries and countries with economies in transition should be strengthened. The governments of Mozambique and Zimbabwe must also promote projects meant to effect sedentary, especially in rural areas. Living in one's country and able to improve sustainable living should be a priority. It is also true that since migration causes are many, not mutually exclusive in respect, an integrated approach is needed. There is also a need for capacity building endeavours in developing countries so that they can meet the challenges brought about by cross border migration.

There are also wide disparities between rural and urban areas on accessing appropriate information about migration related issues, e.g. passports, visa, border entry fees, business/trade opportunities etc. Compared to Zimbabwe, Mozambique lags behind in ICTs, and the government with the help of donors/NGOs should make an effort in their promotion.

It is of paramount importance that public policy should take into consideration migration and development issues. It seems both Mozambique and Zimbabwe suffer from lack of coherent migration profiles. Lack of information and statistics on out-migrants and in-migrants is rampant – a scenario that affects development planning.

Thus, attention has shifted not only to over studied internal migration, logically entailing rural-urban migration or vice versa, but cross border migration has become dominant. International migration has been on the increase and there is a need to explore the complicated and complex nature it involves. Whilst the study is not conclusive in nature, it somehow gives a motif for further studies on international migration, territorial boundaries, race and ethnic relations, migrant livelihoods and survival strategies, regional integration and challenges, etc.

Immigration, Transit and Urban Transformation

**A comparative study of post-apartheid migration and
urbanisation in Lubumbashi, Maputo and
Johannesburg**

Country:

South Africa

Regions:

Johannesburg (South Africa)

Lubumbashi (Democratic Republic of Congo)

Maputo (Mozambique)

Project Leaders:

Loren B. LANDAU

Director, Forced Migration Studies Programme, University of the Witwatersrand, PhD
Political Science / Development Studies

Aurelia WA KABWE-SEGATTI

IRD Researcher (Chaire croisée), University of the Witwatersrand, PhD Political
Science/African Studies, formerly with French Institute of South Africa

Forced Migration Studies Programme
University of the Witwatersrand
PO Box 76
Wits 2050,
South Africa
<http://migration.org.za>

Founded in 1993, the Forced Migration Studies Programme at Wits University is Africa's premier institution for research and training on migration, humanitarianism, and social transformation. With an internationally trained staff and students from across the continent and around the world, it critically investigates human mobility and responses to it. As an active member of the University community, the FMSP offers rigorous academic training and field-research experience to students and research services for international organisations, governments, and civil society.

Institut français d'Afrique du Sud (IFAS-Recherche)
66, Margaret Mcingana
PO Box 543
Newton 2113
<http://www.ifas.org.za/research>

Observatoire du Changement Urbain
Université de Lubumbashi
Democratic Republic of Congo

Centre d'Etudes des Populations
Université Eduardo Mondlane
Maputo, Mozambique

Cofunding:

- ANR Mitrans : Transit migration in Africa (CNRS URMIS & IFAS) - 212 000 euros
- National Research Foundation – 50 000 euros
- Andrew Mellon Foundation – 300 000 euros
- Atlantic Philanthropies – 300 000 euros / year
- Ford Foundation – 150 000 euros
- Cities Alliance – 8 500 euros
- South African Cities Network – 2 500 euros
- Gauteng Provincial Government – 14 000 euros
- IOM / DFID – 24 000 euros
- Kellogg Foundation – 20 000 euros
- IFAS – 15 000 euros
- AFD / Fonds d'Analyse des Sociétés Politiques (FASOPO) – 6000 euros
-

Team and project

The programme gathered a multi-disciplinary team drawn from Political Science, Sociology, History, Demography, Economics, and Statistics. This was a diverse team that included both 'northern' and 'southern' researchers (with a bias towards the latter), a mix of established and upcoming researchers (two PhDs were completed through this project), and both men and women (5 female / 6 male). The team members were as follows:

Loren B. LANDAU, PhD Political Science / Development Studies:
loren@migration.org.za

Aurelia WA KABWE-SEGATTI, PhD Political Science/African Studies, formerly with French Institute of South Africa, IRD Researcher: Aurelia.Wakabwe@wits.ac.za

Dominique VIDAL, URMIS-CNRS, Paris 7, PhD Sociology (Originally at University of Lille)

Elise PALOMARES, University of Rouen/Laboratoire URMIS-CNRS, PhD Sociology

Donatien DIBWE DIA MWEMBU, University of Lubumbashi, Observatoire du Changement Urbain, PhD History

Joseph KANKU MUKENGESHAYI, University of Lubumbashi, Institut Supérieur de Statistiques, PhD Demographics

Ines RAIMUNDO, Centre for Policy Analysis, University Eduardo Mondlane (also, PhD Student at University of the Witwatersrand).

Caroline KIHATO, University of South Africa (UNISA), PhD Sociology (earned during the programme)

Peter KANKONDE, University of the Witwatersrand, MA student, Forced Migration

Brian NGANDU & Véronique GINDREY, Statistics Resource Persons

Abstract:

This study of post-apartheid Southern African migration towards some of the region's cities (Johannesburg, Lubumbashi, Maputo) generated primary quantitative and qualitative data useful to both scholars and policy-makers. The project contributed to expanding and updating existing knowledge on the region's migration systems and interdependencies; assessing the role played by states and their public policies in shaping these migration dynamics and in turn, in reacting to new migration patterns; and the socio-economic and demographic impact of these migration patterns on urbanisation trends.

Key words: mobility and urbanisation – governance - Southern Africa – Johannesburg – Lubumbashi - Maputo

Résumé du projet :

Cette étude des migrations en direction de certaines villes (Johannesburg, Lubumbashi, Maputo) d'Afrique australe a généré des données quantitatives et qualitatives utiles aux scientifiques comme aux décideurs politiques. Le projet a contribué à élargir et mettre à jour la connaissance des systèmes migratoires et des interdépendances dans la région ; à évaluer l'impact des états et de leurs politiques publiques sur les dynamiques migratoires et leur capacité à réagir à de nouvelles configurations migratoires ; et à mesurer leur impact socio-économique et démographique sur l'urbanisation.

Mots clés : mobilité et urbanisation – gouvernance - Afrique australe – Johannesburg – Lubumbashi – Maputo

1. Problem and context of the study

As noted in the 2009 UNDP report on Human Mobility and Development (*Overcoming Barriers*), Africa in general faces a dearth of migration data while the largest part of mobility takes place within the continent and not towards Europe as often portrayed in the media. Southern Africa is no exception on the continent and has become one of the key destinations for both economic and forced migrants.

This study of post-apartheid Southern African migration towards the region's cities was therefore intended to generate primary quantitative and qualitative data useful to both scholars and policy-makers. It was meant to expand the existing knowledge on the region's migration systems and interdependencies; assess the role played by states and their public policies in shaping these migration dynamics and in turn, in reacting to new migration patterns; and the socio-economic and demographic impact of these migration patterns on urbanisation trends.

The countries and cities under consideration were selected in order to present a continuum of colonial and post-colonial trajectories and state specificities from the most institutionalised (South Africa) to the least (Democratic Republic of Congo) and a wide variety of migration situations (host/sending; refugee-generating/refugee-hosting; highly formalised but poorly implemented policies to poorly formalised but authoritarian management of migration).

2. Method used

2.1. Overall Sub-Projects Developed Under Auspices of Grant:

The project initial outline was divided into 2 phases:

- A quantitative (n=2500) survey of international and domestic migrants and 'host' populations in 'gateway neighbourhoods' in Maputo, Lubumbashi, Johannesburg and Nairobi;
- Building on the survey described above, the second phase would include more focused qualitative work. Both were intended to serve as a baseline for a series of qualitative enquiry and longitudinal comparison.

From the project's inception, the team adopted a multi-site perspective to capture the transnational nature of the networks observed. The broader survey work gave birth to a series of sub-themes and projects that were explored by individuals or small teams. These include:

1. Changing family structures among Congolese migrants and the role of the families in facilitating migration (D Dibwe & J Kanku in Lubumbashi, Johannesburg & Maputo)
2. Gender, migration and violence in transit and residential communities (C Kihato, Johannesburg)

3. Policy frameworks at national and local level (A Wa Kabwe-Segatti & L Landau on SA, I Raimundoin Mozambique)

4. New forms of mobility, belonging & liminality (D Vidal on Mozambique migrants bet Johannesburg & Maputo; L Landau & I Haupt & A Monson on migrants' cosmopolitan identity in Johannesburg)

5. Mobility, urban transformation and capital accumulation:

a. 'African traders and the city' project: E Palomares, C Quiminal & A Wa Kabwe – Segatti (Johannesburg and SA cities)

b. Peter Kankonde: Effects of remittances on livelihoods and mobility among Congolese migrants between Johannesburg, Lubumbashi & Maputo.

2.2. Conceptual and methodological innovations

From the early stages, the team decided to approach this project as both a methodological experiment and empirical inquiry. Through debates and publications, the team has helped to develop the empirical bases for further analysis while refining a series of concepts and ideas that inform discussions

- Discussions and workshops have helped the team problematise notions such as transit migration and “new” forms of mobility (and situating those in relation with other paradigms such as transnationalism, circulatory migration): this has been achieved in the framework of joint workshops with another research programme, ANR MITRANS (CNRS Research Unit, J Streiff-Fénart). As a result of these meetings, the team is now considering transit and transformation from three perspectives: legal categories & policies; relation to spatial and territorial movements; and transit as a mindset and set of practices leading to a permanent state of liminality;
- The team has also begun situating our African-based research within a historical and comparative existing literature on cities and migration (e.g., School of Chicago / Simmel / Tarrus / Mbembe & Nuttall / Simone) and a small but growing literature on urbanisation in Africa (Coquery; Coquery-Vidrovitch, Freund, Fourchard, Locatelli and Nugent);
- Methodologically, our interactions have led to envisaging ways of usefully combining quantitative and qualitative data sets, using their specificities to complement each other. The added-value of multi-site analysis (Marcus, Bourdieu, Tarrus) has been explored more specifically as well as the ethics of working on vulnerable populations (Landau & Jacobsen, Vigneswaran), the complexities of designing and delimitating representative sampling methods in informal / limited archival / census contexts.

- As noted in our initial proposal, this project has developed and used an innovative mix of quantitative and qualitative methods to understand the demographic and social recomposition of African cities in an era of migration. This initiative began with the quantitative component. To that end:
 - The questionnaires were initially developed in Johannesburg as pilots in 2003 as collaboration between Tufts University, Boston and the FMSP. It used the South African Census (2001) data, private surveys (Legget, Kagiso Urban Management), qualitative work, aerial photographs, random sampling within cells. This work was refined within the CEPED project in 2006. The selected areas in Johannesburg were done on the basis of a presumed larger presence of targeted groups of foreigners (Mozambicans, Congolese, Somalians): Berea, Yeoville, Bertrams, Rosettenville, Bezuidenhout Valley, Fordsburg.
 - Groups surveyed: Congolese, Somalians, Mozambicans, South Africans (847 for 2006 survey)
 - The questionnaire was translated in 4 languages (French, Portuguese, Somali, Swahili) (and translated back into English).
 - Adaptations to local contexts were done in 2006 and the partners in Maputo and Lubumbashi conducted pilots. After a series of amendments and adaptations, we developed final questionnaires for the two cities.
 - Several specific training sessions for interviewers (all recruited at a minimum of BA level in the partner universities) were organised in Johannesburg, Maputo and Lubumbashi.

2.3. Difficulties encountered with the quantitative surveys:

- Necessary adaptation to the local contexts: While the survey objective was to ensure maximum comparability, the differences among the cities demanded considerable adaptation. These included recognising that the immigrants found in Lubumbashi were Zambians and Angolans with some of them sometimes born there but with no possibilities of acquiring Congolese citizenship; Lubumbashi was also specific given its once large population of Internally Displaced Persons; We also discovered that there were far fewer Somalis in Maputo than we expected -we subsequently replaced that group with Rwandans and Burundians. All these differences between cities called for adaptations and raised the issue of comparability of data; which groups to capture and which to leave out. This has compromised the full comparability of the survey, but allows great insights into the individual cities and strong comparison of the migrant experience generally and the Congolese specifically (who appear in all of the surveys). Another major difference was the unavailability or the dating census data in both countries and the absence of local population surveys at the time of working out the sampling technique there. This called for the use of local administrative knowledge but with sometimes serious limitations on reliability.

- **Temporality:** In addition to different groups, the migrant experience differs substantially in the rate and type of migration and urbanisation that has taken place. For instance, there were very few newly arrived migrants in Lubumbashi although there might have been a specific group of “foreign natives.” In order to capture this, we had to distinguish between two categories: those who arrived more than 15 years ago and those arrived within the past 15 years. This raised the issue of how to situate such surveys historically, in the chronology of urban settlement and in life trajectories. It also presented acute challenges in trying to develop a comparative data set for all of the survey sites.
- **Sampling issues:** In Maputo, Lubumbashi and Johannesburg, different administrative systems are used for dividing the city. While these are well documented in Maputo and Johannesburg, it was almost impossible to secure a current administrative map of Lubumbashi or any recent census data with which to develop a sampling frame. Consequently, our survey is more speculative in Lubumbashi than it is elsewhere.
- **Administration of questionnaires:** Conducting survey work in African cities means overcoming the cities’ social heterogeneity, people’s general suspicion to ‘officials’, and acute security issues. In Johannesburg and Lubumbashi our field workers were able to speak to all respondents in one of their first languages. However, field work in Maputo was conducted almost entirely in Portuguese, potentially compromising the survey results. In Johannesburg, our greatest challenges were security related. This resulted in our inability to work in the evening and the difficulty of accessing buildings and people. In Lubumbashi, the survey occurred in the electoral context of presidential elections which did not facilitate things but people’s suspicion could, on the whole, be overcome.
- **Processing of data:** In order to facilitate the process of data entry and cleaning, we subcontracted a reputable Johannesburg-based survey (non-profit) organisation. Unfortunately, the organisation was in the midst of a leadership crisis and we faced a one-year delay due to mismanagement of processing.

2.4. Logistical and Conceptual Obstacles

Although the programme has been enormously productive (see outputs above), it has largely failed in its efforts to foster collaboration among research sites or to generate multisite analysis. There are at least four reasons for these shortcomings:

- By collecting an interdisciplinary and geographically diverse group, the project ensured a multiplicity of opinions and perspectives. These differences, however, also meant that the questions and concerns animating our research also differed. As a consequence, there was often only peripheral overlap in the questions we have explored. While all parties were able to use the available quantitative data, only in one instance did we undertake an explicitly multi-sited project. And in this case the research in Lubumbashi and Maputo was carried out exclusively by the Congolese team.

- Issues of language also proved to be a primary obstacle in building collaborations across the three sites. Although basic communication was possible, the use of French, English, and Portuguese served to divide and hinder cooperative analysis. In particular, the divide between Anglophones and Francophones was difficult to surmount despite the translation of working documents. In future, every effort should be made to ensure that mutual understanding beyond basic communication can be reached, particularly in order to work towards joint publications. While most Anglophone colleagues have no knowledge of French, Francophone colleagues often have rudimentary notions of English. These could be reinforced with systematic intensive courses, an area certainly worth looking into for future research cooperation programmes and a concrete way to reinforce Francophone researchers' capacity to engage with other researchers within and outside of the continent.
- Due to the irregular and indeterminate flow of funding, it was difficult to make concrete collaborative plans and to stick to a strict time frame. In a number of instances, partners were forced to take on non-project related work due to delays in funding from Paris. The uncertainty as to when moneys would arrive (and how much would arrive), also meant that the project coordinators were unable to make firm commitments to partners. Consequently, all of the participants were required to fit the work in when they could. This and the heterogeneity of approaches and motivations in the team explain partly the inability to organise a final synthetic publication. However, given the richness of the output, we are confident the results speak for themselves.
- This erratic funding only aggravated an already existing structural difficulty that this type of project, as many other research grants to developing countries, does not address: the unequal conditions of work and remuneration between researchers from developed and developing countries. While France and to a certain extent South Africa-based colleagues have regular income as university lecturers or full-time researchers, colleagues from Mozambique and even more so from the DRC, are almost entirely dependent on external sources of funding given the level and uncertainty attached to their salaries (180 USD for a junior lecturer and 500 USD for a University Professor in the DRC usually several months behind in payment). Those conditions were not taken into consideration in the structure of the grant. The impression is that all researchers work in the same conditions. In particular, there is a strong normative assumption for budget money to be used only for fieldwork-related costs. This is clearly a just and useful rationalisation of scarce public research money in industrialised countries. However, it only reinforces already existing major gaps between researchers from developed and developing countries and necessarily impacts on the motivation and commitment of those who have no other source of income. The amounts available are also not commensurate with levels of remuneration applied by international agencies which often are the main research sponsors in African countries. Given those well known conditions, an efficient payment system, respectful of deadlines, becomes even more important. Unless these are addressed, the risk is for that type of grant to serve more as a deterrent than an incentive, particularly for those for whom it was a first experience with either French cooperation or IRD.

3. Results

Although the research team has been unable to produce a single synthetic output (see section on Logistical and Conceptual Obstacles below), the publications and academic and non-academic presentations produced thanks to the grant are rich and diverse. In particular, it is important to note that the three-city data base produced in the project has fuelled part or all of the works listed below. This in itself illustrates the potential contained in the production of such original data and calls for a repetition of such surveys at regular intervals in order to produce longitudinal information over time. The Forced Migration Studies Programme receives regular requests from academic, government and nongovernmental organisations for access to this data base (Gauteng Province; City of Johannesburg; South African Local Government Association; Gauteng City-Region Observatory (GCRO); Maison des Congolais de l'Étranger, Ministère des Affaires étrangères, République Démocratique du Congo; Direction Générale des Migrations, Ministère de l'Intérieur, République Démocratique du Congo). Information is either processed by our demographer or links to documents produced by the FMSP (e.g., maps, data sheets) are placed on the organisations' websites.

The full **list of publications** and other outputs is provided in the full report (ANNEX 5). Over a period of 3 years, the project yielded:

- 3 original databases on the three cities plus a photographic data base of over 100 references on Lubumbashi;
- 5 reports to Government (AFD, Gauteng Department of Economic Development, CORMSA) and international organisations (UNDP, IOM);
- 17 articles in peer-reviewed journals;
- 8 chapters in peer-reviewed books;
- 5 chapters in non peer-reviewed / generalist publications;
- 1 PhD ;
- 8 presentations in conferences;
- 1 exhibition;
- newspaper articles;

Direct access to most of the documents is available at: www.migration.org.za

4. Conclusions and recommendations in terms of research and public policies

4.1 Main conclusions

Scientific questioning

While the quantitative surveys revealed unsuspected key aspects of migrants' urban insertion (in terms of level of education; trust; intentions to further their journey; remittances; relation to the local population and local authorities); the qualitative inquiries produced original knowledge on a number of key issues in the region. More specifically, the project contributed to the production of a data base on comparative migration management policy in urban contexts. It also widened and complicated the knowledge of migration routes between Central and Southern Africa and of Central African and Mozambican migrants' economic and social insertion in Johannesburg,

including but not limited to livelihood strategies, access to capital accumulation, trade routes, gendered strategies. In the process, specific functional urban patterns were unveiled, allowing for an insertion of the case studies into global debates around “ghettoisation”, “ethnic enclaves” and more broadly the impact of migration on urban social cohesion. The report’s brevity is a conscious effort to leave space for working documents and the already existing output that the project generated, all of which are presented in **the Annex** in the full report.

Partnerships and way forward

Although every effort was made to build up partnerships between member institutions and colleagues, the project’s chaotic financial management and the lack of compensation mechanisms to counterbalance structural public research differences between team members (remuneration, language) limited its achievements. The data produced has not yielded all its potential yet and remains highly sought after by both international and local scholars and policy-makers. It is also bound to serve as a reference for the future production of migration data by public institutions. Despite the project’s shortcomings, it has nevertheless served as a stimulus for further research by a broad range of scholars across a wide range of fields. As a pioneering experience of collaboration in the field of migration studies between the teams involved and across the regions covered, the project has already generated several other collaborations. To mention just two involving French partnerships: ANR Mitrans (“Transit” Migration in Africa: Local and Global Dynamics, Politics and Experiences) with Laboratoire URMIS (Univ. Paris 7 – IRD) and Chaire croisée IRD (UMR 201) – Forced Migration Studies Programme (University of the Witwatersrand) Mobility and the Governance of Urban Space in Southern, Central and Eastern African Cities.

The African City Survey would greatly benefit from being reproduced over time. Populations surveyed are by definition extremely mobile and the urban environments in which they dwell are themselves rapidly changing (such is the case of inner city Johannesburg in particular). Building such a data base over time would be quite unique and offer longitudinal information on both internal and international migrants to and within the region’s cities, something that does not exist so far.

4.2 Recommendations to policy-makers

Controls on human mobility and efforts to undermine them continue to shape Southern Africa societies. Despite the need for improved policy responses to human mobility, reform is hindered by lack of capacity, misinformation, and anti-migrant sentiments within and outside of government not only in South Africa but increasingly in other parts of the region. This project was an attempt to contribute to expanding the limited demographic and socio-economic data available on migration to and within Southern African cities. It has clarified some of the spatialised aspects of human mobility in three cities of the region.

The project has identified the vast potential migrants have for the development of regional trade and skills transfers. Despite these potential benefits, there are severe obstacles to immigration reform. These include a renewed South African populism and autochthony hate speeches in Lubumbashi; the influence of a strong anti-trafficking lobby through different organisations with the result of channelling much useful funding

to that issue; a European Union (EU) agenda promoting stricter border controls; poor implementation capacity; and endemic corruption among police, immigration and municipal officials across the region's cities. There are different, but equally significant problems in reforming frameworks governing domestic mobility including perceptions that in-migration is an inherent drain on municipal budgets.

Bearing this context in mind, our **recommendations to policy-makers are the following:**

(1) A **conceptual reconsideration of the divisions between documented and undocumented migrants**; between voluntary and forced migrants; and between international and domestic migration;

(2) An **analytical respatialisation in future planning and management scenarios** involving regional and local bodies in evaluating, designing and implementing policy ;

(3) To **situate migration and its management within global debates over governance and development** and for 'migration mainstreaming' into all aspects of governance.

(4) The success of any of these initiatives will require better data, the skills to analyse that data, and the integration of data into planning processes; a **concentration of financial efforts on specialised training** in both mobility and planning **to equip support structures** across the region would be a definite progress in the management of migration.

L'impact des migrations internationales de retour de Côte d'Ivoire sur le développement des régions frontalières du Burkina Faso avec la Côte d'Ivoire

Pays de référence :

Burkina Faso

Localisation de l'étude :

Régions des Cascades et du Sud-Ouest

Responsables du projet :

Dieudonné OUEDRAOGO

Institut Supérieur des sciences de la Population,
Université de Ouagadougou, Burkina Faso

Bonayi DABIRE

Institut Supérieur des sciences de la Population,
Université de Ouagadougou, Burkina Faso

Jean-Pierre GUENGANT

Institut de recherche pour le développement (IRD), Burkina Faso

Institut Supérieur des sciences de la Population, Université de Ouagadougou
03 BP 7118
Ouagadougou 03, Burkina Faso
direction@issp.bf
<http://www.issp.bf>

Institut Supérieur des sciences de la Population, Université de Ouagadougou
03 BP 7118
Ouagadougou 03, Burkina Faso

Institut de recherche pour le développement (IRD)
01 BP 182
Ouagadougou 01, Burkina Faso
<http://www.ird.bf>

L'équipe

Dieudonné OUEDRAOGO : direction@issp.bf

Bonayi DABIRE: bdabire@issp.bf

Jean-pierre GUENGANT : direction@ird.bf

Zourkaléini YOUNOUSSI

Georges COMPAORE

Mahamadou ZONGO

Sangli GABRIEL

Résumé :

Une nouvelle dynamique de peuplement s'est amorcée dans les régions frontalières du Burkina avec la Côte d'Ivoire, particulièrement depuis 1999. Ces migrants, provenant essentiellement des régions de plantation de la Côte d'Ivoire disposent d'une capacité financière et d'un capital de savoir-faire en matière agricole important. L'objet de ce projet est d'étudier l'impact de ces migrants dans la dynamique de peuplement, et du développement économique et sociale des zones rurales de cette région frontalière.

Mots-clés : Migration, Développement, Migrations internationales de retour, peuplement, foncier, Burkina Faso.

1. Problématique et contexte de l'étude

Pendant longtemps la Côte d'Ivoire a été la principale destination des émigrations burkinabè. Cette situation tire ses origines de la colonisation ainsi que des options politiques des autorités ivoiriennes au lendemain des indépendances qui, dans la perspective du développement de l'économie de plantation, avaient adopté une politique favorable à l'immigration pour surmonter la pénurie de main d'œuvre locale.

Pour le burkinabè, cette migration représentait une stratégie de recherche d'emploi rémunéré, de mieux être pour soi-même et pour la famille restée au pays et celle qu'on reviendra y fonder. A l'échelle du pays, si la migration privait le pays d'une importante main d'œuvre (ce sont les bras valides qui partent), d'un autre côté le transfert d'argent effectué par les migrants était jugé compensateur d'où une certaine souplesse au niveau familial. En effet, le pays a longtemps bénéficié des transferts monétaires du fait de son long passé d'émigration de main d'œuvre. Selon le Ministère de l'Economie et du Développement (Instrument Automatisé de Prévision (IAP) entre 1994 et 2002, les transferts annuels moyens des migrants s'élevaient à 45 milliard de francs CFA.

Si jusqu'au milieu de la décennie 80, le puissant flot migratoire n'a pas été perçu comme un problème par les autorités politiques ivoiriennes, la longue crise économique (chute vertigineuse des prix du cacao et du café), va progressivement entraîner une révision de la place des étrangers dans la société ivoirienne pour aboutir à leur indexation comme une des principales causes des maux auxquels est confronté le pays (déclaration du Conseil économique et social de Côte d'Ivoire en 1998). Cette situation s'est traduite par la dégradation des conditions de séjour des étrangers qui commencent peu à peu à retourner chez eux ou à migrer vers d'autres horizons (Libéria, pays magrébins, Italie, régions du Golf etc.). Aujourd'hui la migration des burkinabè vers la Côte d'Ivoire est de moins en moins cet eldorado des jeunes burkinabé qui y voyaient, il n'y a pas longtemps encore, le gage d'une certaine ascension sociale. Plus récemment, les troubles politiques et plus particulièrement les événements de Tabou en 1999, la rébellion intervenue en septembre 2002 en Côte d'Ivoire, avec ses corollaires (indexation des étrangers, formation de milices etc.), a drainé un retour massif de Burkinabé vivant en Côte d'Ivoire¹.

Les migrants de retour, qualifiés de «rapatriés», s'installent prioritairement dans les zones autres que leurs provinces ou village d'origine², notamment à l'ouest, au sud et au sud - ouest. Le recensement³ effectué par les Comités provinciaux de secours d'urgence et de réhabilitation indique par exemple que 10 % des "rapatriés" se sont installés dans la région du Poni et 4 % dans celle de la Comoé. Ces régions, propices à l'agriculture sont également le point de convergence des victimes de l'insécurité foncière de la vieille zone de colonisation agricole et des migrants du plateau central.

¹ Au RGPH2006 (thème 8 : les migrations), on a dénombré 689 055 migrants burkinabè rentrés de l'étranger entre 1996 et 2006, donc 610 805 rentrés de Côte d'Ivoire(soit 98%des immigrants internationaux). Ces statistiques ne tiennent pas compte de ceux qui sont repartis. Selon les données du CONASUR, 350000 migrants de retour ont été accueillis au cours de la seule année 2003.

² Les études sur les migrations en Afrique Sub-saharienne ont montré qu'habituellement, le village d'origine était un lieu de retour privilégié, qu'il soit provisoire ou définitif (Esoh, 2003 ; Guimapi, 2003 ; Gubry et al. 1996).

³ Ce recensement n'a pas couvert toutes les provinces et a porté seulement sur 27,6% des « rapatriés » enregistrés en 2003

Ce mouvement de retour est susceptible d'introduire de profondes mutations qu'il convient d'analyser.

D'abord dans les nouvelles zones d'accueil s'opère une recomposition des rapports intercommunautaires, caractérisée par une redistribution statistique de la population en faveur des migrants⁴.

Enfin les migrants sont porteurs d'un «capital migratoire», tant sur le plan financier, culturel, organisationnel, qu'économique qui contraste avec les pratiques des populations des zones d'accueil. D'ailleurs aussi bien à l'échelle nationale que locale, l'arrivée des migrants est parfois considérée comme une opportunité pour l'économie locale et nationale. L'usage de ce capital est susceptible d'introduire de transformations structurantes (introduction de nouvelles pratiques agricoles, diversification des activités, multiplication des conflits fonciers, etc.) dans les zones d'accueil mais dont les contours et les implications restent méconnus.

Tous ces bouleversements sont porteurs d'innovation, de transformation et de recomposition à la fois sur les plans économique, démographique, social que politique et souvent aussi sources de conflits divers. Cette recherche vise à répondre aux principales questions de recherche suivantes :

1) Quelles sont les conséquences de la crise ivoirienne d'une part sur la dynamique du peuplement de la zone frontalière au Burkina Faso et d'autre part sur les relations intercommunautaires, à la fois sur le plan politique, l'accès aux ressources, les dynamiques des institutions locales, etc.?

2) Les migrants de retour jouent-ils un rôle moteur d'innovation économique et sociale dans cette région frontalière? Dans l'affirmative, ces innovations ont elles été importées ou au contraire sont – elles issues d'une réappropriation de certaines pratiques et techniques locales ? Quels sont les déterminants socio - démographiques qui permettent d'appréhender cet apport ?

2. Méthodologie

La principale source de données utilisée est l'enquête réalisée dans cette zone frontalière en 2007. Elle a été réalisée à l'échelle de deux régions de l'Ouest du pays (régions des Cascades et régions du Sud-ouest) ; elle comporte un volet quantitatif et un volet qualitatif. Concernant le volet quantitatif un tirage à deux degrés a permis d'obtenir 31 grappes (secteurs/villages) au premier degré et d'enquêter 1266 ménages tirés au second degré.

Pour le volet qualitatif 66 entretiens ont été réalisés, soit en moyenne deux entretiens par secteur/village.

Nous avons utilisé les données des différents recensements comme sources secondaires, surtout dans l'analyse de la dynamique démographique.

⁴ Lors de l'enquête Claims réalisée par l'UERD en 2004 dans le département de Sidéradougo dans la province de la Comoé, certains villages étaient peuplés presque de migrants : Village de Dandougou :94,6% de migrants ; Gouandougou :93% de migrants ; Bogoté :82% de migrants ; Deguè-Deguè :80% de migrants.

La méthode utilisée est essentiellement une analyse descriptive (analyse de tableaux croisés). Les méthodes statistiques utilisées sont descriptives et se limitent aux analyses univariées et bivariées. La première permet de mesurer le poids de la migration dans la population de la zone d'étude et l'ampleur de la migration suivant les périodes d'arrivée des migrants. La deuxième méthode permet d'analyser la matrice migratoire et de faire le lien entre les activités exercées, les types de culture etc. et le statut migratoire.

La méthode d'analyse de contenu a été utilisée pour l'analyse des données qualitatives. Ce volet a porté sur l'analyse des transformations sociales.

Définition de quelques concepts :

Nous avons par rapport l'horizon temporel, défini deux types de migrants :

- Les immigrants anciens, ceux arrivés dans la zone d'étude avant 1999
- Les immigrants récents, ceux arrivés entre 1999 et 2007.

La référence de 1999 correspond aux événements de Tabou.

Ensuite nous avons défini :

- La migration interne désigne les mouvements des autres régions du pays vers les deux zones d'études.

Quant à l'immigration internationale, nous avons distingué :

- L'immigration des personnes nées à l'étranger (burkinabè et autres nationalités), qui entrent dans la zone d'étude. Elles correspondent en fait des migrants internationaux-durée de vie.
- La migration internationale de retour, désigne les mouvements des natifs, qui après un séjour à l'étranger reviennent dans leur région.

3. Résultats

3.1. Une accélération des immigrations à partir de 1999

Les données de l'enquête ont montré l'importance des flux migratoires vers les régions du Sud-Ouest et des Cascades. Cette région est effectivement une zone de forte immigration. L'arrivée des migrants, si elle s'est intensifiée au cours des sept dernières années précédant l'enquête (2000_2007), a été toujours présente dans cette région depuis les années 80, période des sécheresses (1976, 1983). C'est à partir des années 1999, que l'immigration croît de façon régulière et exponentielle. En effet 60% des migrants recensés sont arrivés entre 2000 et 2007 et 50% depuis 2002, il arrivait en moyenne 10% par an.

Les événements de Tabou ont déclenché un processus de retour continu des Burkinabè, mouvement qui a atteint son paroxysme avec les événements de 2002. Cette situation, cumulative aux immigrations antérieures, a produit un stock important de migrants dans la région. En effet les migrants représentent respectivement 23,8% et 12% de la population dans les régions des Cascades et du Sud-Ouest (RGPH2006). Ce stock s'est surtout constitué au cours des deux dernières décennies : la croissance démographique intercensitaire dans les deux régions d'étude (Cascades et Sud-Ouest) a plus que doublé pour les Cascades passant de 2,4% entre 1985-1996, à 4,8% entre 1996-2006 et a plus que triplé pour le Sud-Ouest passant de 0,8% à 2,5% pour les mêmes périodes.

3.2. Migration et transformation socio-économique

Infrastructures économiques et migrations

L'enquête réalisée dans le cadre de cette étude, a entre autres, recensé les infrastructures socio-économiques avec les caractéristiques de leurs propriétaires.

Les infrastructures recensées sont les bar/buvettes, les boutiques, les kiosques, les télécentres, les ateliers de coutures, de soudures, les écoles et centres de santé.

Sur les 288 infrastructures, 73 (25%) ont été créées avant 1999 et 210 (73%) entre 1999 et 2007. La période de forte apparition de ces infrastructures correspond à la période de forte immigration dans la zone⁵. Avant 1999, 40% des infrastructures étaient créées par les autochtones et 60% par les migrants, pour la période 1999-2007, 77% des infrastructures ont été créées par les migrants contre seulement 23% par les autochtones. Les infrastructures créées par les migrants sont essentiellement de service (commerces, bar/buvettes, télécentres) ; elles représentent 88% des infrastructures des migrants. Ces statistiques montrent le rôle des migrants dans le développement d'activités non agricoles surtout en milieu rural. Ainsi entre 1999 et 2007, on assiste à une création importante d'infrastructures surtout par les migrants.

Pratiques et techniques culturelles

Si comparativement aux autochtones les migrants s'investissent davantage dans les activités de service, il n'en demeure pas moins qu'une forte proportion d'entre eux (près de 90%) pratique l'agriculture soit comme activité principale soit comme activité secondaire. Nous avons cherché à voir quelle innovation ces migrants ont pu introduire dans cette activité.

Il est évident qu'en matière d'agriculture, le statut sur la terre de culture et les superficies cultivées, sont un facteur important dans l'investissement.

Bien que nous n'ayons pas de données actualisées, on sait à travers la littérature que les migrants accèdent à des superficies moins grandes que les autochtones et leur statut sur les terres est en général précaire. Evidemment la précarité sur les terres est un facteur qui peut limiter l'investissement.

Pratiques des migrants anciens (arrivés avant 1999)

Les migrants internationaux arrivés avant les années 1999 et exerçant dans le domaine de l'agriculture s'intéressent certes aux cultures céréalières que sont le mil (31,8 %), le sorgo (13,5 %) et le maïs (12,7 %) ainsi qu'à l'arachide (19,0 %), mais il est surtout intéressant de noter que ces derniers apparaissent comme les promoteurs de la culture de l'anacarde : ils sont pratiquement les seuls à pratiquer cette arboriculture (9,9 %), contre seulement 0,2% pour les autochtones. Le sorgo et le mil, les céréales destinées à l'autoconsommation au Burkina Faso, sont très peu cultivés par les migrants internationaux durée de vie (11,1 % pour le sorgo et 4,2 % pour le mil). Quant aux migrants internationaux de retour, on remarque qu'ils cultivent essentiellement le mil (32,7 %), l'arachide (19,3 %), le sorgo (13,6 %). Les migrants internes pratiquent surtout la culture du maïs et du mil dans les proportions respectives de 41,6 % et 33,3%.

⁵ Les immigrations dans la zone d'étude, commencé timidement dans les années 80, ont connu une croissance exponentielle à partir 1999.

Ce sont les migrants internes durée de vie qui sont les plus nombreux dans la culture du maïs (66,5 %) et du sorgo (11,1 %) comparativement aux migrants internes de retour (4,7 % pour le maïs et 1,3 % pour le sorgo) tandis que ces derniers sont en supériorité numérique (74 %) par rapport aux migrants internes durée de vie dans la culture du mil. Par ailleurs, les migrants internes de retour cultivent davantage le coton (13,9 %) que les migrants internes durée de vie.

Pratiques des migrants récents (arrivés entre 1999 et 2007)

Les migrants internationaux récents pratiquent presque exclusivement la culture du maïs (80%). Ils sont très peu présents dans l'arboriculture (1,1%). Il faut souligner que l'arboriculture, nécessite de grandes superficies et aussi un certain statut sur la terre qui autorise à planter. Si les anciens migrants ont pu mieux négocier de meilleurs statuts sur leurs terres, il n'en est pas souvent de même pour les nouveaux migrants, les conditions d'accès à la terre étant devenues plus difficiles.

Par contre les migrants internationaux de retour pratiquent beaucoup plus l'arboriculture (15,3%) que les non migrants (0,2%), et les autres migrants (migrants internationaux récents (1,1%) migrants internationaux anciens, (9,9%)).

Ce constat nous amène à émettre l'hypothèse que les migrants internationaux récents de retour, qui sont des natifs, ont un accès et un statut sur les terres beaucoup plus favorables (propriétaires fonciers disposant des superficies importantes et surtout du droit de planter) que les autres migrants, ce qui les autorise, avec l'expérience de la migration, à investir beaucoup plus dans les cultures commerciales (arboriculture, maïs etc.)

Contrairement aux migrants internationaux arrivés avant les années 99 dans la zone d'étude, les migrants internationaux arrivés après les années 99 sont très peu présents dans la culture du coton qui est le premier produit d'exportation au Burkina Faso. En effet, seulement 1,7 % des migrants internationaux récents pratiquent la culture du coton contre 7,8 % pour les migrants internationaux anciens. Ceci pourrait s'expliquer par le fait que la culture du coton requiert des terrains de grandes superficies et que l'accès aux terres devient de plus en plus difficile dans cette zone d'étude pour les nouveaux migrants. Les premiers (migrants anciens) sont certes arrivés à un moment où la pression démographique était moins importante que celle de la période 1999-2007, ce qui leur aurait permis d'obtenir des superficies importantes pour leurs champs.

Les principales cultures des non migrants sont le maïs (28,0 %), l'arachide (20,0 %) et le sorgo (17,9 %). Les non migrants restent attachés aux cultures de subsistances.

L'arboriculture, destinée principalement à la commercialisation, n'est pas le domaine des non migrants et mieux, certaines cultures telles que celle du maïs (dont une forte partie est destinée à la vente) sont plus pratiquées par les migrants que par les non migrants.

Lorsqu'on compare les migrants aux non migrants la conclusion est que les non migrants s'investissent plus dans les cultures de subsistances, tandis que les migrants, surtout internationaux, s'investissent dans les activités non agricole. Même lorsque les migrants s'investissent dans l'activité agricole, leur effort porte plus sur les cultures à vocation commerciale.

Migrations et mutations sociales

L'analyse de ce volet se réfère aux données qualitatives collectées. En effet, 66 entretiens réalisés dans les zones d'enquête (soit en moyenne deux entretiens par village d'étude) ont permis d'appréhender les mutations sociales induites par les migrants dans la zone d'étude.

D'une façon générale, les relations intercommunautaires se caractérisent par une « acceptation de la différence ». Les us et coutumes des groupes autochtones sont en effet et en général respectés par les immigrés. C'est le cas de la contre partie symbolique dans les transactions foncières ou *landa* (que respectent tous les migrants détenteurs de simples droits de culture sur la terre par le prêt et même dans certains cas par la vente), des fêtes coutumières lors desquelles les migrants font allégeance aux responsables coutumiers autochtones à travers l'envoi d'articles (céréales, animaux, etc.) en participation à ces rites.

Toutefois, les migrants agricoles et les commerçants sont plus acceptés que les migrants pastoraux du fait de deux éléments essentiellement que sont :

- Une certaine proximité socio-spatiale (partage des mêmes activités agricoles, des mêmes espaces d'habitation, etc.) ;
- L'impact économique plus évident de ces migrants dans les villages.

Dans certains cas, l'intégration des groupes ethniques anciennement installés tend à l'assimilation comme c'est le cas des Mossé de Bapla dans le sud-ouest en témoignent les propos suivants du chef de terre :

« Pour ce qui est des Mossé par exemple qui sont chez nous ici, nous ne les considérons plus comme des Mossé, des étrangers. Ils sont naturalisés. Ils sont devenus des Dagara car leurs ancêtres ont cohabité ici avec les nôtres depuis des temps anciens. Ils ne sont plus Mossé ; ils sont maintenant pareils à nous. Ce sont des Dagara. »

Les migrants peuls sont par contre sont moins "intégrés" ; une faible acceptation fondée sur certains présupposés tels que :

- La priorité supposée de l'agriculture sur l'élevage
- « Le poulako » ou « la fourberie peul »
- La capacité, supposée, de "business" des Peul, c'est-à-dire leur pouvoir de corruption de l'autorité surtout administrative.

« Avec les éleveurs il n'y a pas eu de conflit avec affrontement physique ; mais on ne s'entend pas, parce que quand tu cultives ils prennent leurs troupeaux pour aller gâter. Et quand tu veux parler, ils n'acceptent pas ta parole. Si tu le convoques chez le chef de village, il ne vient pas et s'il vient, c'est pour faire du sabotage, car il n'expliquera pas bien les faits. Si vous envoyez la discussion à la préfecture aussi, au fil du temps, la dispute devient sans issue. Ils vont voir les autorités administratives. Et même si l'agriculteur y va, il n'aura pas de place. Donc, le propriétaire du champ dit : « allons chez le chef de village ». Mais l'éleveur préfère partir chez l'autorité administrative et là, il peut faire du business afin que l'agriculteur, même s'il devait

avoir 50 000f, ne les ait pas. L'éleveur préfère donner plus que cela à l'autorité pour que l'agriculteur n'ait rien» (propos rapportés de Diassara).

Malgré cette apparente acceptation des migrants, on observe tout de même des conflits, surtout relatif au foncier. Les régions des Cascades et du Sud-ouest connaissent aujourd'hui de nombreux conflits fonciers liés aux attributions de parcelles à plusieurs personnes à la fois, aux retraits et ventes de terres anciennement cédées, aux non respect des limites de terres cédées, aux attributions de parcelles hors des limites des domaines familiaux ou lignagers, etc.

Les conflits entre autochtones et migrants sont les plus récurrents et sont liés aux retraits de terres (souvent sans préavis) qui sont revendues à de nouveaux migrants, aux réductions de surfaces de terres déjà vendues, au refus des migrants de payer le *landa*, aux remises en causes des accords fonciers par les jeunes, etc.

La dynamique des pouvoirs locaux

Les pouvoirs locaux connaissent des mutations qui se traduisent par un relâchement de l'emprise des chefs traditionnels sur la gestion des terres, une multiplication des centres de pouvoir et de décision, etc. ; les cadets et des anciens migrants s'octroyant aussi des droits de gestion (d'installation de migrants), surtout dans les villages qui ont enregistré les plus importantes arrivées de migrants. A Diassara et Kampti dans le sud-ouest et à Boko dans la région des Cascades (pour ne citer que ces cas), on assiste à une fragmentation et à une multiplication de la chefferie de terre selon les maîtrises foncières patriarcales.

Outre ces évolutions dans les instances de gestion des terres, on note la naissance de nouvelles chefferies surtout chez les migrants. Sur tous les sites en effet, (sauf à Kankalaba dans la région des Cascades où les interviews soulignent l'absence de migrants), les migrants, par groupe ethnique, se choisissent un responsable parce que, selon un migrant moaga de Dégué-Dégué, « quelque soit la taille d'un serpent, il a une tête ». Il s'agit en général du premier migrant. Chez les migrants mossé, ce responsable est abusivement appelé « naba » aussi bien par les migrants que les autochtones (mais à dessein par les migrants mossé). Le mode de désignation de ce responsable est de fait et accepté par les autochtones. Toutefois, le mode de succession à cette responsabilité, du fait du caractère récent de la migration dans la plupart des localités n'est pas encore exprimé.

Ces nouveaux centres de pouvoir s'ajoutent aux autorités coutumières préexistantes (chef de village et/ou de terre) et au relais locaux de l'autorité administrative (délégués, conseillers)

Outre la dépréciation de l'autorité coutumière du fait de sa fragmentation et de la multiplication des sources de légitimité, les conséquences de cette mutation des pouvoirs locaux sont entre autres :

- Un recentrage identitaire du pouvoir à un double niveau : d'abord sur la lignée (dans chaque lignage détenteur de droit de propriété foncière émerge un chef de terre ou des individus qui s'attribuent des droits d'installation de migrants comme c'est le cas à Diassara et Kampti) ; ensuite sur la communauté d'appartenance. La peur de perdre le contrôle de leur village entraîne chez les autochtones le développement de moyens «d'insécurisation» ou de «vulnérabilisation» des migrants (vente de terre et

réclamation de landa, réduction de superficie de terres vendues, vente de terre à plusieurs migrants à la fois, etc.). Ce qui conforte l'idée que ce sont les droits d'exploitation des terres qui sont vendus et non la propriété de celle-ci. Chez les migrants par contre, l'affirmation de l'appartenance communautaire se traduit par : la désignation de chefs, la création de groupements spécifiques, la création de quartiers de migrants, etc.

- Ces mutations des pouvoirs locaux et leur recentrage sur les communautés ont des répercussions négatives sur les relations entre communautés d'immigrés et communautés autochtones.

La gestion des territorialités

L'installation «massive» de migrants a une incidence sur la gestion des territoires dans certaines localités du Sud Ouest et des Cascades. Les motivations essentiellement agricoles de la migration dans ces régions poussent les migrants à des installations hors espaces d'habitation des primo habitants (autochtones), soit dans leur champs ou un peu à l'écart des quartiers préexistants ; entraînant ainsi la naissance de hameaux de culture ou de quartiers de migrants à la toponymie assez expressive de leur perception de la notion de chez-soi. Des régions de l'étude, c'est surtout dans le Sud-Ouest que ce marquage territorial par les migrants est le plus important, du moins pour ce qui est rapporté des entretiens. On peut citer le cas du quartier « Bayiir noonma » à Diassara, de Danho, «un gros village typiquement créé par les rapatriés et à cheval entre le Poni et la Comoé» (entretien avec le directeur d'école de Diassara) ou Djonkara à Mébar. Dans la région des Cascades, le seul cas rapporté est celui des hameaux de culture karaboro dans le village de Dégué-Dégué dans le département de Sidéradougou.

La gestion politique (au sens d'administration coutumière) de ces «bouts de terroirs» cédés aux «rapatriés» ou anciens migrants suscite des tensions, voire des conflits locaux soit entre autochtones et migrants qui tentent d'ériger leur hameaux de culture en village administratifs et s'affranchir ainsi de la tutelle des autochtones comme c'est le cas des karaborola à Dégué-Dégué) ou entre villages autochtones qui se disputent la propriété des terres de ces hameaux comme c'est le cas de Djonkara que se dispute les villages de Mébar (Birifor) et Djour (Djan).

4. Conclusions et recommandations en termes de recherche et de politiques publiques

Cette recherche est partie de l'hypothèse selon laquelle l'arrivée importante de migrants, principalement de la Côte d'Ivoire impulse un développement économique de la région.

Cette recherche a montré le rôle important de la migration en ce qui concerne la dynamique démographique dans la région où la population croît deux à trois fois plus vite que les autres régions et cela à cause des migrations. Cette croissance démographique doit être suivie de près, pour anticiper sur les conséquences sur les ressources et les services sociaux de base.

Sur le plan économique, le rôle des migrants est bien perceptible. On a bien vu le développement d'une activité commerciale, impulsée par les migrants et leur implication, plus que les autochtones, dans les activités non agricoles. Même lorsqu'ils

sont dans les activités agricoles, les migrants s'investissent dans des types de cultures propres à la commercialisation (anacarde, maïs, etc.). Les procédures d'accès, et le type de droits dont le migrant peut disposer sur les terres sont certainement des facteurs limitants. L'implication des autorités par l'établissement de procédures assurant et garantissant un accès plus facile à la terre aux migrants peut permettre une action plus vigoureuse de la migration sur l'économie locale. Des politiques adéquates en matière de migration et de développement du secteur privé sont à promouvoir afin de permettre le développement local et donc le développement de tout le pays.

Malgré la diversification des groupes ethniques, d'une façon générale, les relations intercommunautaires se caractérisent par une « acceptation de la différence », même si on observe çà et là des conflits fonciers entre autochtones et migrants. C'est surtout l'opposition entre agricultures et éleveurs qui reste assez vivace⁶. On note dans le domaine foncier l'apparition de nouveaux modes d'accès à la terre (achat/vente, location) dans des proportions encore relativement faibles, mais en expansion avec pour corollaire des nouvelles dynamiques dans les institutions intervenant dans la gestion des terres et des conflits fonciers. Aux institutions et instances traditionnelles (chefferie de terre et ou de village, administration) s'ajoutent aujourd'hui des structures locales plus hybrides, tels les comités locaux, dans la gestion du foncier.

L'autre fait marquant est le relâchement de l'emprise des chefs traditionnels sur la gestion des terres, une multiplication des centres de pouvoir et de décision, etc. ; les cadets et des anciens migrants s'octroyant aussi des droits de gestion (d'installation de migrants), surtout dans les villages qui ont enregistré les plus importantes arrivées de migrants. Ces mutations dans les pouvoirs locaux se traduisent par une plus grande implication des migrations dans la gestion des ressources.

⁶ A Farakorosso dans le département de Mangodara le 19 juillet 2002 une bagarre éclate entre un éleveur peul et un jeune autochtone komono. Ce dernier est blessé à la machette par son vis-à-vis. Mais l'incident a déclenché la colère chez des autochtones Komono qui se sont vengés en brûlant des campements peuls. Plusieurs dizaines de bêtes (moutons, bœufs), périrent ainsi et l'on a dénombré plus de 80 enfants sinistrés, au côté d'une soixantaine d'adultes. On avait déjà déploré plusieurs morts parmi les éleveurs du Sud-Ouest burkinabé au cours des conflits survenus à Samarogouan et Sikarola en 1994 et 1995.(cf.JJ (Journal du Jeudi) n° 568 du 8 au 13 août 2003)

Migrations internationales Marocaines aux Canaries et Recompositions Territoriales

Rôle et comportement des acteurs et transformations socio-économiques et spatiales

Pays de référence :

Maroc

Localisation de l'étude :

Sud-ouest du Maroc et Iles Canaries

Responsables du projet :

Mohamed CHAREF

Professeur au département de Géographie de l' Observatoire Régional des Migrations
Espaces & Sociétés (ORMES) - Laboratoire d'Etude sur les Migrations Anthropologie,
Espaces et Sociétés (LEMAES), Maroc

Dirk GODENEAU

Professeur au département d'Economie, Observatorio de la Inmigración de Tenerife
OBITen, Departamento de Geografía, Espagne

Observatoire Régional des Migrations Espaces & Sociétés (O.R.M.E.S)
Faculté des Lettres et des Sciences Humaines,
Université Ibn Zohr,
B.P 768
Agadir 80 000
Maroc.
<http://www.univ-ibnzohr.ac.ma>

L'ORMES fut créé en 1996 au sein de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de l'Université Ibn Zohr d'Agadir et conçu principalement comme un Forum d'études, de recherche, de formation, d'information et d'animation au service de la communauté scientifique, des émigrés et des décideurs. L'observatoire intervient essentiellement (mais pas exclusivement) dans le sud marocain en proposant des actions ponctuelles pour aider les décideurs tant publics que privés et le milieu associatif, à entreprendre la réalisation de projets socio-économiques concrets.

Observatorio de la Inmigración de Tenerife OBITen.
Departamento de Geografía. Facultad de Geografía e Historia.
Campus de Guajara. Universidad de La Laguna.
38071 San Cristóbal de La Laguna.
Santa Cruz de Tenerife,
Islas Canarias, España

L'Observatoire d'Immigration de Tenerife (OBITen) est une initiative conjointe du *Cabildo* de Tenerife (Gouvernement régional) et de l'université de La Laguna, qui est née de la volonté de devenir une structure permanente et dynamique pour avancer dans la compréhension des mouvements migratoires. Les objectifs généraux du centre sont de contribuer à la connaissance de l'immigration à partir de perspectives multiples, surtout à échelle insulaire

Participation financière du *Cabildo* de Tenerife

L'équipe

Mohamed CHAREF, Professeur (ORMES) – Laboratoire d'Etude sur les Migrations Anthropologie, Espaces et Sociétés. (LEMAES): anicharef@hotmail.com

Dirk GODENEAU, Professeur au département d'Economie, Observatoire de l'Immigration de Tenerife (OBITen), Département de Géographie.

Abdelali JALOULI, Statisticien, Maître de conférences, Analyse des données, ORMES

Jamal EL ACHMIT, Communication Organisationnelle, Maître de conférences, ORMES-LEMAES

Mohamed BEN ATTOU, Géographe cartographe, Professeur Habilité, ORMES – LEMAES

Wahbi M'HAMED, Socio littéraire, Professeur, ORMES – LEMAES

Aderrahman AMSEDER, Socio-linguiste, Professeur, ORMES – LEMAES

Vicente Manuel ZAPATA HERNÁNDEZ, Géographie Humaine, Professeur, Directeur des enseignements et des recherches, OBITen

María Asunción ASÍN CABRERA, Juriste en Droit international et droit commercial, Professeure, OBITen

Juan Salvador LEÓN SANTANA, Sociologue, Professeur, OBITen

Paloma LÓPEZ REILLO, Didactique et recherche éducative, Professeure, OBITen

José Alberto GALVÁN TUDELA, Professeur, Titulaire de la chaire d'Anthropologie, Centro de Estudios Africanos

Raquel GONZÁLEZ RODRÍGUEZ, Sociologue, doctorante, OBITen

Alexis MESA MARRERO, Géographe, doctorant, OBITen

Résumé :

Ce projet de recherche entre le Maroc et les Iles Canaries est né d'une proximité certes "géostratégique" sur le plan des migrations, mais aussi et surtout de la volonté commune des deux équipes d'oeuvrer à une connaissance actualisée plus fine visant à mieux cerner les dynamiques intersectives à l'oeuvre dans leurs espaces propres.

Aussi avons-nous tout d'abord abordé le cas de ces migrations depuis le pays (Maroc) et la région de départ (Sud) sous un angle qualitatif et quantitatif, ayant recours, pour ce faire, aux moyens statistiques classiques ainsi qu'à des entretiens. Par conséquent, les grandes tendances dégagées mènent à divers constats susceptibles de pouvoir aider à la prise de décision par les acteurs institutionnels concernés.

Mots-clés : migrations, dynamiques, transnationalité, investissements, région, développement.

Abstract:

This project between Morocco and Canaries Islands was born from a particular "geostrategical" position on migration. But more, it was also the wish of two teams to work together at a better and finest knowledge, aiming at a better understanding of the mutual dynamics existing in there own spaces.

That's why, at first, we deal with the case of the migrations from the country (Morocco) and region (South) under qualitative and quantitative aspects. On this purpose, we used usual methods of statistics and interviews.

Finally, the major tendencies obtained, could be used to help institutional actors to take decisions.

Key words: Migrations, dynamics, transnationality, investments, regions, growing.

1. Problématique et contexte de l'étude

1. 1. Genèse du projet

La présente étude est née d'une collaboration entre deux observatoires qui travaillent depuis plus d'une décennie sur les problématiques migratoires à savoir *ORMES* et *OBITen*. L'un est implanté au Maroc et l'autre aux Canaries, ils ont développé chacun de leur côté un certain nombre de projets d'études sur les questions migratoires relatives notamment à la migration marocaine. Leur collaboration est née en 2004 dans le cadre d'un projet mené par *OBITen* sur les migrations irrégulières aux Canaries, matérialisée par l'organisation d'une journée ayant fait l'objet de deux publications¹.

Dans l'esprit des deux laboratoires, l'objectif a été de fédérer des chercheurs, dont les travaux étaient jusqu'à présent restés exploratoires au Maroc et dans les Iles Canaries. Cette démarche avait pour but de progresser dans la compréhension des recompositions sociales et territoriales générées par les migrations marocaines aux Canaries (migration de transit vers le continent Européen, migrations d'études et migrations d'installation provisoire/durable), qui engendrent des transformations sociales, économiques, politiques et spatiales, à la fois dans les espaces de départ et d'arrivée. Nous avons cherché à identifier, à décrire et à analyser les liens qui unissent les trois dimensions des échanges, humains, matériels et symboliques et livrent, dans les interactions qui les expriment, le sens de nouvelles formes migratoires transnationales. Les interrogations ainsi suscitées traduisent un enjeu d'importance pour le Maroc et l'Afrique, comme pour l'Europe ; il s'agit de trouver une nouvelle voie de coexistence migratoire.

1.2 Une migration marocaine mondialisée

De l'observation à l'échelle mondiale de l'émigration marocaine, on retiendra l'augmentation des flux migratoires, même si celle-ci peut être très variable d'une région à l'autre, ou d'un pays à l'autre. Plus particulièrement, on relève maintenant une augmentation du nombre de Marocains dans de nouveaux pays, tels l'Espagne, l'Italie, le Canada et les Etats-Unis, alors que prévalaient auparavant des flux importants vers la France, la Belgique, les Pays-Bas et l'Allemagne. Ainsi, la dynamique migratoire, est à chercher dans les structures de son fonctionnement sur la base de réseaux, qui lui permettent de se ressourcer même dans des conditions difficiles. Ayant investi avec force dès le début des années soixante-dix de nouveaux espaces, elle s'est déplacée lentement d'un champ traditionnel devenu moins accessible vers des espaces moins hermétiques, pour s'étendre de plus en plus géographiquement. Ce qui se traduit, bien évidemment par la diffusion et l'élargissement de l'espace migratoire, qui se mondialise de plus en plus ; avec une recherche d'horizon de plus en plus lointain, tel que le Canada et les Etats-Unis par exemple. Actuellement la population marocaine résidente, à l'étranger, est estimée à environ 3,5 millions de personnes. Soit environ 10% du total de la population marocaine.

Ces chiffres ne peuvent être qu'indicatifs, étant donné le développement des naturalisations parmi la communauté marocaine à l'étranger². Plus significatif encore, certains mouvements de population de migrants marocains, initiés pratiquement après

¹ L'immigration irrégulière : rapprochement multidisciplinaire (2005 ; 373 pages) et l'immigration irrégulière à Tenerife (2007 ; 543 pages)

² Blbah M. et Chattou Z. (2002) : La double nationalité en question, enjeux et motivations de la double appartenance. Ed. Karthala ; 202 pages.

1975, comme c'est le cas notamment en Espagne et en Italie, se sont largement développés depuis et ne sont plus comme auparavant un épiphénomène mais une réalité incontournable. De plus, les migrations marocaines révèlent d'importantes dynamiques de reconfiguration et de complexification, associant un redéploiement des flux en terme de durée, de fréquence, de réitération individuelles ou générationnelles, d'éventail élargi de mobilités et entraînant une réelle variabilité des parcours ainsi qu'un puissant élargissement des destinations. Une multiplication des lieux d'installation et une utilisation plus prononcée de lieux de transit ont également été constatées. A titre indicatif on peut ajouter qu'en 1985, la proportion de Marocains en Espagne, représentait à peine 5% de celle de leurs compatriotes installés en Belgique ou aux Pays-Bas. En 2000, elle est passée respectivement à 180% et 187%, pour atteindre 191% et 196% en 2008. On peut noter une tendance à une croissance rapide dans de nombreux pays d'immigration émergente, comme le Portugal, par exemple. Par contre dans les pays traditionnels de l'immigration marocaine, on observe une forme de ralentissement et une stabilisation, voire une régression dans les pays africains et arabes.

1.3 Une migration séculaire à partir du sud ouest du Maroc

Dans cette région du sud ouest marocain, le rapport à la mobilité est un phénomène séculaire. Nous avons pu observer les traces d'une mémoire nomade dans les structures sociales. L'examen de la relation à la mobilité de cette population fait émerger trois figures, du nomade, du commerçant et du guerrier. Nomadisme, guerre et commerce³ sont présents à part égale dans l'histoire des mobilités régionales. La région est un ancien relais commercial entre l'Afrique subsaharienne et l'Europe au sein de laquelle les populations nomades et semi-nomades jouaient un rôle de premier plan.

Nous verrons que l'activité commerciale occupe une place primordiale dans les pratiques migratoires, dans la mesure où parmi les personnes interrogées, certaines désirant migrer vont être amenées à s'appuyer au préalable sur un réseau soudé par des liens d'appartenance tribaux et/ou familiaux. Ce dernier pouvant, du fait des liens établis et des activités exercées (à savoir le commerce) faciliter quelque peu l'insertion administrative des migrants. De même, ceux qui pratiquent des activités commerciales entre le sud du Maroc et les Canaries, utilisent parfois des réseaux et des pratiques établies antérieurement, basées sur des rapports familiaux, tribaux, des relations d'intérêt etc..

L'émigration à partir du sud ouest du Maroc, n'a jamais été vraiment étudiée en tant que telle. Cependant, si son histoire est relativement bien connue, c'est qu'elle constitue un élément clé de l'émigration marocaine. Les habitants du Souss (sud ouest du Maroc) sont en effet les précurseurs de l'immigration marocaine en Europe. C'est à partir de cette immigration que s'est formé tout l'espace migratoire issu du pays. Au cours des trois dernières décennies, l'émigration s'est étendue à l'ensemble du pays. Il devient dès lors difficile de retracer le parcours de ces migrants du sud ouest et de les dissocier de l'ensemble de l'émigration marocaine. Elle s'est développée conjointement dans les grandes villes côtières du Maroc et à l'étranger. Ces deux types d'émigration sont étroitement liés et génèrent un système migratoire triangulaire. Ainsi, à titre indicatif nous avons observé que de nombreux migrants aux Canaries, déclarant être issus du « grand Casablanca », sont en fait originaires du sud ouest du Maroc ou d'autres régions.

³ Commerce et nomadisme sont souvent liés : l'échange est une circulation. Inversement, la circulation produit l'activité économique, comme le montrent tous les jours les activités commerciales qui se greffent sur les allées et venues des migrants.

De plus, à partir d'un bref historique de la migration internationale provenant du sud ouest, on peut considérer la tradition d'une émigration triangulaire comme un élément explicatif du fort attrait chez les jeunes de cette région -et maintenant de l'ensemble du Maroc- pour le phénomène migratoire. En effet, au cours des entretiens, plusieurs jeunes ont rappelé le recours à l'émigration dans le sud marocain et principalement dans le Souss Massa: « *la migration est un phénomène historique surtout dans le sud; c'est un moyen qui a toujours offert des opportunités d'emploi et actuellement les Canaries sont la destination privilégiée pour les candidats du sud ouest* »⁴.

2. Méthodologie

On peut dire que le travail que nous avons effectué a tenu d'abord dans le choix de lieux-test diversifiés, que les membres des deux équipes connaissaient déjà. Il s'est agi ensuite de mettre en place une grille d'analyse des réponses culturelles observables, apportées par les acteurs considérés, parce que liées aux migrations et au développement de la région. L'originalité de notre approche tient au fait que nous avons concentré notre attention sur un espace insulaire et de surcroît, destination d'une immigration marocaine récente. Nous cherchons notamment à combler le déficit empirique de la recherche⁵, en montrant la dimension interrégionale que peuvent prendre ces pratiques transnationales.

La grille d'analyse tient compte, à la fois des caractéristiques de la transformation et des parcours des acteurs qui contribuent à l'illustrer. Cette approche comparative a ainsi pu déboucher sur la mise en évidence de types d'interaction entre migration, développement et sociétés locales. La présence de chercheurs marocains et canariens dans notre groupe a été à la fois une opportunité pour analyser un espace bien circonscrit (Les Canaries et le sud-ouest marocain), et une garantie de pluralité des regards sur la question. Ce qui est aussi une manière de rapprocher deux équipes pourtant situées sur des espaces (différents et paradoxalement très proches sur le plan géographique).

Au cours de cette recherche nous nous sommes focalisés particulièrement sur ces formes d'initiatives économiques transnationales ou de productions et recompositions territoriales, qui sont rendues possibles grâce aux réseaux dans lesquels sont insérés les migrants marocains en général et ceux installés aux Canaries en particulier. Pour répondre aux différents questionnements et atteindre les objectifs assignés à l'étude en abordant toutes les dimensions soulevées, et tout en privilégiant l'approche géographique et socio anthropologique, nous avons inscrit notre approche, dans un esprit de 'recherche-action'⁶. Il s'est agi pour nous de dépasser la position de chercheurs qui expliquent et produisent des connaissances 'sur' un sujet, sans chercher pour autant à s'impliquer dans les processus de développement.

Par ailleurs, il est apparu que la seule comptabilisation statistique (aussi fine soit-elle), ne saurait parvenir à saisir une réalité 'autre', moins susceptible d'être réduite à de simples faits, ou à des données arithmétiques. Ce qui nous a mené au constat selon

⁴ Déclaration d'un jeune de Guelmim.

⁵ Fibbi Rosita et D'Amato Gianni (2008) : 'Transnationalisme des migrants en Europe : une preuve par les faits'. REMI vol 24, n° 2-2008, p-p 7-22

⁶ « Action » dans le sens où notre laboratoire a obtenu l'accréditation d'un Master intitulé « Migrations et développement durable » 2008. Ce qui a conduit à initier une collaboration concertée avec les autorités locales.

lequel les méthodes empiriques ont parfois pour résultat de passer sous silence certaines 'aspérités statistiques'. D'où notre choix de poursuivre en parallèle aux enquêtes quantitatives, des recherches qualitatives, combinant biographies de migrants, récits de vie, entretiens auprès des acteurs institutionnels et observations sur les lieux, etc. Pour atteindre un tel objectif, il a fallu d'abord procéder à un large balayage de ce qui est pensé et compris de cette situation. Cela nous a imposé contacts, analyses et enquêtes, notamment auprès des acteurs nationaux et internationaux, en vue de l'élaboration de documents de synthèse.

De même, à partir d'outils cartographiques, réalisés à des échelles différentes, on a cherché à analyser des mécanismes importants permettant de dresser un état de la situation actuelle. Les échelles abordées se situent à quatre niveaux : international, national, régional et local. Cette cartographie est fondée, selon le sujet, sur une approche relationnelle des espaces émetteurs et récepteurs de migrations ; elle vise à permettre de rendre lisibles les données à la fois nombreuses et complexes, par une vision synthétique. Elle est complétée par une analyse des données statistiques et d'une enquête de terrain. Pour cette dernière, l'objectif principal vise à déterminer, d'une part le profil des migrants marocains aux Canaries et d'autre part leur comportement transnational, de même que d'établir un comparatif avec ceux des migrants qui résident dans les pays traditionnels de migration, notamment la France. De plus, les sources bibliographiques nous ont permis de faire un bilan des connaissances relatives d'une part au débat ayant cours actuellement sur le transnationalisme et d'autre part, aux retombées de l'émigration sur le Maroc et particulièrement sur les régions d'origine concernées par l'enquête.

3. Résultats

3.1 Le sud ouest du Maroc, un espace de transit vers les Canaries

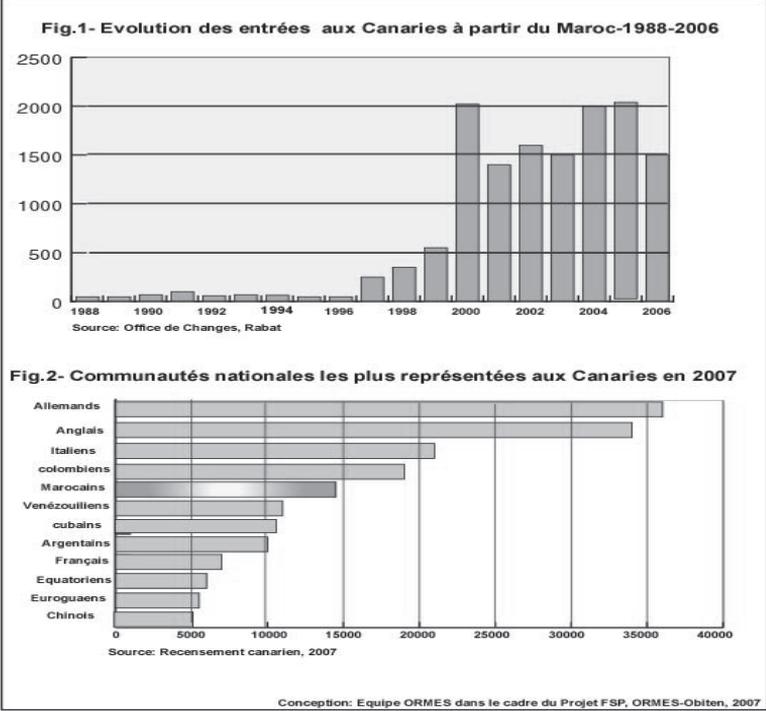
Nous avons relevé que le passage des candidats clandestins à la migration par le sud ouest marocain est ancien, bien qu'il n'ait jamais atteint auparavant l'importance numérique qui caractérise la période actuelle. Il remonte au moins à la fin des années vingt, du siècle dernier. En effet, selon certains témoignages, des personnes du sud ouest marocain passaient par les Canaries pour atteindre Tanger et au-delà, l'Algérie. D'autres parlent d'une émigration vers l'Amérique du Sud, en passant également par les Canaries, essentiellement des Marocains de confession juive, dans les années vingt et trente. Globalement et jusqu'à la fin des années soixante-dix, c'est une émigration diluée, mais qui se poursuit dans les années qui vont suivre. Il faudra attendre la signature des accords de Schengen pour qu'elle prenne son envolée, avant de devenir ce qu'elle est de nos jours. La pression migratoire qui existait déjà depuis 2002 se déplace de façon évidente vers les Canaries à partir de 2005. Il y a eu 9 875 arrestations aux Canaries, contre 6 795 dans le Déroit de Gibraltar.

3.2. L'immigration marocaine aux Canaries

En 2008, 16 240 Marocains sont recensés officiellement aux îles Canaries, soit un peu plus de la moitié de l'immigration africaine régulière dans l'île. Cela représente la part la plus importante des 9,9% de la population africaine vivant aux Canaries. L'originalité de cette situation est qu'il s'agit d'une immigration ancienne nouvelle, datant de la fin des années 1980. En 1996, il n'y avait que 4 325 Marocains. Ceux ci constituent

actuellement la cinquième communauté derrière les Allemands, les Anglais, les Italiens et les Colombiens.

Au regard de la structure démographique de la population marocaine résidente, il apparaît qu'en 2008, elle se compose à 48.7% d'hommes adultes entre 20 et 44 ans. Cette immigration s'est masculinisée dans les dernières années entre 2000 et 2008. 51.3% des migrants concernés par l'enquête vivent avec leur conjoint -dont 38.5% avec leurs conjoint et leurs enfants. La proportion de personnes vivant en famille augmente en fonction du prolongement de la durée du séjour aux Canaries.



Globalement, il a été constaté que 33% des migrants interrogés avaient déclaré être entrés aux Canaries sans aucun document approprié. Quant aux autres, les uns avaient en leur possession un simple visa touristique tandis que les autres étaient admis à séjourner au titre du regroupement familial. Les recoupements font apparaître que c'est sur l'île de *Gran Canaria* qu'on trouve l'effectif le plus important de migrants marocains primo arrivants.

Sur un plan micro spatial, il semble que les migrants marocains se répartissent au sein des îles canariennes comme suit: dans les capitales de Gran Canaria (municipalité de Las Palmas); de Lanzarote (Arrecife); de Fuerteventura (Puerto Rosario) et dans les municipalités touristiques (à titre indicatif Arona, la Oliva, Yaiza et Tias). Quant à la durée de résidence, elle se situe en moyenne autour de dix ans, pour plus de deux tiers de la population migrante et d'au moins six ans pour le reste. On observe, de plus, une sur-représentativité masculine (environ deux tiers) et une prédominance d'hommes mariés (soit 94% de l'échantillon).

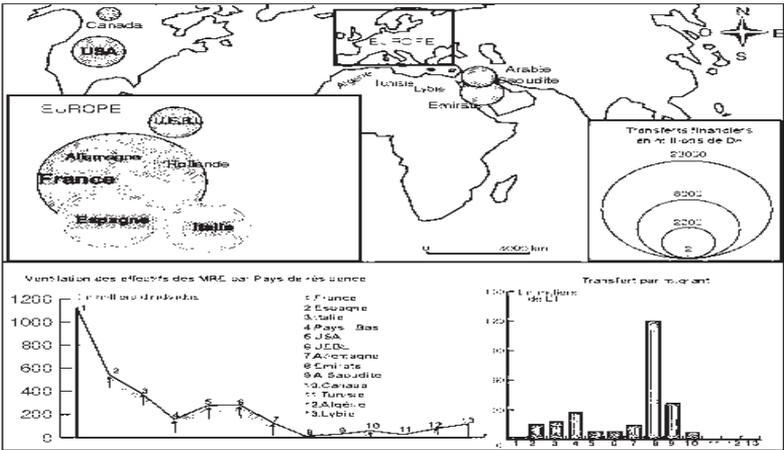
Concernant le niveau d'études des migrants on remarque qu'il se situe dans une fourchette « haute » par rapport à ce qui est habituellement observé chez les migrants marocains ; plus de la moitié des personnes interrogées indiquant être en possession d'un diplôme secondaire ou supérieur contre seulement un peu plus de 1/10^{ème} déclarant être illettré.

Quant à l'activité professionnelle, il se trouve que 40% des personnes interrogées, dont un fort contingent de femmes, sont « sans emploi » de manière permanente (hormis le travail au noir). Un peu moins de 20% se trouve être totalement inactive (mère au foyer, invalide, jeune) et qu'une petite minorité de 5% exerce une profession libérale. Enfin, 25% des ménages indiquent qu'un des conjoints se trouve au chômage. En outre, plus de 10% sont des travailleurs indépendants qui ont une petite affaire (téléboutique, boucherie, épicerie, coiffure...)

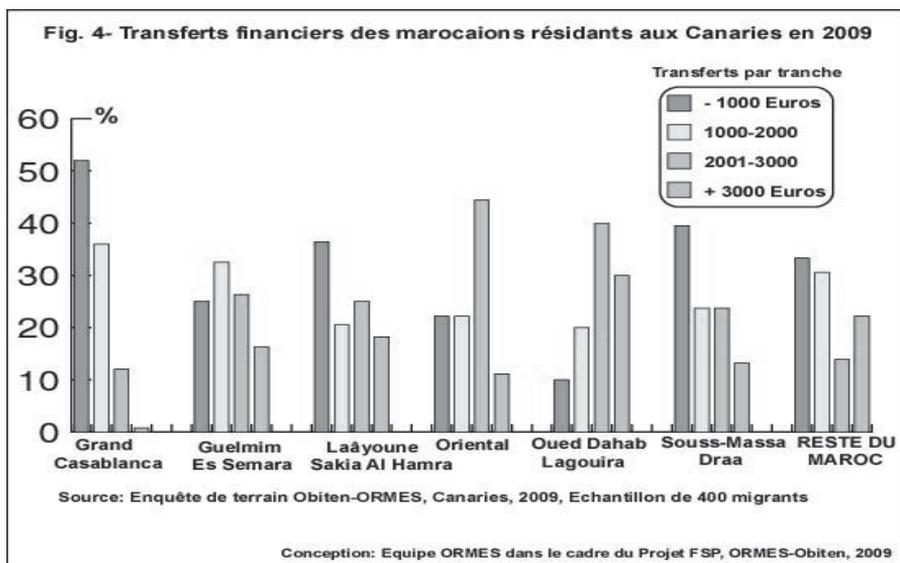
3.3. Transferts monétaires vers la région d'origine

Il apparaît que pratiquement l'intégralité des Marocains résidant aux Canaries proviennent de la zone sud du Maroc, en particulier des provinces de Guelmim, Laayoune et Sidi Ifni à raison pour l'une comme pour l'autre de 10 à 20% de l'effectif total. En outre, 60% des personnes consultées déclarent prendre à leur charge des proches restés au pays, en plus d'une prise en charge quasi-continue de la famille. Seule une très petite minorité se limite à des envois occasionnels ou strictement liés à une urgence. Pour les envois réguliers c'est la famille qui en est le principal bénéficiaire ; la fréquence des envois étant directement corrélée avec la nature de ce dernier (régulier, occasionnel ou exceptionnel). Le nombre de personnes qui bénéficient d'une assistance oscille entre deux et six individus, respectivement pour les 40% et 20% de l'échantillon considéré. La somme généralement envoyée par plus de la moitié des migrants interrogés, d'environ 1000 euros par an, transite habituellement par le canal de *Western Union et Money Gram*. Il n'empêche qu'un tiers des personnes interrogées déclare ne pas envoyer de fonds ou même de cadeaux.

Fig.3- Transferts financiers par pays en 2007 rapportés aux effectifs des MRE par pays de résidence



Source: D'après les données de l'Observatoire Chémou, 2008, 2009.
 D'après les données de la Direction des Migrations (D.M.) et l'Observatoire (O.M.) de l'Observatoire Chémou, 2008, 2009.



3.4 Pratiques transnationales

Concernant la question de la fréquence des déplacements au pays, 20% des personnes interrogées dit n'avoir encore jamais effectué de déplacement durant les cinq dernières années alors qu'un autre 20% déclare plus d'une dizaine de déplacements depuis son arrivée aux Canaries. A ce sujet, une corrélation directe peut être établie entre la fréquence des déplacements au pays et le nombre d'années de résidence aux Canaries. On relève en moyenne un voyage par année d'ancienneté d'installation. 40% des migrants marocains résidant depuis six années disent avoir effectué au moins 4 déplacements. Majoritairement (pour 75%) la motivation principale du voyage est d'ordre familial et estival. La moitié d'entre eux affirme faire, à cette occasion, des dons en argent aux membres de la famille ; les sommes apportées oscillant autour de 600 euros pour la moitié, et pouvant s'élever jusqu'à 2500 euros pour 40%.

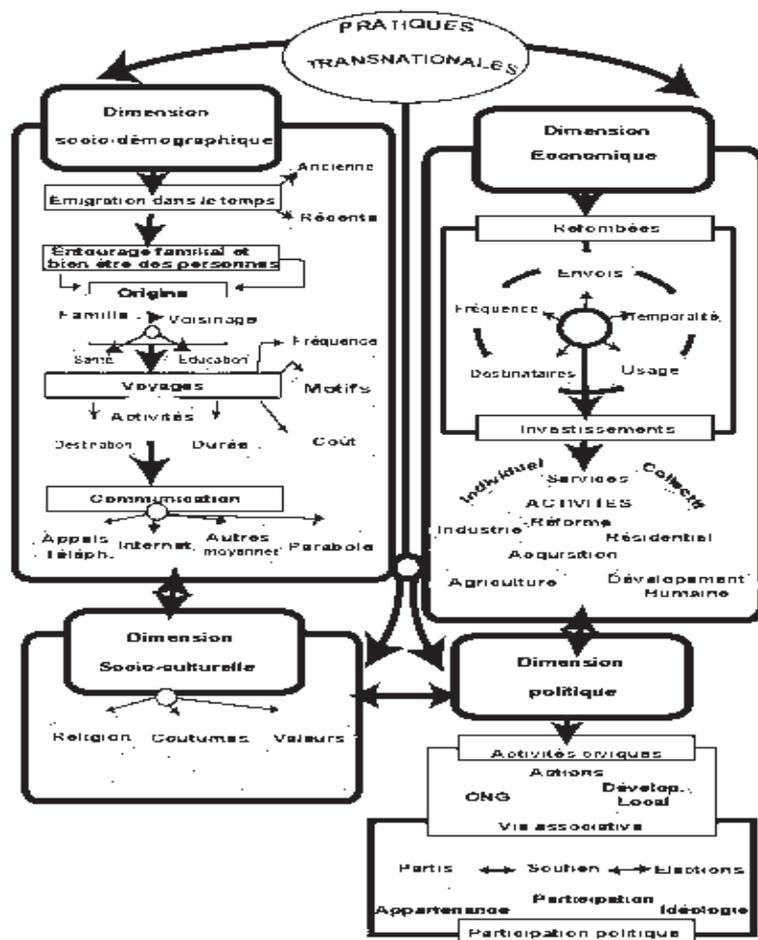
L'investissement des migrants marocains à Guelmim et à Sidi Ifni est affecté presque exclusivement à l'immobilier (maisons, terrains) ou à la construction proprement dite. Seul un résiduel négligeable de cet investissement se trouve dirigé dans les secteurs primaires comme celui de la pêche ou tertiaire, dans les services (commerce, téléboutique etc.). A noter le faible recours des migrants au crédit bancaire comme moyen de soutien à l'investissement (à peine 20 % y ont recours).

Les activités transnationales des migrants marocains aux Canaries semblent être prégnantes dans leurs actes courants, à travers les voyages, les transferts ainsi que les contacts oraux et écrits fréquents avec la famille et l'entourage, qui sont les destinataires privilégiés de toute communication téléphonique. 75% des personnes indiquent que le téléphone portable est le moyen de communication privilégié au détriment de tous les autres instruments techniques en usage.

Concernant les activités culturelles, bien qu'à peine 5% des enquêtés déclare faire partie en tant que membre actif, d'une association regroupant exclusivement des migrants marocains, cette proportion très faible, ne doit pas faire oublier le fait que d'autres sont majoritairement (à 75%) affiliés à des associations d'immigrés, si ce n'est à d'autres

activités similaires (de promotion culturelle, d'actions sociales, de militantisme idéologique etc...), mais cependant informelles. On peut citer comme actions, entre autres, l'appui aux comités reliant l'immigrant avec sa communauté d'origine ou bien les associations de type culturel. A la question de savoir ce qu'il advient de la culture du pays d'origine, une fois que la famille a migré, la presque totalité des personnes affirment pratiquer sa religion, célébrer les fêtes traditionnelles et pour une moindre part (60%) transmettre sa culture aux enfants. La participation à des spectacles et foires liées au pays reste néanmoins des plus marginales.

Fig. 4- Schéma des pratiques transnationales



Conception: Equipe ORMES dans le cadre du Projet FSP, ORML S/Obrten, 2009

4. Conclusions et recommandations en terme de recherche et de politiques publiques

En dépit des stéréotypes propres aux médias (comme celui de l'invasion du Nord par le Sud) et de certains cas quelque peu caricaturaux, l'émigration internationale constitue un horizon d'ouverture sur le milieu d'origine, parce qu'elle agit en irrigant ce dernier de savoirs et savoir-faire, provenant de sphères techniquement plus performantes. Cela est tout particulièrement avéré dans le cas des migrations plus anciennes, pour les populations établies en résidence dans d'autres régions d'Europe que les Canaries. C'est pourquoi en définitive, l'émigration demeure une opportunité pour ces régions, dans la mesure où elle est porteuse d'une certaine 'valeur ajoutée'.

Si l'on cherchait à déterminer quelles sont les motivations du migrant, on pourrait identifier dans un premier temps la recherche du gain et aussi d'une certaine reconnaissance sociale vis-à-vis du groupe d'origine; dans un second temps une volonté de reconnaissance et de promotion sociale.

En ce qui concerne l'investissement, émerge peu à peu, une nouvelle catégorie de migrants, pour qui l'action relève de stratégies explicites et non pas d'une simple forme d'opportunisme de circonstance. Pour s'en convaincre, il suffit de comptabiliser toutes les ressources d'ordre politique, administratif, clanique, technique, financier etc. souvent ainsi activées. On en attendrait pas moins d'un acteur qui serait désormais tout autant instruit et homme d'affaires que généralement bien informé, puissant par ses alliances urbaines, parfait négociateur et point nodal des actions existantes pouvant le concerner. Sans toutefois oublier de mettre en avant, sa situation particulière d'émigré, afin de trouver les soutiens nécessaires permettant de débloquer au mieux et au plus vite les problèmes qui ne manquent pas d'émailler ses séjours au pays. Quitte à endosser le rôle de 'victime' pressée par le temps.

Désormais, les territoires de départ et d'arrivée se trouvent reliés sur le plan transnational les uns aux autres de façon polycentrique, grâce à l'existence de réseaux étendus sur d'autres territoires par le biais d'une circulation multiple tout à la fois matérielle et virtuelle. Cette circulation, qui met en place des réseaux sociaux transnationaux, a agi sur une dimension spatiale au niveau national: exode rural, multiplication de petits centres urbains, dynamisation des grandes 'métropoles' régionales comme Agadir. Ce qui explique l'engagement du migrant à contribuer au développement de sa localité d'origine, même si cet engagement se manifeste souvent après une période d'adaptation au pays de résidence et sous forme d'actions individualistes ou collectives (associations, ONG, etc.).

Or, si le développement puis le co-développement ont d'abord été à l'initiative de migrants, en tant que levier d'appui pour aider la région d'origine à connaître une croissance quantitative et qualitative, les pays d'origine ne peuvent que voir d'un bon œil de telles pratiques, éminemment porteuses, en terme d'image et d'effets induits sur les sociétés locales (d'ordre socio-économiques, financiers, culturels, humains, politiques ou symboliques). Ce dernier concept a été repris par les pays récepteurs de migrants, comme une '*souape d'évacuation au trop plein d'étrangers*'; une fois constaté le déclin du secteur primaire. Quant aux instances internationales onusiennes, elles y voient un moyen de freiner le flux de populations, n'ayant désormais que la clandestinité pour seule stratégie migratoire.

A ce titre, les migrants résidant aux Canaries pourraient être amenés à jouer progressivement et de plus en plus, une fonction d'interface, de type développementaliste entre les deux régions, permettant ainsi de concevoir la création d'une zone d'échange sur le plan géographique, économique et de l'infrastructure, entre les Canaries et le sud ouest marocain. D'autant plus qu'il existe un réel besoin de développement de part et d'autre, en matière de liaisons aériennes et maritimes, de tourisme, d'opportunités d'investissement etc. Cela permettrait ainsi d'étendre en direction du sud ouest marocain, certaines zones d'activités, quelque peu saturées aux Canaries (en matière de tourisme par exemple).

Néanmoins, pour le cas précis de ces îles, il convient du fait du caractère encore récent d'une telle migration, de laisser s'opérer une évolution de cette installation dans le pays de résidence, pour voir ainsi surgir à un niveau conséquent, des actions nettement identifiables, sur un plan quantitatif.

Le Niger, espace d'émigration et de transit vers le sud et le nord du Sahara

Rôle et comportements des acteurs, recompositions spatiales et transformations socio-économiques

Pays de référence :

Niger

Localisation de l'étude :

Niamey

Région de Tahoua (départements de Bouza, Keita, Illéla, Tahoua)

Agadez, Dirkou

Responsables du projet :

Harouna MOUNKAILA

Géographe, Maître assistant à l'Ecole Normale Supérieure,
Université Abdou Moumouni, Niamey

Boureïma AMADOU

Géographe, Maître de Conférences au Département de Géographie,
Université Abdou Moumouni, Niamey

Florence BOYER

Géographe, Chargée de recherche à l'UMR 201 « Développement et Sociétés »,
Institut de Recherche pour le Développement, Ouagadougou

**Ecole Normale Supérieure,
Université Abdou Moumouni
Département de Géographie, Faculté des Lettres et Sciences Humaines,
Université Abdou Moumouni
BP418 Niamey, Niger
<http://uam.refer.ne>**

L'Ecole Normale Supérieure et la Faculté des Lettres et Sciences Humaines font parties de l'Université Abdou Moumouni qui est un établissement public de l'Etat nigérien sous la tutelle du Ministère des enseignements secondaire et supérieur, de la recherche et de la technologie. Elle a pour missions la formation des cadres supérieurs, la promotion des travaux de recherche fondamentale et appliquée en lien avec les objectifs de développement du Niger et la valorisation de ses compétences auprès des acteurs du monde socio-économique.

Institut de Recherche pour le Développement :
<http://www.ird.fr>

L'Institut de recherche pour le développement est un établissement public français à caractère scientifique et technologique, placé sous la tutelle des ministères chargés de la Recherche et de la Coopération. Présent dans l'ensemble de la zone intertropicale, l'IRD conduit des recherches en partenariat dont l'objectif est de contribuer au développement économique, social et culturel des pays du Sud. L'IRD remplit également des missions de valorisation, d'expertise, de formation et participe à l'information scientifique et technique du Sud.

L'équipe

Harouna MOUNKAILA, Géographe, Maître assistant : hzada99@yahoo.fr

Boureïma AMADOU, Géographe, Maître de Conférences : boureima_amadou@yahoo.fr

Florence BOYER, Géographe, Chargée de recherche : florence.boyer@ird.bf

Henri MOTCHO KOKOU, Géographe, Maître de Conférences au Département de Géographie, Université Abdou Moumouni, Niamey

Wazir MATO MANANE, Géographe, Maître assistant au Département de Géographie, Université Abdou Moumouni, Niamey

Hamidou Issaka MAGA, Démographe - sociologue, Maître assistant au Département de Sociologie, Université Abdou Moumouni, Niamey

Etudiants ayant participé au projet :

Oumarou GAMBO, Maîtrise de sociologie, « *L'impact socio-économique des migrations dans la commune rurale d'Allakaye* », UAM de Niamey

Abdoul-Razak GARBA, Maîtrise de géographie, « *Les transferts d'argent des migrants dans la région de Tahoua : modes, organisation et utilisation* », UAM de Niamey

Abdousalami HAMANI, Maîtrise de sociologie, « *La dynamique des migrations internationales dans un carrefour migratoire sahélo-saharien* », UAM de Niamey

Safia Sambo SOUMANA, Maîtrise de géographie, « *L'Ecogare de Wadata : un lieu d'intenses activités* », UAM de Niamey

Seydou YAYE, Maîtrise de géographie, « *Niamey : un nœud des circulations sahélo-sahariennes* », UAM de Niamey

Karsani BACHIROU, Maîtrise de géographie, « *Agadez: jeux d'acteurs et enjeux multiples* », UAM de Niamey

Souka KIARI CHIGOU, Maîtrise de géographie, « *Circulation migratoire et dynamiques urbaines à Dirkou* », UAM de Niamey

Chercheurs associés :

Guillaume LEROUX, statisticien, participation à l'élaboration du plan de sondage et au traitement des données

Daniel DELAUNAY, démographe – économiste, UMR201 « Développement et Sociétés », Université Panthéon - Sorbonne, Paris I, Institut de Recherche pour le Développement

Résumé :

L'espace migratoire nigérien se caractérise surtout par la persistance des migrations circulaires et l'affirmation de cet espace comme lieu de transit entre le nord et le sud du Sahara. Une approche globale des mobilités spatiales dans les villes de transit (Niamey et Agadez) et dans une région de départ des migrants circulaires (région de Tahoua) a permis de montrer comment les migrations internationales constituent une ressource économique et sociale pour ces espaces. Dans les régions de départ, une relation de dépendance apparaît entre ceux qui restent et ceux partent : les migrations circulaires absorbent une partie du surplus de main d'œuvre et répondent aux besoins des espaces locaux. Dans les villes de transit, le passage des migrants constitue une ressource incertaine ; elle dépend de la pérennité de cette route migratoire.

Mots-clés : migrations internationales, mobilités spatiales, transit, migrations circulaires, Niger

Abstract:

The migratory space of Niger is marked by the durability of circular migrations and this space's assertion like a transit place between the north and the south of the Sahara. A global approach of spatial mobilities in the transit cities (Niamey and Agadez) and in a departure region of circular migrants (region of Tahoua) enabled to show how international migrations are social and economic resources for these spaces. In departure regions, a dependence relation appears between those who travel and those who stay: circular migrations occupy a part of working force surplus and they provide for local spaces. In transit cities, the migrants' stay is an uncertain resource; it depends on the migratory route's durability.

Key words: international migrations, spatial mobilities, transit, circular migrations, Niger

1. Problématique et contexte de l'étude :

Questionner l'espace migratoire nigérien ?

Le Niger est marqué par d'importants mouvements migratoires, tant sur le plan interne qu'international. Les pratiques migratoires y sont anciennes, puisqu'elles remontent pour certaines à la période précoloniale. Comparativement à d'autres pays d'Afrique de l'Ouest les migrations internationales nigériennes sont surtout circulaires, n'ayant que peu donné lieu à des installations définitives à l'étranger.

Cependant, ces migrations circulaires intenses ont favorisé la mise en place de filières migratoires, construites en relation avec quelques installations plus durables d'une partie de la population migrante. Historiquement, les installations les plus importantes et partant les lieux de destination privilégiés des migrants circulaires, sont les *Zongo* de Cotonou, de Kumassi, d'Accra ou de certaines grandes villes du Nigeria. Nombre de ces flux traditionnels perdurent aujourd'hui, alors que de nouvelles orientations prennent corps, tendant à un élargissement de l'espace migratoire.

Au-delà du cas nigérien, au cours des dernières décennies, les migrations internationales africaines ont connu des dynamiques importantes dont les manifestations majeures sont la diversification des formes de la migration tant sur le plan social que sur le plan spatial. Cette accélération des migrations internationales est à replacer dans le contexte non seulement des crises climatiques qui ont touché cette région au cours des trente dernières années, mais aussi des difficultés économiques croissantes à la suite des plans d'ajustement structurel des années 1980 notamment, et des différentes crises politiques qui ont émaillé l'histoire de la région. Les systèmes migratoires se sont ainsi complexifiés.

La compréhension de l'espace migratoire nigérien contemporain doit être recadrée par rapport à deux éléments contextuels.

Le premier concerne surtout l'espace national et touche aux transformations de l'environnement physique et socio-économique amplifiées par la dégradation climatique qui marque les trente dernières années. Sa manifestation la plus forte en milieu rural notamment est l'acuité de la question alimentaire.

Le second concerne l'espace sous-régional et renvoie aux difficultés socio-économiques dans les espaces urbains, qui conduisent à des départs de ce qui fut et reste à bien des égards des espaces de destination privilégiés. Suivant ce contexte, le Niger reste un espace de départ et son rôle d'espace de transit s'est accentué. D'un côté les espaces d'accueil des Nigériens se diversifient et rassemblent l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest ainsi qu'une partie de l'Afrique centrale et du Nord, voire même l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis. D'un autre côté, la place du Niger comme espace de transit vers la Libye, l'Algérie et l'Europe se renforce depuis les années 1990.

Face à un tel contexte, d'intensification et de diversification des migrations internationales qui affectent l'espace nigérien, il nous est apparu nécessaire de questionner les formes traditionnelles des migrations nigériennes, de mettre à jour leurs dynamiques et de mettre en perspective ces formes traditionnelles avec les migrations de transit. Quels sont les acteurs de ces mouvements ? Quelles sont les transformations spatiales et socio-économiques induites par ces circulations qui se croisent dans l'espace nigérien ?

2. Méthodologie :

Une approche globale des mobilités spatiales, par le territoire et les circulations

Les mouvements migratoires internationaux s'insèrent dans des systèmes de mobilité plus large et sont ainsi liés à d'autres formes de mobilité telles que les mobilités résidentielles ou les migrations internes. Les migrations internationales ne constituent qu'un seul niveau dans l'échelle des mobilités. Aussi, il convient de retrouver la cohérence des systèmes de mobilités, les continuités au niveau individuel, comme au niveau territorial. Cette approche globale des mobilités spatiales et de leurs interrelations avec le peuplement et les territoires est développée selon deux axes complémentaires et dépendants : l'un met l'accent sur une approche territoriale des mobilités et permet de décrire les logiques de peuplement de ce territoire, alors que l'autre s'inscrit dans le cadre d'une approche par les circulations, se centrant plus sur les flux qui traversent et contribuent aux transformations des espaces.

Ces deux axes méthodologiques ne sont pas exclusifs quant à l'étude de l'une ou l'autre forme de migrations internationales ; au contraire, ils se complètent et permettent de conjuguer des interrogations touchant aux acteurs des circulations et aux transformations socio-spatiales induites.

Suivant ces deux approches, nous avons mis en place un dispositif d'observation des mobilités spatiales dans l'espace nigérien à partir de sites d'enquête témoins : la région de Tahoua, les villes de Niamey et d'Agadez. L'hypothèse étant que la réalisation d'enquêtes de type monographique dans des lieux exemplaires permettrait de mettre en évidence la structuration des mobilités dans l'espace nigérien ; le choix de ces lieux s'est fait de façon raisonnée, à partir des connaissances disponibles et acquises sur chacun de ces espaces.

Ainsi, la région de Tahoua est réputée pour être depuis de nombreuses décennies la principale région de départ du Niger, en particulier pour ce qui est des migrations circulaires. Pourtant, il existe peu voire pas de travaux qui documentent les mobilités dans cette partie du Niger.

Un autre intérêt que peut susciter cette région est qu'elle associe au moins deux systèmes migratoires. L'un est tourné vers la zone côtière d'Afrique de l'Ouest et particulièrement les grandes villes du Nigeria, du Bénin, du Ghana ou de la Côte d'Ivoire. L'autre s'oriente vers le nord du Niger, vers la Libye et l'Algérie. Des migrations internes au Niger, vers la capitale Niamey ou vers les villes de l'uranium persistent également. Au-delà d'un intérêt de description d'une région qui associe des systèmes de mobilité ayant des caractéristiques et des temporalités différentes, cette zone est abordée comme un microcosme pertinent pour apporter des éléments de réflexion quant aux logiques de peuplement dans un contexte de circulation intense.

Niamey et Agadez, de leur côté, constituent des points de rupture dans le système de transports des voyageurs. Les migrants de l'intérieur du pays se rendent à Niamey en taxi-brousse ou en bus, pour emprunter un autre bus qui les conduira dans les pays côtiers. Les migrants transsahariens circulent en sens inverse et changent également de moyens de transport pour se rendre à Agadez. De même, dans cette dernière ville, ils doivent emprunter soit un camion, soit un 4X4 bâché pour arriver à Dirkou ou à la frontière algérienne. Dans les deux villes, le changement de moyen de transport implique un temps d'arrêt plus ou moins long, au minimum une nuit et parfois plusieurs mois, surtout dans le cas d'Agadez.

L'approche qualitative à Agadez et Niamey a été construite sur la base d'un recensement de l'ensemble des lieux d'hébergement des migrants, à savoir les gares routières, les loueurs de nattes, les chambres de passage, les maisons communautaires - nommées communément ghettos à Agadez. Plus d'une centaine de migrants transsahariens ont été interrogés dans ces lieux de passage : l'accent a été mis à la fois sur les conditions de circulation et sur les conditions de vie lors de l'étape.

Dans la région de Tahoua, le dispositif d'enquête associe une mesure des mobilités à toutes les échelles temporelles et spatiales à une approche qualitative auprès de différents acteurs des migrations (migrants circulaires, acteurs des transferts monétaires...). L'échantillon retenu, construit sur la base d'un sondage aréolaire, ne couvre qu'une partie de la région de Tahoua, à savoir le massif de l'Ader et sa bordure. Les mobilités sont mesurées à partir du logement, unité statistique primaire ; l'ensemble des résidents, principaux et temporaires, présents et absents, sont recensés. Leurs mobilités sont renseignées selon trois échelles temporelles, l'année qui précède l'enquête, la vie (du type biographie de vie) ainsi que le quotidien.

L'approche qualitative, sous forme d'entretiens, vient en complémentarité du questionnaire pour documenter des aspects des migrations qu'il n'aborde pas. Ainsi, l'objectif des entretiens est de décrire le projet migratoire et les liens économiques, sociaux, que le migrant entretient avec son village. En complément, des travaux plus précis ont été réalisés sur l'organisation des transferts dans la région de Tahoua.

3. Résultats

3.1. Impacts des circulations transnigériennes à Niamey, Agadez

Niamey et Agadez n'occupent pas la même place dans l'organisation des circulations à l'intérieur du Niger ; alors que la capitale est le point de passage d'une grande partie des flux à destination ou en provenance de l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest et du reste du pays, Agadez constitue un espace de concentration des flux à destination du Maghreb et de la Libye (ou en provenance de ces pays). Dans la mesure où nous ne sommes pas face au même type de migration, aux mêmes organisations, l'impact des circulations dans les deux villes ne peut être équivalent.

Cependant, le profil des migrants qui transitent par l'une ou l'autre de ces villes est relativement similaire, même si Niamey est plus nettement marquée par les migrations nigériennes. Les migrants interrogés proviennent de toute l'Afrique de l'Ouest¹, ainsi que d'une partie de l'Afrique Centrale et bien sûr du Niger. La jeunesse est leur principale caractéristique commune puisque 82% d'entre eux ont entre 16 et 30 ans. Ils sont majoritairement célibataires mais avec un nombre important de personnes à charge lors de leur départ, environ trois personnes. Hormis le cas des Nigériens essentiellement originaires des espaces ruraux, une autre caractéristique importante de ces migrants est leur origine urbaine, associée à un niveau de scolarisation assez élevé, puisque seuls 16% d'entre eux n'ont jamais été scolarisés. Si plus de 80% d'entre eux ont une occupation au moment de leur départ, ils sont cantonnés dans des statuts d'occupation peu lucratifs, en lien avec leur jeunesse, apprentis, journaliers, aide-familiaux.

¹ Nous avons privilégié lors de cette enquête les migrants non Nigériens, même si ceux-ci ne sont pas absents de l'enquête.

Ces différentes caractéristiques constituent le contexte dans lequel la décision du départ a été prise. La reconstitution du projet migratoire, qui s'inscrit dans un cadre familial plus large, a permis de mettre en évidence la volonté d'accéder à un travail plus lucratif, rendant possible une ascension sociale. Les membres de la famille, surtout les frères et sœurs, apportent massivement leur aide financière aux migrants ou partagent leurs connaissances de la migration pour les soutenir du départ à l'arrivée. Ce réseau familial s'étend au Niger, dans le reste du continent africain, en Europe ou aux Etats-Unis.

Cette volonté de promotion sociale peut être replacée dans le contexte plus large de déprise économique qui affecte aujourd'hui la plupart des villes africaines. Alors que le secteur informel ne parvient plus à absorber l'afflux de main d'œuvre, certains font le choix de la migration internationale, ici vers la Libye, plus rarement vers l'Europe, pour sortir de leur condition initiale. Ajoutons que ces migrants ne font pas partie de la frange de la population la plus pauvre ; ils semblent plutôt appartenir à une catégorie, qui a accès à l'activité mais n'a pas les moyens de la faire prospérer localement.

Les migrants, transitant par le Niger, n'en sont pas, pour la plupart, à leur premier voyage ; les différences entre les nationalités et le pays de départ, montrent que certains - ou leurs parents - ont déjà effectué une migration. Emergent dans ce cadre, deux grands pays de destination en Afrique de l'Ouest : le Sénégal et la Côte d'Ivoire. L'expérience migratoire déjà acquise constitue un atout lors de l'entreprise d'un tel voyage.

Les migrations qui transitent par Niamey et Agadez et qui mènent en Libye, en Algérie, voire en Europe, sont ponctuées de nombreuses étapes plus ou moins longues et contraintes. Pour ceux qui partent de petites villes, une première étape a lieu souvent dans la capitale pour se doter des papiers et des informations nécessaires au voyage. Jusqu'au Niger, les étapes sont généralement de courte durée : attente d'une nuit pour passer une frontière, de quelques jours en cas de panne...

Au Niger, une différence apparaît entre les villes de Niamey et d'Agadez. Dans la capitale, les migrants ne font généralement que changer de bus ; ils passent alors une nuit à la gare routière et repartent pour Agadez le lendemain matin. Certains attendent quelques jours un transfert d'argent². Alors qu'à Niamey, la durée moyenne de l'étape est de 3, 4 nuits, elle est de onze nuits et demi à Agadez. Là, les migrants doivent attendre le convoi militaire qui accompagne les camions jusqu'à Dirkou, une fois par mois ; ils sont aussi plus nombreux à se retrouver à cours d'argent pour continuer. De façon générale, la ville d'Agadez est marquée par l'incertitude : incertitude sur la suite du voyage, sur la durée de présence...

Les étapes et l'attente rendue incertaine par les aléas s'organisent dans les deux villes autour de lieux clés, que sont les gares routières à Niamey et les maisons communautaires à Agadez. Pour ce qui est de la capitale, la libéralisation du secteur du transport et l'amplification des flux de migrants ont conduit à l'apparition de compagnies de bus privées, ayant chacune construit leur propre gare. Celles-ci mettent à disposition des voyageurs des chambres de passage pour passer la nuit avec toutes les commodités nécessaires. A Agadez, les migrants sont logés dans des maisons

² Etant donné le racket sur la route, nombre de migrants préfèrent se faire envoyer de l'argent au fur et à mesure des étapes, plutôt que de voyager avec une grosse somme.

communautaires (ou « ghettos »), organisées le plus souvent en fonction de la provenance ; celles-ci sont tenues soit par des Nigériens, soit par des migrants qui se sont trouvés bloqués à Agadez et ont réussi à y développer une activité. Les migrants sont logés dans des conditions souvent difficiles, ne disposant pas de sanitaires, dormant parfois à l'air libre et dans une grande promiscuité.

L'impact de ces flux dans les deux villes dépend largement du temps durant lequel les migrants doivent y rester. A Niamey, une économie liée au transport s'est développée, en lien avec la libéralisation de ce secteur. La multiplication des gares routières privées, la concentration nocturne des voyageurs dans les gares, ont conduit au développement de petites activités, telles que la restauration, les télécentres... Dans cette ville, l'impact des circulations est très limité dès que l'on s'éloigne de ces nœuds que sont les gares routières.

A Agadez, non seulement la durée du transit est plus longue, mais s'y retrouvent aussi des migrants refoulés de Libye, ou qui n'ont pas eu les moyens de passer de Dirkou en Libye, mais ont réussi à se replier dans la ville. Avec le temps, une économie du transit s'est mise en place, d'autant plus que le contexte régional de rébellion touarègue a anéanti l'autre activité de la ville qu'est le tourisme. S'y sont développées les activités liées au transport, à l'hébergement des migrants, mais aussi un ensemble de petits commerces tels que les télécentres, la vente de bidons d'eau et autres équipements nécessaires à la traversée jusqu'à Dirkou.

Si Agadez est aujourd'hui une ville dont l'économie est très marquée par le transit des migrants transsahariens, leur présence dans la ville reste diffuse, n'agissant pas sur la structuration urbaine. Même si les étapes sont longues, les migrants ne font que passer. Egalement la pérennité de cette économie est largement dépendante des routes migratoires, notamment de l'attitude de la Libye. La fragilité de l'économie agadézienne repose autant sur cette dépendance que sur le fait qu'il s'agit d'une mono activité depuis le déclin de l'économie touristique.

3.2. Les migrations circulaires dans la zone de Tahoua ou comment rester malgré la disette

La zone de Tahoua, située dans le massif de l'Ader, présente trois grandes caractéristiques qui se retrouvent quasiment dans l'ensemble du Niger. D'une part, l'insuffisance récurrente des pluies ainsi que la pression foncière créent un contexte de disette structurelle. L'agriculture est fondée sur l'association mil/élevage, qui représente presque 50% des exploitations de la zone ; les cultures de contre-saison, de l'oignon notamment, se développent dans les vallées, mais restent minoritaires (12,4% des exploitations). Ainsi les cultures sont essentiellement destinées à la consommation familiale, l'alimentation de base étant le mil. D'autre part, la population y est très jeune et en forte croissance : selon notre enquête 48% de la population de cette zone a moins de 15 ans. Enfin, les migrations saisonnières y sont très anciennes, et elles ont augmenté avec les sécheresses de ces trente dernières années.

Ce contexte local influence très largement les pratiques migratoires contemporaines, dont les caractéristiques sont leur caractère massif, masculin et circulaire. L'analyse des biographies migratoires montre non seulement, qu'à 30 ans quasiment tous les hommes ont migré au moins une fois, mais qu'une fois cette première migration enclenchée, les allers-retours se succèdent tout au long de la vie active. Ces circulations débutent dès

l'adolescence, puisqu'à 15 ans un quart des hommes a déjà migré. A l'échelle de la vie des individus, une nette séparation entre les deux sexes apparaît : à l'âge où les hommes partent en migration, les femmes se marient et s'installent dans leur belle-famille.

Ces migrations circulaires sont de durée variable ; si les migrations saisonnières persistent, elles se combinent avec des mouvements de plus longue durée, les absences pouvant s'étaler sur deux à cinq ans, ce qui signifie qu'une partie de la main d'œuvre masculine n'est plus utilisée pour l'agriculture. Cette dynamique des migrations est à mettre en relation avec la croissance démographique : à moyen terme, celle-ci a dégagé un surplus de main d'œuvre, dont une partie n'a pas accès à la terre. Ce surplus s'emploie dans la migration, même s'il continue à pratiquer des allers-retours, ce qui permet à une partie de la population de rester sur place, notamment les femmes.

Une observation de ces mouvements à l'échelle de l'année permet de mettre en évidence un lien entre l'organisation, les destinations des migrations circulaires et les systèmes de production agricole à l'échelle locale. Si les migrations constituent un élément des systèmes de production villageois, dans la mesure où elles participent à la vie locale, elles entrent en complémentarité avec l'agriculture. De façon générale, 5% de la population est absente de son logement tout au long de l'année ; le chiffre atteint les 20% au cœur de la saison sèche.

Pour ce qui est des exploitations agricoles qui ne pratiquent que la culture du mil, la part de la population absente toute l'année est plus réduite, et les absences sont rythmées par l'alternance des saisons ; les destinations sont proches, essentiellement Niamey et le Nigeria. Ces exploitations sont les plus pauvres, puisqu'elles ne disposent localement d'aucune activité complémentaire pour pallier aux insuffisances de récolte. Ce niveau de pauvreté peut être mis en lien avec les destinations. Proches, elles sont à la fois celles qui sont les moins coûteuses en terme de voyage, et celles qui rapportent aussi le moins. Inversement, les exploitations qui associent la culture du mil et les cultures de contre-saison (avec ou sans élevage) présentent un profil différent : quasiment 10% de la population est absente tout au long de l'année, et l'alternance des saisons apparaît moins nettement dans le calendrier de l'année. Les destinations sont plus diversifiées, couvrant quasiment l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. Les cultures de contre-saison permettent de dégager un revenu autant pour réduire les risques liés à la culture du mil que pour financer une migration internationale.

Le lien entre les systèmes de production agricole et l'organisation des migrations permet de comprendre comment est géré le risque localement, c'est-à-dire comment la disette structurelle est intégrée et prise en compte. Quelque soit le cas, les migrations circulaires constituent un mode de vie et appartiennent à l'organisation économique d'ensemble. Elles sont liées au contexte local en ce que celui-ci autorise ou non les départs. Pour ce qui est de la dimension familiale, l'absence est encouragée car elle permet de combler les déficits alimentaires, mais elle ne doit néanmoins pas empêcher les cultures. Sur le plan économique, si la migration apporte les ressources que ne peut fournir l'agriculture, cette dernière doit cependant permettre de financer au moins le voyage et le début d'une activité. La gestion du risque se trouve dans le maintien de cet équilibre économique et social entre migration et agriculture.

Toutefois, une autre condition est que les migrants envoient de l'argent à leur famille ou qu'ils en rapportent à leur retour. L'analyse des transferts de fonds en provenance des migrants, et notamment de leurs usages, a montré qu'ils sont destinés principalement à

l'achat de vivres suivi par l'achat de vêtements et enfin par le paiement de la dot. Nombre de villageois affirment que sans les vivres acquis grâce aux revenus de la migration, le village ne pourrait survivre et donc ils ne seraient plus là. Le mécanisme de dépendance entre ceux qui restent et les migrations est similaire à celui qui apparaît entre l'aide humanitaire et les populations bénéficiaires ; à la différence que les migrations n'ont pas anéanti les systèmes de production locaux, puisque leur réalisation en dépend.

Dans un tel contexte, la question de l'investissement productif des migrants mérite d'être reposée. Ceux-ci ne sont pas absents de la zone de Tahoua : les migrants qui restent plusieurs années dans des lieux tels que le Gabon, le Cameroun, la Libye ou l'Algérie, parviennent à épargner suffisamment pour construire une maison soit dans leur village soit dans une petite ville ou pour développer une autre activité au village. D'autres s'associent pour réaliser des investissements communautaires, surtout dans la construction de mosquées ou d'infrastructures scolaires et sanitaires. De tels investissements obligent à partir plus longtemps et souvent plus loin en migration, et par conséquent à investir plus dans la migration, que ce soit en termes de coût du départ ou du coût que peut représenter l'absence de main d'œuvre.

Ainsi, localement une sélection des migrants se fait sur leur capacité ou non, leur possibilité ou non à réaliser une migration coûteuse ; autrement dit, ce sont les systèmes de production permettant de dégager temporairement un léger surplus, qui autoriseraient de tels mouvements.

Dans cette zone, mais aussi pour une grande partie du reste du Niger, la question alimentaire est au cœur de la problématique des migrations, et des investissements des migrants. L'avenir de ces régions sahéliennes se joue sur la possibilité qui leur sera donnée ou non de faire perdurer ce système qui permet, au moins pour l'instant, à la fois aux populations de rester sur place et d'absorber une partie du surplus de main d'œuvre.

4. Conclusions et recommandations en termes de recherche et de politiques publiques :

L'espace nigérien suspendu aux migrations ?

Au terme de cette étude dont l'objectif était de décrire l'espace migratoire nigérien en combinant une approche territoriale et une approche par les circulations, il est tentant d'affirmer que l'espace nigérien ne pourrait être sans les migrations, celles qui le traversent et celles qui le quittent.

Les villes sahariennes, Agadez ou même Dirkou, en tant qu'anciens caravansérails, sont dépendantes aujourd'hui, comme hier, de cette rente de situation géographique, c'est-à-dire de l'usage des routes qui convergent vers elles. Malgré l'exploitation de l'uranium et les prospections pétrolières récentes, leur économie reste fondée sur le transit. Pourtant, la persistance des flux transsahariens pose question : les conditions de voyage, le racket, les expulsions dans le désert font que nombre de migrants se retrouvent en situation d'errance dans le nord Niger, et exposent leur vie pour la réussite de leur voyage. Un contrôle accru sur le racket qui est le fait des autorités, une réglementation des agences de courtage en transport et des transporteurs eux-mêmes serait un minimum pour aller dans le sens d'une amélioration des conditions de voyage des

migrants. Par ailleurs des études plus précises, combinant travaux dans les lieux de départ et dans ces espaces de transit, sur les temporalités de ces mouvements seraient nécessaires ; en effet, ils présentent un rythme en dent de scie dont les logiques sont difficiles à saisir.

Pour ce qui est des espaces sahéliens, l'analyse des migrations circulaires comme mode de vie et mode de production locale, met en évidence une gestion par les populations du risque et notamment du risque alimentaire. Les migrations circulaires semblent être la seule pratique à même de faire face aux aléas climatiques et économiques. Or la croissance démographique soutenue, -le Niger n'étant pas entré dans la phase de transition- risque de mettre à mal ce système, d'autant que les villes de la sous région subissent une déprise économique depuis de nombreuses années. Une politique de population, axée sur la santé de la mère et de l'enfant et sur la limitation des naissances, pourrait permettre de réduire cette croissance à moyen ou à long terme.

Crise économique et migrations internationales en République Démocratique du Congo

Pays de référence :

République Démocratique du Congo

Localisation de l'étude :

Kinshasa

Responsables du projet :

Bruno SCHOUMAKER Démographe, professeur au Centre de recherche en
démographie et sociétés, Université catholique de Louvain (UCL)

Agbada MANGALU MOBHE Démographe, Chef de travaux à l'Université de
Kinshasa (UNIKIN) et doctorant à l'Université catholique de Louvain (UCL)

Université catholique de Louvain
1/17 Place Montesquieu
1348 Louvain-la-neuve, Belgique
www.uclouvain.be/demo

Le Centre de Recherche en Démographie et Sociétés (DEMO), créé le 1er janvier 2009, résulte de la fusion de l'Institut de Démographie et du Groupe d'étude de Démographie Appliquée (GéDAP). Impliqué dans de nombreux projets et réseaux internationaux et nationaux, il développe des recherches fondamentales et appliquées autour de questions de population.

Université de Kinshasa
BP 183 Kinshasa Lemba Campus,
Kinshasa,
RD Congo
www.unikin.cd

Le département des sciences de la population forme des démographes, et est impliqué dans des projets de recherche sur les problématiques de population, santé de la reproduction et développement.

L'équipe

Bruno SCHOU MAKER, Démographe, professeur à l'Université catholique de Louvain (UCL) : bruno.schoumaker@uclouvain.be

Agbada MANGALU MOBHE, Démographe, Chef de travaux à l'Université de Kinshasa (UNIKIN) et doctorant à l'Université catholique de Louvain (UCL)

Sophie VAUSE, Aspirante FNRS, Université catholique de Louvain (UCL)

Denis NZITA, Professeur, Université de Kinshasa (UNIKIN)

Seraphin NGONDO, Professeur, Université de Kinshasa (UNIKIN)

Autres institutions associées dans le cadre du FSP :

Institut National Etudes Démographiques (INED), Paris, France

IPDSR, Université Cheikh Anta Diop (UCAD), Dakar, Sénégal

Participation à d'autres programme avec le projet FSP et autres financements

Réseau de chercheurs AUF

FP7 Union européenne

Résumé :

Ce projet a pour objectif l'étude des causes, processus et conséquences des migrations internationales au départ de la République démocratique du Congo (RDC). Il s'intéresse plus spécifiquement aux effets des crises économique, politique et sociale sur ces mouvements depuis les années 1980, et à l'influence de ces migrations sur les conditions de vie des ménages du pays d'origine. La diversification des flux migratoires, les causes de ces mouvements, le rôle des réseaux sociaux dans la migration, et l'importance des transferts monétaires et matériels et leurs déterminants sont les principaux éléments analysés dans ce projet.

Mots-clés : Migrations, crise, réseaux, transferts

Abstract:

The objective of this project is to study the causes, processes and consequences of international migration from DR Congo. It deals with the effects of economic, social and political crises on migration since the 1980s, and with the influence of these migrations on households in the origin country. The diversification of migration flows, causes of these movements, the role of social networks and the impact of remittances are the main elements presented in this report.

Key words: Migrations, crisis, networks, remittances

1. Problématique et contexte de l'étude

Ce projet a pour objectif général l'étude des causes, processus et conséquences des migrations internationales au départ de la République démocratique du Congo (RDC), en particulier des migrations vers l'Europe. Il s'intéresse plus spécifiquement aux effets des crises économique, politique et sociale sur ces mouvements depuis les années 1980, et à l'influence de ces migrations sur les conditions de vie des ménages et des communautés d'origine. La diversification des flux migratoires, les causes de ces mouvements, le rôle des réseaux sociaux dans la migration, et l'importance des transferts monétaires et matériels et leurs déterminants sont les principaux éléments analysés dans ce projet. Quatre principales questions sont traitées:

- Quelles sont les caractéristiques des émigrés d'origine congolaise ?
- Quel impact les crises économiques et politiques ont-elles eu sur les migrations au départ de la République Démocratique du Congo ?
- Quelles sont les influences des réseaux sociaux et familiaux sur la migration depuis la République Démocratique du Congo ?
- Quelle est l'ampleur des transferts d'argent des migrants congolais vers la RDC, et quels sont leurs déterminants ?

Les principaux résultats relatifs à ces quatre questions sont synthétisés dans cette note, après une brève présentation des données et méthodes. Les implications politiques sont abordées en conclusion.

2. Méthodologie

Cette recherche repose sur la combinaison de données quantitatives et qualitatives originales. Des données qualitatives (entretiens semi-directifs) ont été collectées à deux étapes de la recherche (Tableau 1). Une première phase (de mars à juillet 2007) a consisté en la réalisation d'entretiens semi-directifs exploratoires avec des migrants de retour à Kinshasa et des migrants en Belgique. Ces entretiens exploratoires ont été exploités afin de développer les questionnaires quantitatifs. Une deuxième phase de collecte de données qualitatives a eu lieu dans le courant de l'année 2008, avec pour objectif de contribuer à une meilleure compréhension des données quantitatives.

Tableau 1. Populations cibles et nombre d'entretiens qualitatifs, MAFE-RD Congo (2007).

Questionnaire	Population cible	Nombre d'entretiens
Enquête qualitative exploratoire	Migrants de retour d'Europe et non migrants	13 entretiens
Enquête qualitative approfondie	Migrants de retour d'Europe Conjoints de migrants actuellement en Europe	32 entretiens

Deux questionnaires ont été développés pour la collecte de données quantitatives : un questionnaire destiné aux ménages (questionnaire ménages), et un questionnaire biographique individuel. Ces deux questionnaires, sont dans une large mesure complémentaires et la combinaison de données du moment et de données rétrospectives offre des possibilités d'analyse très riches. La population cible pour le questionnaire ménages est l'ensemble des ménages de la ville de Kinshasa (avec ou sans

migrants) ; le questionnaire « biographique » s’adresse aux individus âgés de 20 à 60 ans au moment de l’enquête. Un échantillon aléatoire de 945 ménages (représentatif de la ville de Kinshasa) et 992 individus a été interrogé avec succès entre août et octobre 2007. (Tableau 2). L’enquête ayant été réalisée auprès d’un échantillon aléatoire de ménages, représentatif de la ville de Kinshasa, les résultats de cette enquête peuvent donc être extrapolés à l’ensemble de la capitale.

Tableau 2. Populations cibles, répondants et tailles d’échantillon des enquêtes ménage et biographique, MAFE-RD Congo (2007).

Questionnaire	Population cible	Sélection des répondants	Echantillon
Questionnaire « ménages »	Ensemble des ménages de la ville de Kinshasa	Chef de ménage ou son/sa conjointe	945 ménages
Questionnaire « biographique »	Individus âgés de 20 à 60 ans au moment de l’enquête	Sélection aléatoire d’un membre du ménage éligible et sélection de tous les migrants de retour dans les ménages	992 biographies

Les analyses quantitatives et qualitatives reposent sur diverses méthodes complémentaires.

- Des méthodes d’analyse descriptives, utilisées pour décrire les caractéristiques des migrants, les réseaux migratoires (taille, structure, lieux de résidence...), les comportements de transferts...
- Les méthodes d’analyse bivariée, utilisées essentiellement pour des analyses exploratoires des liens entre caractéristiques socio-économiques des individus et leurs comportements migratoires et de transfert.
- Les modèles d’analyse multivariée ‘transversale’ (régression logistique, régression Tobit...), servent notamment à analyser les déterminants des transferts des migrants.
- Les méthodes d’analyse biographique sont utilisées principalement pour l’analyse des déterminants de la migration. Les variables explicatives (emploi, activité, état matrimonial, réseaux sociaux,...) peuvent ici varier dans le temps.
- Les entretiens semi-directifs ont été enregistrés et transcrits intégralement. L’analyse des entretiens s’est faite de manière manuelle (lecture, identification de thématiques importantes) et à l’aide du logiciel *Weft Qda*.

3. Résultats

3.1. Caractéristiques des émigrés d’origine congolaise

La première partie du rapport dresse le profil des émigrés congolais. Il porte sur toutes les personnes résidant actuellement à l’étranger identifiées au sein des ménages de Kinshasa, à travers le questionnaire ménages et âgées d’au moins 20 ans au moment de l’enquête. Ces personnes sont, soit d’anciens membres du ménage, soit des frères et soeurs du chef de ménage et de son conjoint. Dans le cadre de l’enquête, l’effectif total s’élève à 1208 personnes.

Sur l’ensemble de ces 1208 émigrés recensés dans le cadre du questionnaire ménages, les hommes sont un peu plus nombreux que les femmes (56 % contre 44%). La majorité

des migrants a un niveau d'instruction secondaire, a entre 30 et 40 ans, est en union et a une activité professionnelle au moment de l'enquête (Tableau 3).

Tableau 3 : Caractéristiques socio-démographiques des émigrés congolais.
Source : enquête ménage MAFE-Congo (2007).

Caractéristiques	Pourcentages
Sexe	
Masculin	55,8
Féminin	44,2
Age	
20-29 ans	23,5
30-39 ans	40,7
40-49 ans	27,4
50-59 ans	6,8
60 ans et plus	1,6
Age moyen	37,0 ans
Age médian	36,0 ans
Age modal	33,0 ans
Niveau d'instruction	
Sans instruction et primaire	6,0
Secondaire	67,3
Supérieur et universitaire	26,7
Etat-matrimonial	
Célibataire	33,3
En union	61,6
En rupture d'union	5,1
Occupation professionnelle	
Occupé	68,6
Non occupé	31,4
Liens de parenté avec le chef de ménage	
Conjoint, enfant et assimilés	18,4
Frère/Sœur et assimilés	68,2
Père/Mère et assimilés	1,4
Autres parents	5,7
Autres descendants	4,5
Sans liens	1,8
Total (n=1208)	100

Près de 54% des émigrés identifiés par le questionnaire ménages résident actuellement en Afrique, et 40% vivent en Europe, le reste étant principalement au Canada et aux Etats-Unis. En Afrique, l'Angola, le Congo - Brazzaville et l'Afrique du Sud comptabilisent à eux seuls plus de 90% des migrants congolais (Figure 1).

En Europe, près des trois quarts des migrants congolais résident en France et en Belgique, mais on assiste à une diversification des pays de résidence, avec environ 15% des migrants congolais d'Europe vivant au Royaume-Uni et en Allemagne (Figure 2).

Figure 1: Distribution des émigrés congolais résidant en Afrique par pays de résidence (n=649). Source des données : enquête ménages MAFE-Congo (2007)

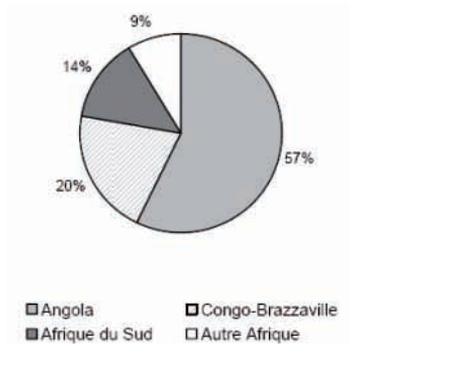
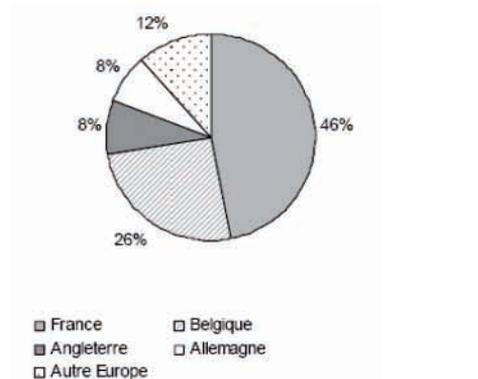


Figure 2: Distribution des émigrés congolais résidant en Europe par pays de résidence (n=483). Source des données : enquête ménages MAFE-Congo (2007)



3.2. Quel impact les crises économiques et politiques ont-elles eu sur les migrations au départ de la République Démocratique du Congo ?

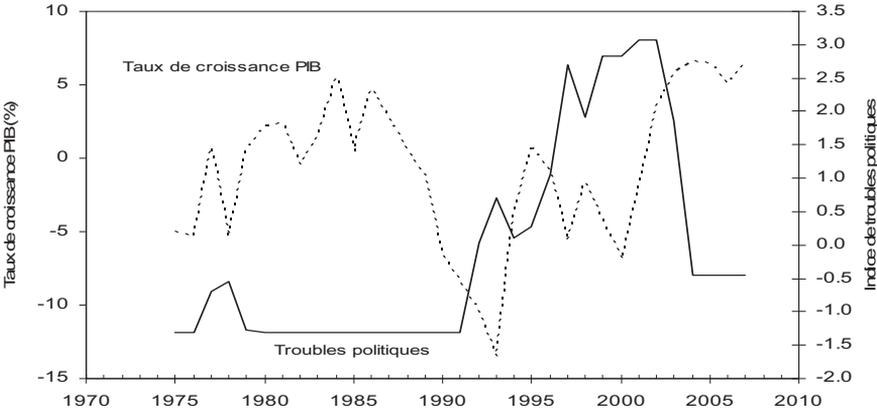
Depuis son indépendance en 1960, le pays a été particulièrement touché par des crises économiques et politiques, en particulier depuis la fin des années 1980. L'augmentation de la migration congolaise vers l'Europe est souvent considérée comme reflétant la détérioration de la situation politique et économique. A ce jour, aucune étude n'a toutefois été réalisée sur ce sujet, faute de données adéquates. Les données de l'enquête MAFE permettent de mettre en évidence – à travers des analyses biographiques – les effets de cette situation économique et politique sur les départs vers d'autres pays d'Afrique et vers l'Europe et l'Amérique du Nord.

La figure ci-dessous (Figure 3) illustre les principales évolutions économiques et politiques en RDC depuis le milieu des années 1970. La situation économique (mesurée par le taux de croissance du PIB) s'est sensiblement dégradée à partir du milieu des années 1980, et ne s'est légèrement améliorée que récemment.

L'évolution de la situation politique, mesurée à travers un indice composite de troubles politiques, montre la dégradation rapide des conditions politiques à partir du début des années 1990.

La situation a particulièrement empiré à la fin des années 1990, d'abord avec la chute du régime du président Mobutu en 1997, puis avec la guerre qui a duré jusqu'en 2003. Les dernières années ont été caractérisées par une amélioration de la situation politique.

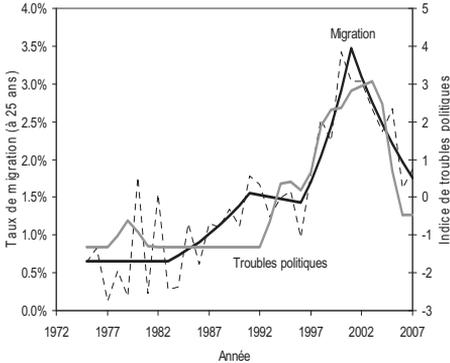
Figure 3: Indices de conditions économiques (croissance du PIB) et de troubles politiques, RD Congo, 1975-2007



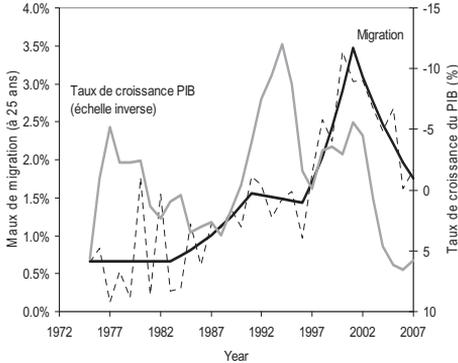
Les tendances de l’émigration à partir de Kinshasa depuis le milieu des années 1970 ont été reconstituées avec les données de l’enquête ménages. Comme le montre la Figure 4a, les évolutions migratoires suivent d’assez près les évolutions de la situation politique. Les départs augmentent légèrement au milieu des années 1980, mais c’est à partir de 1997 (l’année de la fin du régime de Mobutu) qu’ils s’accroissent véritablement. A partir de 2001, avec l’amélioration de la situation politique, les migrations diminuent progressivement. Les relations entre évolutions économiques et mouvements migratoires apparaissent moins clairement, mais on note cependant une concordance entre les périodes d’amélioration de la situation économique et la diminution des migrations (Figure 4b).

Figure 4: comparaison des taux de migration au départ de Kinshasa avec (a) l’indice de troubles politiques et (b) le taux de croissance du PIB, RD Congo (1975-2007). Source des données : enquête ménage MAFE-Congo (2007)

(a) Indice de troubles politiques



(b) Taux de croissance du PIB



L'analyse biographique des données de l'enquête ménages et de celles concernant les conditions économiques et politiques permettent de mesurer plus précisément l'impact de ces facteurs sur les migrations au départ de Kinshasa, tout en contrôlant d'autres facteurs sociodémographiques. Le Tableau 4 indique que les conditions politiques ont eu une influence très claire sur les migrations vers l'Europe et l'Amérique du Nord, alors que la situation économique ne semble pas influencer les départs vers les pays du Nord. Les départs vers l'Afrique ont également été motivés par les conditions politiques, mais aussi par les conditions économiques.

Tableau 4 : Modèles biographiques de la première migration internationale au départ de Kinshasa (RD Congo), 1975-2007 (résultats présentés sous forme de rapports de taux)

Variables	Catégories	Destination		
		Afrique	Europe Amérique Nord	& du
Instruction	Sans/primaire	1.00	1.00	
	Secondaire	1.69**	4.98***	
	Supérieur	1.28 (ns)	11.62***	
Sexe	Hommes	1.00	1.00	
	Femmes	0.57***	1.58***	
Etat matrimonial	Non célibataires	1.00	1.00	
	Célibataires	1.77***	2.41***	
Année linéaire)	(tendance	1.07***	0.97**	
Croissance du PIB (a)		0.89***	1.03 (ns)	
Troubles politiques (b)		1.13*	1.41***	
Effectifs		4485	4485	
a) Croissance moyenne du PIB sur les deux années précédentes (variable standardisée)				
b) valeur moyenne de l'indice de troubles politiques sur les deux années précédentes (variable standardisée)				
Signification : *: p<0.10; **: p<0.05; ***: p<0.01 ; (ns) : non significatif.				

3.3 Rôle des réseaux sociaux et familiaux dans la migration

Pendant longtemps, les paradigmes économiques néoclassiques ou structuralistes ont été mobilisés pour tenter d'expliquer les mouvements de population. Ils mettent l'accent sur les compétences personnelles des individus (paradigme néo-classique) et sur les contraintes macroéconomiques des sociétés de départ et de destination (approche structuraliste). Mais depuis une vingtaine d'années, le rôle des réseaux sociaux et familiaux a pris une importance croissante dans l'explication des décisions de migration. Le manque de données détaillées sur les réseaux sociaux et familiaux handicape toutefois les analyses quantitatives.

Les données originales collectées dans ce projet permettent d'analyser le rôle et la place des réseaux sociaux et familiaux dans la dynamique migratoire, sous plusieurs angles.

L'axe de recherche privilégié dans ce projet a consisté à étudier l'impact des réseaux sociaux et familiaux sur la décision de migrer (hors du pays), ainsi que sur le choix de destination des migrants. Il s'est agi d'évaluer l'importance de la présence de proches à l'étranger sur la prise de décision du migrant. Dans le questionnaire ménages, on dispose des dates de la première et la dernière migration à l'étranger, ainsi que d'un registre des pays de destination de l'ensemble des individus du ménage qui vivent à l'étranger ou qui ont déjà migré. Les données quantitatives biographiques offrent par ailleurs des informations précises tant sur l'ensemble des périodes de migration des membres du réseau familial et social, que sur leurs destinations.

Les analyses reprises dans le rapport du projet concernent (1) la description des réseaux migratoires à partir des données collectées dans les biographies individuelles, et (2) des premiers résultats relatifs à l'influence des réseaux sociaux et familiaux sur la migration, collectées à partir de données de l'enquête ménages et de données individuelles.

Les réseaux migratoires identifiés dans l'enquête individuelle sont constitués de l'ensemble des membres de la famille proche ayant séjourné pendant au moins trois mois à l'étranger (parents, conjoint, enfants, fratrie), ainsi que des amis et autres parents ayant résidé pendant au moins trois mois à l'étranger et auprès desquels ego a pu ou aurait pu trouver de l'aide pour migrer. L'examen des données révèle qu'à Kinshasa, près de sept personnes interrogées sur dix déclarent que l'un de leurs proches est allé ou se trouve actuellement à l'étranger. Cette proportion est légèrement plus élevée parmi les femmes que parmi les hommes, et cette tendance s'accroît encore parmi les plus instruits (Tableau 5).

Tableau 5. Proportion (au moment de l'enquête) d'individus de 20 à 60 ans à Kinshasa ayant ou ayant eu un proche (famille, ami) à l'étranger.

Source : Enquête biographique MAFE-Congo (2007)

Variabes	Catégories	Proportion d'individus ayant eu au moins un proche à l'étranger
Statut	Sans/primaire	54,9 %
	Secondaire	67,6%
	Supérieur	80,8 %
Sexe	Hommes	75,4 %
	Femmes	63,9 %
Total (n=992)		68,0 %

Les données de l'enquête ménages permettent de mesurer, à l'aide de modèles d'analyse biographique, l'influence des réseaux migratoires sur la probabilité d'effectuer une première migration d'au moins 3 mois. Le réseau est ici défini comme une variable évoluant dans le temps. Celle-ci compte, pour chaque année, le nombre d'individus liés au ménage (ex-membres du ménage ou frères/soeurs du chef de ménage et de son conjoint) qui vivent actuellement ou ont déjà vécu à l'étranger. Pour les migrations vers l'Europe, seules les personnes qui ont vécu en Europe sont retenues ; de même dans le

cas des migrations vers l'Afrique, seules sont prises en considération les migrants en direction des pays africains. Les résultats préliminaires sont exposés dans le tableau ci-dessous (Tableau 6).

Il apparaît clairement que plus la taille du réseau est importante, plus la probabilité de migrer est élevée. Ces résultats montrent également que les réseaux ont un impact nettement plus élevé (environ deux fois plus élevé) sur les migrations à destination de l'Europe et de l'Amérique du Nord que sur les migrations vers l'Afrique. Autrement dit, avoir des connaissances résidant ou ayant résidé en Europe ou en Amérique du Nord constitue un puissant déterminant de la migration, même lorsque les variables telles que le niveau d'instruction sont prises en compte dans les modèles. Enfin, ces résultats indiquent aussi que le rôle des réseaux est plus important parmi les femmes que parmi les hommes. Cela confirme les quelques résultats existant dans la littérature à ce sujet.

Tableau 6. Modèles biographiques de la première migration internationale, par région de destination et par sexe, Kinshasa (RD Congo), 1975-2007 (résultats présentés sous forme de rapports de taux). Source : Enquête ménage MAFE-Congo (2007).

Variables	Catégories	Destination			Sexe	
		Ensemble	Afrique	Europe & Am. Du Nord	Hommes	Femmes
Instruction	Sans/primaire	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
	Secondaire	2.14***	1.70**	4.24***	1.93***	2.34***
	Supérieur	2.26***	1.32 (ns)	8.50***	1.75***	3.52***
Genre	Hommes	1.00	1.00	1.00	-	-
	Femmes	0.77***	0.56***	1.47***	-	-
Etat matrimonial	Non célibataires	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
	Célibataires	1.86***	1.67***	2.26***	2.16***	1.47***
Année		1.02*	1.04***	0.97***	1.02*	1.02 (ns)
Taille du réseau	0	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
	1-2	2.26***	2.67***	4.13***	2.08***	2.59***
	3-4	2.98***	4.16***	7.98***	2.20***	4.39***
	5 et +	3.94***	3.66***	6.79***	2.58***	7.06***
N		4485	4485	4485	4485	4485

*: p<0.10; **: p<0.05; ***: p<0.01 ; (ns) : non significatif.

Source des données : MAFE-Congo, enquête ménage.

Ces premières analyses confirment le rôle des réseaux sociaux et familiaux à l'étranger, dans les migrations internationales. Les effets de ces réseaux sont particulièrement marqués sur les migrations vers les pays du Nord. Compte tenu des spécificités de ces pays et des difficultés à migrer vers les pays industrialisés (questions financières, obtention de papiers, intégration...), ce constat n'est pas surprenant. Si le capital humain, mesuré par l'éducation demeure un puissant déterminant de la migration, le

capital social est également extrêmement important. Le rôle des réseaux est particulièrement important pour les femmes, ce qui confirme une hypothèse - fréquemment évoquée dans divers ouvrages-, basée essentiellement sur des données qualitatives mais rarement étayée par des données quantitatives.

3.4. Déterminants des transferts de migrants

Au cours de ces trois dernières décennies, la situation sociale, économique et politique de la République Démocratique du Congo a entraîné une grande paupérisation de la population, obligeant les ménages à adopter diverses stratégies pour faire face à la crise, qui ont consisté, entre autres pour les ménages de Kinshasa en un développement accru d'activités économiques parallèles, à l'exacerbation de la religiosité, à la ruralisation de la ville par le biais de l'intensification des activités maraîchères et aussi, pour les ménages qui le pouvaient, à l'envoi à l'étranger de certains de leurs membres.

Dans ce type de migration, il s'établirait donc un contrat entre l'émigré et son ménage resté au pays. La prise en charge des coûts de la migration par les ménages et autres réseaux sociaux, et plus tard à l'envoi de fonds et autres biens par l'émigré à son ménage d'origine, est la manifestation la plus visible de ce contrat.

Le principal objectif consiste ici à faire ressortir les facteurs socio-économiques, démographiques, migratoires et familiaux concernant les émigrés, qui influent sur la probabilité qu'ils transfèrent des fonds et des biens. Il s'agit également d'évaluer les volumes des transferts réalisés. Les variables dépendantes sont ici (1) le fait qu'un émigré réalise un transfert au cours de 12 derniers mois, et (2) le volume des transferts réalisés au cours des douze derniers mois.

Le tableau 7 reprend les résultats d'une régression logistique, de déterminants de la probabilité d'envoyer de l'argent au cours des 12 derniers mois. Les observations se basent sur les renseignements se rapportant aux émigrés identifiés à partir de l'enquête ménages. Ces résultats indiquent que les émigrés qui travaillent au moment de l'enquête ont plus de deux fois plus de probabilité d'envoyer des fonds à leurs ménages d'origine que ceux qui sont sans emploi. Les femmes sont aussi deux fois plus susceptibles de réaliser des transferts que les hommes. Concernant le niveau d'instruction, on remarque que plus celui-ci augmente, plus la probabilité de transférer de l'argent s'accroît. Ainsi, les émigrés ayant un niveau d'éducation supérieure ont 70 % plus de probabilité d'envoyer des fonds que ceux qui sont sans instruction ou ont un niveau d'éducation primaire. La probabilité de transfert d'argent augmente avec l'âge (en moyenne 2% de plus par année d'âge). Les émigrés en union n'ont pas significativement plus de probabilité de réaliser des transferts que les célibataires. Les émigrés, conjoints ou enfants du chef de ménage sont ceux qui sont les plus susceptibles de transférer de l'argent au ménage. Comme on pouvait également s'y attendre, les émigrés qui ont reçu de l'aide de leur ménage avant leur départ à l'étranger ont 90 % de probabilité supplémentaire de réaliser des transferts par rapport à ceux qui n'ont pas reçu de telles aides. De même, ceux qui ont vécu dans le ménage avant leur départ ont 41 % de probabilité de plus de réaliser des transferts par rapport à ceux qui n'y ont pas vécu. Ceux qui résident dans des pays du Nord ont environ deux fois plus de probabilités de réaliser des transferts que ceux qui résident en Afrique. Enfin, la durée de résidence indique que plus l'émigré passe de temps à l'étranger, plus il est susceptible de transférer de l'argent.

Tableau 7: régression logistique de la probabilité de transférer au cours des 12 derniers mois parmi les migrants internationaux congolais (résultats présentés sous forme de rapports de côtes).

Source : enquête ménage, MAFE-Congo (2007).

Variables	Modalités	Rapports de côtes
Occupation actuelle	Sans occupation	1,00
	Occupé	2,25***
Sexe	Homme	1,00
	Femme	2,26***
Niveau d'instruction	Sans instruction et primaire	1,00
	Secondaire	1,64*
	Supérieur/Universitaire	1,70**
Age	Age (en années)	1,02*
Statut matrimonial	Célibataire	1,00
	En union	1,36 ^(ns)
	En rupture d'union	0,62 ^(ns)
Liens de parenté avec le CM	Conjoints/enfants et ass.	1,00
	Frères/sœurs et assimilés	0,53*
	Pères/mères et assimilés	0,81 ^(ns) (^(ns))
	Autres parents	0,74 ^(ns)
	Autres descendants	0,37***
Aide du ménage	Sans liens	0,07***(^(ns))
	N'a pas reçu l'aide	1,00
A vécu dans le ménage	A reçu l'aide	1,89***
	N'a pas vécu dans le ménage	1,00
Continent de résidence	A vécu dans le ménage	1,41*
	Afrique	1,00
	Europe	1,99***
Durée depuis la dernière migration	Amérique et Asie	2,35***
	< 1 an	1,00
	1-2 ans	1,63*
	3-4 ans	2,21**
	5-6 ans	2,81***
	7 ans et plus	2,39***
Nombre d'observations		1093
*: p<0.10; **: p<0.05; ***: p<0.01 ; (ns) : non significatif.		
Source des données : MAFE-Congo, enquête ménage.		

4. Conclusions et recommandations en terme de recherche et de politiques publiques

Implications politiques

Les politiques publiques – en particulier dans le domaine de la migration – font intervenir des acteurs multiples aux intérêts et aux valeurs parfois divergents. Il nous est donc difficile de proposer des recommandations politiques, tant celles-ci dépendent des acteurs et de leurs intérêts. On peut néanmoins suggérer quelques pistes de réflexion à partir des résultats des recherches effectuées dans le cadre de ce projet.

- En ce qui concerne les tendances migratoires, l'un de nos résultats concerne l'impact des crises politiques sur la migration. Dans l'hypothèse où l'objectif d'une politique serait de réduire l'émigration au départ de la République Démocratique du Congo, il apparaît qu'une amélioration des conditions politiques pourrait contribuer à une réduction des flux migratoires, en particulier vers l'Europe. Les périodes de relative stabilité politique au Congo correspondent également, dans nos données, à des périodes de plus grande sélectivité migratoire en fonction de l'instruction. Sans pour autant encourager des politiques migratoires restrictives ou sélectives, nos résultats semblent assez solides pour affirmer qu'une plus grande stabilité politique a pour

effet de réduire les migrations, et que cet effet semble plus marqué sur les moins instruits.

- L'influence des conditions économiques sur les migrations vers l'Europe est par contre moins claire que l'impact des conditions politiques. Même si les facteurs politique et économique ne sont pas facilement dissociables, il semble que l'amélioration de la situation économique ne s'accompagne pas nécessairement d'une réduction des flux migratoires. Cela va dans le sens de nombreux travaux dans d'autres régions, qui indiquent que les migrations provenant de pays à niveau de développement intermédiaire sont plus élevées que celles de pays à faible niveau de développement. Les politiques visant une amélioration du développement économique des pays d'origine ne devraient probablement donc pas s'inscrire dans une logique de réduction des flux migratoire.
- La sélectivité de la migration en fonction du niveau d'éducation des migrants est très forte pour les départs vers l'Europe et l'Amérique du Nord. Les personnes de niveau d'éducation supérieur ont des probabilités de migrer près de dix fois plus élevées que les personnes sans instruction. Ce résultat confirme le caractère extrêmement prononcé de la sélectivité migratoire au Congo. Des travaux préliminaires sur les retours (non repris dans ce rapport) montrent aussi que les retours ne varient pas selon le niveau d'instruction. En d'autres termes, la République Démocratique du Congo 'perd' un nombre plus élevé de personnes instruites que de personnes sans instruction par la sélectivité des migrations internationales. Des politiques d'aide à la circulation, favorisant les transferts de compétences des migrants congolais (telles que le programme MIDA de l'Organisation Internationale des Migrations (OIM), sont donc probablement justifiées dans ce contexte.
- Nos travaux montrent également le rôle important des réseaux sociaux dans la migration. Plus les réseaux sont de taille importante, plus la probabilité de migrer est élevée. Ce résultat est particulièrement marqué pour les migrations vers l'Europe, et pour les femmes, et va dans le sens des théories sur les influences des réseaux sociaux sur la migration. Il confirme qu'au-delà des contraintes politiques et économiques, le capital social est un puissant déterminant des migrations, et des choix de destination. Sans que cela ne rende négligeable le rôle des politiques, ce résultat permet de relativiser leur impact possible sur les mouvements migratoires.
- La mesure des transferts des migrants vers les ménages de Kinshasa montre que cette pratique est très largement répandue. Nos estimations indiquent que, pour la seule ville de Kinshasa, près de 140 millions de dollars sont envoyés par an par les migrants; ceci sans compter les envois de biens, de matériel... La migration contribue de manière significative à l'économie d'une ville telle que Kinshasa. Les transferts en provenance des pays du Nord sont très nettement plus élevés que les transferts provenant du Sud, soulignant bien qu'une réduction des flux migratoires pourrait s'accompagner également d'une réduction des transferts, et serait en quelque sorte contre-productive en matière de développement.

Nos résultats montrent également que l'intégration dans les pays de destination semble favoriser les transferts. Les personnes ayant une activité professionnelle et une durée de résidence de plusieurs années sont plus susceptibles de transférer de l'argent et transfèrent des montants plus élevés. Ce résultat souligne l'interaction potentielle entre des politiques d'intégration et d'emploi des migrants dans les pays de destination (en particulier du Nord), et la contribution de la migration au développement.

International Migration, Territorial Re-Composition and Development within the South-western Nigeria and South-eastern Benin Republic Borderland

Country:

Nigeria

Regions:

Borderland, Nigeria-Benin

Project Leader:

Adejumoke A. AFOLAYAN

Professor Department of Geography, University of Ibadan, Nigeria

**University of Ibadan
Ibadan
Nigeria**

The Team

Professor Adejumo A. AFOLAYAN, Department of Geography, University of Ibadan, Nigeria: jumafolayan@yahoo.com

Professor Layi EGUNJOBI, Department of Urban and Regional Planning, University of Ibadan, Nigeria

Dr. Godwin O. Ikwuyatum, Department of Geography, University of Ibadan, Nigeria

Key words: International Migration, Territorial Re-composition, Development, Borderland, Nigeria-Benin.

Mots-clés : Migration internationale, Recomposition territoriale, Développement, Zones frontalières, Nigéria, Bénin

1. Problem and context of the study

The survey provides an analysis of the territorial impact of international migration on the development of the borderland of south-western Nigeria and south-eastern Benin Republic. This executive summary identifies the main findings, noting the international migrations within the borderland, the changes in the social, economic and political lives of residents of the borderland and of settlements as measures of territorial re-composition and for development, housing and the provision of infrastructure. The survey concludes on the policy implications of the findings.

2. Method used

A multi-stage sampling method was adopted for the survey, in which a one-time questionnaire was administered. This resulted in a sample of 2,828 household heads that were drawn from Nigeria (1,936) and Benin (892) sides of the borderland in nine settlements (Badagry, 865, Porto Novo, 733, Idiroko, 706, Igolo, 97 (urban settlements) and for rural, Ifonyintedo, 143, Ifagni, 56, Ashiri Owode, 132, Ashiri Pogidi, 6 & Ajegunle, 90). Also, Focus Group Discussions (FGDs) were held in 10 settlements (Ifonyintedo, Idiroko, Owode Ashiri - Nigeria side - & Seme, Krake, Igolo, Ifagni, Owode Apa, Alaari - Benin side). Furthermore, mapping of the borderland was carried out, involving observations of joint development programmes and of social and economic facilities in the borderland.

3. Results

Majority of the respondents (66.2%) within the borderland are Nigerians; followed by those from Benin Republic (31.0%), Ghana (1.1%), and Togo (1.1%), Congo (Democratic Republic of Congo (0.1%) and Cameroon (0.1%) On Nigeria side, 77.2% of the respondents are Nigerians; followed by 21.6% Beninese, Ghanaians (0.4%), Togolese (0.4%), Nigerien (0.2%), Cameroonian (0.1%); while on Benin side, 53.3% are Beninese, Nigerians (39.9%), Cameroonians (0.1%), and from the DR of Congo (0.2%). (Pearson Chi-Square test indicates a significant difference in the nationality and volume of respondents on both sides of the borderland, at 0.05% significant level, with a P value of 0.000).

There is not much difference in the percentage of migrants or non-migrants on Nigerian (59.8%, 40.2%) and Benin sides (52.4%, 47.6%). The volume of respondents is highest within < 1 km on both sides (35.4%). (Pearson Chi-square test shows, however, a significant difference in the volume of respondents, be they migrants or non-migrants, at 5-10 km and 10 km+ from the border line, at 0.05% significant level, with P-value of 0.000).

Internal migrants are in the majority: Total – 75.4% (Nigeria 67.4%), (Benin 47.3%); the remainder being international migrants: Total 19.9% (Nigeria 19.9%; Benin 47.3%); commuters (2.8%); the trafficked (0.5%) and refugees (0.2%).

Egun is the most widely spoken language in the borderland (39.5%); followed by Yoruba (36.8%). On the Nigerian side, Yoruba (42.8%) is the dominant ethnic group, followed by Egun (33.8%); and on the Benin side, Egun is dominant (52.3%); followed by Yoruba (23.4%) (Pearson's Chi-square test shows a significant variation at 0.05% level, with a P-value of 0.000).

Majority of the respondents (70.4 %) do not have any of their family members staying on the other side of the borderland (Nigeria 71.9%; Benin 66.6%)(Chi-square test shows no significant difference in the number of respondents with a family member on the other side of the border, at 0.05% significant level, with a P-value of 0.11).

The location of at least one family member on either side of the borderland varies (Nigeria - <5 km (10.6%), 5-10 km (16.0%); Benin <5 km 22.9%, south-west Nigeria 43.2%) (Chi-square test indicates a significant variation with distance from either the Nigerian or Benin Republic side of the borderland, at 0.05% significant level, at a P-value of 0.00).

Majority of the respondents (>50%) visit their country of origin (Nigeria 58.4%; Benin 43.7%) as occasion demands; 26.7% on yearly basis; 16.9% on daily basis and 13.2% on monthly basis (Chi-square result shows no significant difference in the frequency of visits home on either side of the borderland, with a P-value of 0.234).

The period of visits home by respondents on either side of the borderland varies significantly, at 05% significant level, with a P-value of 0.00.

Majority of the respondents (91.4%) did not receive any form of remittance from their country of origin (Nigeria 90.8%; Benin 93.0%). (Chi-square test shows no significant difference in the pattern of remittances received by respondents on either side of the borderland, at 0.05% significant level, with a P-value of 0.099).

The currencies of remittances received vary, with the Naira as the dominant currency (Nigeria 90.0%; Benin 60.0%); followed by CFA (Nigeria 4.3%; Benin 30.0%), Dollar (Nigeria 2.9%; Benin %) and Pound Sterling (Nigeria 2.9%; Benin %). (The variation is significant at 0.05% significant level, with a P-value of 0.002).

Remittances received range from N500 to N500, 000. Majority of the respondents received between ₦ 500 – ₦ 5,000 (Nigeria 50.8%; Benin 45.0%). (The amount of remittances received on either side of the borderland is not significant at .05% significant level, with a P-value of 0.07).

The percentages of those who sent remittances to their home country vary significantly – (Nigeria side (42.5%); Benin side 30.4%). This is significant at .05% with a P-value of 0.000).

About two-thirds of the respondents (59.1%) sent cash remittances to home country; 29.2% sent both cash and in-kind remittances, 11.7% sent remittances in kind only. (The form of remittances varies significantly on both sides of the borderland, at 0.05% significant level, with a P-value of .000).

A greater percentage of respondents (69.9%) on the Benin Republic side of the borderland did not send remittances, when compared with 57.5% of those on the Nigeria side.

Close to two-thirds (59.1%) of those on Nigeria side remitted between N500-N5,000; 16.2% remitted between N10, 000 – N20, 000; 2.7% remitted > N500, 000 yearly. On Benin side, 57.1% and 28.6% respectively of the respondents remitted between N10, 000 – N20, 000 and N20, 000 –N50, 000.

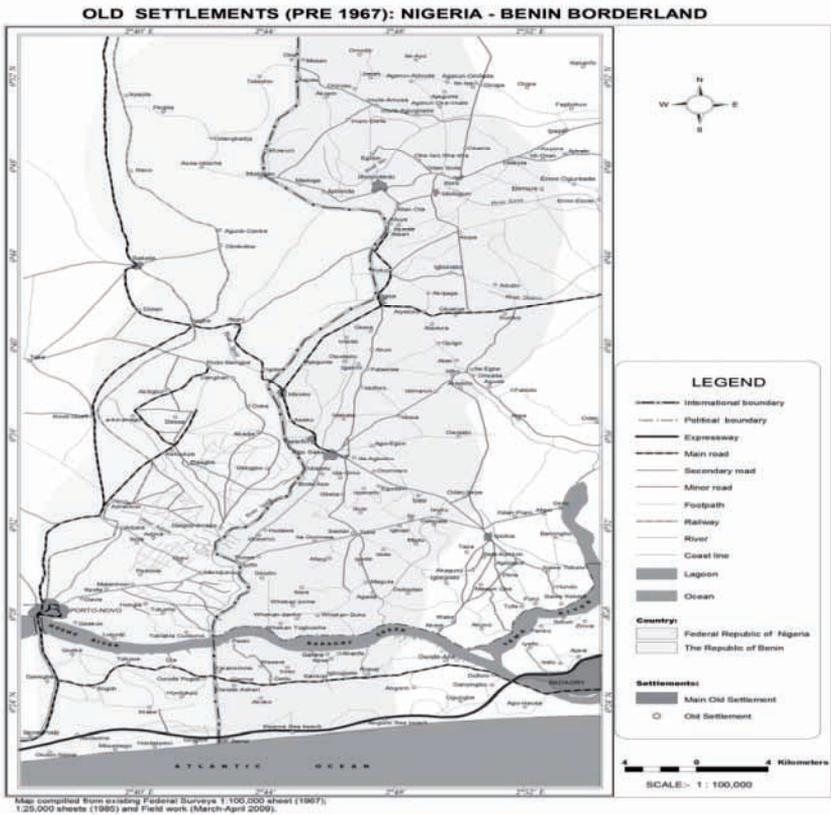
Very few of the respondents (Nigeria 4.9%; Benin 5.5%) are employers; but higher percentages are self-employed (Nigeria 65.2%; Benin 70.3%). The unemployed are also very few (4.0%).

There is a significant difference in the employment status of respondents on either side of the borderland, at 0.05% significant level, with a P-value of 0.000.

Trade/Commerce is the most dominant economic activity, engaging a total percentage of 43.1% of the respondents (Nigeria 40.7%; Benin 48.9%); followed by craft (17.3%), teaching (9.9), agricultural activity (9.7%), administrative work (7.2%), industrial activity (14.4%). (The difference in the primary economic activity on both sides of the borderland is significant at 0.05% significant level, with a P-value of 0.000).

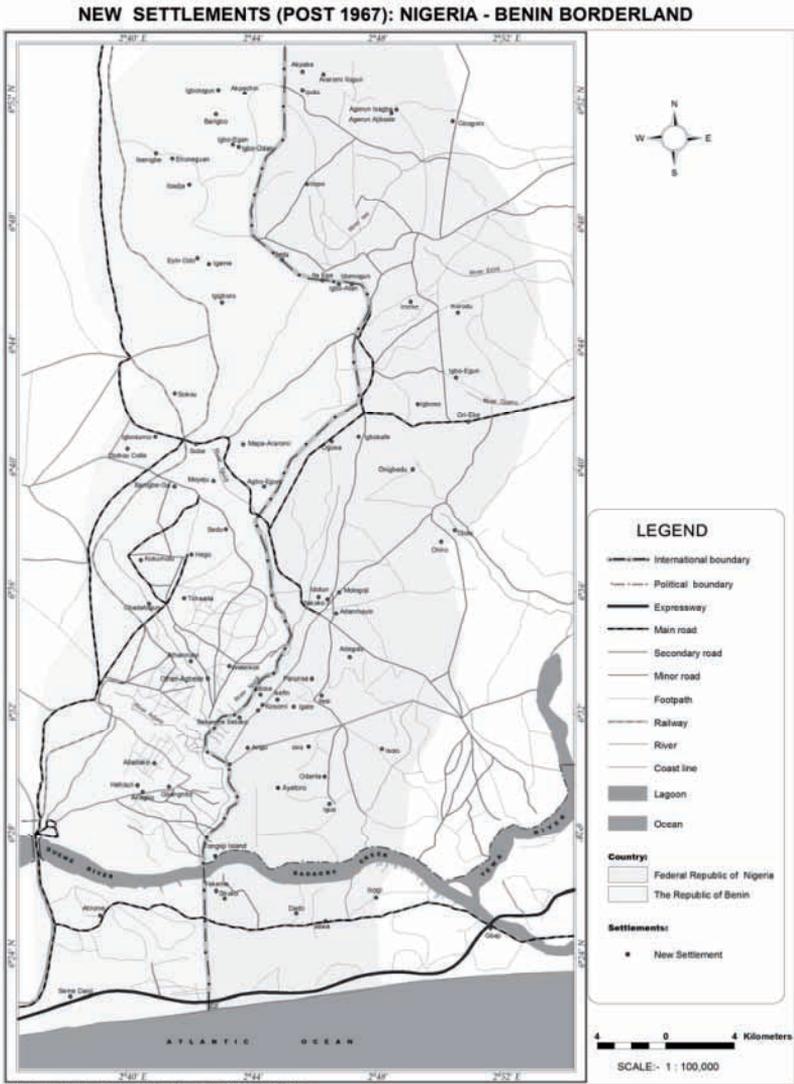
Based on 1967 & 1985 maps, Fig 4.2.2 shows locations of Old Settlements, their total number: 168 (Nigeria 114; Benin 54) and names within <5 km (Nigeria - Mosan, Kajola, Etowuro, Madoga, Alaari, Ilase, Idiroko, Ijofin, Farasinme, Owode Asheri and Seme; & on Benin side - Modogan, Sakete, Ifangni, Igolo, Gbologbo, Adrankou (Avrankou), Porto Novo, Owode Pogidi, Hivilokpo, Krake and Glogblo).

Figure 4.2.2



Based on 1985+ map, Fig. 4.2.2 shows locations of New Settlements, their total numbers: 81(Nigeria 47; Benin 34) and names within <5 km (Nigeria - Akpake, Ipolo, Iledu, Ita Ege, Idomogun, Imeke, Ogosa, Parunsa, Idosa, Sekanme Setoko, Arigo, Tongeji Island, Yekeme and Shoko; & on Benin side – Akpechin, Igbo-Egan, Igbo-Odan, Igbo-Atan, Mapa-Araromi, Agbo-Egun, Wetinkon, Othan-Agbede & Gbangnito.(Others given by FGD: Krake Daho, Krake Plaza, Krake Geveji, Misebo, Kareme, Adugbe and Patrime)

Fig. 4.2.3



Settlement Patterns are either linear (along transport networks, streams/ivers and border line), nucleated (convergence on a transport node) or disperse.

Twin-settlements are characteristic of settlements across border line (Modogan – Madoga, Igolo-Idiroko, Owode-Pogidi & Owode Ashiri, Krake – Seme).

There is diversity of languages - Egun (38.8%); Yoruba (36.2%), Anago (8.7%); other Benin languages (2.6%); Awori (2.2%) and Hausa (1.8%).

The borderland is multi-lingual in nature. Those speaking Yoruba can converse in 10 other languages; followed by Egun speakers (9), Other Benin languages (7), the Ashanti, Anago, Awori, Igbo, Hausa (each able to converse in 5 other languages), Aganyi (4) & the French with 3 other languages spoken.

There is significant difference in multi-lingual nature of both sides of the borderland, as the Pearson Chi-Square value, of 051.186, is significant level at 0.000 significant level.

Relatives form the major source of contact for migrants prior to arrival (37.8%; Nigeria – 39.4%, Benin - 30.81%); followed by friends (30.9%; Nigeria - 34.4%, Benin - 21.6%) and by Business/trade fellows (Benin 24.8%). An Oneway ANOVA test shows the forms of contact on both sides of the borderland as significantly different, with F value, of 31.124, at 0.000 level of significance.

Majority of the respondents (74.5%) are engaged in trade and business. Volume of economic transactions does not decrease over distance.

Average estimated costs of goods purchased in previous week is significantly different – (Overall: N204, 314.1; Nigeria: N48, 322.26, Benin: N693, 181.39) (Levene's Test, with F value, of 51.487, at 0.000 level, which is less than 0.05 significant level).

Average estimated cost for goods purchased in previous month is not significantly different on both sides of the borderland (Nigeria: N110, 652.74, Benin: N137, 875.412) (Levene's Test, with F value, of 0.115, at 0.735 level, which is greater than 0.05 significant level).

Average estimated total cost of goods traded is not significantly different (Nigeria: N94, 014.29, Benin: N123, 362.96), (Levene's Test, with the F value, of 2.64 at 0.105 level, which is greater than 0.05 significant level). Average estimated cost of goods traded tends to increase over distance - <5 km (N2, 351), 5-10 km (N18, 179), 10 km (N17, 730). Close to 90 per cent (84.26%) of the respondents perceive the peak period for purchasing goods to be when the border is not officially closed.

Monthly remittances vary and are not significantly different on both sides of the borderland (N500- N20, 000 - Nigeria 69.9%; N100, 000 – N500, 000 Benin 30.4%); (Levene's test with F value of 0.32, at 0.895 level of significant that is higher than 0.05 significant level)

Remittances sent are not significantly different (Levene's Test, with F value of 3.494, at 0.066 significant level, which is higher than 0.05 significant level). Quarterly remittances sent are significantly different (Levene's Test, with F value of 4.852, at 0.32 significant level is higher than 0.05 significant level).

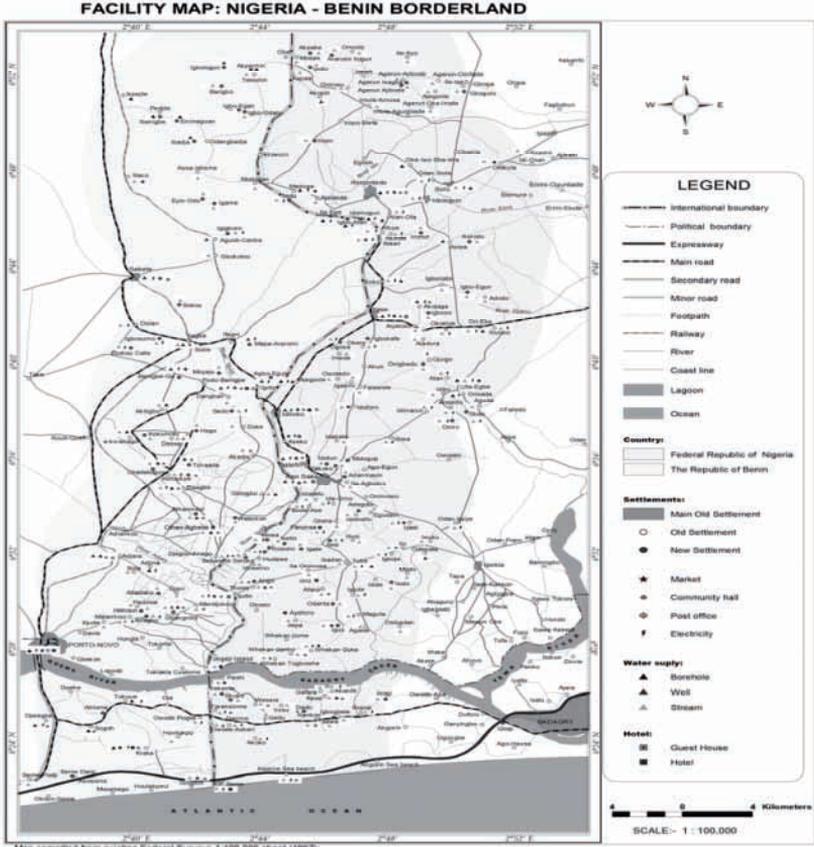
Majority of children are sent to schools across the border (54.9%).The distances of places of schooling vary; south west Nigeria being the preferred location for 49.1% of residents within 10km in Benin. The reasons for preference for children not schooling in present location of their parents/wards vary.

The Nigerian side of the borderland is preferred for joint sporting activities. Sporting in good spirit is the dominant response (72.2%). The other forms of collaboration are: Festivals (Nigeria 27.6% - with 70.7% of them on religious worship; Benin 29.3%); Trading (23.0%), Friendship (21.8%), Entertainment & Marriages (12.5%), Joint Vigilante Group (13.7%) & Christmas/New Year Celebration (1.3%).

Health services patronage and distances of patronage vary- (Nigeria - 63.8%; < 5 km 47.9%, 5-10 km 7.31%, 10 km+ 44.8%; Benin 36.2% - < 5 km 12.1%, 5-10 km 6.9%, 10 km+ 80.8%).

Fig. 4.3.1 depicts the varied facilities available in the borderland. These include, markets, roads, community halls, electricity, hotels, and formal border check points.

Fig. 4.3.1



Respondents' level of participation in the administration of the borderland is very low, with 10.6% and 9.4% for Nigerian and Benin sides respectively. Very few residents cast their votes in locations across the border and their percentages vary over distance (Nigeria - < 5 km (47.64%); 5-10 km (7.6%), 10 km+ (44.7%); Benin - < 5km (10.1%), 5-10 km (3.2%), 10 km+ (72.1%).

Conflicts experienced are not significantly different on both sides of the borderland, irrespective of distance, with dialogue as the main form of resolving conflicts (51.5%); followed by traditional method (39%), court (4.2%) and a combination of these methods (4.3%).

Majority are renters Total 48.7% <5 km (Nigeria 47%; Benin 49.5%) 5-10 km (Nigeria 42.1%; Benin 48.3%); 10 km+ (Nigeria %; Benin 24.1%); followed by owner occupiers (44.1%), renters of accommodation (43.0%), and squatters (42.9%).

About half of the respondents have been staying in the borderland for close to 10 years (52.6%); followed by those who stayed 10-20 years ago (21 9%) and 25.5 per cent for 20+ years ago.

Close to half of the buildings (44.2%) were constructed in the past 10 years (Nigeria 37.0%; Benin 62.2%); followed by those constructed 10-20 years (Total 24.3%; Nigeria 27.5%; Benin 16.3%) and over the last 20+ years ago (Total 31.4%; Nigeria 4.9%; Benin 22.2%). The mode for rent paid within the borderland is N5001-N10, 000. The amount of rent paid by respondents per annum on accommodation varies significantly in terms of distances on either the Nigerian or side of the borderland.

The Naira and the CFA are the two most used currencies in the payment of rent. <5 km (Nigeria 98%; Benin 75.4% pay in Naira); (Nigeria 2.0%; Benin 24.6% pay in CFA) 5-10 km (Nigeria 28.6% Benin 43.0% in Naira) (Nigeria 71.4%; Benin 57.0% in CFA), 10 km+ (Benin 27.3% in Naira; 72.7% in CFA). (The currency used in paying rent varies with distance on either the Nigerian or Benin Republic side of the borderland; and this is significant at 0.05% significant level, with a P-value of 0.000).

The number of rooms occupied by respondents varies from 1 to 10, and also varied on the basis of distance from the border on either the Nigerian or Benin Republic side.

Cement blocks are used by the majority as material for the walls (Total 80.5%); followed distantly by mud brick (12.2%), mud (4.7%), wood (2.4%) and combination of these earlier mentioned types (0.2%). Concrete is the major form of flooring (88.3%); followed distantly by earth (4.9%), tiles (3.7%), terrazzo (2.8%) and a combination of any two of the types (0.3%).

The main materials used for roofing are galvanized iron (40.9%), asbestos (30.9%), slate 23.9%, thatched (2.8%) and a combination of the different types of roof (1.5%). Also, the type of roofing materials used by respondents varied with distance on either the Nigerian or Benin Republic side of the borderland.

Pit latrine is the dominant toilet facilities in the buildings (Total 57.5%); followed by water closet (25.3%), nearby bush (12.8%), public toilet (2.3%), bucket (1.3%) and a combination of these earlier listed (0.8%).

About half of the respondents depend on hand dug wells for drinking (48.4%), followed by bore-hole (20.0%), pipe-borne water (18.2%), stream (3.6%) and a combination of the sources (9.8%).

Kerosene is the major source of energy for cooking (63.3%); followed by wood (15.7%), charcoal (7.9%), and other combinations (13.1%). Almost all houses in the borderland are supplied by electricity (97.8%; Nigeria 99.4%; Benin 98.0%). Other sources for lighting make up for the remainder.

4. Conclusions and recommendations in terms of research and public policies.

In conclusion, the relative ease of communication and mobility within the borderland is prompted by its multi-lingual nature, differences in the supply and demand factors that operate across the porous border, the political dimension of the joint patrol-security measures that is put in place and the emerging integration of settlements. These emanated from the socio-economic and political activities of residents of the borderland. All these features can be regarded as development of a border culture or identity; or put in other words, dimensions of a territorial re-composition at the borderland.

Also, the growing regional integration in the West African sub-region and its consequent increase in trans-border trading activities by both countries are responsible for the tremendous increase in the number of settlements as well as the facilities in the study area. Therefore, it becomes mandatory that adequate care and planning is exercised in the development of the borderland.

Départs et retours des migrants internationaux au Maroc

Impact sur le développement local

Pays de référence :

Maroc

Localisation de l'étude :

Région de Tanger- Tétouan

Responsable du projet :

Mohamed KHACHANI

Economiste, Association Marocaine d'Etudes et de Recherches sur les Migrations, Maroc

Co-responsable du projet :

Mohamed MGHARI

Ingénieur statisticien- démographe,

Association Marocaine d'Etudes et de Recherches sur les Migrations, Maroc

Association Marocaine d'Etudes et de Recherches sur les Migrations
BP 8025 Rabat Nations Unies 10102
Maroc
www.amerm.ma

L'AMERM, fondée en février 1994 à l'université de Rabat, par un groupe d'enseignants-chercheurs venant de différents horizons de connaissance et de formation se veut un espace autonome et ouvert à la réflexion sur la question migratoire dans toutes ses dimensions.

Institution associée dans l'élaboration de la note de synthèse et du rapport :
Institut National d'Etudes Démographiques (INED), France
Jean-Louis RALLU
Kamel KATEB

Autres institutions associées dans le cadre du FSP :
Fondation Hassan II pour les Marocains Résidant à l'Etranger

L'équipe

Mohamed KHACHANI, Economiste, Association Marocaine d'Etudes et de Recherches sur les Migrations : khachani@menara.ma ; mohamedkhachani@gmail.com

Mohamed MGHARI, Ingénieur statisticien- démographe, Association Marocaine d'Etudes et de Recherches sur les Migrations

Ahmed ZEKRI : Docteur en économie et membre de l'AMERM

Doctorants :

Ounejma FATH ZHOUR

Rédouane EJBARI

Hajar EL MOUKHI

Abdelkrim RAFAKI

Hafsa ZERIOUH

Résumé :

L'étude présente une double approche de l'impact de la migration sur le développement et sur la recomposition territoriale au niveau régional et local. Dans la perspective d'établir un bilan migratoire, l'étude s'est intéressée également aux migrants de départ. Ainsi, l'étude présente les conclusions de deux enquêtes relatives à la migration de retour et à l'émigration récente réalisées en 2008 dans la région de Tanger- Tétouan au Nord du Maroc.

Mots-clés : migration de retour, migration de départ, retour contraint, retour volontaire, développement local, recomposition spatiale, transferts de fonds, investissements

Abstract:

The study assesses the impact of migration on development and on territorial redistribution at the regional and local levels. In order to perform this assessment, the study examined leaving migrants also. It synthesized the findings of two surveys on return migration and recent emigration, both carried in 2008 in the area of Tangier-Tetouan, in Northern Morocco.

Key words: International migrations, voluntary return, forced return, local development, spatial recomposition, remittances, investments.

1. Problématique et contexte de l'étude

La théorie courante considère que la migration a au moins trois effets bénéfiques sur les économies des pays d'origine: d'une part, elle est un facteur de régulation du marché du travail, d'autre part elle contribue à l'équilibre de la balance des paiements et au financement du développement, et enfin elle contribue à la formation des hommes/femmes, qui dans le cas de retour au pays d'origine, pourraient faire bénéficier du savoir faire acquis dans les pays d'accueil et participer à l'effort du développement.

Les deux principaux profils des migrants de retour **sont les primo- migrants, c'est à dire la première génération arrivée à l'âge de la retraite et les immigrés récents ; ces derniers sont parfois acculés à un retour forcé**, soit pour des raisons qui leur sont propres soit parce que dictées par les lois du pays d'accueil (situation irrégulière, résultant notamment de l'expiration de l'autorisation de séjour ou du contrat de travail).

Au vu des enjeux qu'il implique, le retour demeure une question importante qui suscite de nombreuses interrogations sur les conditions de réinstallation et sur les effets qu'il provoque sur l'environnement ; celui-ci entendu dans son sens micro et macro économique ainsi que dans sa dimension spatiale.

Au Maroc, malgré l'amélioration qualitative certaine de la connaissance sur la question migratoire en général, force est de constater que pour l'instant, peu de travaux de recherche se sont penchés spécifiquement sur la migration de retour.

Il était donc opportun d'investir ce champ de réflexion, en raison du caractère partiel et fragmentaire des informations recueillies jusque là par ces études.

Les émigrants constituent une perte, tant pour le ménage, -en terme de main d'œuvre et de revenus- que pour la collectivité, -en terme de qualification. Cette perte peut être compensée de deux manières : par les envois d'argent à la famille et par les retours. Dans ce dernier cas, l'apport se traduit sur le plan économique, par des investissements, des créations d'entreprises, des créations d'emplois directs et indirects (par exemple les maisons que les migrants se font construire) mais il se manifeste également à travers des aspects plus sociaux, tels le soutien à la famille, aux associations et à la collectivité ». L'impact économique du retour varie en fonction des conditions dans lesquelles il s'effectue : s'il survient après un succès économique ou un échec d'insertion (dans le pays d'accueil) ; si l'investissement a été préparé ou opportuniste, où encore si le retour a été forcé ou volontaire.

2. Méthodologie

L'étude présente une double approche de l'impact de la migration sur le développement et sur la recomposition territoriale au niveau régional et local. Dans la perspective d'établir un bilan migratoire, l'étude s'est intéressée également aux migrants de départ. Ainsi, l'étude présente les conclusions de deux enquêtes relatives à la migration de retour et à l'émigration récente réalisées en 2008 dans la région de Tanger - Tétouan.

Le choix de cette région pour la réalisation de l'étude trouve sa justification dans le fait qu'elle se distingue par une forte propension de sa population à émigrer et par sa proximité avec l'Europe, c'est une zone de grande attraction pour les migrants, mais qui demeure peu explorée par la recherche.

Les deux enquêtes ont permis d'appréhender le bilan migratoire entre les départs et les retours dans la région, à partir des flux de personnes, d'argent et de biens, dans les deux sens.

En termes humains, la diminution des flux est perceptible. Les apports économiques ont été évalués par les envois d'argent et les investissements des migrants. Le niveau de vie aux diverses étapes de la migration ainsi que le degré de satisfaction par rapport à la situation antérieure dans le pays de résidence et éventuellement l'intention d'émigrer de nouveau, ont également été pris en considération.

Il est évident qu'on ne peut faire un bilan comptable précis, mais on peut considérer la répartition géographique des pertes et des gains et estimer leur importance relative au niveau local.

En premier lieu, l'enquête a pris en compte un certain nombre d'indicateurs : le lieu de naissance et de résidence, la structure par âge et par sexe, l'état civil, la composition familiale dans le pays de séjour, la durée de séjour, les pays d'accueil, les raisons d'émigration et de retour. En second lieu, l'examen a porté sur la situation professionnelle et le niveau d'instruction des migrants de retour ainsi que sur l'évolution de leur profil socio professionnel. Quand nous l'avons jugé opportun, des comparaisons avec deux autres enquêtes portant sur d'autres régions (Sous-Massa Draa, le Grand Casablanca, Rabat et Chaouia Ouardigha) ont permis de faire ressortir les spécificités de la région de Tanger-Tétouan.

3. Résultats

3.1. Caractéristiques démographiques et socio-économiques des migrants de retour.

Il est important de signaler que le statut professionnel des migrants de retour, depuis leur départ jusqu'à leur retour à la région de Tanger-Tétouan a connu une évolution significative. Signe de cette évolution, d'une part, la diminution du nombre des salariés à durée déterminée et de celui des chômeurs, d'autre part, l'augmentation substantielle de celui des employeurs /chefs d'entreprises.

L'enquête auprès des migrants de retour a montré que 15,9% de ceux qui travaillaient à durée déterminée avant leur départ, n'étaient plus que 4,7% à leur retour au moment de l'enquête.

Le taux de chômage parmi les migrants de retour, qui était de 19,4% avant leur départ a baissé à 1,4% au moment de l'enquête.

La proportion des employeurs/chefs d'entreprises, qui ne dépassait pas 0,8% avant le départ, **a atteint 27,1% au moment l'enquête.**

Cette évolution laisse apparaître un bilan positif du projet migratoire, ce que confirme une perception sociale positive de la migration que l'enquête a mise en relief à deux niveaux : la perception économique du départ de l'émigrant et la perception par le migrant de retour de son niveau de vie actuel.

Concernant le migrant au départ, près de 62% des ménages considèrent que son départ représente un gain et seuls 25% y voient une perte.

Quant aux migrants de retour, ils admettent majoritairement qu'ils vivent mieux (71,5%) depuis leur retour au pays. Seule une proportion d'environ 8% estime vivre

moins bien que dans le pays de séjour. Ceux dont le retour a été forcé sont plus nombreux à déclarer que leur niveau de vie a diminué. Ce sentiment est probablement dû à une non réalisation des objectifs du projet migratoire.

En dépit de cette appréciation positive, presque tous les migrants de retour estiment avoir rencontré des difficultés lors de leur réinstallation : les «tracasseries administratives» (48,3% des cas), les difficultés liées à la défaillance du système de santé (45,8%); les difficultés de réadaptation au nouvel environnement (32,6%); les difficultés d'accès au logement (16%); le bas niveau des salaires (11,3%) et enfin, l'absence d'opportunités d'emploi évoquée par 9,9% des migrants de retour.

Selon la nature du retour, des différences significatives ont été relevées par l'enquête. Les migrants forcés au retour semblent avoir eu plutôt des difficultés liées à l'absence d'opportunités de travail et à l'insuffisance du salaire. **En comparaison, les volontaires au retour pointent comme première difficulté les tracasseries administratives et les difficultés relatives à la défaillance du système de santé.**

Afin d'affiner ce diagnostic, on a procédé à une analyse factorielle à composante multiple des différents profils des migrants de retour. L'objectif de cette démarche a consisté à distinguer les différentes catégories de migrants de retour en fonction de leurs modalités et capacités de participation au développement de leur pays d'origine et de voir dans quelle mesure la migration a-t-elle été susceptible de modifier profondément le profil initial du migrant. Nous avons retenu le découpage en 5 catégories, démarche qui répartit au mieux les effectifs.

La catégorie 1 (16,7%) regroupe les migrants âgés de 55 ans et plus, retraités, mariés, faiblement scolarisés ou sans instruction. Ils ont émigré dans les périodes 1960 à 1979 principalement vers la France et avaient un CDD au départ. Ils sont originaires des zones rurales, certains sont propriétaires fonciers et possèdent en moyenne une quinzaine d'hectares. Ils ont investi dans la construction de leur logement. Ils ont participé au financement de mosquées, de routes et d'adduction d'eau potable. Ils considèrent que leur situation s'est améliorée. Ils n'ont pas d'employés. Ils effectuent des retours intermittents vers le pays d'émigration.

La catégorie 2 (19,2%) rassemble les migrants âgés de 35 à 44 ans originaires du milieu urbain, sans propriétés foncières. Une proportion non négligeable d'entre eux (43% des effectifs) ayant un niveau d'instruction supérieure, ils ont émigré pendant la période allant de 1980 à 1999, principalement vers l'Espagne et ont effectué des transferts financiers (1000€ en moyenne par an). Indépendants réguliers, ils ont effectué des investissements au Maroc à partir d'un autofinancement et emploient de 1 à 5 personnes. Ils avaient en moyenne sept personnes à charge avant leur émigration.

La catégorie 3 (7,4%) est constituée par les migrants âgés de 45 à 54 ans, originaires du monde rural, mariés. Certains sont propriétaires fonciers et possèdent en moyenne 16 hectares. Faiblement scolarisés ou sans instruction, ils ont émigré entre 1980 et 1989. Ils ont effectué des transferts d'argent pendant leur séjour (200 à 500€ par an). Ils ont investi dans les cafés, les boulangeries et les pâtisseries ou l'hôtellerie. Entrepreneurs, ils emploient de 6 à 10 personnes, ont participé au financement de routes ainsi qu'à l'installation d'adductions d'eau potable. Ils ont effectué un retour volontaire et considèrent que leur vie actuelle est meilleure.

La catégorie 4 (39,2%) se compose de migrants âgés de 45 ans et plus, retraités. Célibataires au départ, ils sont mariés actuellement, et ont un niveau d'éducation primaire ou plus. Ils ont émigré entre 1970 et 1979, principalement vers la Belgique et pensaient à une émigration définitive au départ. Ils ont effectué des transferts financiers de 500 à 1000€ par an. Ils sont originaires des zones urbaines. Ils ont investi dans deux ou trois projets par autofinancement ou crédits bancaires. Ils ont aussi investi dans le commerce et la restauration. Certains emploient de 11 à 50 personnes. Comme ils ont connu une amélioration de leur situation pendant leur séjour, ils considèrent que leur niveau de vie actuel est meilleur et estiment que leur retour est définitif.

Enfin dans la catégorie 5 (17,7%), on trouve les migrants âgés de 25 à 44 ans, célibataires. Certains étaient étudiants ou avaient un niveau d'instruction secondaire. Ils ont émigré dans les années 1990 ou après 2000, principalement vers L'Espagne. Certains avaient un CDD ou un CDI avant la migration. Leur retour a été forcé et ils considèrent que leur situation est restée inchangée ou s'est dégradée pendant le séjour et au retour. Ils n'ont effectué aucun transfert financier. Logés gratuitement avant le départ et au retour, ils n'ont aucun projet au Maroc.

Au niveau géographique, on a pu identifier trois sous régions qui présentent des caractéristiques bien distinctes : les régions de Tanger-Assilah, Tétouan-Chefchaouen et Larache-Ksar El Kebir. La région de Tanger-Assilah étant la première à avoir connu une forte émigration, la migration y est donc plus ancienne qu'à Tétouan-Chefchaouen et plus encore qu'à Larache-Ksar El Kébir et les durées de séjour y sont plus longues.

En conséquence directe de cette chronologie, la migration de Tétouan et Larache est plus fréquemment dirigée vers l'Espagne et celle de Tanger vers la Belgique et les autres pays' : notamment l'Allemagne, le Royaume Uni et le Moyen Orient, mais aussi l'Italie.

La migration de Tétouan apparaît plus comme une migration de proximité avec 60% des départs vers l'Espagne. Cette forte proportion s'explique aussi par des opportunités d'émigration plus faciles (l'enclave sous occupation espagnole de Ceuta, fréquence des régularisations ...), Toutes ces migrations ont été favorisées par l'existence de réseaux.

3.2. Les apports économiques des migrants de retour

D'une manière générale, le projet migratoire est un projet économique fondé sur la collecte d'une épargne maximale. Pour le migrant, celle-ci n'est pas le reliquat entre son revenu et sa consommation mais au contraire, l'élément qu'il cherche à maximiser. Le comportement d'épargne est un comportement actif et non résiduel.

(i) Le fait que près de la moitié des migrants envoyait plus de 1000 Euros par an est un signe révélateur de l'importance des transferts. Cette somme est légèrement plus importante chez les migrants dont le retour est volontaire (49,1%) que chez ceux qui ont été contraints au retour forcé (45,6%).

Plus de 85% des migrants de retour envoyaient plus de 500 Euros par an, 37% des migrants envoyaient entre 500 et 1000 Euros.

Ces transferts sont affectés à différentes utilisations dont :

- La principale demeure la satisfaction des besoins de la famille restée au pays (85,3%), à laquelle il faut ajouter la scolarisation des enfants (14,2%), -ce qui dénote l'importance des transferts destinés à la consommation.
- L'investissement est cité dans 69,2% des cas dont 38,6% pour l'acquisition ou la construction d'un logement, 14,8% est attribué à la mise en œuvre d'un projet économique, 12,6% à l'achat de terrain et 3,2% à l'acquisition d'équipement agricole.

(ii) Concernant la réalisation de projets d'investissement au Maroc, l'enquête révèle que 82% des migrants de retour ont réalisé un ou plusieurs investissements dans leur pays d'origine.

A cet égard, il faut rappeler qu'en général, les investissements classiques réalisés par les migrants dans la région, portent d'abord sur le logement (86,5%) et ensuite sur des activités de service de type café/restaurant, ce qui explique l'importance de la catégorie : «réalisation de deux projets » (généralement un logement et un café ou un restaurant): 45,5%. Ce taux est de 46,6% chez les migrants dont le retour est volontaire et de près de 40% chez les migrants dont le retour est forcé. L'importance des investissements réalisés par cette dernière catégorie s'explique par leur forte propension à épargner.

(iii) La localisation du projet s'explique principalement par la commodité et accessoirement par des raisons économiques. Les principaux enseignements qui dérivent des résultats de l'enquête établissent qu'une part relativement importante a été investie dans le lieu de résidence avant d'émigrer : 36,2%, aussi bien pour ceux ayant opté pour un retour volontaire (35,7%) que pour ceux ayant été forcés au retour (40,5%). Ce constat peut s'expliquer par ce désir d'afficher sa réussite sociale auprès de sa famille et ses connaissances.

Par ailleurs et dans une moindre mesure, une partie relativement importante de l'investissement a été réalisé dans un lieu différent du lieu de naissance ou de résidence avant d'émigrer : (24,6%). Dans ce dernier cas, le choix porte généralement sur une ville plus importante que la ville ou le village d'origine (le chef lieu de la province, Tanger ou Tétouan, par exemple), ce qui représente pour le migrant « une promotion à la fois géographique et sociale ».

Le lieu de naissance vient en troisième position et intéresse surtout les migrants dont le retour a été contraint. Le choix de ce lieu s'explique par le fait que le migrant espère pouvoir compter sur la solidarité familiale.

(iv) Les deux principales sources de financement des investissements réalisés par les migrants de retour demeurent l'autofinancement (98,8%) et les crédits bancaires (42,8%).

(v) Concernant le nombre d'emplois créés, mis à part l'immobilier, les sommes investies sont destinées à des microprojets qui, **dans près de 60% des cas, emploient moins de cinq personnes et dans près de 86% génèrent moins de 10 emplois.** Seuls 1,4% des projets emploient plus de 50 personnes et sont donc des entreprises moyennes.

(vi) Plus de la moitié des migrants de retour ont contribué à la réalisation d'une œuvre collective. Mais parmi ces migrants, ceux dont le retour est volontaire sont plus enclins à

l'investissement collectif que les autres qui y ont été forcés, soit près de 60% et près de 37% respectivement. La participation à la construction de mosquées demeure et de loin le principal investissement collectif.

4. Conclusions et recommandations en termes de recherche et de politiques publiques :

4.1. Eléments pour un bilan migratoire entre départs et retours des migrants

Ce bilan s'établit sur la base de l'étude des transferts d'argent, de l'envoi de biens et des projets d'investissement

(i) Les transferts des migrants au départ récent et ceux des migrants de retour : A durée de migration égale, les montants des transferts sont sensiblement identiques pour ceux qui partent que pour ceux qui rentrent. Toutefois, il semble que les partants transfèrent en moyenne des sommes plus importantes que ceux qui rentrent après de courtes durées de migration. Cependant, il peut y avoir un décalage entre les périodes de migration de ceux qui partent et de ceux qui rentrent, ces derniers étant à l'étranger depuis plus longtemps (les enquêtés ont indiqué les montants actuels car, en raison de l'inflation, ils ne pouvaient pas actualiser les sommes envoyées) et sans doute aussi dans des pays différents (l'analyse multivariée montre, en effet, que le montant des transferts varie avec le pays de séjour).

(ii) Les projets d'investissement des migrants partis récemment et ceux des migrants de retour : L'âge, qui est lié dans une certaine mesure à la durée de la migration, joue un rôle dans la réalisation des projets. Pour le groupe d'âge des 25 - 44 ans, dont les effectifs sont les plus importants tant pour les départs que pour les retours, il apparaît qu'il y a peu de différence sur les investissements. Cependant, les jeunes qui partent (18-24 ans) ont tendance à réaliser plus de projets que leurs équivalents de retour.

Compte tenu de la définition reconstituée des milieux urbains et ruraux (tenant compte des transformations de la cartographie administrative du pays), les pourcentages comptabilisant les projets réalisés en milieu rural sont similaires pour ceux qui partent et ceux qui rentrent (autour de 14%). Cependant, près de la moitié des projets ruraux des partants consistent en investissements dans l'immobilier seul (49%), mais c'est plus rarement le cas des migrants de retour (seulement 10%). La localisation, en milieu urbain de personnes ayant investi dans des projets agricoles peut correspondre à des migrants urbains ayant réalisé un projet immobilier en ville et investi par ailleurs dans l'agriculture ou la pêche.

Plus de la moitié (52%) des projets des migrants qui partent concernent l'immobilier seul, ce qui traduit sans doute le fait que construire une maison pour son retour ou sa famille restée au pays est le premier investissement des migrants.

Les migrants de retour ont, en revanche, plus investi dans des projets économiques (70%)-projets couplés ou non avec de l'immobilier. De plus, un certain nombre de projets immobiliers sont un investissement locatif.

La valeur moyenne des projets 'ruraux' est peu différente de celle des projets en milieu urbain dans le cas des migrations de courte durée (moins de 5 ans); elle est nettement supérieure à celle observée chez les urbains lorsque les années de migration passées à l'étranger s'élevaient de 5 à 14 ans, mais elle devient nettement inférieure aux projets urbains, pour les projets réalisés par des migrants dont le séjour a dépassé 15 ans.

(iii) Les principales conclusions concernant les aspects régionaux se résument ainsi : La migration originaire de Tétouan se caractérise par des transferts moins fréquents (56% contre 82% dans les autres régions), mais les transferts de biens y sont, dans l'ensemble, identiques à ceux de Tanger. A Larache, les transferts de biens sont faibles (47% contre 80% dans les autres régions). La région de Tanger-Assilah se distingue très nettement pour les projets de valeur élevée (supérieure à 500 000 DH) : 86% contre 29% à Tétouan et 18% à Larache. Les migrants de retour à Tanger sont aussi ceux qui ont réalisé le plus souvent un projet dans le pays hôte : 25% contre 18% à Larache et 9% à Tétouan.

4.2. Analyse multivariée des transferts, envois de biens et projets d'investissement

Des régressions logistiques ont été effectuées pour les transferts, les envois de biens et la réalisation de projets chez les migrants de retour et les émigrants récents. Le but était de présenter les déterminants de ces comportements et les caractéristiques des migrants de retour qui contribuent le plus au développement.

(i) Relation logistique : transferts

Les transferts étant très communs -quelque soit leur montant-, la durée de la migration émerge d'abord comme le facteur le plus important ; les migrants ayant 0-4 années de séjour ont une probabilité de faire des transferts, 65% inférieure à celle des migrants ayant un séjour de 30 ans ou plus (référence). Les autres durées ne sont pas significativement différentes du groupe de référence.

La seconde variable influençant la décision d'effectuer des transferts est la situation de famille dans le pays d'accueil. Ceux qui sont en famille ont une probabilité de faire des transferts 30% inférieure à ceux qui sont seuls, et ceux qui résident avec des amis, une probabilité 50% supérieure.

(ii) Régression logistique : la réalisation de projets d'investissement

Les déterminants significatifs de la réalisation de projets sont plus nombreux que pour les transferts et font intervenir des facteurs relatifs au capital humain des migrants. Ceci n'est pas surprenant, car la réalisation de projets, notamment de projets importants est plus sélective que l'envoi d'argent.

L'âge a une influence positive, toutes choses étant égales par ailleurs, sur le fait de réaliser un projet ; les migrants âgés ont plus de chance de réaliser un projet. L'effet de la durée de séjour est le même que pour les transferts, mais il est amplifié pour les projets qui demandent plus de fonds. Ainsi, les migrants dont la durée de séjour est de 0 à 4 ans et 5 à 9 ans, ont respectivement 93% et 96% moins de chance de réaliser un projet que ceux ayant migré plus de 30 années (référence).

Les migrants de retour n'ayant pas fait d'études ont moins de chance de réaliser un projet que ceux ayant fait des études supérieures (référence).

L'étude de la réalisation de projets importants (supérieurs à 500 000 Dh) ou employant plus de 5 personnes), fait apparaître, toutes choses égales par ailleurs, un rôle accru de la formation reçue dans le pays hôte, multipliant par 2,5 les chances de réaliser un tel projet, et que les migrants ayant réalisé un projet dans le pays d'accueil ont 3,5 fois plus de chance de réaliser un tel projet. Cependant, il apparaît une compétition entre transferts financiers et réalisation de grands projets. Ceux qui envoient des sommes supérieures à 1000 euros annuellement ont 45% moins de chances de réaliser un grand projet; cependant, leurs envois de biens sont trois fois plus fréquents (une partie des biens envoyés est sans doute en relation au projet). Ceci montre que des migrants deviennent des investisseurs bi ou multinationaux à une échelle importante. L'étude de la réalisation de projets employant plus de 5 personnes fait aussi apparaître des rôles accrus de ces variables.

(iii) Régression logistique : Etre employeur ou chef d'entreprise

La durée moyenne de migration (15-19 années) a un fort effet positif sur le fait d'être entrepreneur au retour, de même que le fait d'avoir migré dans un pays autre que l'Espagne, les Pays-Bas, la Belgique ou la France (principalement : l'Allemagne, le Royaume Uni et le Moyen Orient).

Envoyer des biens est très fortement associé au fait d'être patron (quatre fois plus élevée par rapport à ceux qui n'en envoient pas (référence). De plus, on a constaté comme effet, -significatif au seuil de 10%- que le fait d'avoir suivi une formation professionnelle accroît de 55%, la probabilité des migrants de devenir employeur par rapport à ceux qui n'en ont pas suivi.

(iv) Régression logistique : la réalisation de projet d'investissement par les migrants récents

Les émigrés récents ont fréquemment réalisé des projets malgré le caractère récent de leur séjour à l'étranger. Il apparaît, de manière très inattendue que la durée de séjour a un effet inverse à celui observé pour les retours : les partants les plus récents ont une probabilité beaucoup plus élevée de réaliser des projets. Cela peut s'expliquer par la propension à épargner et à investir qui demeure très forte chez cette catégorie de migrants, compte tenu de la fragilité de leur statut juridique, car assez souvent ils sont en situation irrégulière.

Les déterminants de la réalisation d'un **projet important** chez les émigrés récents apparaissent peu nombreux. La durée de migration retrouve le même rôle que chez les migrants de retour, ce qui est compréhensible, car épargner des fonds importants demande du temps. Etre migrant en Espagne réduit la probabilité de réaliser un projet important, parce que ce pays est une destination relativement récente des migrants de la région.

Le fait de procéder à des transferts de fonds importants augmente les chances de réaliser un grand projet, contrairement à ce qu'on a constaté chez les migrants de retour. Mais, ces envois peuvent être aussi affectés à la réalisation d'un petit projet telle la construction d'une maison par exemple. Réaliser un grand projet après une courte

durée de migration est sans doute encore lié à des circonstances aléatoires et des types de projets particuliers et il ne se dégage pas une grande cohérence dans les déterminants de la réalisation de tels projets chez les émigrants récents.

4.3. Recommandations

Au vu de ce qui précède, il apparaît que les migrants représentent un potentiel en termes de savoir faire et de finance. Impliquer ces migrants dans le développement de leur pays d'origine est l'un des objectifs de la politique migratoire actuelle au Maroc. Dans le contexte de crise, des mesures récentes ont été prises par le gouvernement ; ils mettent l'accent sur les trois points suivants :

- La réduction des frais de transfert et des commissions de change ;
- La Subvention de l'Etat pour inciter les migrants marocains à investir : l'Etat accorderait une subvention de 10% et les banques pourraient financer jusqu'à 65% des projets des migrants dans leur pays d'origine en contrepartie d'un apport de fonds propres en devises d'au moins 25%¹ ;
- Des mesures encourageant l'acquisition de logements au Maroc : Il s'agit d'une extension du Fonds de garantie en faveur des populations résidentes à revenus modestes et/ou irréguliers (Damane Assakane), avec des facilités de paiement, aux migrants marocains. L'Etat garantit désormais à hauteur de 50% les prêts immobiliers jusqu'à 800 000 dirhams et pouvant atteindre 25 ans.

¹ Ces projets doivent être d'un montant minimal d'un million de dirhams. A cet égard, une convention a été signée le 15 juillet 2009 entre l'Etat et la Caisse Centrale de Garantie (CCG) et entre cette institution et les banques en vue de mettre en place un fonds de la promotion des investissements des Marocains Résidents à l'Etranger (MRE).

Dynamique du système migratoire transnational dans les zones frontalières marocaines

Le cas des migrations dans le Nord Marocain

Pays de référence:

Maroc

Localisation de l'étude :

Nord-ouest : Tanger - Tétouan - Sebta

Nord-est : Oujda - Nador - Melilla

Responsable du projet :

Zoubir CHATTOU

Socio anthropologue à l'Ecole Nationale d'Agriculture (ENA) de Meknès et chercheur associé à Migrinter et au Centre Jacques Berque, Maroc

Ecole Nationale d'Agriculture de Meknès
P. S/40, Meknès
Maroc
www.enameknes.ma

Laboratoire Migrinter
<http://www.mshs.univ-poitiers.fr/migrinter>

Migrinter est une équipe de recherche spécialisée dans l'étude des migrations internationales et des relations interethniques. Migrinter est hébergée par la Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Poitiers.

Centre Jacques Berque
<http://www.ambafrance-ma.org/cjb/>

Fondé en 1991, le Centre Jacques Berque pour le Développement des Sciences Humaines et Sociales au Maroc, est constitué en Unité Scientifique de Recherche (USR3136). En tant que tel, il est placé sous la double tutelle du CNRS du Ministère des Affaires Etrangères (MAE) et de la DGCID (Sous-Direction de l'Archéologie et des Sciences Sociales).

L'équipe

Zoubir CHATTOU, Socio anthropologue à l'ENA de Meknès, chercheur associé à Migrinter et au Centre Jacques Berque (CJB), Maroc : zchattou@gmail.com

Michel PERALDI, Anthropologue, volet des migrants subsahariens, Centre Jacques Berque, Maroc

Nourreddine HARAMI, Anthropologue, Volet dynamique urbaine, Université de Moulay Ismail, Meknès, Maroc

Chahoua SAID, Démographe, dimension statistique RGP 1994 - 2004, Direction nationale de la statistique, Rabat, Maroc

Mustapha MRIZEK, Sociologue, les représentations des migrants subsahariens dans la presse, Université de Moulay Ismail, Meknès, Maroc

Association des étudiants chercheurs

Nazarena LANZA, master MIM, les représentations des migrants subsahariens dans la presse, Université de Venise, Italie

Moussa ALTINE, Ingénieur, ENA, Enquête des migrants subsahariens

Freddy LUKENNI LEVO, Ingénieur, ENA, Enquête des migrants subsahariens

Jean Louis EDOGUÉ, Centre Jacques Berque (CJB), Enquête des migrants subsahariens

Manal LABRIKI, Ingénieur, ENA, Enquête Tanger

Meryem HOUARI, Ingénieur, ENA, Enquête Tanger

Résumé :

Ce projet tend à comprendre les dynamiques des espaces frontaliers à l'épreuve du fait migratoire. Nous avons réalisé un travail d'analyse sociodémographique pour expliciter les tendances qui structurent le peuplement de ces espaces du nord-est et nord-ouest et analyser les types de migrations et leur implication dans les recompositions territoriales. Nous nous sommes centrés sur l'espace frontalier de Tanger du fait de l'ampleur des transformations générées, notamment suite aux grands investissements publics et privés dans l'infrastructure et l'aménagement de l'espace du nord. Ceci a non seulement constitué une force d'attraction pour une migration interne à la recherche d'opportunités de travail et pour une migration internationale, composée essentiellement d'investisseurs qui cherchent à se positionner dans cet espace transnational ouvert entre l'Asie, l'Afrique, l'Europe et l'Atlantique. Le grand port « Tanger Med » a certainement contribué à cet élargissement.

Nous avons aussi étudié les migrations des subsahariens qui tentent de transiter par ces espaces pour rejoindre l'Europe mais qui se trouvent par la force des contrôles aux frontières, contraints à voir leur séjour se prolonger pendant plusieurs années. Là aussi un nouveau processus commence à se dessiner faisant du Maroc un pays d'immigration en construction.

Mots-clés : Migration, dynamique territoriale, espace frontalier, recomposition territoriale, entrepreneurs transnationaux, migrants subsahariens

Abstract:

This project aims at better understanding the dynamics of border areas when exposed to migration. We have carried out a sociodemographic analysis to shed light on the trends structuring the settlement of the north-east and north-west areas, and to analyze the different types of migration and their implication in territorial recomposition. We have focused on the border area of Tangiers because of the scope of the transformations that have occurred there, in particular following the large public and private investments for the infrastructure and development of the north area.

This has created a force of attraction for internal migration looking for employment opportunities and for international migration, mainly investors trying to position themselves in that transnational space between Asia, Africa, Europe and the Atlantic. The large « Tanger-Med » port has certainly contributed to that evolution.

We have also examined sub-Saharan migration, where migrants try to transit through these areas to reach Europe but may have to extend their stay for several years because of border controls. Here too, a new process is starting to emerge, turning Morocco into an immigration country in construction.

Keywords: Migration, territorial dynamics, border area, territorial recomposition, transnational entrepreneurs, sub-Saharan migrants

1. Problématique et contexte de l'étude

Introduction

Le projet de recherche « Dynamique du système migratoire transnational dans les zones frontalières marocaines, le cas des migrations dans le Nord-ouest (Tanger, Tétouan et Sebta) et dans le Nord-est (Oujda, Nador et Melilla) » s'inscrit dans le cadre du fonds de solidarité prioritaire (*FSP*), géré par l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD). Les deux espaces frontaliers concernés, bien qu'ils connaissent des développements inégaux, jouent un rôle important dans la structuration de la circulation migratoire et l'installation des migrations, qui génèrent de nouvelles configurations économiques, urbaines et sociales.

Dans cette étude, trois axes de recherche complémentaires ont été abordés à partir des recompositions des espaces frontaliers à l'épreuve des migrations et mobilités transnationales :

- L'étude des dynamiques de peuplement des espaces frontaliers, analyse les changements démographiques qui structurent l'évolution de la population dans les deux espaces frontaliers concernés à partir de données des recensements de la population de 1994 et de 2004.
- L'étude des recompositions territoriales et des changements socioéconomiques et urbains interroge la dynamique de peuplement des dernières années, notamment en termes de croissance démographique, à partir des récents grands projets économiques et d'infrastructures réalisés ou en cours de réalisation. Le cas tangérois nous semble pertinent au regard des mutations rapides et structurelles qu'il connaît.
- L'étude des migrations transnationales dans les espaces frontaliers, à travers le cas de la zone de Tanger (marocains résidents à l'étranger - MRE-, entrepreneurs transnationaux et migrants subsahariens) cible particulièrement des profils d'investisseurs et d'entreprises attirés par les nouvelles opportunités économiques dans l'espace tangérois. Ils incarnent ce que l'on peut définir comme des investissements productifs transnationaux.

Enfin, nous étudions la problématique des migrants subsahariens, leur visibilité et leurs conditions d'existence au cœur de ces dynamiques socioéconomiques et urbaines de plus en plus mondialisées. La construction médiatique de ces migrations est analysée à partir d'un corpus de journaux marocains.

1.1. Objectifs

L'objectif de cette étude est d'aboutir à une meilleure compréhension des recompositions dans les zones frontalières du Nord-ouest (Tétouan - Tanger - Sebta) et nord-est (Oujda - Nador - Melilla) à l'épreuve des migrations internes et externes. Il s'agit à la fois d'étudier les logiques implicites et explicites qui structurent ces espaces frontaliers et leurs formes d'insertion dans les mobilités transnationales entre l'Afrique et l'Europe.

Ces zones frontalières jouent un rôle particulièrement important dans la circulation migratoire et dans celle des biens économiques et non économiques sous tous les aspects, -formels et informels-, entre le Maroc, l'Afrique et l'Europe. En ce sens, elles représentent des territoires d'interface entre les deux continents.

Il s'agit de mettre en exergue les conséquences des migrations sur les dynamiques complexes et paradoxales de développement socioéconomique et urbain des villes

frontalières. Pour approfondir la compréhension scientifique des mouvements de décomposition et de recomposition de ces espaces, il nous semble important de nous intéresser à l'espace tangérois du fait de sa spécificité et de sa singularité. Il est en effet, devenu un pôle d'attraction extraordinaire pour les populations de l'intérieur du Maroc et de l'extérieur. Il est ainsi un lieu de transit des biens et marchandises divers vers et à partir Maroc.

La ville de Tanger est aussi la principale frontière terrestre par où transitent la plupart des visiteurs qui se rendent au Maroc. Sa croissance est encore plus importante notamment suite aux derniers projets d'infrastructures actuellement en cours de réalisation (port « Tanger méditerranée » avec ses extensions : autoroutes ; lignes ferroviaires ; mise à niveau de la ville ; implantation de la Régie Renault ; projets industriels multiples ...). Cela donne réellement une vocation transnationale à la ville de Tanger.

Nous nous intéressons à la fois aux transformations qui se sont produites à l'échelle de la ville et aux dynamiques migratoires qui en résultent (migrations interne, externe, entrepreneurs transnationaux, migrations des subsahariens...). Nous étudions les changements socioéconomiques et urbains tout en mettant l'accent sur les trajectoires individuelles des migrants marocains -bien insérés dans la mobilité transnationale- ; des nouveaux entrepreneurs transnationaux à la recherche des opportunités économiques qu'offre Tanger et des migrants subsahariens en quête permanente pour franchir les frontières de l'espace Européen. Actuellement, ces derniers se retrouvent, par la force des restrictions et du contrôle des frontières, dans une dynamique de sédentarisation. Cette situation ne préfigure-t-elle pas un Maroc comme pays d'immigration en devenir ?

2. Méthodologie

- L'étude de la dynamique de peuplement des zones d'études

Dans un premier temps, nous avons abordé la problématique des recompositions territoriale à l'épreuve des migrations, à partir de données statistiques (RGP de 1994 et 2004) sur les deux espaces frontaliers du nord (Sebta-Tanger) et du nord-est (Melilla-Nador). Ensuite, nous avons centré notre travail de terrain sur Tanger et sa région afin de mieux approfondir la question, en particulier au regard des récentes transformations socioéconomiques, urbaines et démographiques qui font de cette ville une métropole transnationale par excellence.

- L'étude auprès des entrepreneurs transnationaux

Nous avons réalisé 20 entretiens avec des investisseurs et entrepreneurs transnationaux dans le secteur du tourisme à Tanger, afin d'étudier la problématique de ces nouveaux habitants dans l'espace urbain. Ils contribuent à la production de nouvelles configurations spatiales et socioéconomiques. Les données recueillies auprès de ces entrepreneurs permettent de prendre en compte depuis une approche sociologique et anthropologique, l'impact des mobilités sur le développement d'une ville transnationale comme Tanger.

Le choix du secteur du tourisme nous semble le plus pertinent notamment en raison de l'ampleur du phénomène de gentrification qu'il produit actuellement au cœur de la *médina* de Tanger et de l'attractivité qu'il confère aux espaces urbains. Pour saisir ce phénomène sociologique et urbain, il a fallu réaliser une dizaine d'entretiens avec des

personnes ressources habitant la *médina* (artisans, représentants de l'autorité locale, commerçants, *bazaristes*, vendeurs de journaux, garçons de café ...).

- L'enquête auprès des migrants subsahariens

Nous avons également réalisé une enquête par questionnaire auprès 459 migrants subsahariens en collaboration avec le *Centre Jacques Berque* pour la recherche en sciences sociales à Rabat (CJB). Cette enquête nous a éclairé sur les profils, les motivations, les perceptions et l'évolution des processus de migrations et des situations sociales et institutionnelles des migrants subsahariens au Maroc (clandestins, établis, protégés par le HCR...).

Pour mieux comprendre la problématique de cette minorité **une trentaine d'entretiens** ont été réalisés. Ces récits de vie, d'une extrême richesse, qui méritent d'être publiés à l'avenir, viennent compléter et approfondir ce travail de recherche, où la question des migrations des subsahariens n'est toutefois pas centrale.

3. Résultats

3.1. Migrations et dynamiques urbaines dans les zones frontalières de Sebta-Tanger et Melilla-Nador

L'analyse de l'évolution du peuplement menée précédemment dans deux zones frontalières situées à proximité des deux villes encore sous tutelle espagnole : Sebta et Melilla, a permis de faire apparaître les changements, en matière de peuplement et d'urbanisation, qui s'opèrent dans cette partie du territoire national lesquels, à notre avis, sont plutôt un prélude à une transformation future plus accentuée de l'espace au nord du Maroc. Favorisée par l'implantation de projets structurants des territoires du nord (tel que le port Tanger-Med, autoroute ...), cette zone est devenue une région d'attraction non seulement des candidats à la migration interne mais aussi des migrants qui aspirent à l'émigration internationale. Pour ces derniers, les espaces frontaliers deviennent des espaces relais avant de tenter la traversée vers l'autre rive de la méditerranée.

Pour mettre en évidence les spécificités de peuplement des zones frontalières de Tanger-Tétouan et Nador-Oujda, telles qu'elles sont définies dans le projet, nous avons analysé la répartition de la population et sa croissance aussi bien dans la partie urbaine que dans la partie rurale. L'estimation et l'analyse des composantes de la croissance urbaine nous ont permis de tirer quelques enseignements pertinents, lesquels peuvent constituer des éléments permettant d'esquisser un schéma d'évolution future du peuplement dans ces zones frontalières.

Il ressort de notre étude, qu'en 2004, les deux zones frontalières se répartissent presque à parts égales, près de 10% (2,9 millions) de la population totale du Maroc. La population urbaine y représente près 13% (2,1 millions) de la population urbaine totale du pays, dont plus de la moitié (56%) dans la zone frontalière de Tanger-Tétouan (1,2 million).

En termes de croissance démographique, la population résidente dans les zones frontalières a augmenté entre 1994 et 2004 avec un rythme relativement supérieur (1,6%) à la moyenne nationale (1,4%). Le constat est le même pour les populations urbaines (2,5% contre 2,1 au niveau national). La zone frontalière de Tanger-Tétouan se distingue par un taux de l'ordre de 2,7% contre 2,2% pour la zone de Nador-Oujda. A

ce propos, il est à préciser que la partie rurale de cette dernière semble déjà entamer une décroissance car son taux d'accroissement démographique a été négatif (- 1,1% contre 1,2 pour Tanger-Tétouan).

Les différences de croissance démographique des populations urbaines et rurales d'une part, et celles existantes entre les zones frontalières d'autre part, déterminent en quelque sorte la différence entre leurs niveaux d'urbanisation. Ainsi, on notera que l'ensemble des zones frontalières affiche un taux d'urbanisation de six points supérieur à la moyenne nationale ; soit 71,3% et 55,1% respectivement. La zone de Tanger-Tétouan semble faire mieux puisque son taux d'urbanisation est encore plus important. Il est de l'ordre de 79% contre seulement 63,4% pour la zone frontalière de Nador-Oujda, taux qui demeure, lui aussi, très élevé par rapport à la moyenne nationale. Ces niveaux d'urbanisation élevés dans les zones frontalières du nord trouvent une part de leur explication dans la migration interne dont 20% des flux migratoires nets vers les villes du pays (plus de 1 million de migrants nets) se sont dirigés dans les espaces urbains des zones frontalières de Tanger-Tétouan et d'Oujda-Nador. La zone de Tanger-Tétouan accapare près de trois quarts de ces effectifs.

De nos estimations concernant la contribution de la migration à la croissance urbaine, il ressort que la population urbaine des zones frontalières doit plus de 47% de sa croissance, entre 1994 et 2004, à la migration contre seulement 35% au niveau national. Cette proportion atteint plus de 55% pour la population urbaine de la zone frontalière de Tanger-Tétouan contre 34% seulement pour celle de Nador-Oujda.

Ce phénomène d'urbanisation qui se développe rapidement dans la partie nord du pays, particulièrement autour de l'axe Tanger-Tétouan se reflète dans les variables socio-économiques analysées dans la présente étude. D'une manière générale, les sous-espaces (villes et communes rurales) des zones frontalières semblent afficher des indicateurs de développement relativement meilleurs que ceux affichés par le reste des villes et communes rurales du pays.

L'examen des données statistiques et de la documentation sur un espace comme celui de Tanger montre clairement comment la pression résultant de l'accroissement de l'exode rural et des migrations internes a provoqué un étalement urbain et un déficit en infrastructures, services et équipements, et a eu comme effets la désorganisation de l'espace urbain, l'urbanisation anarchique, la prolifération de l'habitat clandestin, l'insuffisance des équipements sociaux, etc.

Nous constatons aussi un fort déficit en matière d'infrastructures et d'équipements de transport et de communication, affaiblissant les articulations internes, restreignant la mobilité des actifs et des flux économiques de services et de marchandises.

Pour accueillir une telle population et l'intégrer dans une dynamique métropolitaine, Tanger doit gérer son urbanisation et rompre avec l'impression générale de confusion qui vient, à l'étude des disparités existantes dans la zone : inégalités entre communes et quartiers, initiatives privées et publiques désordonnées, constructions incontrôlées, quartiers clandestins surpeuplés, etc. Ces disparités se reflètent autant dans le nombre d'habitants, que dans la superficie utilisée et les équipements collectifs des zones d'habitation.

Les quartiers traditionnels (ancienne et nouvelle *médina*) étant saturés, les populations en excédent par rapport aux capacités de logement sur la zone de Tanger tendent à se réfugier dans *l'habitat illégal* ou l'habitat « *irrégulier sous-équipé* ». Ainsi, malgré les

efforts extrêmement importants déployés, Tanger obtient, ces dernières années, la troisième place au classement des régions en déficit de logements et en termes d'habitations insalubres.

Le développement des activités culturelles fortement demandées par les cadres moyens et supérieurs et les nouveaux habitants transnationaux constitue également un facteur d'attraction et de sédentarisation d'une population à haut niveau de revenus, de même que les équipements sportifs. Il faut également rappeler avec insistance que l'absence flagrante d'équipements de distractions et de sport, tout comme l'insuffisance de centres socioculturels, dans une région de grande densité démographique et d'économie souterraine, pourrait exposer, de façon inquiétante, les jeunes au risque de glisser dans la délinquance, l'extrémisme et les trafics.

Tanger s'est trouvée quelque peu marginalisée dans son histoire récente et a connu, après l'indépendance, une période de stagnation due au retrait de l'administration coloniale et des fortunes étrangères. Les mesures prises pour dynamiser son développement ont été décevantes et les opérations de grande envergure (zone franche commerciale, zone industrielle, zone d'aménagement touristique prioritaire, zone off-shore.....) n'ont guère produit les effets escomptés. En effet, l'indépendance du territoire n'a pas pu stopper l'emprise de la colonisation culturelle de la ville.

L'urgence d'une intervention a été perçue par le souverain Mohamed VI, qui a lancé de grands projets de mise à niveau et de développement des territoires du Nord. Les populations tangéroises le ressentent comme un signe fort de réconciliation historique de l'Etat avec ses régions du nord. Cette mise à niveau dans le cas de la ville de Tanger a drainé de nouveaux investissements publics et privés, de l'intérieur du Maroc comme de l'extérieur. Plusieurs entreprises se positionnent dans cet espace transnational, appelé à jouer un rôle plus dynamique dans le capitalisme marchand reliant l'Asie, l'Afrique, l'Europe et l'Amérique. Le port Tanger Méditerranée, de plus en plus mondialisé, est un fort catalyseur de ces articulations.

Bien que les administrations régionales et provinciales aient développé des pratiques innovantes et créatives permettant de faciliter la vie de l'entreprise et de l'investisseur, la métropole de Tanger a continué de souffrir d'un accroissement démographique peu équilibré, observable à travers les vastes différences dans la répartition de la densité de populations à l'échelle régionale. Celle-ci est évaluée à 42 hab./km² au niveau national, elle est cinq fois plus importante dans la zone considérée (201 hab./km²), un résultat qui doit beaucoup à l'attractivité du pôle économique de Tanger.

Cette surreprésentation des agglomérations urbaines est également un bon indicateur des flux migratoires interrégionaux, ce qui pose à la fois le problème de l'exode rural et de l'accroissement de la pression anthropique sur le milieu urbain. En effet, c'est à Tanger que se concentre aujourd'hui la majeure partie des activités économiques légales et illégales (cannabis, commerce informel, relance du secteur du bâtiment ...). De ce fait, elle devient très attirante pour une grande partie de la population rurale qui cherche des opportunités économiques.

De grands efforts d'urbanisation auraient été nécessaires pour amortir l'impact de ce choc prévisible, provoqué par une migration interne très active (provenant du monde rural environnant et des autres régions du Maroc). La création d'équipements et d'infrastructures d'accueil et de logement aurait pu favoriser l'intégration urbaine de ces nouveaux habitants. En l'absence d'une telle politique volontariste, la croissance urbaine rapide et incontrôlée dans la zone a, au contraire, provoqué la prolifération de l'habitat

insalubre dans des quartiers défavorisés ou clandestins, la dégradation de l'organisation et de la qualité de vie urbaine et la croissance de l'économie informelle.

Ces dysfonctionnements qui entravent la dynamique socio-économique et érodent ainsi la capacité d'attraction de la région, méritent donc des interventions correctrices concertées avec précision et vigilance entre les secteurs ministériels concernés (l'habitat, l'équipement, les travaux publics, les transports, la province, la ville ...).

3.2. Un nouveau profil de la migration : les entrepreneurs transnationaux

Au cœur de cette dynamique globale et paradoxale, nous constatons que Tanger accueille de nouvelles populations avec des profils plus exigeants et avec des visions qui sont construites entre là-bas (pays d'origine) et ici (Maroc ou Tanger). Nous sommes devant de nouveaux profils d'entrepreneurs transnationaux, loin de la figure du migrant classique particulièrement préoccupé par la construction de sa maison et les envois d'argent mensuels. Ces nouveaux résidents exercent des pressions sur les pouvoirs publics en affichant clairement leurs intérêts individuels et collectifs. Ils commencent à prendre conscience de leur importance politique et économique notamment à l'échelle des relations qu'ils entretiennent entre les pays d'immigration et le Maroc. Ils sont insérés dans les jeux de coopération bilatérale en tant que médiateurs entre les deux rives de la méditerranée. Ils s'organisent en association, s'intègrent dans les milieux des élites locales et tissent des relations avec les décideurs locaux. Ils émergent ainsi comme un groupe social qui se caractérise notamment par ses multiples attaches et appartenances à des espaces transnationaux éloignés. Ils souhaitent également participer aux changements sociaux qui affectent une ville transnationale comme Tanger.

En apparence, les entrepreneurs étrangers et les marocains résidents à l'étranger (MRE) sont des individus créateurs de nouveaux espaces socioéconomiques et urbains. Ils ont en général des expériences dans le secteur du tourisme, de l'immobilier et sont passionnés par l'architecture marocaine, la décoration, la rénovation et la restauration des maisons délaissées ou en ruine. Par leur installation au cœur de la *médina*, espace où réside une population particulièrement pauvre, ils deviennent des acteurs de la gentrification de la *médina*.

MRE et étrangers, investisseurs dans des activités productives en général et dans le tourisme en particulier, ont ainsi les mêmes perceptions de leurs actions dans la ville de Tanger et tous portent un grand amour à la ville. Ces investisseurs ont beaucoup de points communs. En plus de leur maturité d'âge et de leur qualité d'entrepreneur transnational¹, ils ont une large expérience dans le domaine du tourisme ou de l'immobilier. L'analyse des entretiens nous permet de constater qu'aucun d'entre eux n'a regretté son choix d'investir à Tanger et ils sont tous satisfaits de leur aventure qu'ils cherchent à restructurer et à réorganiser. Ils ont certainement un rôle important dans la dynamisation de l'économie locale mais aussi un effet sur les recompositions urbaines, particulièrement au sein de la *médina* (flambée des prix de l'immobilier, modification de la structure de la population, changements des identités culturelles, décompositions des structures sociales locales, problèmes interculturels ...).

¹ Le terme transnational n'est ni international ni binational, c'est une manière de connecter des acteurs et activités pluri localisées, mais c'est aussi une manière d'être affranchi, non soumis aux cadres nationaux quels qu'ils soient, de ruser avec le "national" (dans transnational il y a trans, comme dans transgresser)

Les expériences réussies en matière d'investissement sont nombreuses. Mais, nombreux sont les projets qui ont échoué sur des problèmes majeurs et de nature diverse (administrative, institutionnelle, économique, etc.) qui, pour la plupart, sont inhérentes à l'environnement général des affaires dominant à Tanger. Il n'en reste pas moins que des échecs ou des expériences moins réussies, trouvent également leur origine dans des raisons plus personnelles qui ont trait à la trajectoire de l'investisseur lui-même (absence de formation, manque d'études préliminaires à l'acte d'investissement, non recours au conseil de spécialistes, absence de gestion directe du projet par le promoteur ou absence de suivi régulier, etc.).

En effet, la réalisation d'un projet se heurte généralement à des difficultés susceptibles d'entraver l'investissement dès lors qu'il gagne en intensité ou qu'il demande des périodes de temps plus importantes pour le mener à bien. La nécessité d'une mobilisation prolongée du promoteur pour résoudre les problèmes pendant la période du montage du projet ou une fois ce dernier devenu opérationnel, pourrait avoir des implications négatives sur la suite du cycle des affaires. Elle peut également influencer sur les décisions d'autres investisseurs potentiels qui pourraient alors se diriger vers d'autres pays où les conditions sont moins contraignantes.

Si nous considérons l'ensemble des projets d'investissement transnationaux identifiés dans le tourisme, nous relevons de nombreuses difficultés qui ont été évoquées par les investisseurs. Certains se plaignent de l'accueil qui leur est réservé par le personnel chargé de l'étude de leurs dossiers et surtout des délais trop longs qu'exige la procédure d'étude avant l'octroi du crédit. Ils pointent la lourdeur administrative, la lenteur des procédures, le blocage des dossiers, l'absence de coopération, le clientélisme, la corruption et le nombre élevés de pièces nécessaires à la constitution d'un dossier recevable de demande de crédit. Mais les problèmes les plus largement mentionnés portent sur les garanties exigées par les banques et le niveau élevé des taux d'intérêt.

Les entretiens avec les entrepreneurs révèlent également une certaine méfiance de ces derniers vis-à-vis des institutions publiques, et en particulier envers l'administration fiscale. D'après eux, les efforts déployés pour améliorer la communication dans ce domaine « manquent de ciblage ». Une majorité de la population n'a pas accès à l'information et aux technologies modernes utilisées pour la communication entre administrations fiscales et contribuables. Le manque de transparence et de visibilité concernant les formalités administratives nécessaires à l'obtention de certains services, se traduit, pour beaucoup, en un manque de confiance. « *Il nous arrive souvent de conseiller le Maroc, mais en tant que destination touristique. Nous ne pouvons pas risquer notre réputation en recommandant d'investir au Maroc sans avoir de visibilité sur son climat des affaires.* » (Investisseur britannique, 54 ans).

Les entretiens nous ont permis de déceler les perceptions négatives des investisseurs sur la croissance urbaine de Tanger, désordonnée et insuffisamment maîtrisée et de saisir les nouvelles attentes tant en termes de consommation culturelle ; de revendication de moyens facilitant la mobilité ; de préservation du patrimoine ; d'aménagement urbain et d'amélioration des espaces publics et du bâti tangérois.

Cependant, les interlocuteurs affirment tous l'importance de l'offre tangéroise en matière d'opportunités d'investissement. De nombreux projets existent, parfois novateurs, mais ceux-ci requièrent pour leur réalisation, une amélioration sensible et profonde du cadre général des affaires.

3.3. Une migration de transit, stigmatisée et très médiatisée

Cette migration des entrepreneurs transnationaux passe sous silence ou, malgré les conséquences sociales et économiques sur les populations urbaines, se montre plus discrète à propos de l'autre migration existante, souvent appelée de « transit », vers l'Europe, laquelle a, par contre, suscité de multiples réactions, jugements et interventions souvent passionnelles et violentes. Il s'agit de la question des migrants subsahariens qui circulent aussi dans ces espaces frontaliers en général et à Tanger en particulier. Ils étaient assez présent avant 2006 dans la zone frontalière de Tanger et Nador à la recherche d'une percée dans les frontières de l'Europe. En ce sens, ils constituaient une autre population, souvent précaire, qui participait au changement de la ville de Tanger.

La construction médiatique de la figure du migrant subsaharien remonte à l'automne 2005. Des événements tragiques se sont passés à Sebta et Melilla : environ quatorze migrants subsahariens avaient alors trouvé la mort sous les balles des forces de l'ordre marocaines et de la *guardia civil* espagnole alors qu'ils tentaient de franchir les grillages de protection installés entre le Maroc et ses enclaves espagnoles (Sebta et Melilla).

Nous avons ainsi mis en évidence les représentations de la presse marocaine et leur évolution notamment au contact de la presse espagnole. Chacune instrumentalisait la question pour des fins de politique intérieure. Ce n'est pas seulement de la responsabilité de la presse marocaine d'avoir contribué à influencer l'imaginaire collectif par l'usage de notions profondément connotées « invasion », « avalanche », « marée humaine », etc. Il faut au contraire, dire que les expressions les plus évocatrices sont apparues dans la presse espagnole, pour se propager dans les autres espaces. La presse marocaine a plutôt la responsabilité d'un usage très cynique des « clandestins », à la fois comme arme politique dirigée vers l'Europe en général et l'Espagne en particulier ou comme source de tous les maux du pays. Pour autant, chaque journal a eu sa façon spécifique de les utiliser « politiquement », selon les nécessités, comme arme nationaliste pour revendiquer l'indépendance de Sebta et Melilla et pour renforcer, surtout en ce moment, l'unanimité nationale sur la question du Sahara.

L'autre aspect qui s'est dégagé, avec force, de l'analyse de la presse marocaine, c'est l'amalgame construit entre « subsaharien » et « clandestin ». C'est probablement une importation de la confusion entre « clandestin » et « criminel » qui revient dans le discours dominant en Europe.

C'est la dimension qui s'est le plus ancrée dans la conscience collective et qui, encore aujourd'hui, ne favorise pas la tâche de repenser les migrants subsahariens comme des personnes qui sont parties prenantes de la société marocaine. Celle-ci ne s'est-elle pas construite dans le passé grâce aux apports des migrations du Proche Orient (arabe, Islam), romaines (les vestiges en sont un témoignage concret) des pays d'Afrique subsaharienne (esclaves, armée de Moulay Ismail, commerce, les *Zaouias* ou confréries religieuses ...), d'Andalousie (Espagne), etc. ?

Depuis les événements de Melilla et de Sebta en 2005, on a déjà beaucoup écrit sur ce phénomène, au moins sur ses aspects sociologiques : les politiques de contrôle et de répression dont font l'objet les candidats à la migration, les raisons et les formes sociales de leur voyage, les conditions de leur précarité lors de leur transit au Maroc ou dans les autres pays du Maghreb.

De notre côté, nous faisons le même constat² que la plupart des travaux, y compris historiques, sur les dynamiques migratoires appelées subsahariennes: elles sont plus spécifiquement le fait de catégories sociales urbaines, issues des couches moyennes et instruites, plutôt que le fait de populations pauvres et analphabètes. Une série d'enquêtes très récentes menées au Maroc (AMERM, 2008) sur les migrants subsahariens met en évidence le fort taux de diplômés parmi eux (32,4 % ont fait des études secondaires, 16, 1 % ont un niveau supérieur universitaire) et le fort taux de personnes ayant exercé un emploi, souvent dans l'administration (dans le même échantillon, 70 % des personnes interrogées avaient exercé un emploi avant leur départ, dont 20 % dans la fonction publique).

Les résultats des enquêtes et entretiens rendent compte de la diversité des migrants subsahariens au Maroc tant en ce qui concerne leurs origines que en ce qui se réfère à leur situation au Maroc. En effet, 18 pays sont représentés dans la population visée par l'enquête, qui se répartit entre francophones, anglophones et lusophones originaires majoritairement d'Afrique de l'ouest et de l'Afrique centrale. Au Maroc, ces migrants s'organisent et se distinguent dans un premier temps par nationalités, puis par langues officielles de leurs pays respectifs. En fonction de ces critères qui les différencient, ils fondent leur perception d'eux-mêmes. Les conditions de vie au Maroc, basées surtout sur le niveau de revenu, renforcent les différences entre les migrants dont les conditions de vie vont de précaires, pour la plupart, à acceptables pour une bonne partie et même satisfaisantes pour une minorité

Néanmoins, malgré leurs différences, les raisons qui sont à l'origine de leur déplacement sont similaires : la recherche de sécurité caractérisée par une liberté de mouvement et l'obtention d'un revenu décent. La « recherche d'un avenir meilleur » est une expression qui revient souvent. Mais à quel prix ? La détermination à réussir est également un trait commun à tous les migrants : certains d'entre eux se voient comme des guerriers, d'autres comme des malchanceux qui vivent les pires moments de leur vie. Mais tous ne regrettent pas leur parcours qu'ils jugent souvent unique. Que leur situation au Maroc soit précaire ou convenable et dans l'attente, ils luttent pour vivre. Que leur pain ait été gagné à la sueur de leurs fronts, au pied des chantiers ou grâce aux marchandages des légumes au marché, du soutien de membres de la famille migrants en Europe ou de la famille au pays, ils luttent pour gagner un minimum de reconnaissance au Maroc.

La difficulté de leur insertion au Maroc est due, en grande partie à la différence de cultures qui mène souvent à des incompréhensions avec les autochtones. Par ailleurs, ils estiment difficile leur intégration au Maroc, en raison de la difficulté d'accès à l'emploi, mais, ils reconnaissent tous l'amélioration de leur situation par rapport aux années précédentes, ne serait-ce qu'en ce qui se réfère à la liberté de circulation, qu'ils trouvent meilleure qu'en Algérie. De plus, ils affirment que les autochtones les acceptent de mieux en mieux, ce qui leur donne espoir quant à l'avenir. La majorité d'entre eux envisage son avenir en Europe mais, certains pensent rentrer dans leurs pays d'origine dès que les moyens leur permettront et seulement quelques uns pensent rester au Maroc si les conditions leur sont favorables. Mais ces conditions pourraient-elles être favorables quand la légalité du séjour leur est difficile voire impossible ?

² - Les pourcentages sont certainement différents, avec des écarts allant de 3 à 6 %, car nous avons tous travaillé sur des échantillons aléatoires avec tous les biais et erreurs que cela pourrait induire. Néanmoins ce sont plus ou moins les mêmes tendances que nous rencontrons et qui confirment globalement les caractéristiques de ces migrations subsahariennes.

4. Conclusions et recommandations en termes de recherche et de politiques publiques

La région du Nord du Maroc connaît depuis quelques années des changements remarquables suite aux importants investissements publics et privés qui y ont été réalisés. Aussi, l'ouverture de la région sur l'Europe via les deux enclaves de Melilla et Sebta a un impact fortement perçu par les populations du Nord, notamment au niveau de l'ancrage d'une « culture migratoire » qui date déjà de plusieurs décennies.

Dans cette étude, nous nous sommes intéressés à l'aspect démographique de deux régions du nord afin de faire ressortir leurs caractéristiques saillantes en termes de peuplement et de croissance démographique. Le phénomène d'urbanisation a été aussi traité étant donné l'importance de l'évolution de la population urbaine et de l'apport migratoire dans les changements qui affectent le peuplement de ces régions. L'urbanisation semble connaître une croissance galopante mais non maîtrisée avec des conséquences sociales, économiques et culturelles négatives.

L'analyse des entrepreneurs qui tend à montrer comment ces régions connaissent un développement qui les rend beaucoup plus attractives, nous a amené à étudier les effets des initiatives de ces entrepreneurs sur la société, l'économie et le développement de la ville de Tanger. Leurs motivations sont diverses et leurs implications dans les dynamiques socioéconomiques, multiples. Le choix des entrepreneurs dans le tourisme se doit au fait que celui-ci exerce des effets multiplicateurs sur plusieurs secteurs économiques : artisanat, agriculture, culture, économie, filières de produits du terroir et même sur les dimensions rurales et urbaines.

Les entrepreneurs transnationaux ont de multiples attaches nationales et ils sont des créateurs d'espaces socioéconomiques du fait de leur insertion dans des réseaux ouverts et de plus en plus mondialisés. Ces entrepreneurs « sans frontières », comme ils se pensent eux-mêmes, vivent une mobilité transnationale continue jouant ainsi de leurs liens pour émerger comme un groupe social spécifique. C'est probablement un domaine de recherche à explorer pour mieux comprendre leur logique, leurs profils et leur participation à la dynamique que connaît le Maroc d'aujourd'hui.

La gentrification, telle que nous l'avons étudiée dans ce travail, est une figure de la mondialisation. L'installation des entrepreneurs transnationaux dans les *médinas*, n'a pas seulement généré des investissements mais aussi l'implantation d'une classe sociale souvent aisée et instruite³ dans la structure sociale de la *médina* de Tanger. Attirés par la proximité du centre ville ; l'authenticité des quartiers ainsi que par la perspective de réaliser d'importants bénéfices et la possibilité de réussir leurs projets, les transnationaux continuent d'acheter des demeures dans la *médina*. Ceci a induit le départ des familles modestes vers les quartiers périphériques.

Nous assistons donc, à une recomposition de la société de la *médina*, qui consiste encore pour l'instant en la coexistence de différentes couches sociales dans un même voisinage, la classe pauvre des habitants locaux et la classe moyenne et supérieure des nouveaux habitants à l'origine de l'apparition de nouveaux modes de consommation et de cohabitation.

³ : Les entrepreneurs de notre échantillon ont tous un niveau d'instruction universitaire ou équivalent sauf un seul qui a un niveau secondaire.

Notre objectif a été, dès le départ, de contextualiser le phénomène des migrations subsahariennes, particulièrement urbaines, dans la complexité des enjeux géopolitiques où il prennent sens, afin de marquer une rupture épistémologique avec les discours dominants tant dans les pays occidentaux que dans les pays du Maghreb, qui attribuent à ces migrations uniquement un caractère transitoire, voire le qualifient de « massif », « invasif » ou parfois « criminel ». Or, les migrations et/ou les mobilités sont de plus en plus un phénomène global et transnational qui façonne les territoires à l'échelle de grands ensembles régionaux interafricains. Ce phénomène est provoqué par les dynamiques démographiques et par celles des marchés du travail et des biens qui tendent à élargir l'offre d'opportunités socioéconomiques et par conséquent à amorcer des mobilités transnationales.

Le Maroc, longtemps positionné comme un pays où seule la faible rémunération du travail pouvait intéresser les investisseurs -établissant même plusieurs accords concernant la main d'œuvre qui ont marqué l'histoire de ses relations avec les pays européens-, veut s'affirmer aujourd'hui comme un pays compétitif, offrant des conditions plus attractives et un marché plus stimulant. Cette situation l'insère encore davantage dans les mobilités transnationales. C'est probablement dans cette direction que nous souhaiterions continuer à travailler sur la question des migrations subsahariennes et sur leur installation dans les villes ainsi que sur les relations entre le Maroc et le reste des pays d'Afrique.

The Impact of Population Displacement on Ghana as a result of the Crisis in Liberia

Country:

Ghana

Region:

Buduburam - Central Region

Project Leaders:

Peter QUARTEY

Institute for Social Statistical and Economic Research

Samuel Nii Ardey CODJOE

Regional Institute for Population Studies

Cynthia ADDOQUAYE TAGOE

Institute for Social Statistical and Economic Research

Institute of Statistical, Social and Economic Research (ISSER)
University of Ghana, P.O. Box LG 74, Legon, Accra, Ghana
www.isser.org

The Institute of Statistical, Social and Economic Research (ISSER) was established in 1969 after the transformation of an earlier Institute of Statistics that was set up with assistance from the UNDP in 1962 to train middle level statistics personnel for the public sector. (See www.isser.org). As a centre for comprehensive and sustained research and training in the social sciences, ISSER carries out activities that promote the socio-economic development of Ghana in particular and Africa in general. The core activities of the institute involve sub-degree programmes in statistics, post-graduate programmes in development studies, and a number of short courses as part of continuing education for the general public, policy advocacy on policies and cotemporary issues. The multi-disciplinary staff of the Institute collaborates with a large number of other professionals in both Ghana and outside. Together, they generate large amounts of both scientific and extension literature.

Regional Institute for Population Studies,
P.O. Box LG 96 University of Ghana, Legon, Ghana

RIPS is a United Nations-sponsored regional demographic training centre, offering programs leading to a MA, M.Phil and a PhD in Population Studies. As part of its regular programme RIPS also organizes adhoc, special and in-service training courses. It has close connections with the University of Ghana, on whose campus it is located. As a subsidiary organ of the Economic Commission for Africa, it is designed to serve the demographic training needs of English-speaking Africa. The programme has been in existence since 1972.

The programme of training lays particular emphasis upon demographic techniques, substantive demography, population and development, and population policy and planning. The Institute is also notable for its work on indirect estimation, the demography of the developing countries of Africa and historical demography in Africa.

Centre for Migration Studies

The Centre for Migration Studies (the proposed coordinator of the MA, M.Phil and Ph.D programme in Migration Studies) was officially established in November 2006 and formally launched on November 6, 2007. The Centre's main mission is to undertake research, teaching and training, capacity building, policy assessment, development and dissemination in the area of migration.

Its key objectives include to:

- Co-ordinate past and current research activities on migration by Faculties, Department, Institutes and Centers.
- Undertake research activities on migration related issues from a multi-disciplinary and integrated approach.
- Promote migration studies at the graduate level through a multi-disciplinary approach.
- Advise on, and inform the formulation of a national policy on migration through the provision of relevant data on migration and related issues.
- Collaborate with relevant institutions, departments and agencies working on migration and related issues.
- Build capacity through short-term training programmes in specific areas.

With Funding Support from the: Institute for Research and Development (IRD) and Centre for Population and Development (CEPED) Project on Population Displacement and Territorial Recomposition.

The team

Peter QUARTEY Institute for Social Statistical and Economic Research:
pquartey@ug.edu.gh

Samuel Nii Ardey CODJOE, Regional Institute for Population Studies:
scodjoe@ug.edu.gh

Cynthia ADDOQUAYE TAGOE Institute for Social Statistical and Economic Research:
candy_tagoe@yahoo.com

1. Introduction

Despite its geographical position and distance, Ghana has continuously and long been a popular destination for many refugees from all over the continent including nationals from South Africa, Sudan and the West African sub-region. The recent ones which have been of interest to many have been the Liberians whose influx into Ghana was in huge numbers due to violence both in their home country as well as in Ivory Coast where a number of them also initially sought refuge. From a total of 43,947 refugees living in Ghana at the end of 2003, 97% were Liberians, 2% were from Sierra Leone and 1% came from Togo (UNHCR, 2003).

The large numbers of Liberian refugees that came into Ghana as a result of the crisis in Liberia and Ivory Coast had financial repercussions on the country with its associated socio-economic effects on the development of host communities that received these refugees. Though there are costs implications on the Ghanaian economy some of which include providing shelter, infrastructure for basic amenities like health and education for them, these refugees also contribute to the growth of the economy of the host country (and the host communities). How far this is true in the case of Ghana as a result of the influx of Liberian and other refugees from West Africa is the crux of this study.

1. 1 Research Issues

Issues investigated include the economic activities refugees engaged in to contribute to the society they lived in; agricultural and micro-loan programmes available to them, their coping strategies and sources of assistance for them. What social costs and implications there are for the host communities and the country as a whole regarding the practices of prostitution, robbery, violence, land conflicts, trading of illicit arms and in the provision of food, water, shelter, health care, sanitation, education? What has been the outcome of the voluntary repatriation policy after the elections in Liberia? What policies of integration (naturalization, ECOWAS citizen's stay, Ghanaian citizenship through marriage) exist for refugees? How can any negative impact of population displacement on Ghana be minimized while ensuring the country's commitment to these refugees as per the international conventions is adhered to?

1. 2 Research Objectives

The study therefore aimed at ascertaining the fiscal and social impacts of population displacement on Ghana and specifically examined the source of livelihood for displaced population from Liberia; the socio-economic impact of their displacement on Ghana; the financial implications of developmental needs of the refugees on the country, how they can be integrated into the Ghanaian society, whether the voluntary repatriation policy was having any significant effect on return migration and finally suggest policies that will improve the harmonious co-existence between displaced populations and the host country.

1. 3 Literature Review

Available literature suggest that the impact of population displacement on Ghana has not been studied scientifically to the best of our knowledge and the few studies that had done so had mainly highlighted the negative impacts, including intolerable security, social and economic burdens as well as raising tension among the nation's population

(Akokpari, 1998) while a few also looked at the positive repercussions. Other studies have examined the reasons why people got displaced, the level of assistance given them, factors inhibiting their survival being lack of education and security, health and security threats as a result of the presence of refugees; refugees and associated social vices; refugees and their impact on the environment and efforts at empowering refugees or ensuring self-reliance.

Some of the conclusions drawn were that the population displacement had a negative impact on Ghana – deepening its economic situation, against the background of having to struggle to implement poverty reduction programmes by the Bretton Woods Institutions (Essuman-Johnson, 1992; Tete, 2004). Other works on refugees in other parts of the world that subscribe to this view include Tieleman and Kuhlman (1990) in their study on the impact of Eritrea refugees on Sudan; Makanya (1994) in the impact of Zimbabwean refugees on Mozambique, Zambia and Botswana; UNEP (2000) when they examined the impact of Liberian and Sierra Leoneans refugees on the environment of Guinea and Rutinwa et al (2003) in their assessment of the impact of refugees in North-Western Tanzania and Phillips (2003) with the environmental impact of Mozambican refugees on Malawi.

Other studies looking at the positive impacts of population displacement on Ghana include the benefits of medical support services rendered to local communities as a result of the presence of the Liberian refugees in Ghana and the enhancing of capacity for medical personnel (<http://www.uniteforsight.org/refugeecampfilm.php>) and crime prevention with the help of the Neighbourhood Watch Team Model of the Refugees (Rumbach, 2007). Other writers with similar perception on refugees include Harrell-Bond, 1986; Bishop and Garnett, 2000; The Economist, 2002; Koser and Van Hear, 2002; Gassner, 2008.

The reviewed literature brought out three main theories namely “refugee pessimists”, who view refugees as negative and passive recipients who drain resources or deplete natural resources of the host countries and are also associated with the rise in criminal activity, delinquency, street prostitution and drug proliferation in the host countries.

“Refugee optimists” and the “necessary-evil” theories: The refugee optimists on the other hand largely believe that host countries should take a more optimistic view of the refugees since the latter are an opportunity for host governments to “positively transform” their political economy (Harrell-Bond, 1986 Gassner, 2008). Thus, the presence of refugees can bring economic and social benefits to host communities, particularly if policies are set up so as to take advantage of the refugees’ presence (Jamal, 2000; Bishop and Garnett, 2000; Jacobson, 2001; Dryden-Peterson, 2001; Tania Kaiser 2001; Harrell-Bond, 2002; Kuhlman, 2002; The Economist, 2002; Koser and Van Hear, 2002). The “necessary-evil” theory recognized that refugee flows bring both costs and benefits to host countries (Kuhlman 1994; Sorenson 1994; Baker 1995; Whitaker, 1999; Jacobsen 2002 and Vas Dev, 2002).

The above studies show that the impact of population displacement has both negative and positive repercussions on the host country with less emphasis on the financial and socio-economic implications of these movements which is the contribution this study expects to make.

2. Methodology

The methodological process used for this study involved both quantitative and qualitative approaches and used both primary and secondary sources of data. In assessing what changes these two crises brought to bear on Ghana, both at the spatial and economic levels, what the financial pressures on the government of Ghana were and the kinds of issues that arise from the displacement of population, this research was carried out at two levels: a the community level and the governmental or institutional level.

At the community level, there was interaction with the Liberian refugee community in Buduburam in the Central Region of Ghana and nearby communities as host communities through the use of a questionnaire and group discussions with both refugees and host community members. Additionally, in-depth interviews with opinion leaders in these communities were conducted. The survey was to generate quantitative information on access to resource, economic activities and possible changes in the lifestyle and livelihood options available to the host communities after the settlement of refugees in their communities. Meanwhile, among the refugees, information on their survival strategies, problems and how they were integrating into the community were also surveyed. Existing literature (secondary information) on displacement and integration of refugees was studied. The use of both quantitative and qualitative methods in gathering this data was to allow for explanations into observations made in the survey.

At the governmental or institutional level, there were interactions with the following stakeholders in refugee issues in Ghana to ascertain the financial burden of settling them in Ghana: Ministry of Interior, Ghana Refugee Board, the National Catholic Secretariat, UNHCR and the Christian Council of Ghana.

The Liberian refugee population was the main target group for the study due to their fact that they form the majority of the refugees at any time since 1990 and have had a more organized response from Government as a result of the sheer numbers involved. The choice of the Buduburam Settlement as the study area is because the camp accommodates the highest concentration of the Liberian refugees. Since the study was to also look at their impact on host communities, a five (5)-kilometre buffer from the camp was zoned and the following communities within the zone were selected as host communities: the Buduburam town itself, Fetteh Kakraba, Apra and Dadebo. Of these, Fetteh Kakraba, Apra and Dadebo were selected as the host communities in addition to the Buduburam town itself based on the proximity and accessibility to the refugee settlement and the presence of and interaction with refugees by these communities.

3. Key Findings and Conclusion

The study has investigated the impact of population displacement from Liberia on the Ghanaian economy and has made very useful findings.

The key conclusions drawn from the study are: first, the main issues of concern for many host community members, both the old and young, male and female are the poor sanitary practices of the refugees, their way of dressing which seems offensive to the local culture and the cost implications for facilities and service particularly housing associated with their presence. Secondly, their generosity and particularly their economic benefits, which have accrued to the community members especially traders and landlords and ladies as well as the developmental transformation of the

communities into ones with some level of facilities necessary for development available, are the beneficial aspects, the communities would appreciate and would want to maximize. Also, refugees have benefited from host countries and communities through various assistance packages though have felt limited in their livelihood options.

Another major finding is that many of the refugees are only interested in third-country settlement though, for some, local integration is an option. Also, many refugees cited security and safety reasons for not wanting to return home. Although officially, the option of third-country settlement is not considered as an available option to the refugees, the message has not sunk in well and needs to be re-emphasized to inform their limited options and the cost implications to governments, the UNHCR, donors and NGOs who work with refugees are huge and could be a drain on economies that are already stressed out and therefore need a concerted effort in drawing up financial resources to support host countries especially in the process of local integration.

In line with the above conclusions, the following are recommended: first, the 'doors and windows' should be closed on the durable solution of voluntary repatriation and third-country settlement to send the right message to the refugees on their real options. Also, to encourage more repatriation, efforts should be made by the international community for the security and peace in Liberia to be sustained at all cost. Thirdly, there should be a concerted effort from all stakeholders to assist financially in supporting the process of local integration and the Tripartite Committee and particularly the Government of Ghana and the UNHCR should adequately sensitize and educate both host communities and refugees before the refugees move into the communities. Last but not the least, the Government of Ghana should expedite the reconstitution of members of the Ghana Refugee Board for the process to continue.

Migrations internationales maliennes, Recomposition des territoires migratoires et impacts sur les sociétés d'origine

Pays de référence :

Mali

Localisation de l'étude :

Régions de Kayes et de Sikasso

Responsables du projet :

Pierre CISSE

Socio - démographe, maître assistant à l'Institut Supérieur de Formation et de Recherche Appliquée (ISFRA), Université de Bamako

Christophe DAUM

Anthropologue, maître de conférences à l'université de Rouen, en délégation à l'Institut de Recherche pour le Développement (Septembre 2006 / Août 2010)

Institut Supérieur de Formation et de Recherche Appliquée (ISFRA)

**BPE : 475,
Sis à N'Golonina
Bamako**

L'ISFRA est une entité de l'université de Bamako spécialisée dans l'enseignement de troisième cycle et la conduite de la recherche appliquée.

UMR 201

Développement et sociétés, Institut d'Etude du Développement Economique et Social de l'Université de Paris I / IRD.

**Centre de Nogent-sur-Marne,
45 bis, avenue de la Belle Gabrielle
94736 Nogent-sur-Marne Cedex.**

Tél. 01 43 94 72 15 ; Fax 01 43 94 72 44

<http://www.univ-paris1.fr/ufr/iedes-institut-detude-du-developpement-economique-et-social/>

L'IEDES est un lieu de rencontre et d'impulsion des études et de l'enseignement des sciences sociales du développement.

Participation à d'autres programme avec le projet FSP :

L'équipe prolonge les travaux ici présentés dans le cadre de l'ANR / AIRD « Les Suds aujourd'hui », au sein de l'équipe « Mobilités ouest-africaines (MOBOUA) coordonnée par Monique Bertrand, IRD.

L'équipe

Pierre CISSE, Socio - démographe, maître assistant : pierrecisse22@hotmail.com

Christophe DAUM, Anthropologue, maître de conférences : christophe.daum@ird.fr

A Bamako :

Yaranga COULIBALY, Géographe, Faculté des langues, lettres, arts et sciences sociales (FLAH)

Famagan KONATE, Socio-démographe, FLASH, directeur du Département d'étude et de recherche de géographie.

En Europe :

Berta MENDIGUREN, Anthropologue, Bilbao

Cristina FOLANA, Sociologue, Madrid

Résumé :

La recherche synthétisée dans cette note prend pour objet les interactions entre la migration et les familles des villages d'origine. Elle est basée sur l'étude comparée de deux régions du Mali (régions de Kayes et de Sikasso) dont les contextes socioéconomiques et les histoires migratoires sont différents. Cette recherche montre l'importance pour les membres de la famille demeurés au pays, du rôle des émigrés, notamment en matière de transferts financiers.

L'étude a été conduite en trois phases : enquête dans les villages ; auprès de certains de leurs migrants en Europe (France et Espagne) ; puis confrontation avec différents éléments recueillis de nouveau dans les villages.

Mots-clés : Transferts de devises – lien au pays d'origine – changement social – politiques migratoires.

Abstract:

The research synthesized in this note examines the interactions between migration and families from the villages of origin. It is based on the comparative study of two regions of Mali (the Kayes and Sikasso regions) with different socioeconomic contexts and migration history. This research shows the importance of the role of migrants, notably but not only through remittances, to family members who remained in the country.

The study was conducted in three phases: a survey in the villages; a survey among a number of their migrants in Europe (in France and Spain); and a confrontation back in the villages in the light of information collected.

Key words: Remittances – relationships with country of origin – social change – migration policy

1. Problématique et contexte de l'étude

La recherche porte sur l'émigration malienne et les liens que celle-ci entretient avec les familles demeurées au pays et le milieu d'origine. Elle s'est organisée autour d'une série d'enquêtes comparatives entre deux régions du Mali, très contrastées par leurs histoires migratoires respectives et par le contexte socio économique qu'elles connaissent : la région de Kayes à l'ouest du pays et celle de Sikasso au sud. Concernant leur histoire, la migration de la région de Kayes est orientée depuis une cinquantaine d'années vers la France, celle de Sikasso ne se dirige vers l'Europe que récemment. Au plan socio-économique, la région de Kayes, en pleine zone sahélienne, connaît un déficit agricole important depuis les grandes sécheresses du début des années soixante-dix. Inversement la région de Sikasso offre des terres fertiles qui ont été mises en valeur en vue de la culture du coton ; c'est une zone par ailleurs souvent excédentaire en cultures vivrières.

Notre objectif scientifique principal était d'observer comment et de quelles façons les migrants interviennent dans la vie familiale, et quels étaient les effets des transferts financiers des émigrés dans l'économie des concessions, au sens de l'unité familiale de résidence, de production et de consommation (comprenant un à plusieurs ménages).

Le terme de concession, qui ne se confond pas au Mali avec la localisation territoriale (au sens cadastral du terme), constitue un lieu de mutualisation tant des ressources que des activités, en même temps qu'il constitue l'espace de décision de la communauté domestique qui s'y regroupe sous l'autorité de son chef. Pareille configuration sociale, qui se retrouve dans la plupart des sociétés maliennes, nous a paru représenter une unité d'enquête légitime. Rappelons ici que la statistique malienne utilise la concession comme élément englobant du ou des ménages que celle-ci contient. Pour éviter les erreurs d'interprétation, Catherine Quiminal a proposé le concept de « maisonnée » pour désigner la concession au sens où nous l'entendons ici (1991, Gens d'ici, gens d'ailleurs, Christian Bourgois ed.).

Il s'agissait également d'observer les pratiques migratoires afin de comprendre si celles-ci étaient ou non transformées dans le contexte international actuel (aggravation de la crise économique, politiques européennes de contrôle des frontières, crises politiques dans un certain nombre de pays du continent africain). Enfin, et par delà les déterminants économiques classiques (on émigre pour trouver un emploi qui ne se présente pas dans le pays d'origine), nous visions à mieux éclairer les stratégies spécifiques de ces migrants.

La présentation des résultats de cette recherche a d'abord porté sur les contextes géographiques et démographiques des deux régions concernées. Nous nous sommes ensuite attachés à mesurer l'économie des concessions, en cherchant à détailler les revenus dégagés par les activités locales (agriculture, mais aussi commerce ou artisanat), et ceux issus des transferts financiers des migrants. Nous nous sommes, enfin, penchés sur les trajectoires migratoires, en nous centrant sur trois dimensions : l'évolution des cycles migratoires et la diversification des destinations ; les femmes dans la migration ; les modalités et l'utilisation des transferts financiers. Pour finir, nous avons mis en miroir les appréciations portées par les chefs de concession sur la migration et celles portées sur le contexte migratoire par les émigrés eux-mêmes.

2. Méthodologie

Dans cette recherche centrée sur les migrations internationales maliennes, nous avons donc privilégié des enquêtes multi-situées, entre les villages d'origine dans les régions de Kayes et de Sikasso et les régions d'accueil des émigrés en Europe ; comparatives, entre ces situations contrastées ; répétées enfin, puisque nous sommes revenus dans les villages un an après le premier passage. L'alternance n'a pas été que spatiale mais également méthodologique, au sens où nous avons utilisé tant l'enquête quantitative par questionnaire, que les entretiens et l'observation. D'autre part, nous avons focalisé des contextes régionaux et villageois, dont l'histoire migratoire est maintenant ancienne, afin d'observer au plus près les interactions entre émigrés et familles d'origine. Nous avons donc sélectionné à Kayes et à Sikasso trois cercles connus pour leur forte émigration, puis deux communes par cercle et deux villages par commune. Nous avons pris comme unité d'enquête les concessions, comme indiqué plus haut. Nous avons privilégié les chefs de ces concessions ; l'enquête auprès des migrants qui a suivi, en Europe, s'est attachée à saisir la complexité de leurs dynamiques, qui intègrent à la fois les références du pays d'origine et celles du pays d'installation. Lors du premier passage, nous avons interrogé 240 chefs de concession dans chacune des deux régions, soit 480 au total. Certains d'entre eux ont été sélectionnés en raison de l'absence d'émigrés au sein de leur concession, dans l'objectif d'élargir la comparaison entre celles qui comptent un ou plusieurs émigrés et celles qui n'en comptent pas. Dans la seconde phase, nous avons mené des entretiens en France (15) et en Espagne (35) avec des immigrants de ces villages. Enfin, nous sommes revenus dans les villages en doublant le panel des chefs de concession, passant de 480 à 960, afin de mieux cibler les zones d'ombre identifiées lors de la première synthèse et d'approfondir les éléments significatifs relevés dans cette première phase de la recherche.

3. Résultats

L'ensemble de cette étude permet de dégager les grandes différences entre les deux régions sur lesquelles notre recherche a porté, mais également leurs points communs. Elle remet en cause plusieurs idées reçues concernant la migration malienne : à propos de son ampleur, ou encore des conséquences négatives qui lui sont parfois attribuées, en ce qui concerne la vie familiale et villageoise.

Au niveau de la démographie des concessions sur lesquelles a porté l'enquête, deux caractéristiques importantes liées à la migration se dégagent. On note d'abord une corrélation étroite et quasi linéaire entre le nombre des migrants dans la concession et sa taille : plus les migrants sont nombreux et plus celle-ci sera importante. On note ensuite que la très forte majorité des concessions constituent une même unité de production et de consommation. Ce phénomène est plus marqué encore à Kayes qu'à Sikasso, où il représente néanmoins la situation la plus fréquente. Nous expliquons cette caractéristique par l'impact de la migration : à l'inverse, les concessions sans émigrés sont souvent segmentées, les différents chefs de ménage visant à individualiser leurs ressources pour limiter les risques collectifs.

Finalement, la migration, dont on aurait pu penser qu'elle fragilisait le tissu social et familial dans les villages d'origine, apparaît au contraire comme le consolidant, à Kayes comme à Sikasso.

Sur le plan de l'économie des concessions, notre recherche permet de prendre la mesure des déséquilibres importants entre les deux régions. La région de Sikasso, productrice de coton, dégage des revenus localement, tant grâce à la commercialisation des cultures de rentes, que grâce au fait qu'elle soit autosuffisante sur le plan vivrier et parfois en situation de commercialiser ses excédents en céréales. Elle autorise un niveau de vie, somme toute, globalement plus important que celui de la région de Kayes, région où les situations économiques sont très hétérogènes d'une concession à l'autre. Ainsi, à Kayes l'écart maximum entre les revenus en numéraire (incluant les revenus dégagés localement et les revenus liés aux transferts des migrants) est de 1 à 18 (3 186 FCFA par an et par personne pour les concessions sans émigrés à Diéma contre 54 575 FCFA, avec émigré à Yélimané). Dans la région de Sikasso, la fourchette se réduit de 1 à 4,6 (8 392 FCFA à Kolondiéba pour 38 592 FCFA à Bougouni). Les transferts des émigrés de Sikasso comptent toutefois pour moins de 18 % de l'ensemble des revenus de la région. Pour ce qui concerne Kayes, les transferts, trois fois plus importants que ceux effectués vers Sikasso, comptent pour près de 58 % des revenus des villages.

Ce dernier élément n'est guère surprenant si l'on se rappelle que l'émigration vers la France s'inscrit dans les pratiques de la région de Kayes depuis une cinquantaine d'années : les montants financiers qui sont transférés sont à la mesure des salaires de ce pays (quand bien même ces derniers tournent le plus souvent autour du revenu minimum). Par contre, l'idée que cette région serait dans une situation financière plus confortable que celle de Sikasso est ici démentie et ceci contredit bien des idées reçues.

Ces différences importantes sont à mettre au compte des contextes agricoles. La région de Kayes située en zone sahélienne est touchée par des déficits pluviométriques, elle connaît des récoltes très irrégulières et généralement déficitaires. C'est l'un des facteurs qui – depuis les années soixante-dix – explique son taux d'émigration vers la France : avant les sécheresses, les migrants visaient à obtenir par ce moyen un revenu complémentaire à une économie domestique encore en autosuffisance alimentaire. Désormais, celle-ci est fortement dépendante des revenus de la migration. L'utilisation des fonds transférés par les émigrés est ainsi fortement concentrée à Kayes sur trois grandes priorités : l'alimentation, la santé et la scolarité des enfants. A Sikasso, ces postes de dépense apparaissent, mais de façon plus diffuse et aux côtés d'une série d'autres utilisations (achat de bétail, de matériel agricole, construction de maison, etc.). Ces modalités d'affectation des sommes transférées par les émigrés correspondent bien aux caractéristiques des deux régions.

Dans ce contexte, on relève dans tous les villages visités le souci de sécuriser les ressources agricoles ; et par exemple à Kayes, nombreux sont les chefs de concession qui emploient des travailleurs saisonniers pour compenser l'absence des émigrés dans les champs familiaux. Mais il s'agit également de diversifier ces ressources souvent aléatoires grâce à des activités complémentaires à l'agriculture : commerces et artisanats ; vergers et maraîchers -dont la production est commercialisée (mais pour une part également autoconsommée)-, sont nombreux dans les deux régions. Il est frappant que, dans la région de Kayes, ces activités procurent à tous ceux qui les pratiquent, un revenu moyen supérieur à ceux obtenus à Sikasso. Dans cette seconde région, ces quatre activités économiques sont beaucoup plus présentes, mais d'un revenu moyen toujours inférieur. Nous n'en tirons pas comme conclusion que les artisans, commerçants ou maraîchers de Kayes sont plus compétents dans ces activités que ceux de Sikasso. Il nous semble que l'explication est à rechercher dans le fait que ces activités, quand elles sont possibles à Kayes, ne constituent pas des revenus d'appoint,

comme à Sikasso où les sources de revenus sont beaucoup plus diversifiées et denses. On peut en déduire qu'elles sont conçues dans la région de Kayes comme contribuant à sécuriser les revenus.

L'ensemble de ces éléments, contrairement à une idée répandue, montre là encore que le fait migratoire ne conduit pas les agriculteurs à tout attendre des migrants, il ne détourne visiblement pas du travail productif. Mais toutefois les résultats des campagnes agricoles sont plus aléatoires dans la région de Kayes que dans celle de Sikasso : ce fait explique sans doute que les producteurs de cette région y consacrent toute leur attention.

La mesure des trajectoires migratoires révèle que l'on émigre dans des proportions relativement plus importantes à Sikasso qu'à Kayes : cet élément se vérifie en nombre total (bien que la population de l'enquête soit moins importante à Sikasso - environ les trois-quarts de celle de Kayes-, elle compte plus d'émigrés), et finalement la ponction sur la population causée par l'émigration y est de près de 16 % (contre moins de 11,5 à Kayes). Cette région compte par contre plus de migrants internes au Mali que celle de Kayes. En outre, de façon générale, l'émigration demeure centrée vers le continent africain : soixante pour cent des immigrés dénombrés dans le cadre de cette recherche résident soit au Mali soit dans un autre pays africain. Encore cette proportion devrait-elle être revue à la hausse, s'il s'agissait de la généraliser à l'ensemble du Mali : la part des émigrés vers l'Europe est globalement tirée vers le haut dans notre enquête, à cause de l'histoire migratoire de la région de Kayes orientée vers la France depuis longtemps.

C'est néanmoins une autre idée reçue qui est remise en cause : la réputation de grands voyageurs qui est celle de la région de Kayes apparaît avec cette recherche comme surfaite. **On voyage plus maintenant depuis Sikasso que depuis Kayes.**

A l'inverse, l'émigration semble être d'une ampleur moindre que les estimations courantes : notre enquête est bien focalisée sur des régions concernées plus que d'autres par le fait migratoire au Mali, pour autant le taux d'émigration n'y est pas si important qu'on pouvait le penser. La fourchette des estimations situe en effet entre 2,5 et 4 millions le nombre des Maliens de l'extérieur, soit 16 à 25 % du total de la population (12,5 millions d'habitants). Le taux bas n'est atteint que dans la région de Sikasso laquelle compte plus des deux tiers de ses migrants à l'intérieur du pays.

Le deuxième élément qui différencie les deux régions concerne l'histoire migratoire et les destinations des destinations. Tout d'abord, rappelons-le, les deux tiers des migrants de Sikasso restent à l'intérieur du pays, mais l'amplification de l'émigration internationale se confirme pour cette région depuis une quinzaine d'années. En effet, concernant les départs vers l'Europe, les ressortissants de Sikasso comptent pour 40 % des départs des dix dernières années, et plus significativement encore depuis cinq ans, contre 22 % la décennie précédente. Et ce n'est pas l'affaiblissement des départs depuis la région de Kayes vers cette destination qui entraîne ce glissement, mais bien l'augmentation des départs depuis Sikasso. Inversement les ressortissants de Kayes représentent respectivement pour ces mêmes décennies 42 % des départs vers un pays du continent africain, contre 18 % auparavant.

Tout se passe comme si l'émigration de ces deux régions se modifiait ou, au moins s'infléchissait. Les destinations classiques – vers la France pour les gens de Kayes et vers la Côte d'Ivoire pour ceux de Sikasso – se maintiennent de manière tranquille et

continue. Mais, tandis que les ressortissants de Sikasso ont dorénavant ouvert la route vers l'Espagne, ceux de Kayes semblent avoir réinvesti des destinations africaines. Notre enquête ne permet pas, néanmoins, de définir s'il s'agit d'une nouvelle forme de migration appelée à durer, ou de la réactivation d'une pratique de migrations de proximité et de courte durée, relevée depuis longtemps à Kayes, comme dans bien d'autres régions de l'Afrique. En effet, et il s'agit là d'une des limites inhérentes de notre enquête, nous comptabilisons bien les absents -avec l'année de leur départ et leur destination-, mais les migrants de retour, dont on sait qu'ils représentent généralement un migrant sur trois, sont classés parmi les présents et l'on ne connaît pas leur itinéraire. Malgré cela, on constate que ces mouvements sont récents et semblent d'autant plus accentués dans les cercles dont l'expérience migratoire était moins ancrée dans les pratiques locales : le cercle de Diéma pour la région de Kayes et celui de Kolondiéba pour la région de Sikasso.

Avec l'examen de l'émigration des femmes, d'autres traits distinguant les migrations de ces deux régions se révèlent. Ces dernières sont, tout d'abord, proportionnellement au total régional des émigrés, plus nombreuses à Sikasso qu'à Kayes, avec environ 10 points de pourcentages en plus. Dans le même ordre d'idées, environ la moitié des épouses des émigrés de la région de Kayes résident au village de leur époux, pour un peu plus du quart à Sikasso. En revanche, les émigrées de Kayes comptent moins de 4 % de célibataires ; contre 11,2 % pour Sikasso. En somme, l'émigration féminine de la région de Sikasso compte aussi des femmes seules, ce qui est quasi inexistant dans la région de Kayes sauf pour des motifs spécifiques (pour exemple, une jeune femme de l'un des villages, en formation à Kayes, est déclarée comme émigrée pour études).

Enfin, l'émigration de ressortissants de Sikasso apparaît plus importante, plus récente en particulier vers l'Europe, plus féminine enfin : ces éléments semblent indiquer que les mouvements migratoires de cette région sont en train de s'amplifier.

Les raisons invoquées pour les départs sont également contrastées. A Kayes deux motifs principaux reviennent par ordre d'importance : le soutien à la famille et la recherche d'un emploi. A Sikasso, le couple pauvreté/recherche d'argent revient avec le plus de fréquence. Dans le même ordre d'idées, la quasi-totalité des émigrés de Kayes ne travaillait pas avant de quitter le village : c'est le contraire pour les émigrés de Sikasso qui, pour leur grande majorité, avaient un emploi. Ainsi, l'agriculture traditionnelle pratiquée dans la région de Kayes n'est-elle pas un métier, tandis que l'agriculture pratiquée dans la région de Sikasso en est un, mais qui ne rapporte pas assez. Le choix des termes par les émigrés rencontrés ou par les chefs de leur concession n'est certes pas indifférent : à Kayes, « on travaille sans salaire, un boulot de miséreux », tandis qu'à Sikasso, « le coton se vend mal maintenant, on ne gagne plus assez, il faut aller chercher de l'argent ailleurs ».

Nous retrouvons certains des émigrés en France et en Espagne, où les contextes migratoires sont différents. C'est principalement l'expérience collective acquise par la collectivité qui favorise l'intégration des nouveaux arrivés en particulier pour l'accès au logement et au travail. Or, cette expérience collective n'a pas la même profondeur historique pour les Maliens installés récemment en Espagne, très majoritairement originaires de la région de Sikasso, que pour ceux qui sont établis en France, venus pour la plupart de la région de Kayes et porteurs de la mémoire de près de cinquante années

d'immigration. Ainsi, les Maliens de France déclarent tous travailler, généralement dans la restauration, le nettoyage industriel, le bâtiment et ne pas avoir rencontré de difficultés pour trouver un employeur. En Espagne, ces immigrés sont moins bien insérés dans le monde du travail. Beaucoup déclarent travailler à temps partiel et la crise économique qui a touché en particulier le bâtiment en Espagne a souvent fragilisé leur situation. Pourtant où qu'ils résident, ces migrants soutiennent au mieux de leurs possibilités, les membres de la famille restés au pays, mais en fonction de leur projet migratoire. **Là aussi des tendances communes sont observées, mais les migrants de Sikasso et de Kayes se distinguent néanmoins par certains comportements spécifiques.**

Les émigrés de Sikasso se soucient de leur famille. En témoignent les transferts financiers non négligeables qu'ils effectuent, mais, en même temps, ils veulent gagner de l'argent afin de pouvoir s'autonomiser. Dans le contexte de la crise cotonnière, sur fond de négociations asymétriques à l'OMC entre les pays producteurs africains et certains pays producteurs industriels, l'émigration apparaît comme indispensable car les ressources locales ne suffisent plus à garantir cette autonomie. Ils ont souvent financé leur émigration eux-mêmes, ce qui assurément, constitue la marque de leur projet personnel. Les émigrés de Kayes quant à eux, sont généralement choisis par la famille pour émigrer ; leur voyage est souvent financé par un membre de la famille déjà émigré. Ces émigrés vivent comme une responsabilité particulièrement forte le fait d'être un soutien indispensable de la famille et de la communauté et indiquent avoir gagné ainsi leur reconnaissance sociale au village. Le processus d'individualisation leur importe tout autant que les émigrés de Sikasso : mais l'enjeu réside plutôt dans la capacité à contribuer d'abord au bien être, familial. Pour les émigrés de Kayes, plus que pour ceux de Sikasso, dont la présence en Europe notamment, est moins stable, l'émigration se traduit également par un changement radical de statut, du paysan originaire du monde rural au salarié du monde industriel.

La perception de l'émigration par les chefs de concession connaît elle aussi des différences importantes selon la zone étudiée. Pour ceux de Kayes, tout vient de l'émigration et les villages, comme les familles, leur doivent de continuer d'exister. A Sikasso, les points de vue sont plus contrastés : certains sont critiques à l'égard de l'émigration, qu'ils perçoivent éventuellement comme une hémorragie de la jeunesse ; d'autres au contraire ne lui trouvent que des avantages et évoquent en particulier l'aide que leurs émigrés apportent ainsi que le développement local qu'ils ont favorisé. Ce dernier aspect est peu évoqué à Kayes où tous savent que la plupart des infrastructures collectives (écoles, dispensaires, etc.) sont le fait des émigrés.

Ces différences d'appréciation reposent, tout compte fait, sur des processus migratoires qui n'ont pas la même profondeur historique. L'émigration de la région de Kayes est une pratique socialement rodée, au sens où, d'une part elle est ancrée dans les logiques économiques de la région et où d'autre part, les villageois en gèrent les désagréments, sachant qu'elle est devenue une obligation pour la collectivité. A Sikasso par contre, où son ampleur est récente, l'accélération en fait un phénomène visible et significatif. D'autre part, dans la région de Kayes, un certain nombre de pratiques sociales plus ou moins consensuelles permettent, sinon de faire disparaître les inégalités sociales induites par l'absence d'émigrés dans certaines concessions, tout au moins de les lisser en partie (paiement collectif des impôts, dons lors des fêtes, etc.). A Sikasso le caractère récent du fait migratoire n'a peut être pas encore permis de mettre en œuvre un tel fonctionnement collectif ; par contre les inégalités sociales s'accroissent, dans une région

encore autosuffisante mais très menacée par la crise. Cette situation est parfois attribuée, dans un sens négatif, aux émigrés. Ceux des chefs de concession qui se sentent individuellement déstabilisés accusent alors les émigrés de tous les maux : les perturbations qu'ils déplorent sont néanmoins, à la base des décisions individuelles d'émigrer. Pourtant, ces chefs de concession ne réagissent pas de la même façon : si les uns peuvent se sentir menacés, les autres se sentent au contraire, sécurisés grâce au soutien de leurs émigrés. Dans tous les cas à Sikasso la société n'est pas encore résignée au fait migratoire, elle n'a pas encore appris non plus à gérer les contradictions que celui-ci induit, à la différence de Kayes où les membres des villages d'émigration assument un état de fait qui apparaît incontournable aujourd'hui.

4. Conclusions et recommandations en termes de recherche et de politiques publiques.

Quel est le devenir de ces situations sociales, dont nous avons vu qu'elles sont en pleine mutation ? La sociologie n'a pas vocation à anticiper l'avenir. Néanmoins, « l'intensification possible des migrations internationales et la diversification des types et des modèles explicatifs concernant les mobilités supposent le développement d'une sociologie de l'émigration et de l'immigration, privilégiant l'espace de circulation », écrivent Andrea Rea et Maryse Tripiet dans la conclusion de leur « Sociologie de l'immigration » en 2003. Pour le premier terme de cette proposition, la présente recherche permet de constater qu'en effet, dans les régions concernées ici, les migrations internationales s'intensifient. La mondialisation, incontournable au Mali comme ailleurs, mais également la crise économique, se sont également intensifiées, ce qui n'est pas sans effets sur les mouvements migratoires. Nous avons par ailleurs tenté, à notre niveau, de nous accorder avec le second terme de cette formulation en organisant nos travaux aux différents bouts de la chaîne migratoire, privilégiant de ce point de vue, l'espace - les espaces - de circulation. A l'expérience, cette orientation nous paraît produire des résultats innovants et nous viserons à poursuivre nos recherches dans cette direction.

Trois thématiques de recherche nous semblent découler de ce travail. Il s'agirait tout d'abord de conduire des recherches sur les migrations féminines. Celles-ci obéissent visiblement à des logiques différentes de celles des hommes, mais nous n'avons fait ici qu'effleurer le cœur du sujet. Il s'agirait ensuite de continuer à creuser cette question des changements de statut entraînés par la trajectoire en migration et en particulier de mener une réflexion autour du rapport au travail, qui apparaît assez central dans les logiques migratoires. Enfin, il s'agirait de suivre le devenir des processus en cours dans la région de Sikasso pour en mesurer l'impact à moyen terme.

Pas plus qu'il ne prédit l'avenir, le sociologue n'est conseiller du Prince. Néanmoins, cette recherche donne matière à réfléchir sur la réalité des mouvements migratoires et l'adéquation des politiques européennes en matière de migrations.

Remarquons d'abord que, malgré ou peut être grâce au bas niveau de qualification dont ils disposent généralement, les immigrants trouvent à s'employer. Ils savent éventuellement, avant leur départ du pays, quelles seront leurs conditions de travail et leur salaire, même s'ils découvrent une réalité quotidienne en Europe plus dure encore que ce qu'ils avaient envisagé à l'origine. C'est principalement en ce qui concerne le droit au séjour que tous expliquent avoir longtemps rencontré des problèmes, dont certains

ne sont pas complètement sortis. On peut dans ces conditions indiquer, contrairement à la rhétorique publique, qui affirme vouloir faire le tri entre ceux des immigrés qui s'intègrent et ceux qui n'auraient « pas vocation à demeurer en Europe », que l'économie a besoin d'eux. Il semblerait alors logique de prendre cette dimension en compte dans les politiques publiques afin de faciliter leur intégration en Europe. C'est dans cet esprit que nous retenons une formulation récente de monsieur Michel Rocard : « L'éthique des droits humains nous l'impose, mais aussi bien une politique responsable, car quel sens y a-t-il à maintenir sans permis de séjour des hommes et des femmes dont le travail contribue à l'activité du pays, souvent dans des secteurs où les Français ne se bousculent guère, et dont les enfants sont scolarisés dans l'école de la République ? » (*Journal Libération*, 29 septembre 2009).

Le deuxième élément important concerne le développement des villages d'origine. Trop souvent présentées comme une alternative à l'émigration, les actions de développement sont aussi portées par les émigrés eux-mêmes. Le fait est bien connu dans la région de Kayes, où la plupart des infrastructures sociales ont été financées par les associations de ressortissants, de plus en plus soutenues et accompagnées par des collectivités territoriales du Nord et par la coopération internationale. A Sikasso, comme il a été dit, le fait migratoire est plus récent et de ce fait les formes d'organisation au sein de l'immigration sont encore peu expérimentées. Mais nous rencontrons dans plusieurs villages de cette région des marques de l'engagement collectif de leurs migrants : dispensaire, rénovation de l'école, réfection d'une piste ou financement de la Mosquée. La coopération internationale, notamment espagnole (de plus en plus présente au Mali ces dernières années) gagnerait certainement à développer des programmes de codéveloppement en lien avec les immigrés de la région de Sikasso (dans la mesure où les Maliens émigrés en Espagne -interrogés dans le cadre de cette recherche- sont majoritairement originaires de la région de Sikasso).

Pour finir, nous souhaitons communiquer les résultats de cette recherche. Trois initiatives sont d'ores et déjà prévues, mais cette énumération n'est pas restrictive :

En premier lieu, un atelier de restitution est prévu pour octobre 2009 à Bamako. Décidé lors des missions de préparation de l'enquête, il constitue un engagement pris auprès des élus des communes dans lesquelles l'enquête a été réalisée, qui seront réunis afin de confronter nos résultats à leur connaissance de la situation.

En second lieu, nos collègues socio-démographes (Pierre Cissé et Famangan Konaté) se sont proposés de rédiger un article d'approche théorique, traitant de la différenciation, en milieu africain, entre le ménage et la concession, tant comme unité d'enquête pertinente que comme espace donnant du sens au lien social.

Enfin, des articles de synthèses de la présente recherche seront proposés à la publication.

Achevé d'imprimer le 15 octobre 2009
Imprimerie Bobillier • Morteau

MIGRATIONS INTERNATIONALES, RECOMPOSITIONS TERRITORIALES ET DÉVELOPPEMENT

Coordination du Programme :

André Quesnel (IRD / UMR 201 U. P1 - IRD)

Conseil scientifique du Programme :

Président :

Hervé Domenach (LPED U. de Provence - IRD)

Membres :

Ibrahim Awad (Bureau International du Travail, ILO, Genève),

Simon Bekker (U. de Stellenbosch, Afrique du Sud),

Geneviève Cortes (U. de Montpellier III),

Bachir Hamdouch (INSEA, U. Adgal Mohamed V, Rabat),

Mohamed Khelladi, décédé (PNUD, Algérie),

Emmanuel Ma Mung (MIGRINTER CNRS – U. de Poitiers),

Koffi Nguessan (ENSEA, Université d'Abidjan),

Jorge Santibañez (SEP, Mexico),

Jacques Véron (INED, Paris).

Secrétariat du Programme :

Murielle Honoré (IRD / UMR 201 U. P1 - IRD)

Secrétariat de l'édition scientifique :

Hélène Roux (IRD / UMR 201 U. P1 - IRD)